

Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

CA1
EA 10
-T67

150

Government
Publications



Treaty Series 1991 No.1 Recueil Des Traités

INDEX

CANADA TREATY SERIES

1991

Section 1. Bilateral Treaties

Section 2. Multilateral Treaties

INDEX

RECUEIL DES TRAITÉS DU CANADA

1991

Section 1. Traités bilatéraux

Section 2. Traités multilatéraux





Treaty Series 1991 No.1 Recueil Des Traités

INDEX

CANADA TREATY SERIES

1991

Section 1. Bilateral Treaties

Section 2. Multilateral Treaties

INDEX

RECUEIL DES TRAITÉS DU CANADA

1991

Section 1. Traités bilatéraux

Section 2. Traités multilatéraux

BILATERAL TREATIES - 1991

ARGENTINA

INVESTMENT PROTECTION

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Argentina for the Promotion and Protection of Investments

Toronto, **November 5, 1991**

RECIPROCAL EMPLOYMENT

Exchange of Letters between the Government of Canada and the Government of Argentina constituting an Agreement on Reciprocal Employment

Buenos Aires, **February 20, 1991**

Entered into force February 20, 1991

CTS 1991/39

BAHRAIN

DEFENCE

Memorandum of Agreement between the Government of Canada and the Government of the State of Bahrain concerning the Deployment of Canadian Forces

Manama, **January 16, 1991**

Entered into force January 16, 1991

CTS 1991/9

CHILE

EMPLOYMENT OF DEPENDENTS

Exchange of Notes constituting an Agreement between the Government of Canada and the Government of Chile concerning the Employment of Dependents of Employees of each Government assigned to Official Missions in the Other Country

Santiago, **December 19, 1990 and January 21, 1991**

TRAITÉS BILATÉRAUX - 1991

ARABIE SAOUDITE

AIR

Accord sur le transport aérien entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite (avec annexe)

Riyadh, le 14 novembre 1990

En vigueur le 9 juin 1991

RTC 1991/20

ARGENTINE

EMPLOI DE PERSONNES A CHARGE

Échange de Lettres entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'Argentine constituant un Accord concernant l'emploi de personnes à charge

Buenos Aires, le 20 février 1991

En vigueur le 20 février 1991

RTC 1991/39

PROTECTION DES INVESTISSEMENTS

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République d'Argentine sur l'encouragement et la protection des investissements

Toronto, le 5 novembre 1991

BAHREIN

DÉFENSE

Protocole d'Entente entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'État de Bahreïn
Manama, le 16 janvier 1991

En vigueur le 16 janvier 1991

RTC 1991/9

CHILI

EMPLOI DE PERSONNES A CHARGE

Échange de Notes entre le gouvernement du Canada et le Gouvernement du Chili constituant un Accord relatif à l'emploi de personnes à la charge des employés de chaque Gouvernement en poste dans des missions officielles dans l'autre pays

Santiago, le 17 décembre et le 21 janvier 1991

CYPRUS

SOCIAL SECURITY

Agreement on Social Security between the Government of Canada and the Government of the Republic of Cyprus

Ottawa, **January 24, 1990**

Entered into force May 1, 1991

CTS 1991/25

DENMARK

POLLUTION

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of Denmark constituting an Agreement to amend Annex B of the 1983 Agreement relating to the Marine Environment

Ottawa, **October 7, 1991**

Entered into force October 7, 1991

CTS 1991/35

EUROPEAN ATOMIC ENERGY COMMUNITY (EURATOM)

NUCLEAR , ATOMIC ENERGY

Exchange of Letters between the Government of Canada and the European Atomic Energy Community (Euratom) amending the Agreement for Cooperation in the Peaceful Uses of Atomic Energy signed October 6, 1959

Brussels, **July 15, 1991**

Entered into force July 15, 1991

CTS 1991/23

FINLAND

NUCLEAR

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of Finland regarding the Retransfer of Specified Nuclear Material and constituting an Agreement on the Application of the March 5, 1976 Canada-Finland Agreement concerning the Uses of Nuclear Material, as amended

Helsinki, **November 22, 1991**

Entered into force November 22, 1991

CTS 1991/52

CHYPRE

SÉCURITÉ SOCIALE

Accord sur la sécurité sociale entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République de Chypre

Ottawa, **le 24 janvier 1990**

En vigueur le 1er mai 1991

RTC 1991/25

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE (EURATOM)

NUCLÉAIRE , ÉNERGIE ATOMIQUE

Échange de Lettres entre le Gouvernement du Canada et la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) modifiant l'accord concernant les utilisations pacifiques de l'énergie atomique du 6 octobre 1959

Bruxelles, **le 15 juillet 1991**

En vigueur le 15 juillet 1991

RTC 1991/23

DANEMARK

POLLUTION

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume du Danemark constituant un Accord modifiant l'annexe B de l'Accord de 1983 concernant le milieu marin

Ottawa, **le 7 octobre 1991**

En vigueur le 7 octobre 1991

RTC 1991/35

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE (EUA)

AIR

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique constituant un Accord modifiant de nouveau l'Accord relatif aux transports aériens signé le 17 janvier 1966 tel que modifié par un Échange de Notes signé le 8 mai 1974

Ottawa, **le 28 mai 1991**

En vigueur le 28 mai 1991

RTC 1991/14

COMMERCE

Échange de Lettres constituant un Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique modifiant l'appendice 1 de l'annexe 705.4 de l'Accord de libre-échange Washington, **le 1er mai 1991**

En vigueur le 1er mai 1991

RTC 1991/13

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE (EUA)

COMMERCE

Échange de Lettres entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique constituant un Accord modifiant les Listes tarifaires contenues à l'annexe 401.5 et ayant les Règles 2, 3 et 4 de la Section III de l'annexe 301.2 au Chapitre 3 de l'Accord de libre-échange

Washington, le **16 août 1991**

En vigueur le 16 août 1991

RTC 1991/53

DÉFENSE

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique constituant un Accord prolongeant l'Accord du Commandement de la Défense aérospatial de l'Amérique du Nord (NORAD) pour une période de cinq ans

Washington, le **30 avril 1991**

En vigueur le 30 avril 1991

RTC 1991/19

NOTE: En vigueur le 30 avril 1991 avec effet à partir du 12 mai 1991

Eaux Limitrophes

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique constituant un Accord modifiant l'Accord concernant l'application des taux de péage sur la Voie maritime du Saint-Laurent (avec Mémoire d'Accord)

Washington, le **17 janvier 1991**

En vigueur le 25 janvier 1991

RTC 1991/6

Eaux Limitrophes

Échange de Notes constituant un Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique modifiant l'Accord concernant l'application des taux de péage sur la Voie maritime du Saint-Laurent

Washington, le **20 décembre 1991**

En vigueur le 20 décembre 1991

RTC 1991/38

Eaux Limitrophes

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique constituant un Accord concernant l'application des taux de péage sur la Voie maritime du Saint-Laurent (avec Mémoire d'Accord)

Washington, le **1er mai 1991**

En vigueur le 1er mai 1991

RTC 1991/11

NOTE: Note canadienne le 26 avril 1991, Note américaine le 1er mai 1991.

ENVIRONNEMENT

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique sur la qualité de l'air (avec annexes)

Ottawa, le **13 mars 1991**

En vigueur le 13 mars 1991

RTC 1991/3

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE (EUA)

EXTRADITION

Protocole modifiant le Traité d'extradition entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique signé à Washington le 3 décembre 1971, en sa version modifiée par l'Échange de Notes le 28 juin et le 9 juillet 1974
Ottawa, le 11 janvier 1988
 En vigueur le 26 novembre 1991
 RTC 1991/37

NAVIGATION

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique constituant un Accord modifiant l'Accord du 3 juin 1976 concernant la construction, l'exploitation et l'entretien de la station Loran-C située près de Williams Lake, C.B. (avec annexe)
Washington, le 8 mai 1991
 En vigueur le 8 mai 1991
 RTC 1991/12

NAVIGATION

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique constituant un Accord modifiant le Mémoire d'accord sur les services de pilotage dans les Grands Lacs
Washington, le 12 février 1991
 En vigueur le 12 février 1991
 RTC 1991/15

PÊCHERIES

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique concernant l'application de la législation sur les pêches
Ottawa, le 26 septembre 1990
 En vigueur le 16 décembre 1991
 RTC 1991/36

RADIO

Échange de Notes (8 janvier et 15 octobre 1947) entre le Canada et les États-Unis d'Amérique portant Accord sur l'attribution de voies de radiodiffusion
Washington, le 15 octobre 1947
 En vigueur le 15 octobre 1947
 RTC 1947/30
 NOTE: Substitué par l'Accord du 25 février 1991.
 TERMINÉ: le 25 février 1991

RADIO

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique concernant l'utilisation de la bande de fréquences de 88 à 108 mégahertz pour la radiodiffusion en modulation de fréquence (FM)
Washington, le 25 février 1991
 En vigueur le 25 février 1991
 RTC 1991/10

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique constituant un Accord en matière de coopération dans le cadre du programme Radarsat (avec annexe)
Washington, le 12 novembre 1991
 En vigueur le 12 novembre 1991
 RTC 1991/50

FRANCE

CULTURE

Agreement between the Government of Canada and the Government of the French Republic regarding Cooperation and Exchanges in the Museums Field

Paris, **November 26, 1990**

Entered into force April 1, 1991

CTS 1991/4

CUSTOMS

Protocol to the Agreement on Mutual Assistance between the Government of Canada and the Government of France for the Prevention, Investigation and Suppression by the Customs Administrations of both Countries of Customs Offenses

Ottawa, **November 6, 1990**

Entered into force January 1, 1991

Note: Applied provisionnaly from November 6, 1990

CTS 1991/56

MUTUAL LEGAL ASSISTANCE

Treaty between the Government of Canada and the Government of the Republic of France on Mutual Assistance in Penal Matters

Paris, **December 15, 1989**

Entered into force May 1, 1991

CTS 1991/34

HONG KONG

NARCOTICS

Agreement between the Government of Canada and the Government of Hong Kong concerning the Investigation of Drug Trafficking and Confiscation of the Proceeds of Drug Trafficking

Hong Kong, **November 14, 1990**

Entered into force February 17, 1991

CTS 1991/18

HUNGARY

INVESTMENT PROTECTION

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Hungary for the Promotion and Reciprocal Protection of Investments

Ottawa, **October 3, 1991**

FINLANDE

NUCLÉAIRE

Échange de Lettres entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la Finlande relatif aux transferts de matières nucléaires spécifiées et constituant un Accord concernant l'application de leur Accord du 5 mars 1976, tel que modifié
Helsinki, **le 22 novembre 1991**
En vigueur le 22 novembre 1991
RTC 1991/52

FRANCE

CULTURE

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République française concernant la coopération et les échanges dans le domaine des musées
Paris, **le 26 novembre 1990**
En vigueur le 1er avril 1991
RTC 1991/4

DOUANES

Avenant à l'Accord d'assistance mutuelle entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la France visant à la prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières par les administrations douanières des deux pays
Ottawa, **le 6 novembre 1990**
En vigueur le 1 janvier 1991
Note : Appliqué provisoirement à partir du 6 novembre 1990
RTC 1991/56

ENTRAIDE JURIDIQUE

Convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République française
Paris, **le 15 décembre 1989**
En vigueur le 1er mai 1991
RTC 1991/34

HONG KONG

STUPÉFIANTS

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de Hong Kong concernant les enquêtes sur le trafic des drogues et la confiscation du produit du trafic des drogues
Hong Kong, **le 14 novembre 1990**
En vigueur le 17 février 1991
RTC 1991/18

HONGRIE

PROTECTION DES INVESTISSEMENTS

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République de Hongrie sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements
Ottawa, **le 3 octobre 1991**

INDIA

AIR

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of India constituting an Agreement amending the Agreement on Air Services signed at New Delhi on July 20, 1982, as amended (with attachment)

New Delhi, **May 30, 1991**

Entered into force May 30, 1991

CTS 1991/41

INDONESIA

DEVELOPMENT COOPERATION

General Agreement on Development Co-operation between the Government of Canada and the Government of the Republic of Indonesia (with Annexes)

Ottawa, **May 21, 1991**

ITALY

AIR

Agreement on Airworthiness between the Government of Canada and the Government of Italy
Ottawa, **February 18, 1991**

Entered into force February 18, 1991

CTS 1991/7

LUXEMBOURG

TAXATION

Convention between the Government of Canada and the Government of the Grand Duchy of Luxembourg for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income and on Capital

Luxembourg, **January 17, 1989**

Entered into force July 8, 1991

CTS 1991/21

INDE

IR

échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'Inde constituant un accord modifiant l'Accord signé à New Delhi le 20 juillet 1982 tel que modifié (document en annexe)
New Delhi, le **30 mai 1991**
en vigueur le 30 mai 1991
TC 1991/41

INDONÉSIE

COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

accord général sur la coopération au développement entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République d'Indonésie (avec annexes)
Ottawa, le **21 mai 1991**

ITALIE

IR

accord de navigabilité entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'Italie
Ottawa, le **18 février 1991**
en vigueur le 18 février 1991
TC 1991/7

LUXEMBOURG

MPOT

convention entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune
Luxembourg, le **17 janvier 1989**
en vigueur le 8 juillet 1991
TC 1991/21

MALTE

SÉCURITÉ SOCIALE

accord sur la sécurité sociale entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République de Malte
Toronto, le **4 avril 1991**
en vigueur le 1er mars 1992
TC 1992/5

MEXIQUE

CULTURE

accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis Mexicains concernant la coopération dans les domaines des musées et de l'archéologie
Mexico, le **25 novembre 1991**

MALTA

SOCIAL SECURITY

Agreement on Social Security between the Government of Canada and the Government of the Republic of Malta

Toronto, **April 4, 1991**

MEXICO

CULTURE

Film and Television Co-Production Agreement between the Government of Canada and the Government of the United Mexican States (with Annex)

Ottawa, **April 8, 1991**

Entered into force November 26, 1991

CTS 1991/42

CULTURE

Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of Mexico concerning Co-operation in the Fields of Museums and Archaeology

Mexico, **November 25, 1991**

TAXATION

Convention between the Government of Canada and the Government of the United Mexican States for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income

Ottawa, **April 8, 1991**

NAMIBIA

DEFENSE

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Namibia for the Training in Canada of Personnel of the Armed Forces of the Republic of Namibia

Windhoek, **September 19, 1991**

Entered into force September 19, 1991

CTS 1991/48

MEXIQUE

CULTURE

Accord de coproduction d'oeuvres cinématographiques et audiovisuelles entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis Mexicains (avec annexe)

Ottawa, **le 8 avril 1991**

En vigueur le 26 novembre 1991

RTC 1991/42

IMPÔTS

Convention entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis Mexicains en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu

Ottawa, **le 8 avril 1991**

En vigueur le 11 mai 1992

RTC 1992/15

NAMIBIE

DÉFENSE

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République de Namibie concernant la formation au Canada de personnel des forces armées de la République de Namibie

Windhoek, **le 19 septembre 1991**

En vigueur le 19 septembre 1991

RTC 1991/48

PAYS-BAS

EMPLOI DES PERSONNES À CHARGE

Échange de Lettres entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des Pays-Bas constituant

un Accord relatif à l'emploi des personnes à charge

La Haye, **le 1er mai 1991**

En vigueur le 18 décembre 1991

RTC 1991/43

ENTRAIDE JUDICIAIRE

Traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Canada et le Royaume des Pays-Bas

La Haye, **le 1er mai 1991**

EXTRADITION

Convention entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas en matière d'extradition

Montréal, **le 13 octobre 1989**

En vigueur le 1er décembre 1991

RTC 1991/32

EXTRADITION

Traité entre le Royaume-Uni et les Pays-Bas pour l'extradition mutuelle de criminels fugitifs

Londres, **le 26 septembre, 1898**

En vigueur le 14 mars, 1899

BTS 1899/1

NOTE: Terminé le 1er décembre 1991 dès l'entrée en vigueur de la Convention d'extradition du 13 octobre 1989

TERMINÉ: le 1er décembre 1991

NETHERLANDS

EMPLOYMENT OF DEPENDENTS

Exchange of Letters between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of the Netherlands constituting an Agreement relating to Employment of Dependents

The Hague, **May 1, 1991**

Entered into force December 18, 1991

CTS 1991/43

EXTRADITION

Treaty between the United Kingdom and the Netherlands for the Mutual Surrender of Fugitive Criminals

London, **September 26, 1898**

Entered into force March 14, 1899

BTS 1899/1

NOTE: Terminated December 1, 1991 upon the entry into force of the Extradition Treaty signed in Montreal on October 13, 1989.

TERMINATED: December 1, 1991

EXTRADITION

Treaty between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of the Netherlands on Extradition

Montreal, **October 13, 1989**

Entered into force December 1, 1991

CTS 1991/32

MUTUAL LEGAL ASSISTANCE

Treaty between Canada and the Kingdom of the Netherlands on Mutual Assistance in Criminal Matters

The Hague, **May 1, 1991**

SAUDI ARABIA

AIR

Air Transport Agreement between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of Saudi Arabia (with Annex)

Riyadh, **November 14, 1990**

Entered into force June 9, 1991

CTS 1991/20

ROYAUME-UNI

CULTURE

Protocole entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord modifiant l'Accord de coproduction cinématographique fait à Londres le 12 septembre 1975, et modifié le 9 juillet 1985

Ottawa, le **5 juillet 1991**

En vigueur le 27 septembre 1991

RTC 1991/55

DÉFENSE

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord constituant un Accord relatif à l'entraînement des Forces armées britanniques au Canada

Londres, le **4 septembre 1991**

En vigueur le 4 septembre 1991

RTC 1991/33

NOTE: Restera en vigueur jusqu'au 19 août 2006

DÉFENSE

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord constituant un Accord relatif à l'entraînement des Forces armées britanniques au Canada

Ottawa, le **20 août 1971**

En vigueur le 20 août 1971

NOTE: Remplacée par l'Accord du 4 septembre 1991. RTC 1991/33

TERMINÉ: le 4 septembre 1991

DÉFENSE

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne constituant un Accord modifiant et prolongeant l'Accord de 1971 relatif à l'entraînement des Forces armées britanniques au Canada

Ottawa, le **26 novembre 1979**

En vigueur le 26 novembre 1979

RTC 1979/23

NOTE: Remplacée par l'Accord du 4 septembre 1991. RTC 1991/33

TERMINÉ: le 4 septembre 1991

SUÈDE

NUCLÉAIRE

Échange de Lettres entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la Suède relatif aux transferts de matières nucléaires spécifiées et constituant un Accord concernant l'application de l'Accord Canada-Suède du 27 septembre 1977 tel que modifié

Stockholm, le **27 novembre 1991**

En vigueur le 27 novembre 1991

RTC 1991/46

THAÏLANDE

AIR

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume de Thaïlande constituant un Accord modifiant l'Accord sur les services aériens signé le 24 mai 1989

Bangkok, le **25 décembre 1991**

En vigueur le 25 décembre 1991

RTC 1991/40

SWEDEN

NUCLEAR

Exchange of Letters between the Government of Canada and the Government of Sweden regarding the Retransfer of Specified Nuclear Material and constituting an Agreement on the Application of the September 27, 1977 Canada-Sweden Agreement concerning the Use of Nuclear Material, Equipment, Facilities and Information Transferred between Canada and Sweden, as amended
 Stockholm, **November 20 and 27, 1991**
 Entered into force November 20, 1991
 CTS 1991/46

THAILAND

AIR

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of Thailand constituting an Agreement amending the Agreement on Air Services signed May 24, 1989
 Bangkok, **December 25, 1991**
 Entered into force December 25, 1991
 CTS 1991/40

UNITED KINGDOM

CULTURE

Protocol between the Government of Canada and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland amending the Films Co-Production Agreement done at London on 12 September 1975, as amended on 9 July 1985
 Ottawa, **July 5, 1991**
 Entered into force September 27, 1991
 CTS 1991/55

DEFENCE

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United Kingdom constituting an Agreement concerning a Training Scheme for Armed Forces of the United Kingdom in Canada
 Ottawa, **August 20, 1971**
 Entered into force August 20, 1971
 NOTE: Replaced by the September 4, 1991 Agreement. (CTS 1991/33)
 TERMINATED: September 4, 1991

UNITED KINGDOM

DEFENCE

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United Kingdom constituting an Agreement amending and extending the 1971 Agreement concerning a Training Scheme for Armed Forces of the United Kingdom in Canada

Ottawa, **November 26, 1979**

Entered into force November 26, 1979

CTS 1979/23

NOTE: Replaced by September 4, 1991 Agreement (CTS 1991/33)

TERMINATED: September 4, 1991

DEFENCE

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland constituting an Agreement on British Armed Forces Training in Canada

London, **September 4, 1991**

Entered into force September 4, 1991

CTS 1991/33

NOTE: Will remain in force until August 19, 2006

UNITED STATES OF AMERICA

AIR

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America to further amend the Air Transport Agreement signed January 17, 1966 as amended by an

Exchange of Notes signed May 8, 1974

Ottawa, **December 13, 1990 and May 28, 1991**

Entered into force May 28, 1991

CTS 1991/14

BOUNDARY WATERS

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America constituting an Agreement amending the Agreement concerning the Application of Tolls on the St. Lawrence Seaway (with Memorandum of Agreement)

Washington, **January 17, 1991**

Entered into force January 25, 1991

CTS 1991/6

UNITED STATES OF AMERICA

BOUNDARY WATERS

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America constituting an Agreement concerning the Application of Tolls on the St. Lawrence Seaway (with Memorandum of Agreement)

Washington, **May 1, 1991**

Entered into force May 1, 1991

CTS 1991/11

NOTE: Canadian Note April 26, 1991, American Note May 1, 1991.

BOUNDARY WATERS

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America constituting an Agreement further amending the Agreement concerning the Application of Tolls on the St. Lawrence Seaway (with Memorandum of Agreement)

Washington, **December 12 and 20, 1991**

Entered into force December 20, 1991

CTS 1991/38

COMMERCE , TRADE

Exchange of Letters constituting an Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America amending Schedule I of Annex 705.4 of the Free Trade Agreement

Washington, **May 1, 1991**

Entered into force May 1, 1991

CTS 1991/13

COMMERCE , TRADE

Exchange of Letters between the Government of Canada and the Government of the United States of America constituting an Agreement to amend the Tariff Schedules contained in Annex 401.5 and to delete Rules 2, 2 and 4 of Section III of Annex 301.2 of Chapter 3 of the Free Trade Agreement

Washington, **August 16, 1991**

Entered into force August 16, 1991

CTS 1991/53

DEFENCE

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America constituting an Agreement to extend the North American Aerospace Defence Command (NORAD) Agreement for a further five-year period

Washington, **April 30, 1991**

Entered into force April 30, 1991

CTS 1991/19

NOTE: In force April 30, 1991 with effect from May 12, 1991.

UNITED STATES OF AMERICA

ENVIRONMENT

Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America on Air Quality (with Annexes)

Ottawa, **March 13, 1991**

Entered into force March 13, 1991

CTS 1991/3

EXTRADITION

Protocol amending the Treaty on Extradition between the Government of Canada and the Government of the United States of America signed at Washington on December 3, 1971, as amended by an Exchange of Notes on June 28 and July 9, 1974

Ottawa, **January 11, 1988**

Entered into force November 26, 1991

CTS 1991/37

FISHERIES

Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America on Fisheries Enforcement

Ottawa, **September 26, 1990**

Entered into force December 16, 1991

CTS 1991/36

NAVIGATION

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America constituting an Agreement to amend the Memorandum of Arrangements concerning the Operation of Pilotage Services on the Great Lakes

Washington, **February 12, 1991**

Entered into force February 12, 1991

CTS 1991/15

NAVIGATION

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America constituting an Agreement amending the Agreement of June 3, 1976 relating to the Construction, Operation and Maintenance of a Loran-C Station in the Vicinity of Williams Lake, B.C. (Annex)

Washington, **May 8, 1991**

Entered into force May 8, 1991

CTS 1991/12

UNITED STATES OF AMERICA

RADIO

Exchange of Notes (January 8 and October 15, 1947) between Canada and the United States of America constituting an Agreement on the Allocation of Channels for Radio Broadcasting
Washington, **October 15, 1947**

Entered into force October 15, 1947

CTS 1947/30

NOTE: Superseded by the February 25, 1991 Agreement.

TERMINATED: February 25, 1991

RADIO

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America concerning the Use of the 88 to 108 Megahertz Band for Frequency Modulation Broadcasting (FM)

Washington, **February 25, 1991**

Entered into force February 25, 1991

CTS 1991/10

TELECOMMUNICATIONS

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America constituting an Agreement for Cooperation in the Radarsat Programme (with Memorandum of Understanding)

Washington, **November 12, 1991**

In force November 12, 1991

CTS 1991/50

URUGUAY

DEVELOPMENT CO-OPERATION

General Agreement on Development Co-operation between the Government of Canada and the Government of the Oriental Republic of Uruguay

Montevideo, **February 10, 1989**

Entered into force June 5, 1991

INVESTMENT PROTECTION

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Oriental Republic of Uruguay for the Promotion and Protection of Investments

Ottawa, **May 16, 1991**

USSR

COMMERCE

Protocol to further extend the Trade Agreement between the Government of Canada and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics signed at Ottawa on February 29, 1956
Moscow, **April 17, 1991**

Entered into force April 17, 1991

CTS 1991/8

DEFENCE

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics on the Prevention of Dangerous Military Activities (with Annexes)

Ottawa, **May 10, 1991**

Entered into force November 10, 1991

CTS 1991/26

INVESTMENT PROTECTION

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics for the Promotion and Reciprocal Protection of Investments

Moscow, **November 20, 1989**

Entered into force June 27, 1991

CTS 1991/31

VENEZUELA

VISAS

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the Republic of Venezuela concerning Visa Requirements for Non-Immigrant Travellers of the two Countries

Ottawa, **October 8, 1959**

Entered into force November 1, 1959

CTS 1959/20

TERMINATED: March 11, 1991

URSS

COMMERCE

Protocole prolongeant l'Accord commercial conclu entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques signé à Ottawa le 26 février 1956
Ottawa, le 17 avril 1991
 En vigueur le 17 avril 1991
 RTC 1991/8

DÉFENSE

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques relatif à la prévention des activités militaires dangereuses (avec annexes)
Ottawa, le 10 mai 1991
 En vigueur le 10 novembre 1991
 RTC 1991/26

PROTECTION DES INVESTISSEMENTS

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements
Moscou, le 20 novembre 1989
 En vigueur le 27 juin 1991
 RTC 1991/31

URUGUAY

COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Accord général concernant la coopération au développement entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay
Montevideo, le 10 février 1989
 En vigueur le 5 juin 1991

PROTECTION DES INVESTISSEMENTS

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay sur l'encouragement et la protection des investissements
Ottawa, le 16 mai 1991

VENEZUELA

VISAS

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République du Venezuela constituant un Accord sur les conditions à remplir par les voyageurs non immigrants des deux pays pour l'obtention de visas
Ottawa, le 8 octobre 1959
 En vigueur le 1er novembre 1959
 RTC 1959/20
TERMINÉ: le 11 mars 1991

MULTILATERAL TREATIES - 1991

AGRICULTURE

International Convention for the Protection of New Varieties of Plants of December 2, 1961 as revised at Geneva on November 10, 1972, and on October 23, 1978

Done at Paris, **December 2, 1961**

Signed by Canada October 31, 1979

Ratified by Canada February 4, 1991

Entered into force for Canada March 4, 1991

CTS 1991/5

AGRICULTURE

Agreement on CAB International

Done at London, **July 8, 1986**

In force September 4, 1987

Signed by Canada July 29, 1991

Ratification by Canada July 29, 1991

In force for Canada July 29, 1991

CTS 1991/47

AVIATION

Protocol relating to an Amendment to the Convention on International Civil Aviation (Article 50(a))

Done at Montreal, **October 26, 1990**

Ratified by Canada April 19, 1991

AVIATION

Convention on the Marking of Plastic Explosives for the Purpose of Detection

Done at Montreal, **March 1, 1991**

Signed by Canada March 1, 1991

CONSERVATION

Protocol on Environmental Protection to the Antarctic Treaty

Done at Madrid, **October 4, 1991**

Signed by Canada October 4, 1991

TRAITÉS MULTILATÉRAUX - 1991

AGRICULTURE

Convention Internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961, révisée à Genève le 10 novembre 1972 et le 23 octobre 1978

Paris, **le 2 décembre 1961**

Signé par le Canada le 31 octobre 1979

Ratifié par le Canada le 4 février 1991

En vigueur pour le Canada le 4 mars 1991

RTC 1991/5

AGRICULTURE

Accord relatif au C-A-B International

Londres, **le 8 juillet 1986**

en vigueur le 4 septembre 1987

Signé par le Canada le 29 juillet 1991

Ratifié par le Canada le 29 juillet 1991

En vigueur pour le Canada le 29 juillet 1991

RTC 1991/47

AIR

Protocole portant amendement de la Convention relative à l'aviation civile internationale (article 50(a))

Montréal, **le 26 octobre 1990**

Ratifié par le Canada le 19 avril 1991

AIR

Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection

Montréal, **le 1er mars 1991**

Signé par le Canada le 1er mars 1991

CIMETIÈRES DE GUERRE

Accord entre les Gouvernements du Canada, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de l'Inde et le Gouvernement de la République Tunisienne concernant les cimetières, sépultures et monuments militaires du Commonwealth en Tunisie (avec annexe)

Tunis, **le 2 mai 1990**

Signé par le Canada le 2 mai 1990

En vigueur pour le Canada le 1er octobre 1991

CUSTOMS

Protocol of Amendment to the International Convention on Mutual Administrative Assistance for the Prevention, Investigation and Repression of Customs Offenses, done at Nairobi on June 9, 1977
Done at Brussels, **June 22, 1988**
Ratified by Canada December 18, 1991

DEFENSE

Exchange of Notes Constituting an Arrangement between the Government of Canada, Belgium and the Netherlands and the Government of the Federal Republic of Germany concerning the Status and Access of their Forces in Berlin
Done at Bonn, **September 23, 1991**
Signed by Canada September 23, 1991

DISARMAMENT

Treaty on Conventional Forces in Europe (with Protocol
Done at Paris, **November 19, 1990**
Signed by Canada November 19, 1990
Ratified by Canada November 22, 1991

ENVIRONMENT

Convention on Environmental Impact Assessment in a Transboundary Context
Done at Espoo, **February 25, 1991**
Signed by Canada February 26, 1991

FINANCE

Agreement establishing the European Bank for Reconstruction and Development (with Annexes)
Done at Paris, **May 29, 1990**
Signed by Canada May 29, 1990
Ratified by Canada February 25, 1991
In force March 28, 1991
Entered into force for Canada March 28, 1991
CTS 1991/16

FISHERIES

Protocol II to the Convention on the Prohibition of Fishing with Long Driftnets in the South Pacific,
Done at Noumea, **October 20, 1990**
Signed by Canada September 24, 1991

RTC 1991/24

COMMERCE (TEXTILES)

Protocole portant maintien en vigueur de l'Arrangement concernant le commerce international des textiles

Genève, **le 31 juillet 1991**

En vigueur le 1er août 1991

Signé par le Canada le 7 août 1991

Ratifié par le Canada le 4 décembre 1991

En vigueur pour le Canada le 4 décembre 1991

RTC 1991/49

CONSERVATION

Protocole au Traité sur l'Antarctique relatif à la protection de l'environnement

Madrid, **le 4 octobre 1991**

Signé par le Canada le 4 octobre 1991

DÉFENSE

Échange de Notes constituant un Arrangement entre les Gouvernements du Canada, de la Belgique et des Pays-Bas et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant le statut et l'accès des Forces canadiennes, belges et néerlandaises à Berlin

Bonn, **le 23 septembre 1991**

Signé par le Canada le 23 septembre 1991

DÉSARMEMENT

Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (avec Protocoles)

Paris, **le 19 novembre 1990**

Signé par le Canada le 19 novembre 1990

Ratifié par le Canada le 22 novembre 1991

NOTE: Traité appliqué provisoirement à partir du 17 juillet 1992.

DOUANES

Protocole d'amendement de la Convention internationale d'assistance mutuelle administrative en vue de prévenir, de rechercher et de réprimer les infractions douanières faite à Nairobi le 9 juin 1977

Bruxelles, **le 22 juin 1988**

Ratifié par le Canada le 18 décembre 1991

FISHERIES

Amendment to the annex (as amended in 1986 and 1990) to the International Convention for the High Seas Fisheries of the North Pacific Ocean, as amended by the Protocol signed at Tokyo April 25, 1978

Done at Tokyo, **April 25, 1991**

Ratified by Canada May 23, 1991

Entered into force by Canada May 23, 1991

CTS 1991/54

HUMAN RIGHTS

Convention on the Rights of the Child

Done at New York, **November 20, 1989**

Signed by Canada May 28, 1990

Ratified by Canada December 13, 1991

LAW

United Nations Convention on Contracts for the International Sale of Goods

Done at Vienna, **April 11, 1980**

Acceded to by Canada April 23, 1991

LAW OF THE SEA

Memorandum of Understanding between Canada, Belgium, Germany, Italy, the Netherlands, the United Kingdom and the United States of America, on the one hand, and China, on the other hand, on the Avoidance of Overlaps and Conflicts Relating to Deep Seabed Areas (with Annexes)

Done at New York, **February 22, 1991**

In force February 22, 1991

Signed by Canada February 22, 1991

Ratified by Canada February 22, 1991

Entered into force for Canada February 22, 1991

CTS 1991/22

LAW OF THE SEA

Memorandum of Understanding on the Avoidance of Overlaps and Conflicts relating to Deep Seabed Areas between the Governments of Canada, Belgium, Germany, Italy, the Netherlands, the United Kingdom, the United States of America, on the one hand, and Bulgaria, Czechoslovakia, Poland and the USSR, as the Certifying States of the Interoceanmental Joint Organization, on the other hand (with Annexes)

Done at New York, **August 20, 1991**

DROIT DE LA MER

Mémoire d'entente visant à éviter les chevauchements et les conflits relatifs aux zones des grands fonds marins entre les gouvernements du Canada, de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Italie, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et des États-unis d'Amérique, d'une part, et les gouvernements de la Bulgarie, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de l'U.R.S.S en qualité d'États certificateurs de l'Organisation conjointe Interoceanmetal, d'autre part (avec annexes)

New York, **le 20 août 1991**

Signé par le Canada le 20 août 1991

En vigueur pour le Canada le 28 août 1991 avec effet à compter du 20 août 1991

RTC 1991/44

DROIT DE LA MER

Mémoire d'entente visant à éviter les chevauchements et les conflits relatifs aux zones des grands fonds marins entre les gouvernements du Canada, de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Italie, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, d'une part, et les gouvernements de la Bulgarie, de Cuba, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de l'U.R.S.S en qualité d'États certificateurs de l'Organisation conjointe Interoceanmetal, d'autre part (avec annexes)

New York, **le 20 août 1991**

Signé par le Canada le 20 août 1991

En vigueur pour le Canada le 28 août 1991 avec effet à compter du 20 août 1991

RTC 1991/45

DROIT DE LA MER

Mémoire d'entente entre le Canada, la Belgique, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique, d'une part, et la Chine, d'autre part, visant à éviter les chevauchements et les conflits relatifs aux zones des grands fonds marins (avec annexes)

New York, **le 22 février 1991**

En vigueur le 22 février 1991

Signé par le Canada le 22 février 1991

Ratifié par le Canada le 22 février 1991

En vigueur pour le Canada le 22 février 1991

RTC 1991/22

DROIT DE LA GUERRE

Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I) (avec annexes)

Genève, **le 8 juin 1977**

Signé par le Canada le 12 décembre 1977

Ratifié par le Canada le 20 novembre 1990

En vigueur pour le Canada le 20 mai 1991

RTC 1991/2

Signed by Canada , August 20, 1991

Entered into force for Canada August 28, 1991, with effect from August 20, 1991

CTS 1991/44

LAW OF THE SEA

Memorandum of Understanding on the Avoidance of Overlaps and Conflicts Relating to Deep Sea-Bed Areas between the Governments of Canada, Belgium, Germany, Italy, the Netherlands and the United Kingdom, on the one hand, and the Governments of Bulgaria, Cuba, Czechoslovakia, Poland and the USSR, as the Certifying States of the Interoceanmental Joint Organization, on the other hand (with Annexes)

Done at New york, **August 20, 1991**

Signed by Canada , August 20, 1991

Entered into force for Canada August 28, 1991, with effect from August 20, 1991

CTS 1991/45

MARINE SCIENCE

Convention for a North Pacific Marine Science Organization (PICES)

Done at Ottawa, **December 12, 1990**

Signed by Canada October 22, 1991

Ratified by Canada October 22, 1991

NAVIGATION

Proposed Amendment to Article X(2) of the Convention on the International Hydrographic Organization, done at Monaco, on May 3, 1967, which was approved at the XIIIth International Hydrographic Conference of 1987

Done at Monaco, **May 15, 1987**

Ratified by Canada August 2, 1991

PEACE

Agreement on a Comprehensive Political Settlement of the Cambodia Conflict (with Annexes)
Agreement concerning the Sovereignty, Independance, Territorial Integrity and Inviolability and National Unity of Cambodia

Done at Paris, **October 23, 1991**

Signed by Canada October 23, 1991

Entered into force for Canada October 23, 1991

CTS 1991/27

POLLUTION, ENVIRONMENT (AIR)

Protocol to the 1979 Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution Concerning the Control of Emissions of Nitrogen Oxides or their Transboundary Fluxes

Done at Sofia, **October 31, 1988**

DROIT DE LA GUERRE

Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II) (avec réserves et déclarations d'interprétation de la part du Canada)

Genève, le 8 juin 1977

En vigueur le 7 décembre 1978

Signé par le Canada le 12 décembre 1977

Ratifié par le Canada le 20 novembre 1990

En vigueur pour le Canada le 20 mai 1991

RTC 1991/2

DROIT

Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises

Vienne, le 11 avril 1980

Adhésion par le Canada le 23 avril 1991

DROITS DE LA PERSONNE

Convention relative aux droits de l'enfant

New York, le 20 novembre 1989

Signé par le Canada le 28 mai 1990

Ratifié par le Canada le 13 décembre 1991

ENVIRONNEMENT

Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière

Espoo, le 25 février 1991

Signé par le Canada le 26 février 1991

FEMME, CONDITION DE LA

Convention interaméricaine sur la nationalité de la femme

Montevideo, le 26 décembre 1933

Signé par le Canada le 23 octobre 1991

Adhésion par le Canada le 23 octobre 1991

En vigueur pour le Canada le 23 octobre 1991

RTC 1991/28

In force February 4, 1991
 Signed by Canada November 1, 1988
 Ratified by Canada January 25, 1991
 Entered into force for Canada April 25, 1991
 CTS 1991/17

POLLUTION, ENVIRONMENT (AIR)

Protocol to the 1979 Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution concerning the Control of Emissions of Nitrogen Oxides or their Transboundary Fluxes
 Done at Geneva, **November 19, 1991**
 Signed by Canada November 19, 1991

POSTAL MATTERS

General Regulations of the Universal Postal Union (UPU)
 Done at Washington, **December 14, 1989**
 Signed by Canada December 14, 1989
 Acceded to by Canada March 20, 1991
 Entered into force for Canada March 20, 1991
 Note: With effect from January 1, 1991

POSTAL MATTERS

Convention and Final Protocol of the Universal Postal Union (UPU)
 Done at Washington, **December 14, 1989**
 Signed by Canada December 14, 1989
 Acceded to by Canada March 20, 1991
 Entered into force for Canada March 20, 1991
 Note: With effect from January 1, 1991

POSTAL MATTERS

Fourth Additional Protocol to the Constitution of the Universal Postal Union (UPU)
 Done at Washington, **December 14, 1989**
 Signed by Canada December 14, 1989
 Ratified by Canada March 20, 1991
 Entered into force for Canada March 20, 1991
 Note: With effect from January 1, 1991

POSTAL MATTERS

Postal Parcels Arrangement and Final Protocol (UPU)
 Done at Washington, **December 14, 1991**
 Signed by Canada December 14, 1989

FEMME, CONDITION DE LA

Convention Interaméricaine sur la concession des droits politiques à la femme

Bogota, le 2 mai 1948

Signé par le Canada le 23 octobre 1991

Ratifié par le Canada le 23 octobre 1991

En vigueur pour le Canada le 23 octobre 1991

RTC 1991/29

FEMME, CONDITION DE LA

Convention Interaméricaine sur la concession des droits civils à la femme

Bogota, le 2 mai 1948

Signé par le Canada le 23 octobre 1991

Ratifié par le Canada le 23 octobre 1991

En vigueur pour le Canada le 23 octobre 1991

RTC 1991/30

FINANCE

Accord portant création de la Banque Européenne pour la reconstruction et le développement (avec annexes)

Paris, le 29 mai 1990

Signé par le Canada le 29 mai 1990

Ratifié par le Canada le 25 février 1991

En vigueur le 28 mars 1991

En vigueur pour le Canada le 28 mars 1991

RTC 1991/16

GUERRE

Modification des réserves faites par le Canada relativement au Protocole du 17 juin 1925 concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques

Genève, le 6 septembre 1991

En vigueur pour le Canada le 6 septembre 1991

NOTE: Modification des réserves faites par le Canada relativement au Protocole en ce qui a trait aux moyens bactériologiques

Acceded to by Canada March 20, 1991
 Entered into force for Canada March 20, 1991
 Note: With effect from January 1, 1991

TELECOMMUNICATIONS

Final Acts of the World Administrative Radio Conference for the Planning of the HF Bands Allocated to the Broadcasting Service (HFBC-87), Geneva, 1987
 Done at Geneva, **March 8, 1987**
 Ratified by Canada February 20, 1991
 Entered into force for Canada February 20, 1991
 Note: Applied with effect from September 1, 1988, with Declaration

TELECOMMUNICATIONS

Final Acts of the World Administrative Radio Conference for the Mobile Services (MOB-87), Geneva, 1987
 Done at Geneva, **October 17, 1987**
 Ratified by Canada February 20, 1991
 Entered into force for Canada February 20, 1991
 NOTE: Applied with effect from October 3, 1989 with reservations

TELECOMMUNICATIONS

Final Acts of the World Administrative Radio Conference for the Mobile Services, (MOB-83), Geneva, 1983
 Done at Geneva, **March 18, 1983**
 Ratified by Canada February 20, 1991
 Entered into force for Canada February 20, 1991
 NOTE: Applied with effect from January 15, 1985

TELECOMMUNICATIONS

Final Acts of the Regional Administrative Radio Conference to Establish a Plan for the Broadcasting Service in the Band 1 605-1 705 kHz in Region 2 (With Agreement, Annexes, Protocol, Resolutions and Recommendations)
 Done at Rio de Janeiro, **June 8, 1988**
 Signed by Canada June 8, 1988
 Ratified by Canada February 20, 1991
 Entered into force for Canada February 20, 1991
 Note: Applied with effect from July 1, 1990

NATIONS UNIES

Résolutions adoptées par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies concernant (a) la situation dans le Golfe persique, et b) un embargo général et complet sur toutes les livraisons d'armements et d'équipements mi

New York, **le 2 mars 1991**

En vigueur pour le Canada le 2 mars 1991

RTC 1991/51

NOTE: Les décisions du Conseil de sécurité, pris selon le chapitre VII de la charte des Nations Unies, sont obligatoires pour tous les membres des Nations Unies avec effet immédiat

NAVIGATION

Proposition de Modification de l'Article X (2) de la Convention relative à l'Organisation hydrographique internationale faite à Monaco le 3 mai 1967, qui a été approuvée par la XIIIe conférence hydrographique internationale de 1987

Monaco, **le 15 mai 1987**

Ratifié par le Canada le 2 août 1991

PAIX

Accord pour un règlement politique global du conflit du Cambodge (avec annexe)

Accord relatif à la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité et l'inviolabilité territoriale, la neutralité et l'unité nationale du Cambodge

Paris, **le 23 octobre 1991**

Signé par le Canada le 23 octobre 1991

En vigueur pour le Canada le 23 octobre 1991

RTC 1991/27

PAIX

Accord pour un Règlement politique global du conflit du Cambodge (avec annexes)

Paris, **le 23 octobre 1991**

Signé par le Canada le 23 octobre 1991

En vigueur pour le Canada le 23 octobre 1991

RTC 1991/27

TELECOMMUNICATIONS

Final Acts of the World Administrative Radio Conference on the Use of the Geostationary-Satellite Orbit and the Planning of Space Services Utilizing It (ORB-88), Geneva, 1988

Done at Geneva, **October 6, 1988**

Ratified by Canada February 20, 1991

Entered into force for Canada February 20, 1991

Note: Applied with effect from March 16, 1990, with Declaration

TELECOMMUNICATIONS

Final Acts of the World Administrative Telegraph and Telephone Conference (WATTC-88), Melbourne, 1988

Done at Melbourne, **December 9, 1988**

Ratified by Canada February 20, 1991

Entered into force for Canada February 20, 1991

Note: Applied with effect from July 1, 1990

TELECOMMUNICATIONS

Optional Protocol on the Compulsory Settlement of Disputes Relating to the Constitution of the ITU, to the Convention of the ITU and to the Administrative Regulations, Nice, 1989

Done at Nice, **June 30, 1989**

Ratified by Canada February 20, 1991

Note: Applied with effect from July 1, 1990

TELECOMMUNICATIONS

Constitution and Convention of the International Telecommunication Union, Nice, 1989

Done at Nice, **June 30, 1989**

Signed by Canada June 30, 1989

Ratified by Canada February 20, 1991

Note: With Declaration

TRADE (TEXTILES)

Protocol Maintaining in Force the Arrangement Regarding International Trade in Textiles

Done at Geneva, **July 31, 1991**

In force August 1, 1991

Signed by Canada August 7, 1991

Accepted by Canada December 4, 1991

Entered into force for Canada December 4, 1991

CTS 1991/49

PÊCHE

Modification à l'annexe (telle que modifiée en 1986 et 1990) de la Convention internationale concernant les pêcheries hauturières de l'océan Pacifique Nord, telle que modifiée par le Protocole signé à Tokyo le 25 avril 1978

Tokyo, **le 25 avril 1991**

Ratifié par le Canada le 23 mai 1991

En vigueur pour le Canada le 23 mai 1991

RTC 1991/54

PÊCHE

Protocole II à la Convention pour l'interdiction de la pêche au filet maillant dérivant de grande dimension dans le Pacifique du Sud

Nouméa, **le 20 octobre 1990**

Signé par le Canada le 24 septembre 1991

POLLUTION, ENVIRONNEMENT

Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance de 1979, relatif à la lutte contre les émissions des composés volatiles ou leurs flux transfrontières

Genève, **le 18 novembre 1991**

Signé par le Canada le 19 novembre 1991

POLLUTION, ENVIRONNEMENT

Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance de 1979, relatif à la lutte contre les émissions d'oxydes d'azote ou leurs flux transfrontières

Sofia, **le 31 octobre 1988**

En vigueur le 4 février 1991

Signé par le Canada le 1er novembre 1988

Ratifié par le Canada le 25 janvier 1991

En vigueur pour le Canada le 25 avril 1991

RTC 1991/17

QUESTIONS POSTALES

Arrangement concernant les colis postaux et Protocole final (UPU)

Washington, **le 14 décembre 1989**

Signé par le Canada le 14 décembre 1989

Adhésion par le Canada le 20 mars 1991

En vigueur pour le Canada le 20 mars 1991

NOTE: Avec effet à partir du 1er janvier 1991.

UNITED NATIONS

Resolutions adopted by the United Nations Security Council acting under Chapter VII of the Charter of the United Nations (a) on the Situation in the Persian Gulf and (b) on the Embargo on All Deliveries of Weapons and Military Equipment to Yugoslavia

Done at New York, **March 2, 1991**

Entered into force for Canada March 2, 1991

Note: Decisions of the Security Council taken under Chapter VII of the United Nations Charter are binding on all members of the United Nations when passed

CTS 1991/51

WAR - RULES OF WARFARE

Modification of Canada's reservations to the Protocol for the Protocol of the Use in War of Asphyxiating, Poisonous or Other Gases, and of Bacteriological Methods of Warfare, done at Geneva June 17, 1925

Done at Geneva, **September 6, 1991**

Entered into force for Canada September 6, 1991

Note: Modification to Canada's reservations to the Protocol insofar as they relate to bacteriological methods of warfare

WAR - RULES OF WARFARE

Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the protection of Victims of International Armed Conflicts (Protocol I) (with Annexes)

Done at Geneva, **June 8, 1977**

In force September 7, 1978

Signed by Canada December 12, 1977

Ratified by Canada November 20, 1990

Entered into force for Canada May 20, 1991

CTS 1991/2

WAR - RULES OF WARFARE

Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Protection of Victims of Non-International Armed Conflicts (Protocol II) (with Canadian Reservations and Statements of Understanding)

Done at Geneva, **June 8, 1977**

In force September 7, 1978

Signed by Canada December 12, 1977

Ratified by Canada November 20, 1990

Entered into force for Canada May 20, 1991

CTS 1991/2

WAR GRAVES

Agreement between the Governments of Canada, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Australia, New Zealand and India, and the Government of the Tunisian Republic concerning

QUESTIONS POSTALES

45

Quatrième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle (UPU)

Washington, **le 14 décembre 1989**

Signé par le Canada le 14 décembre 1989

Ratifié par le Canada le 20 mars 1991

En vigueur pour le Canada le 20 mars 1991

NOTE: Avec effet à partir du 1er janvier 1991.

QUESTIONS POSTALES

Convention postale universelle et Protocole final (UPU)

Washington, **le 14 décembre 1989**

Signé par le Canada le 14 décembre 1989

Adhésion par le Canada le 20 mars 1991

En vigueur pour le Canada le 20 mars 1991

NOTE: Avec effet à partir du 1er janvier 1991.

QUESTIONS POSTALES

Règlement général de l'Union postale universelle (UPU)

Washington, **le 14 décembre 1989**

Signé par le Canada le 14 décembre 1989

Adhésion par le Canada le 20 mars 1991

En vigueur pour le Canada le 20 mars 1991

NOTE: Avec effet à partir du 1er janvier 1991.

SCIENCES MARINES

Convention portant création d'une organisation pour les sciences marines dans le Pacifique Nord (PICES)

Ottawa, **le 12 décembre 1990**

Signé par le Canada le 22 octobre 1991

Ratifié par le Canada le 22 octobre 1991

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Actes finals de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour les services mobiles (MOB-87), Genève 1987

Genève, **le 17 octobre 1987**

Ratifié par le Canada le 20 février 1991

En vigueur pour le Canada le 20 février 1991

NOTE: Appliqués avec effet à partir du 3 octobre 1989 avec réserves.

Commonwealth War Cemeteries, Graves, and Memorials in Tunisia (with Annex)
 Done at Tunis, **May 2, 1990**
 Signed by Canada May 2, 1990
 Entered into force for Canada October 1, 1991
 CTS 1991/24

WOMEN , STATUS OF

Inter-American Convention on the Nationality of Women
 Done at Montevideo, **December 26, 1933**
 Signed by Canada October 23, 1991
 Acceded to by Canada October 23, 1991
 Entered into force for Canada October 23, 1991
 CTS 1991/28

WOMEN , STATUS OF

Inter-American Convention on the Granting of Political Rights to Women
 Done at Bogota, **May 2, 1948**
 Signed by Canada October 23, 1991
 Ratified by Canada October 23, 1991
 Entered into force for Canada October 23, 1991
 CTS 1991/29

WOMEN , STATUS OF

Inter-American Convention on the Granting of Civil Rights to Women
 Done at Bogota, **May 2, 1948**
 Signed by Canada October 23, 1991
 Ratified by Canada October 23, 1991
 Entered into force for Canada October 23, 1991
 CTS 1991/30

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Actes finals de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décimétriques attribuées au service de radiodiffusion (HFBC-87), Genève 1987

Genève, le **8 mars 1987**

Ratifié par le Canada le 20 février 1991

En vigueur pour le Canada le 20 février 1991

NOTE: Appliqués avec effet à partir du 1^{er} Septembre 1988, avec déclaration.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Actes finals de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour les services mobiles (MOB-83), Genève 1983

Genève, le **18 mars 1983**

Ratifié par le Canada le 20 février 1991

En vigueur pour le Canada le 20 février 1991

NOTE: Appliqués avec effet à partir du 15 janvier 1985.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Actes finals de la Conférence administrative régionale des radiocommunications chargée d'établir un Plan pour le service de radiodiffusion dans la bande 1 605-1 705 kHz dans la Région 2 (avec l'Accord, Annexes, Protocole, Résolutions et Recommandations)

Rio de Janeiro, le **8 juin 1988**

Signé par le Canada le 8 juin 1988

Ratifié par le Canada le 20 février 1991

En vigueur pour le Canada le 20 février 1991

NOTE: Appliqués avec effet à partir du 1^{er} juillet 1990.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Actes finals de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications sur l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires et la planification des services spatiaux utilisant cette orbite (ORB- 88), Genève 1988

Genève, le **6 octobre 1988**

Ratifié par le Canada le 20 février 1991

En vigueur pour le Canada le 20 février 1991

NOTE: Appliqués avec effet à partir du 16 mars 1990, compte tenu d'une déclaration.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Constitution et Convention de l'Union internationale des télécommunications, Nice 1989

Nice, le **30 juin 1989**

Signé par le Canada le 30 juin 1989
 Ratifié par le Canada le 20 février 1991
 NOTE: Avec déclaration.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (CAMTT-88),
 Melbourne 1988
 Melbourne, le **9 décembre 1988**
 Ratifié par le Canada le 20 février 1991
 En vigueur pour le Canada le 20 février 1991
 NOTE: Appliqués avec effet à partir du 4 juillet 1990.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Protocole facultatif concernant le règlement obligatoire des différends relatifs à la Constitution de
 l'Union internationale des télécommunications, à la Convention de l'Union internationale des
 télécommunications et aux Règlements administratifs, Nice 1989
 Nice, le **30 juin 1989**
 Ratifié par le Canada le 20 février 1991

© Minister of Public Works and Government Services
Canada – 1998

Available in Canada through your local bookseller or
by mail from Canadian Government Publishing -

PWGSC

Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No.: E3-1991/1

ISBN 0-660-60985-1

© Ministre des Travaux publics et Services
gouvernementaux Canada – 1998

En vente au Canada chez votre libraire local ou par la
poste auprès des Éditions du gouvernement du Canada

- TPSGC

Ottawa, Canada K1A 0S9

N° de catalogue : E3-1991/1

ISBN 0-660-60985-1

CAI
EA 10
-767



CANADA

TREATY SERIES

1991/2

RECUEIL DES TRAITÉS

GENEVA CONVENTIONS

Protocols Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and Relating to the Protection of Victims of International Armed Conflicts (Protocol 1, with Annexes) and of Non-International Armed Conflicts (Protocol 2) (with Canadian Reservations and Statements of Understanding)

Geneva, June 8, 1977

In force December 7, 1978

Signed by Canada December 12, 1977

Canada's Instruments of Ratification deposited
November 20, 1990

In force for Canada May 20, 1991

CONVENTIONS DE GENÈVE

Protocoles additionnels aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole 1, avec Annexes) et des conflits armés non internationaux (Protocole 2) (avec réserves et déclarations d'interprétation de la part du Canada)

Genève, le 8 juin 1977

En vigueur le 7 décembre 1978

Signés par le Canada le 12 décembre 1977

Dépôt des Instruments de ratification du Canada
le 20 novembre 1990

En vigueur pour le Canada le 20 mai 1991



CANADA

TREATY SERIES

1991/2

RECUEIL DES TRAITÉS

GENEVA CONVENTIONS

Protocols Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and Relating to the Protection of Victims of International Armed Conflicts (Protocol 1, with Annexes) and of Non-International Armed Conflicts (Protocol 2) (with Canadian Reservations and Statements of Understanding)

Geneva, June 8, 1977

In force December 7, 1978

Signed by Canada December 12, 1977

Canada's Instruments of Ratification deposited
November 20, 1990

In force for Canada May 20, 1991

CONVENTIONS DE GENÈVE

Protocoles additionnels aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole 1, avec Annexes) et des conflits armés non internationaux (Protocole 2) (avec réserves et déclarations d'interprétation de la part du Canada)

Genève, le 8 juin 1977

En vigueur le 7 décembre 1978

Signés par le Canada le 12 décembre 1977

Dépôt des Instruments de ratification du Canada
le 20 novembre 1990

En vigueur pour le Canada le 20 mai 1991

QUEEN'S PRINTER FOR CANADA
IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE CANADA
OTTAWA, 1991

CONTENTS

PROTOCOL I

PREAMBLE	
--------------------	--

PART I

GENERAL PROVISIONS

<i>Article 1</i>	— General principles and scope of application
<i>Article 2</i>	— Definitions
<i>Article 3</i>	— Beginning and end of application
<i>Article 4</i>	— Legal status of the Parties to the conflict .
<i>Article 5</i>	— Appointment of Protecting Powers and of their substitute
<i>Article 6</i>	— Qualified persons
<i>Article 7</i>	— Meetings

PART II

WOUNDED, SICK AND SHIPWRECKED

SECTION I — GENERAL PROTECTION

<i>Article 8</i>	— Terminology
<i>Article 9</i>	— Field of application
<i>Article 10</i>	— Protection and care
<i>Article 11</i>	— Protection of persons
<i>Article 12</i>	— Protection of medical units
<i>Article 13</i>	— Discontinuance of protection of civilian medical units

TABLE DES MATIÈRES

PROTOCOLE I

PRÉAMBULE

TITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

<i>Article premier</i>	— Principes généraux et champ d'application
<i>Article 2</i>	— Définitions
<i>Article 3</i>	— Début et fin de l'application
<i>Article 4</i>	— Statut juridique des Parties au conflit . .
<i>Article 5</i>	— Désignation des Puissances protectrices et de leur substitut
<i>Article 6</i>	— Personnel qualifié
<i>Article 7</i>	— Réunions

TITRE II

BLESSÉS, MALADES ET NAUFRAGÉS

SECTION I — PROTECTION GÉNÉRALE

<i>Article 8</i>	— Terminologie
<i>Article 9</i>	— Champ d'application
<i>Article 10</i>	— Protection et soins
<i>Article 11</i>	— Protection de la personne
<i>Article 12</i>	— Protection des unités sanitaires
<i>Article 13</i>	— Cessation de la protection des unités sani- taires civiles
<i>Article 14</i>	— Limitation à la réquisition des unités sani- taires civiles

-
- Article 14* — Limitations on requisition of civilian medical units
- Article 15* — Protection of civilian medical and religious personnel
- Article 16* — General protection of medical duties . . .
- Article 17* — Role of the civilian population and of aid societies
- Article 18* — Identification
- Article 19* — Neutral and other States not Parties to the conflict
- Article 20* — Prohibition of reprisals

SECTION II — MEDICAL TRANSPORTATION

- Article 21* — Medical vehicles
- Article 22* — Hospitals ships and coastal rescue craft . .
- Article 23* — Other medical ships and craft
- Article 24* — Protection of medical aircraft
- Article 25* — Medical aircraft in areas not controlled by an adverse Party
- Article 26* — Medical aircraft in contact or similar zones
- Article 27* — Medical aircraft in areas controlled by an adverse Party
- Article 28* — Restrictions on operations of medical aircraft
- Article 29* — Notifications and agreements concerning medical aircraft
- Article 30* — Landing and inspection of medical aircraft
- Article 31* — Neutral or other States not Parties to the conflict

SECTION III — MISSING AND DEAD PERSONS

- Article 32* — General principle
- Article 33* — Missing persons
- Article 34* — Remains of deceased

TABLE DES MATIÈRES

<i>Article 15</i>	— Protection du personnel sanitaire et religieux civil
<i>Article 16</i>	— Protection générale de la mission médicale
<i>Article 17</i>	— Rôle de la population civile et des sociétés de secours
<i>Article 18</i>	— Identification
<i>Article 19</i>	— Etats neutres et autres Etats non Parties au conflit
<i>Article 20</i>	— Interdiction des représailles

SECTION II — TRANSPORTS SANITAIRES

<i>Article 21</i>	— Véhicules sanitaires
<i>Article 22</i>	— Navires-hôpitaux et embarcations de sauvetage côtières
<i>Article 23</i>	— Autres navires et embarcations sanitaires
<i>Article 24</i>	— Protection des aéronefs sanitaires
<i>Article 25</i>	— Aéronefs sanitaires dans des zones non dominées par la Partie adverse
<i>Article 26</i>	— Aéronefs sanitaires dans des zones de contact ou similaires
<i>Article 27</i>	— Aéronefs sanitaires dans les zones dominées par la Partie adverse
<i>Article 28</i>	— Restrictions à l'emploi des aéronefs sanitaires
<i>Article 29</i>	— Notifications et accords concernant les aéronefs sanitaires
<i>Article 30</i>	— Atterrissage et inspection des aéronefs sanitaires
<i>Article 31</i>	— Etats neutres ou autres Etats non Parties au conflit

SECTION III — PERSONNES DISPARUES ET DÉCÉDÉES

<i>Article 32</i>	— Principe général
<i>Article 33</i>	— Personnes disparues
<i>Article 34</i>	— Restes des personnes décédées

PART III

METHODS AND MEANS OF WARFARE COMBATANT AND PRISONER-OF-WAR STATUS

SECTION I — METHODS AND MEANS OF WARFARE .

- Article 35* — Basic rules
- Article 36* — New weapons
- Article 37* — Prohibition of perfidy
- Article 38* — Recognized emblems
- Article 39* — Emblems of nationality
- Article 40* — Quarter
- Article 41* — Safeguard of an enemy *hors de combat* . .
- Article 42* — Occupants of aircraft

SECTION II — COMBATANT AND PRISONER-OF-WAR STATUS

- Article 43* — Armed forces
- Article 44* — Combatants and prisoners of war
- Article 45* — Protection of persons who have taken part
in hostilities
- Article 46* — Spies
- Article 47* — Mercenaries

PART IV

CIVILIAN POPULATION

SECTION I — GENERAL PROTECTION AGAINST EFFECTS OF HOSTILITIES

CHAPTER I — BASIC RULE AND FIELD OF APPLI- CATION

- Article 48* — Basic rule
- Article 49* — Definition of attacks and scope of appli-
cation

TITRE III

MÉTHODES ET MOYENS DE GUERRE

STATUT DE COMBATTANT ET DE PRISONNIER DE GUERRE

SECTION I — MÉTHODES ET MOYENS DE GUERRE .

- Article 35* — Règles fondamentales
- Article 36* — Armes nouvelles
- Article 37* — Interdiction de la perfidie
- Article 38* — Emblèmes reconnus
- Article 39* — Signes de nationalité
- Article 40* — Quartier
- Article 41* — Sauvegarde de l'ennemi hors de combat .
- Article 42* — Occupants d'aéronefs

SECTION II — STATUT DE COMBATTANT ET DE PRISONNIER DE GUERRE

- Article 43* — Forces armées
- Article 44* — Combattants et prisonniers de guerre . .
- Article 45* — Protection des personnes ayant pris part
aux hostilités
- Article 46* — Espions
- Article 47* — Mercenaires

TITRE IV

POPULATION CIVILE

SECTION I — PROTECTION GÉNÉRALE CONTRE LES
EFFETS DES HOSTILITÉS

CHAPITRE I — RÈGLE FONDAMENTALE ET CHAMP
D'APPLICATION

- Article 48* — Règle fondamentale
- Article 49* — Définition des attaques et champ d'appli-
cation

CHAPTER II — CIVILIANS AND CIVILIAN POPULATION

- Article 50* — Definition of civilians and civilian population
Article 51 — Protection of the civilian population . . .

CHAPTER III — CIVILIAN OBJECTS

- Article 52* — General protection of civilian objects . . .
Article 53 — Protection of cultural objects and of places of worship
Article 54 — Protection of objects indispensable to the survival of the civilian population
Article 55 — Protection of the natural environment . .
Article 56 — Protection of works and installations containing dangerous forces

CHAPTER IV — PRECAUTIONARY MEASURES

- Article 57* — Precautions in attack
Article 58 — Precautions against the effects of attacks .

CHAPTER V — LOCALITIES AND ZONES UNDER SPECIAL PROTECTION

- Article 59* — Non-defended localities
Article 60 — Demilitarized zones

CHAPTER VI — CIVIL DEFENCE

- Article 61* — Definitions and scope
Article 62 — General protection
Article 63 — Civil defence in occupied territories . . .
Article 64 — Civilian civil defence organizations of neutral or other States not Parties to the conflict and international co-ordinating organizations
Article 65 — Cessation of protection
Article 66 — Identification
Article 67 — Members of the armed forces and military units assigned to civil defence organizations

CHAPITRE II — PERSONNES CIVILES ET POPULATION CIVILE

- Article 50* — Définition des personnes civiles et de la population civile
- Article 51* — Protection de la population civile

CHAPITRE III — BIENS DE CARACTÈRE CIVIL

- Article 52* — Protection générale des biens de caractère civil
- Article 53* — Protection des biens culturels et des lieux de culte
- Article 54* — Protection des biens indispensables à la survie de la population civile
- Article 55* — Protection de l'environnement naturel
- Article 56* — Protection des ouvrages et installations contenant des forces dangereuses

CHAPITRE IV — MESURES DE PRÉCAUTION

- Article 57* — Précautions dans l'attaque
- Article 58* — Précautions contre les effets des attaques

CHAPITRE V — LOCALITÉS ET ZONES SOUS PROTECTION SPÉCIALE

- Article 59* — Localités non défendues
- Article 60* — Zones démilitarisées

CHAPITRE VI — PROTECTION CIVILE

- Article 61* — Définition et champ d'application
- Article 62* — Protection générale
- Article 63* — Protection civile dans les territoires occupés
- Article 64* — Organismes civils de protection civile d'Etats neutres ou d'autres Etats non Parties au conflit et organismes internationaux de coordination
- Article 65* — Cessation de la protection

*SECTION II — RELIEF IN FAVOUR OF THE CIVILIAN
POPULATION*

- Article 68* — Field of application
Article 69 — Basic needs in occupied territories
Article 70 — Relief actions
Article 71 — Personnel participating in relief actions .

*SECTION III — TREATMENT OF PERSONS IN THE
POWER OF A PARTY TO THE CONFLICT*

*CHAPTER I — FIELD OF APPLICATION AND PROTEC-
TION OF PERSONS AND OBJECTS . . .*

- Article 72* — Field of application
Article 73 — Refugees and stateless persons
Article 74 — Reunion of dispersed families
Article 75 — Fundamental guarantees

*CHAPTER II — MEASURES IN FAVOUR OF WOMEN
AND CHILDREN*

- Article 76* — Protection of women
Article 77 — Protection of children
Article 78 — Evacuation of children

CHAPTER III — JOURNALISTS

- Article 79* — Measures of protection for journalists . .

PART V

EXECUTION OF THE CONVENTIONS
AND OF THIS PROTOCOL

SECTION I — GENERAL PROVISIONS

- Article 80* — Measures for execution
Article 81 — Activities of the Red Cross and other
humanitarian organizations

<i>Article 66</i>	— Identification
<i>Article 67</i>	— Membres des forces armées et unités militaires affectés aux organismes de protection civile
 <i>SECTION II — SECOURS EN FAVEUR DE LA POPULATION CIVILE</i>	
<i>Article 68</i>	— Champ d'application
<i>Article 69</i>	— Besoins essentiels dans les territoires occupés
<i>Article 70</i>	— Actions de secours
<i>Article 71</i>	— Personnel participant aux actions de secours
 <i>SECTION III — TRAITEMENT DES PERSONNES AU POUVOIR D'UNE PARTIE AU CONFLIT . .</i>	
 <i>CHAPITRE I — CHAMP D'APPLICATION ET PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS</i>	
<i>Article 72</i>	— Champ d'application
<i>Article 73</i>	— Réfugiés et apatrides
<i>Article 74</i>	— Regroupement des familles dispersées . .
<i>Article 75</i>	— Garanties fondamentales
 <i>CHAPITRE II — MESURES EN FAVEUR DES FEMMES ET DES ENFANTS</i>	
<i>Article 76</i>	— Protection des femmes
<i>Article 77</i>	— Protection des enfants
<i>Article 78</i>	— Evacuation des enfants
 <i>CHAPITRE III — JOURNALISTES</i>	
<i>Article 79</i>	— Mesures de protection des journalistes . .

<i>Article 82</i>	— Legal advisers in armed forces
<i>Article 83</i>	— Dissemination
<i>Article 84</i>	— Rules of application

*SECTION II — REPRESSION OF BREACHES OF THE
CONVENTIONS AND OF THIS PRO-
TOCOL*

<i>Article 85</i>	— Repression of breaches of this Protocol . .
<i>Article 86</i>	— Failure to act
<i>Article 87</i>	— Duty of commanders
<i>Article 88</i>	— Mutual assistance in criminal matters . . .
<i>Article 89</i>	— Co-operation
<i>Article 90</i>	— International Fact-Finding Commission .
<i>Article 91</i>	— Responsibility

PART VI
FINAL PROVISIONS

<i>Article 92</i>	— Signature
<i>Article 93</i>	— Ratification
<i>Article 94</i>	— Accession
<i>Article 95</i>	— Entry into force
<i>Article 96</i>	— Treaty relations upon entry into force of this Protocol
<i>Article 97</i>	— Amendment
<i>Article 98</i>	— Revision of Annex I
<i>Article 99</i>	— Denunciation
<i>Article 100</i>	— Notifications
<i>Article 101</i>	— Registration
<i>Article 102</i>	— Authentic texts

TITRE V

EXÉCUTION DES CONVENTIONS
ET DU PRÉSENT PROTOCOLE

SECTION I — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- Article 80* — Mesures d'exécution
- Article 81* — Activités de la Croix-Rouge et d'autres
organisations humanitaires
- Article 82* — Conseillers juridiques dans les forces
armées.
- Article 83* — Diffusion
- Article 84* — Lois d'application

*SECTION II — RÉPRESSION DES INFRACTIONS AUX
CONVENTIONS OU AU PRÉSENT
PROTOCOLE*

- Article 85* — Répression des infractions au présent Pro-
tocolé
- Article 86* — Omissions
- Article 87* — Devoirs des commandants
- Article 88* — Entraide judiciaire en matière pénale . .
- Article 89* — Coopération
- Article 90* — Commission internationale d'établissement
des faits
- Article 91* — Responsabilité

TITRE VI

DISPOSITIONS FINALES

- Article 92* — Signature
- Article 93* — Ratification
- Article 94* — Adhésion
- Article 95* — Entrée en vigueur

ANNEX I

REGULATIONS CONCERNING IDENTIFICATION

- CHAPTER I — IDENTITY CARDS*
- Article 1* — Identity card for permanent civilian medical
and religious personnel
- Article 2* — Identity card for temporary civilian medical
and religious personnel
- CHAPTER II — THE DISTINCTIVE EMBLEM*
- Article 3* — Shape and nature
- Article 4* — Use
- CHAPTER III — DISTINCTIVE SIGNALS*
- Article 5* — Optional use
- Article 6* — Light signal
- Article 7* — Radio signal
- Article 8* — Electronic identification
- CHAPTER IV — COMMUNICATIONS*
- Article 9* — Radiocommunications
- Article 10* — Use of international codes
- Article 11* — Other means of communication
- Article 12* — Flight plans
- Article 13* — Signals and procedures for the interception
of medical aircraft
- CHAPTER V — CIVIL DEFENCE*
- Article 14* — Identity card
- Article 15* — International distinctive sign
- CHAPTER VI — WORKS AND INSTALLATIONS CON-
TAINING DANGEROUS FORCES*
- Article 16* — International special sign

<i>Article 96</i>	— Rapports conventionnels dès l'entrée en vigueur du présent Protocole
<i>Article 97</i>	— Amendement
<i>Article 98</i>	— Révision de l'Annexe I
<i>Article 99</i>	— Dénonciation
<i>Article 100</i>	— Notifications
<i>Article 101</i>	— Enregistrement
<i>Article 102</i>	— Textes authentiques

ANNEXE I

RÈGLEMENT RELATIF A L'IDENTIFICATION

CHAPITRE I — CARTES D'IDENTITÉ

<i>Article premier</i>	— Carte d'identité du personnel sanitaire et religieux, civil et permanent
<i>Article 2</i>	— Carte d'identité du personnel sanitaire et religieux, civil et temporaire

CHAPITRE II — LE SIGNE DISTINCTIF

<i>Article 3</i>	— Forme et nature
<i>Article 4</i>	— Utilisation

CHAPITRE III — SIGNAUX DISTINCTIFS

<i>Article 5</i>	— Utilisation facultative
<i>Article 6</i>	— Signal lumineux
<i>Article 7</i>	— Signal radio
<i>Article 8</i>	— Identification par moyens électroniques

CHAPITRE IV — COMMUNICATIONS

<i>Article 9</i>	— Radiocommunications
<i>Article 10</i>	— Utilisation des codes internationaux
<i>Article 11</i>	— Autres moyens de communication
<i>Article 12</i>	— Plans de vol
<i>Article 13</i>	— Signaux et procédures pour l'interception des aéronefs sanitaires

ANNEX II
IDENTITY CARD FOR JOURNALISTS
ON DANGEROUS PROFESSIONAL MISSIONS

IDENTITY CARD

PROTOCOL II

PREAMBLE

PART I

SCOPE OF THIS PROTOCOL

- Article 1* — Material field of application
Article 2 — Personal field of application
Article 3 — Non-intervention

PART II

HUMANE TREATMENT

- Article 4* — Fundamental guarantees
Article 5 — Persons whose liberty has been restricted .
Article 6 — Penal prosecutions

PART III

WOUNDED, SICK AND SHIPWRECKED

- Article 7* — Protection and care
Article 8 — Search
Article 9 — Protection of medical and religious personnel
Article 10 — General protection of medical duties . . .
Article 11 — Protection of medical units and transports
Article 12 — The distinctive emblem

CHAPITRE V — PROTECTION CIVILE

Article 14 — Carte d'identité

Article 15 — Signe distinctif international

*CHAPITRE VI — OUVRAGES ET INSTALLATIONS
CONTENANT DES FORCES DANGE-
REUSES*

Article 16 — Signe spécial international

ANNEXE II

CARTE D'IDENTITÉ DE JOURNALISTE
EN MISSION PÉRILLEUSE

CARTE D'IDENTITÉ

PROTOCOLE II

PRÉAMBULE

TITRE I

PORTÉE DU PRÉSENT PROTOCOLE

Article premier — Champ d'application matériel

Article 2 — Champ d'application personnel

Article 3 — Non-intervention

TITRE II

TRAITEMENT HUMAIN

Article 4 — Garanties fondamentales

Article 5 — Personnes privées de liberté

Article 6 — Poursuites pénales

PART IV
CIVILIAN POPULATION

- Article 13* — Protection of the civilian population . . .
Article 14 — Protection of objects indispensable to the
survival of the civilian population
Article 15 — Protection of works and installations con-
taining dangerous forces
Article 16 — Protection of cultural objects and of places
of worship
Article 17 — Prohibition of forced movement of civi-
lians
Article 18 — Relief societies and relief actions

PART V
FINAL PROVISIONS

- Article 19* — Dissemination
Article 20 — Signature
Article 21 — Ratification
Article 22 — Accession
Article 23 — Entry into force
Article 24 — Amendment
Article 25 — Denunciation
Article 26 — Notifications
Article 27 — Registration
Article 28 — Authentic texts

TITRE III

BLESSÉS, MALADES ET NAUFRAGÉS

<i>Article 7</i>	— Protection et soins
<i>Article 8</i>	— Recherches
<i>Article 9</i>	— Protection du personnel sanitaire et religieux
<i>Article 10</i>	— Protection générale de la mission médicale
<i>Article 11</i>	— Protection des unités et moyens de transport sanitaires
<i>Article 12</i>	— Signe distinctif

TITRE IV

POPULATION CIVILE

<i>Article 13</i>	— Protection de la population civile
<i>Article 14</i>	— Protection des biens indispensables à la survie de la population civile
<i>Article 15</i>	— Protection des ouvrages et installations contenant des forces dangereuses
<i>Article 16</i>	— Protection des biens culturels et des lieux de culte
<i>Article 17</i>	— Interdiction des déplacements forcés
<i>Article 18</i>	— Sociétés de secours et actions de secours

TITRE V

DISPOSITIONS FINALES

<i>Article 19</i>	— Diffusion
<i>Article 20</i>	— Signature
<i>Article 21</i>	— Ratification
<i>Article 22</i>	— Adhésion
<i>Article 23</i>	— Entrée en vigueur
<i>Article 24</i>	— Amendement
<i>Article 25</i>	— Dénonciation
<i>Article 26</i>	— Notifications
<i>Article 27</i>	— Enregistrement
<i>Article 28</i>	— Textes authentiques

PROTOCOL I

PROTOCOL ADDITIONAL TO THE GENEVA CONVENTIONS OF 12 AUGUST 1949, AND RELATING TO THE PROTECTION OF VICTIMS OF INTERNATIONAL ARMED CONFLICTS (PROTOCOL I)

PREAMBLE

The High Contracting Parties,

Proclaiming their earnest wish to see peace prevail among peoples,

Recalling that every State has the duty, in conformity with the Charter of the United Nations, to refrain in its international relations from the threat or use of force against the sovereignty, territorial integrity or political independence of any State, or in any other manner inconsistent with the purposes of the United Nations,

Believing it necessary nevertheless to reaffirm and develop the provisions protecting the victims of armed conflicts and to supplement measures intended to reinforce their application,

Expressing their conviction that nothing in this Protocol or in the Geneva Conventions of 12 August 1949 can be construed as legitimizing or authorizing any act of aggression or any other use of force inconsistent with the Charter of the United Nations,

Reaffirming further that the provisions of the Geneva Conventions of 12 August 1949 and of this Protocol must be fully applied in all circumstances to all persons who are protected by those instruments, without any adverse distinction based on the nature or origin of the armed conflict or on the causes espoused by or attributed to the Parties to the conflict,

Have agreed on the following:

PROTOCOLE I

PROTOCOLE ADDITIONNEL AUX CONVENTIONS DE GENÈVE
DU 12 AOÛT 1949 RELATIF A LA PROTECTION DES VICTIMES
DES CONFLITS ARMÉS INTERNATIONAUX (PROTOCOLE I)

PRÉAMBULE

Les Hautes Parties contractantes,

Proclamant leur désir ardent de voir la paix régner entre les peuples,

Rappelant que tout Etat a le devoir, conformément à la Charte des Nations Unies, de s'abstenir dans ses relations internationales de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies,

Jugeant toutefois nécessaire de réaffirmer et de développer les dispositions qui protègent les victimes des conflits armés et de compléter les mesures propres à en renforcer l'application,

Exprimant leur conviction qu'aucune disposition du présent Protocole ou des Conventions de Genève du 12 août 1949 ne peut être interprétée comme légitimant ou autorisant tout acte d'agression ou tout autre emploi de la force incompatible avec la Charte des Nations Unies,

Réaffirmant, en outre, que les dispositions des Conventions de Genève du 12 août 1949 et du présent Protocole doivent être pleinement appliquées en toutes circonstances à toutes les personnes protégées par ces instruments, sans aucune distinction défavorable fondée sur la nature ou l'origine du conflit armé ou sur les causes soutenues par les Parties au conflit, ou attribuées à celles-ci,

Sont convenues de ce qui suit:

PART I

GENERAL PROVISIONS

Article 1 — General principles and scope of application

1. The High Contracting Parties undertake to respect and to ensure respect for this Protocol in all circumstances.
2. In cases not covered by this Protocol or by other international agreements, civilians and combatants remain under the protection and authority of the principles of international law derived from established custom, from the principles of humanity and from the dictates of public conscience.
3. This Protocol, which supplements the Geneva Conventions of 12 August 1949 for the protection of war victims, shall apply in the situations referred to in Article 2 common to those Conventions.
4. The situations referred to in the preceding paragraph include armed conflicts in which peoples are fighting against colonial domination and alien occupation and against racist régimes in the exercise of their right of self-determination, as enshrined in the Charter of the United Nations and the Declaration on Principles of International Law concerning Friendly Relations and Co-operation among States in accordance with the Charter of the United Nations.

Article 2 — Definitions

For the purposes of this Protocol:

- (a) "First Convention", "Second Convention", "Third Convention" and "Fourth Convention" mean, respectively, the Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field of 12 August 1949; the Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of Wounded, Sick and Shipwrecked Members of Armed Forces at Sea of 12 August 1949; the Geneva

TITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier — Principes généraux et champ d'application

1. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à respecter et à faire respecter le présent Protocole en toutes circonstances.
2. Dans les cas non prévus par le présent Protocole ou par d'autres accords internationaux, les personnes civiles et les combattants restent sous la sauvegarde et sous l'empire des principes du droit des gens, tels qu'ils résultent des usages établis, des principes de l'humanité et des exigences de la conscience publique.
3. Le présent Protocole, qui complète les Conventions de Genève du 12 août 1949 pour la protection des victimes de la guerre, s'applique dans les situations prévues par l'article 2 commun à ces Conventions.
4. Dans les situations visées au paragraphe précédent sont compris les conflits armés dans lesquels les peuples luttent contre la domination coloniale et l'occupation étrangère et contre les régimes racistes dans l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, consacré dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies.

Article 2 — Définitions

Aux fins du présent Protocole:

- a) les expressions « I^{re} Convention », « II^e Convention », « III^e Convention » et « IV^e Convention » s'entendent, respectivement, de la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne, du 12 août 1949; de la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, du 12 août 1949; de la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre, du 12 août 1949; de la Convention de Genève relative à la

Convention relative to the Treatment of Prisoners of War of 12 August 1949; the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War of 12 August 1949; “the Conventions” means the four Geneva Conventions of 12 August 1949 for the protection of war victims;

- (b) “rules of international law applicable in armed conflict” means the rules applicable in armed conflict set forth in international agreements to which the Parties to the conflict are Parties and the generally recognized principles and rules of international law which are applicable to armed conflict;
- (c) “Protecting Power” means a neutral or other State not a Party to the conflict which has been designated by a Party to the conflict and accepted by the adverse Party and has agreed to carry out the functions assigned to a Protecting Power under the Conventions and this Protocol;
- (d) “substitute” means an organization acting in place of a Protecting Power in accordance with Article 5.

Article 3 — Beginning and end of application

Without prejudice to the provisions which are applicable at all times:

- (a) the Conventions and this Protocol shall apply from the beginning of any situation referred to in Article 1 of this Protocol;
- (b) the application of the Conventions and of this Protocol shall cease, in the territory of Parties to the conflict, on the general close of military operations and, in the case of occupied territories, on the termination of the occupation, except, in either circumstance, for those persons whose final release, repatriation or re-establishment takes place thereafter. These persons shall continue to benefit from the relevant provisions of the Conventions and of this Protocol until their final release, repatriation or re-establishment.

Article 4 — Legal status of the Parties to the conflict

The application of the Conventions and of this Protocol, as well as the conclusion of the agreements provided for therein, shall not

protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949; l'expression « les Conventions » s'entend des quatre Conventions de Genève du 12 août 1949 pour la protection des victimes de la guerre;

- b) l'expression « règles du droit international applicable dans les conflits armés » s'entend des règles énoncées dans les accords internationaux auxquels participent les Parties au conflit ainsi que des principes et règles du droit international généralement reconnus qui sont applicables aux conflits armés;
- c) l'expression « Puissance protectrice » s'entend d'un Etat neutre ou d'un autre Etat non Partie au conflit qui, désigné par une Partie au conflit et accepté par la Partie adverse, est disposé à exercer les fonctions assignées à la Puissance protectrice aux termes des Conventions et du présent Protocole;
- d) l'expression « substitut » s'entend d'une organisation qui remplace la Puissance protectrice conformément à l'article 5.

Article 3 — Début et fin de l'application

Sans préjudice des dispositions applicables en tout temps:

- a) les Conventions et le présent Protocole s'appliquent dès le début de toute situation visée à l'article premier du présent Protocole;
- b) l'application des Conventions et du présent Protocole cesse, sur le territoire des Parties au conflit, à la fin générale des opérations militaires et, dans le cas des territoires occupés, à la fin de l'occupation, sauf, dans les deux cas, pour les catégories de personnes dont la libération définitive, le rapatriement ou l'établissement ont lieu ultérieurement. Ces personnes continuent à bénéficier des dispositions pertinentes des Conventions et du présent Protocole jusqu'à leur libération définitive, leur rapatriement ou leur établissement.

Article 4 — Statut juridique des Parties au conflit

L'application des Conventions et du présent Protocole ainsi que la conclusion des accords prévus par ces instruments n'auront pas d'effet sur le statut juridique des Parties au conflit. Ni l'occupation d'un territoire ni l'application des Conventions et du présent Protocole n'affecteront le statut juridique du territoire en question.

affect the legal status of the Parties to the conflict. Neither the occupation of a territory nor the application of the Conventions and this Protocol shall affect the legal status of the territory in question.

Article 5 — Appointment of Protecting Powers and of their substitute

1. It is the duty of the Parties to a conflict from the beginning of that conflict to secure the supervision and implementation of the Conventions and of this Protocol by the application of the system of Protecting Powers, including *inter alia* the designation and acceptance of those Powers, in accordance with the following paragraphs. Protecting Powers shall have the duty of safeguarding the interests of the Parties to the conflict.
2. From the beginning of a situation referred to in Article 1, each Party to the conflict shall without delay designate a Protecting Power for the purpose of applying the Conventions and this Protocol and shall, likewise without delay and for the same purpose, permit the activities of a Protecting Power which has been accepted by it as such after designation by the adverse Party.
3. If a Protecting Power has not been designated or accepted from the beginning of a situation referred to in Article 1, the International Committee of the Red Cross, without prejudice to the right of any other impartial humanitarian organization to do likewise, shall offer its good offices to the Parties to the conflict with a view to the designation without delay of a Protecting Power to which the Parties to the conflict consent. For that purpose it may, *inter alia*, ask each Party to provide it with a list of at least five States which that Party considers acceptable to act as Protecting Power on its behalf in relation to an adverse Party, and ask each adverse Party to provide a list of at least five States which it would accept as the Protecting Power of the first Party; these lists shall be communicated to the Committee within two weeks after the receipt of the request; it shall compare them and seek the agreement of any proposed State named on both lists.
4. If, despite the foregoing, there is no Protecting Power, the Parties to the conflict shall accept without delay an offer which may be made by the International Committee of the Red Cross or by

Article 5 — Désignation des Puissances protectrices et de leur substitut

1. Il est du devoir des Parties à un conflit, dès le début de ce conflit, d'assurer le respect et la mise en œuvre des Conventions et du présent Protocole par l'application du système des Puissances protectrices, y compris notamment la désignation et l'acceptation de ces Puissances conformément aux paragraphes ci-après. Les Puissances protectrices seront chargées de sauvegarder les intérêts des Parties au conflit.
2. Dès le début d'une situation visée à l'article premier, chacune des Parties au conflit désignera sans délai une Puissance protectrice aux fins d'application des Conventions et du présent Protocole et autorisera, également sans délai et aux mêmes fins, l'activité d'une Puissance protectrice que la Partie adverse aura désignée et qu'elle-même aura acceptée comme telle.
3. Si une Puissance protectrice n'a pas été désignée ou acceptée dès le début d'une situation visée à l'article premier, le Comité international de la Croix-Rouge, sans préjudice du droit de toute autre organisation humanitaire impartiale de faire de même, offrira ses bons offices aux Parties au conflit en vue de la désignation sans délai d'une Puissance protectrice agréée par les Parties au conflit. A cet effet, il pourra notamment demander à chaque Partie de lui remettre une liste d'au moins cinq Etats que cette Partie estime acceptables pour agir en son nom en qualité de Puissance protectrice vis-à-vis d'une Partie adverse et demander à chacune des Parties adverses de remettre une liste d'au moins cinq Etats qu'elle accepterait comme Puissance protectrice de l'autre Partie; ces listes devront être communiquées au Comité dans les deux semaines qui suivront la réception de la demande; il les comparera et sollicitera l'accord de tout Etat dont le nom figurera sur les deux listes.
4. Si, en dépit de ce qui précède, il y a défaut de Puissance protectrice, les Parties au conflit devront accepter sans délai l'offre que pourrait faire le Comité international de la Croix-Rouge ou toute autre organisation présentant toutes garanties d'impartialité et d'efficacité, après dues consultations avec lesdites Parties et compte tenu des résultats de ces consultations, d'agir en qualité de substitut. L'exercice de ses fonctions par un tel substitut est subordonné au consentement des Parties au conflit; les Parties au

any other organization which offers all guarantees of impartiality and efficacy, after due consultations with the said Parties and taking into account the result of these consultations, to act as a substitute. The functioning of such a substitute is subject to the consent of the Parties to the conflict; every effort shall be made by the Parties to the conflict to facilitate the operations of the substitute in the performance of its tasks under the Conventions and this Protocol.

5. In accordance with Article 4, the designation and acceptance of Protecting Powers for the purpose of applying the Conventions and this Protocol shall not affect the legal status of the Parties to the conflict or of any territory, including occupied territory.
6. The maintenance of diplomatic relations between Parties to the conflict or the entrusting of the protection of a Party's interests and those of its nationals to a third State in accordance with the rules of international law relating to diplomatic relations is no obstacle to the designation of Protecting Powers for the purpose of applying the Conventions and this Protocol.
7. Any subsequent mention in this Protocol of a Protecting Power includes also a substitute.

Article 6 — Qualified persons

1. The High Contracting Parties shall, also in peacetime, endeavour, with the assistance of the national Red Cross (Red Crescent, Red Lion and Sun) Societies, to train qualified personnel to facilitate the application of the Conventions and of this Protocol, and in particular the activities of the Protecting Powers.
2. The recruitment and training of such personnel are within domestic jurisdiction.
3. The International Committee of the Red Cross shall hold at the disposal of the High Contracting Parties the lists of persons so trained which the High Contracting Parties may have established and may have transmitted to it for that purpose.
4. The conditions governing the employment of such personnel outside the national territory shall, in each case, be the subject of special agreements between the Parties concerned.

conflit mettront tout en œuvre pour faciliter la tâche du substitut dans l'accomplissement de sa mission conformément aux Conventions et au présent Protocole.

5. Conformément à l'article 4, la désignation et l'acceptation de Puissances protectrices aux fins d'application des Conventions et du présent Protocole n'auront pas d'effet sur le statut juridique des Parties au conflit ni sur celui d'un territoire quelconque, y compris un territoire occupé.
6. Le maintien des relations diplomatiques entre les Parties au conflit ou le fait de confier à un Etat tiers la protection des intérêts d'une Partie et de ceux de ses ressortissants conformément aux règles du droit international concernant les relations diplomatiques ne fait pas obstacle à la désignation de Puissances protectrices aux fins d'application des Conventions et du présent Protocole.
7. Toutes les fois qu'il est fait mention ci-après dans le présent Protocole de la Puissance protectrice, cette mention désigne également le substitut.

Article 6 — Personnel qualifié

1. Dès le temps de paix, les Hautes Parties contractantes s'efforceront, avec l'aide des Sociétés nationales de la Croix-Rouge (Croissant-Rouge, Lion-et-Soleil-Rouge), de former un personnel qualifié en vue de faciliter l'application des Conventions et du présent Protocole et notamment l'activité des Puissances protectrices.
2. Le recrutement et la formation de ce personnel relèvent de la compétence nationale.
3. Le Comité international de la Croix-Rouge tiendra à la disposition des Hautes Parties contractantes les listes des personnes ainsi formées que les Hautes Parties contractantes auraient établies et lui auraient communiquées à cette fin.
4. Les conditions dans lesquelles ce personnel sera utilisé en dehors du territoire national feront, dans chaque cas, l'objet d'accords spéciaux entre les Parties intéressées.

Article 7 — Réunions

Le dépositaire du présent Protocole convoquera, à la demande d'une ou de plusieurs des Hautes Parties contractantes et avec

Article 7 — Meetings

The depositary of this Protocol shall convene a meeting of the High Contracting Parties, at the request of one or more of the said Parties and upon the approval of the majority of the said Parties, to consider general problems concerning the application of the Conventions and of the Protocol.

PART II**WOUNDED, SICK AND SHIPWRECKED***SECTION I — GENERAL PROTECTION**Article 8 — Terminology*

For the purposes of this Protocol:

- (a) “wounded” and “sick” mean persons, whether military or civilian, who, because of trauma, disease or other physical or mental disorder or disability, are in need of medical assistance or care and who refrain from any act of hostility. These terms also cover maternity cases, new-born babies and other persons who may be in need of immediate medical assistance or care, such as the infirm or expectant mothers, and who refrain from any act of hostility;
- (b) “shipwrecked” means persons, whether military or civilian, who are in peril at sea or in other waters as a result of misfortune affecting them or the vessel or aircraft carrying them and who refrain from any act of hostility. These persons, provided that they continue to refrain from any act of hostility, shall continue to be considered shipwrecked during their rescue until they acquire another status under the Conventions or this Protocol;
- (c) “medical personnel” means those persons assigned, by a Party to the conflict, exclusively to the medical purposes enumerated under sub-paragraph (e) or to the administration

l'approbation de la majorité de celles-ci, une réunion des Hautes Parties contractantes en vue d'examiner les problèmes généraux relatifs à l'application des Conventions et du Protocole.

TITRE II

BLESSÉS, MALADES ET NAUFRAGÉS

SECTION I — PROTECTION GÉNÉRALE

Article 8 — Terminologie

Aux fins du présent Protocole:

- a) les termes « blessés » et « malades » s'entendent des personnes, militaires ou civiles, qui, en raison d'un traumatisme, d'une maladie ou d'autres incapacités ou troubles physiques ou mentaux, ont besoin de soins médicaux et qui s'abstiennent de tout acte d'hostilité. Ces termes visent aussi les femmes en couches, les nouveau-nés et les autres personnes qui pourraient avoir besoin de soins médicaux immédiats, telles que les infirmes et les femmes enceintes, et qui s'abstiennent de tout acte d'hostilité;
- b) le terme « naufragés » s'entend des personnes, militaires ou civiles, se trouvant dans une situation périlleuse en mer ou en d'autres eaux par suite de l'infortune qui les frappe ou qui frappe le navire ou l'aéronef les transportant, et qui s'abstiennent de tout acte d'hostilité. Ces personnes, à condition qu'elles continuent à s'abstenir de tout acte d'hostilité, continueront d'être considérées comme des naufragés pendant leur sauvetage jusqu'à ce qu'elles aient acquis un autre statut en vertu des Conventions ou du présent Protocole;
- c) l'expression « personnel sanitaire » s'entend des personnes exclusivement affectées par une Partie au conflit soit aux fins sanitaires énumérées à l'alinéa e, soit à l'administration d'unités sanitaires, soit encore au fonctionnement ou à l'administration de moyens de transport sanitaire. Ces affectations

of medical units or to the operation or administration of medical transports. Such assignments may be either permanent or temporary. The term includes:

- (i) medical personnel of a Party to the conflict, whether military or civilian, including those described in the First and Second Conventions, and those assigned to civil defence organizations;
 - (ii) medical personnel of national Red Cross (Red Crescent, Red Lion and Sun) Societies and other national voluntary aid societies duly recognized and authorized by a Party to the conflict;
 - (iii) medical personnel of medical units or medical transports described in Article 9, paragraph 2;
- (d) "religious personnel" means military or civilian persons, such as chaplains, who are exclusively engaged in the work of their ministry and attached:
- (i) to the armed forces of a Party to the conflict;
 - (ii) to medical units or medical transports of a Party to the conflict;
 - (iii) to medical units or medical transports described in Article 9, paragraph 2; or
 - (iv) to civil defence organizations of a Party to the conflict.

The attachment of religious personnel may be either permanent or temporary, and the relevant provisions mentioned under subparagraph (k) apply to them;

- (e) "medical units" means establishments and other units, whether military or civilian, organized for medical purposes, namely the search for, collection, transportation, diagnosis or treatment—including first-aid treatment—of the wounded, sick and shipwrecked, or for the prevention of disease. The term includes, for example, hospitals and other similar units, blood transfusion centres, preventive medicine centres and institutes, medical depots and the medical and pharmaceutical stores of such units. Medical units may be fixed or mobile, permanent or temporary;

peuvent être permanentes ou temporaires. L'expression couvre:

- i) le personnel sanitaire, militaire ou civil, d'une Partie au conflit, y compris celui qui est mentionné dans les I^{re} et II^e Conventions, et celui qui est affecté à des organismes de protection civile;
 - ii) le personnel sanitaire des Sociétés nationales de la Croix-Rouge (Croissant-Rouge, Lion-et-Soleil-Rouge) et autres sociétés nationales de secours volontaires dûment reconnues et autorisées par une Partie au conflit;
 - iii) le personnel sanitaire des unités ou moyens de transport sanitaire visés à l'article 9, paragraphe 2;
- d) l'expression « personnel religieux » s'entend des personnes, militaires ou civiles, telles que les aumôniers, exclusivement vouées à leur ministère et attachées:
- i) soit aux forces armées d'une Partie au conflit;
 - ii) soit aux unités sanitaires ou aux moyens de transport sanitaire d'une Partie au conflit;
 - iii) soit aux unités sanitaires ou aux moyens de transport sanitaire visés à l'article 9, paragraphe 2;
 - iv) soit aux organismes de protection civile d'une Partie au conflit;

le rattachement du personnel religieux à ces unités peut être permanent ou temporaire et les dispositions pertinentes prévues à l'alinéa *k* s'appliquent à ce personnel;

- e) l'expression « unités sanitaires » s'entend des établissements et autres formations, militaires ou civils, organisés à des fins sanitaires, à savoir la recherche, l'évacuation, le transport, le diagnostic ou le traitement — y compris les premiers secours — des blessés, des malades et des naufragés, ainsi que la prévention des maladies. Elle couvre entre autres les hôpitaux et autres unités similaires, les centres de transfusion sanguine, les centres et instituts de médecine préventive et les centres d'approvisionnement sanitaire, ainsi que les dépôts de matériel sanitaire et de produits pharmaceutiques de ces unités. Les unités sanitaires peuvent être fixes ou mobiles, permanentes ou temporaires;

- (f) "medical transportation" means the conveyance by land, water or air of the wounded, sick, shipwrecked, medical personnel, religious personnel, medical equipment or medical supplies protected by the Conventions and by this Protocol;
- (g) "medical transports" means any means of transportation, whether military or civilian, permanent or temporary, assigned exclusively to medical transportation and under the control of a competent authority of a Party to the conflict;
- (h) "medical vehicles" means any medical transports by land;
- (i) "medical ships and craft" means any medical transports by water;
- (j) "medical aircraft" means any medical transports by air;
- (k) "permanent medical personnel", "permanent medical units" and "permanent medical transports" mean those assigned exclusively to medical purposes for an indeterminate period. "Temporary medical personnel", "temporary medical units" and "temporary medical transports" mean those devoted exclusively to medical purposes for limited periods during the whole of such periods. Unless otherwise specified, the terms "medical personnel", "medical units" and "medical transports" cover both permanent and temporary categories;
- (l) "distinctive emblem" means the distinctive emblem of the red cross, red crescent or red lion and sun on a white ground when used for the protection of medical units and transports, or medical and religious personnel, equipment or supplies;
- (m) "distinctive signal" means any signal or message specified for the identification exclusively of medical units or transports in Chapter III of Annex I to this Protocol.

Article 9 — Field of application

1. This Part, the provisions of which are intended to ameliorate the condition of the wounded, sick and shipwrecked, shall apply to all those affected by a situation referred to in Article 1, without any adverse distinction founded on race, colour, sex, language, religion or belief, political or other opinion, national or social origin, wealth, birth or other status, or on any other similar criteria.

- f) l'expression « transport sanitaire » s'entend du transport par terre, par eau ou par air des blessés, des malades et des naufragés, du personnel sanitaire et religieux et du matériel sanitaire protégés par les Conventions et le présent Protocole;
- g) l'expression « moyen de transport sanitaire » s'entend de tout moyen de transport, militaire ou civil, permanent ou temporaire, affecté exclusivement au transport sanitaire et placé sous la direction d'une autorité compétente d'une Partie au conflit;
- h) l'expression « véhicule sanitaire » s'entend de tout moyen de transport sanitaire par terre;
- i) l'expression « navire et embarcation sanitaires » s'entend de tout moyen de transport sanitaire par eau;
- j) l'expression « aéronef sanitaire » s'entend de tout moyen de transport sanitaire par air;
- k) sont « permanents » le personnel sanitaire, les unités sanitaires et les moyens de transport sanitaire affectés exclusivement à des fins sanitaires pour une durée indéterminée. Sont « temporaires » le personnel sanitaire, les unités sanitaires et les moyens de transport sanitaire utilisés exclusivement à des fins sanitaires pour des périodes limitées, pendant toute la durée de ces périodes. A moins qu'elles ne soient autrement qualifiées, les expressions « personnel sanitaire », « unité sanitaire » et « moyen de transport sanitaire » couvrent un personnel, des unités ou des moyens de transport qui peuvent être soit permanents soit temporaires;
- l) l'expression « signe distinctif » s'entend du signe distinctif de la croix rouge, du croissant rouge ou du lion-et-soleil rouge, sur fond blanc, quand il est utilisé pour la protection des unités et moyens de transport sanitaires et du personnel sanitaire et religieux et de son matériel;
- m) l'expression « signal distinctif » s'entend de tout moyen de signalisation destiné exclusivement à permettre l'identification des unités et moyens de transport sanitaires, prévu au Chapitre III de l'Annexe I au présent Protocole.

Article 9 — Champ d'application

1. Le présent Titre, dont les dispositions ont pour but d'améliorer le sort des blessés, malades et naufragés, s'applique à tous ceux

2. The relevant provisions of Articles 27 and 32 of the First Convention shall apply to permanent medical units and transports (other than hospital ships, to which Article 25 of the Second Convention applies) and their personnel made available to a Party to the conflict for humanitarian purposes:

- (a) by a neutral or other State which is not a Party to that conflict;
- (b) by a recognized and authorized aid society of such a State;
- (c) by an impartial international humanitarian organization.

Article 10 — Protection and care

1. All the wounded, sick and shipwrecked, to whichever Party they belong, shall be respected and protected.
2. In all circumstances they shall be treated humanely and shall receive, to the fullest extent practicable and with the least possible delay, the medical care and attention required by their condition. There shall be no distinction among them founded on any grounds other than medical ones.

Article 11 — Protection of persons

1. The physical or mental health and integrity of persons who are in the power of the adverse Party or who are interned, detained or otherwise deprived of liberty as a result of a situation referred to in Article 1 shall not be endangered by any unjustified act or omission. Accordingly, it is prohibited to subject the persons described in this Article to any medical procedure which is not indicated by the state of health of the person concerned and which is not consistent with generally accepted medical standards which would be applied under similar medical circumstances to persons who are nationals of the Party conducting the procedure and who are in no way deprived of liberty.
2. It is, in particular, prohibited to carry out on such persons, even with their consent:
 - (a) physical mutilations;
 - (b) medical or scientific experiments;

qui sont affectés par une situation visée à l'article premier, sans aucune distinction défavorable fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion ou la croyance, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou une autre situation ou tout autre critère analogue.

2. Les dispositions pertinentes des articles 27 et 32 de la I^{re} Convention s'appliquent aux unités et moyens de transport sanitaires permanents (autres que les navires-hôpitaux, auxquels l'article 25 de la II^e Convention s'applique), ainsi qu'à leur personnel, mis à la disposition d'une Partie au conflit à des fins humanitaires:
 - a) par un Etat neutre ou un autre Etat non Partie à ce conflit;
 - b) par une société de secours reconnue et autorisée de cet Etat;
 - c) par une organisation internationale impartiale de caractère humanitaire.

Article 10 — Protection et soins

1. Tous les blessés, malades et naufragés, à quelque Partie qu'ils appartiennent, doivent être respectés et protégés.
2. Ils doivent en toute circonstance être traités avec humanité et recevoir, dans toute la mesure du possible et dans les délais les plus brefs, les soins médicaux qu'exige leur état. Aucune distinction fondée sur des critères autres que médicaux ne doit être faite entre eux.

Article 11 — Protection de la personne

1. La santé et l'intégrité physiques ou mentales des personnes au pouvoir de la Partie adverse ou internées, détenues ou d'une autre manière privées de liberté en raison d'une situation visée à l'article premier ne doivent être compromises par aucun acte ni par aucune omission injustifiés. En conséquence, il est interdit de soumettre les personnes visées au présent article à un acte médical qui ne serait pas motivé par leur état de santé et qui ne serait pas conforme aux normes médicales généralement reconnues que la Partie responsable de l'acte appliquerait dans des circonstances médicales analogues à ses propres ressortissants jouissant de leur liberté.

(c) removal of tissue or organs for transplantation,

except where these acts are justified in conformity with the conditions provided for in paragraph 1.

3. Exceptions to the prohibition in paragraph 2 (c) may be made only in the case of donations of blood for transfusion or of skin for grafting, provided that they are given voluntarily and without any coercion or inducement, and then only for therapeutic purposes, under conditions consistent with generally accepted medical standards and controls designed for the benefit of both the donor and the recipient.
4. Any wilful act or omission which seriously endangers the physical or mental health or integrity of any person who is in the power of a Party other than the one on which he depends and which either violates any of the prohibitions in paragraphs 1 and 2 or fails to comply with the requirements of paragraph 3 shall be a grave breach of this Protocol.
5. The persons described in paragraph 1 have the right to refuse any surgical operation. In case of refusal, medical personnel shall endeavour to obtain a written statement to that effect, signed or acknowledged by the patient.
6. Each Party to the conflict shall keep a medical record for every donation of blood for transfusion or skin for grafting by persons referred to in paragraph 1, if that donation is made under the responsibility of that Party. In addition, each Party to the conflict shall endeavour to keep a record of all medical procedures undertaken with respect to any person who is interned, detained or otherwise deprived of liberty as a result of a situation referred to in Article 1. These records shall be available at all times for inspection by the Protecting Power.

Article 12 — Protection of medical units

1. Medical units shall be respected and protected at all times and shall not be the object of attack.
2. Paragraph 1 shall apply to civilian medical units, provided that they:

2. Il est en particulier interdit de pratiquer sur ces personnes, même avec leur consentement:
 - a) des mutilations physiques;
 - b) des expériences médicales ou scientifiques;
 - c) des prélèvements de tissus ou d'organes pour des transplantations,sauf si ces actes sont justifiés dans les conditions prévues au paragraphe 1.
3. Il ne peut être dérogé à l'interdiction visée au paragraphe 2 c que lorsqu'il s'agit de dons de sang en vue de transfusion ou de peau destinée à des greffes, à la condition que ces dons soient volontaires et ne résultent pas de mesures de coercition ou de persuasion et qu'ils soient destinés à des fins thérapeutiques dans des conditions compatibles avec les normes médicales généralement reconnues et avec les contrôles effectués dans l'intérêt tant du donneur que du receveur.
4. Tout acte ou omission volontaire qui met gravement en danger la santé ou l'intégrité physiques ou mentales de toute personne au pouvoir d'une Partie autre que celle dont elle dépend et qui, soit contrevient à l'une des interdictions énoncées aux paragraphes 1 et 2, soit ne respecte pas les conditions prescrites au paragraphe 3, constitue une infraction grave au présent Protocole.
5. Les personnes définies au paragraphe 1 ont le droit de refuser toute intervention chirurgicale. En cas de refus, le personnel sanitaire doit s'efforcer d'obtenir une déclaration écrite à cet effet, signée ou reconnue par le patient.
6. Toute Partie au conflit doit tenir un dossier médical pour tout don de sang en vue de transfusion ou de peau destinée à des greffes par les personnes visées au paragraphe 1, si ce don est effectué sous la responsabilité de cette Partie. En outre, toute Partie au conflit doit s'efforcer de tenir un dossier de tous les actes médicaux entrepris à l'égard des personnes internées, détenues ou d'une autre manière privées de liberté en raison d'une situation visée à l'article premier. Ces dossiers doivent en tout temps être à la disposition de la Puissance protectrice aux fins d'inspection.

Article 12 — Protection des unités sanitaires

1. Les unités sanitaires doivent en tout temps être respectées et protégées et ne doivent pas être l'objet d'attaques.

- (a) belong to one of the Parties to the conflict;
 - (b) are recognized and authorized by the competent authority of one of the Parties to the conflict; or
 - (c) are authorized in conformity with Article 9, paragraph 2, of this Protocol or Article 27 of the First Convention.
3. The Parties to the conflict are invited to notify each other of the location of their fixed medical units. The absence of such notification shall not exempt any of the Parties from the obligation to comply with the provisions of paragraph 1.
 4. Under no circumstances shall medical units be used in an attempt to shield military objectives from attack. Whenever possible, the Parties to the conflict shall ensure that medical units are so sited that attacks against military objectives do not imperil their safety.

Article 13 — Discontinuance of protection of civilian medical units

1. The protection to which civilian medical units are entitled shall not cease unless they are used to commit, outside their humanitarian function, acts harmful to the enemy. Protection may, however, cease only after a warning has been given setting, whenever appropriate, a reasonable time-limit, and after such warning has remained unheeded.
2. The following shall not be considered as acts harmful to the enemy:
 - (a) that the personnel of the unit are equipped with light individual weapons for their own defence or for that of the wounded and sick in their charge;
 - (b) that the unit is guarded by a picket or by sentries or by an escort;
 - (c) that small arms and ammunition taken from the wounded and sick, and not yet handed to the proper service, are found in the units;
 - (d) that members of the armed forces or other combatants are in the unit for medical reasons.

2. Le paragraphe 1 s'applique aux unités sanitaires civiles pour autant qu'elles remplissent l'une des conditions suivantes:
 - a) appartenir à l'une des Parties au conflit;
 - b) être reconnues et autorisées par l'autorité compétente de l'une des Parties au conflit;
 - c) être autorisées conformément aux articles 9, paragraphe 2, du présent Protocole, ou 27 de la I^{re} Convention.
3. Les Parties au conflit sont invitées à se communiquer l'emplacement de leurs unités sanitaires fixes. L'absence d'une telle notification ne dispense aucune des Parties d'observer les dispositions du paragraphe 1.
4. En aucune circonstance, les unités sanitaires ne doivent être utilisées pour tenter de mettre des objectifs militaires à l'abri d'attaques. Chaque fois que cela sera possible, les Parties au conflit veilleront à ce que les unités sanitaires soient situées de telle façon que des attaques contre des objectifs militaires ne mettent pas ces unités sanitaires en danger.

Article 13 — Cessation de la protection des unités sanitaires civiles

1. La protection due aux unités sanitaires civiles ne peut cesser que si elles sont utilisées pour commettre, en dehors de leur destination humanitaire, des actes nuisibles à l'ennemi. Toutefois, la protection cessera seulement après qu'une sommation fixant, chaque fois qu'il y aura lieu, un délai raisonnable, sera demeurée sans effet.
2. Ne seront pas considérés comme actes nuisibles à l'ennemi:
 - a) le fait que le personnel de l'unité est doté d'armes légères individuelles pour sa propre défense ou pour celle des blessés et des malades dont il a la charge;
 - b) le fait que l'unité est gardée par un piquet, des sentinelles ou une escorte;
 - c) le fait que se trouvent dans l'unité des armes portatives et des munitions retirées aux blessés et aux malades et n'ayant pas encore été versées au service compétent;
 - d) le fait que des membres des forces armées ou autres combattants se trouvent dans ces unités pour des raisons médicales.

Article 14 — Limitations on requisition of civilian medical units

1. The Occupying Power has the duty to ensure that the medical needs of the civilian population in occupied territory continue to be satisfied.
2. The Occupying Power shall not, therefore, requisition civilian medical units, their equipment, their *matériel* or the services of their personnel, so long as these resources are necessary for the provision of adequate medical services for the civilian population and for the continuing medical care of any wounded and sick already under treatment.
3. Provided that the general rule in paragraph 2 continues to be observed, the Occupying Power may requisition the said resources, subject to the following particular conditions:
 - (a) that the resources are necessary for the adequate and immediate medical treatment of the wounded and sick members of the armed forces of the Occupying Power or of prisoners of war;
 - (b) that the requisition continues only while such necessity exists; and
 - (c) that immediate arrangements are made to ensure that the medical needs of the civilian population, as well as those of any wounded and sick under treatment who are affected by the requisition, continue to be satisfied.

Article 15 — Protection of civilian medical and religious personnel

1. Civilian medical personnel shall be respected and protected.
2. If needed, all available help shall be afforded to civilian medical personnel in an area where civilian medical services are disrupted by reason of combat activity.
3. The Occupying Power shall afford civilian medical personnel in occupied territories every assistance to enable them to perform, to the best of their ability, their humanitarian functions. The Occupying Power may not require that, in the performance of those functions, such personnel shall give priority to the treatment of any person except on medical grounds. They shall not be

Article 14 — Limitation à la réquisition des unités sanitaires civiles

1. La Puissance occupante a le devoir d'assurer que les besoins médicaux de la population civile continuent d'être satisfaits dans les territoires occupés.
2. En conséquence, la Puissance occupante ne peut réquisitionner les unités sanitaires civiles, leur équipement, leur matériel ou leur personnel, aussi longtemps que ces moyens sont nécessaires pour satisfaire les besoins médicaux de la population civile et pour assurer la continuité des soins aux blessés et malades déjà sous traitement.
3. La Puissance occupante peut réquisitionner les moyens mentionnés ci-dessus à condition de continuer à observer la règle générale établie au paragraphe 2 et sous réserve des conditions particulières suivantes:
 - a) que les moyens soient nécessaires pour assurer un traitement médical immédiat et approprié aux blessés et malades des forces armées de la Puissance occupante ou aux prisonniers de guerre;
 - b) que la réquisition n'excède pas la période où cette nécessité existe; et
 - c) que des dispositions immédiates soient prises pour que les besoins médicaux de la population civile, ainsi que ceux des blessés et malades sous traitement affectés par la réquisition, continuent d'être satisfaits.

Article 15 — Protection du personnel sanitaire et religieux civil

1. Le personnel sanitaire civil sera respecté et protégé.
2. En cas de besoin, toute assistance possible doit être donnée au personnel sanitaire civil dans une zone où les services sanitaires civils seraient désorganisés en raison des combats.
3. La Puissance occupante donnera toute assistance au personnel sanitaire civil dans les territoires occupés pour lui permettre d'accomplir au mieux sa mission humanitaire. La Puissance occupante ne peut pas exiger de ce personnel que cette mission s'accomplisse en priorité au profit de qui que ce soit, sauf pour des raisons médicales. Ce personnel ne sera pas astreint à des tâches incompatibles avec sa mission humanitaire.

compelled to carry out tasks which are not compatible with their humanitarian mission.

4. Civilian medical personnel shall have access to any place where their services are essential, subject to such supervisory and safety measures as the relevant Party to the conflict may deem necessary.
5. Civilian religious personnel shall be respected and protected. The provisions of the Conventions and of this Protocol concerning the protection and identification of medical personnel shall apply equally to such persons.

Article 16 — General protection of medical duties

1. Under no circumstances shall any person be punished for carrying out medical activities compatible with medical ethics, regardless of the person benefiting therefrom.
2. Persons engaged in medical activities shall not be compelled to perform acts or to carry out work contrary to the rules of medical ethics or to other medical rules designed for the benefit of the wounded and sick or to the provisions of the Conventions or of this Protocol, or to refrain from performing acts or from carrying out work required by those rules and provisions.
3. No person engaged in medical activities shall be compelled to give to anyone belonging either to an adverse Party, or to his own Party except as required by the law of the latter Party, any information concerning the wounded and sick who are, or who have been, under his care, if such information would, in his opinion, prove harmful to the patients concerned or to their families. Regulations for the compulsory notification of communicable diseases shall, however, be respected.

Article 17 — Role of the civilian population and of aid societies

1. The civilian population shall respect the wounded, sick and shipwrecked, even if they belong to the adverse Party, and shall commit no act of violence against them. The civilian population and aid societies, such as national Red Cross (Red Crescent, Red Lion and Sun) Societies, shall be permitted, even on their

4. Le personnel sanitaire civil pourra se rendre sur les lieux où ses services sont indispensables, sous réserve des mesures de contrôle et de sécurité que la Partie au conflit intéressée jugerait nécessaires.
5. Le personnel religieux civil sera respecté et protégé. Les dispositions des Conventions et du présent Protocole relatives à la protection et à l'identification du personnel sanitaire lui sont applicables.

Article 16 — Protection générale de la mission médicale

1. Nul ne sera puni pour avoir exercé une activité de caractère médical conforme à la déontologie, quels qu'aient été les circonstances ou les bénéficiaires de cette activité.
2. Les personnes exerçant une activité de caractère médical ne peuvent être contraintes d'accomplir des actes ou d'effectuer des travaux contraires à la déontologie ou aux autres règles médicales qui protègent les blessés et les malades, ou aux dispositions des Conventions ou du présent Protocole, ni de s'abstenir d'accomplir des actes exigés par ces règles et dispositions.
3. Aucune personne exerçant une activité médicale ne doit être contrainte de donner à quiconque appartenant soit à une Partie adverse, soit à la même Partie qu'elle, sauf dans les cas prévus par la loi de cette dernière, des renseignements concernant les blessés et les malades qu'elle soigne ou qu'elle a soignés si elle estime que de tels renseignements peuvent porter préjudice à ceux-ci ou à leur famille. Les règlements régissant la notification obligatoire des maladies transmissibles doivent, néanmoins, être respectés.

Article 17 — Rôle de la population civile et des sociétés de secours

1. La population civile doit respecter les blessés, malades et naufragés, même s'ils appartiennent à la Partie adverse, et n'exercer contre eux aucun acte de violence. La population civile et les sociétés de secours, telles que les Sociétés nationales de la Croix-Rouge (Croissant-Rouge, Lion-et-Soleil-Rouge), seront autorisées, même dans les régions envahies ou occupées, à recueillir ces blessés, malades et naufragés et à leur prodiguer des soins, même de leur propre initiative. Nul ne sera inquiété, poursuivi, condamné ou puni pour de tels actes humanitaires.

own initiative, to collect and care for the wounded, sick and shipwrecked, even in invaded or occupied areas. No one shall be harmed, prosecuted, convicted or punished for such humanitarian acts.

2. The Parties to the conflict may appeal to the civilian population and the aid societies referred to in paragraph 1 to collect and care for the wounded, sick and shipwrecked, and to search for the dead and report their location; they shall grant both protection and the necessary facilities to those who respond to this appeal. If the adverse Party gains or regains control of the area, that Party also shall afford the same protection and facilities for so long as they are needed.

Article 18 — Identification

1. Each Party to the conflict shall endeavour to ensure that medical and religious personnel and medical units and transports are identifiable.
2. Each Party to the conflict shall also endeavour to adopt and to implement methods and procedures which will make it possible to recognize medical units and transports which use the distinctive emblem and distinctive signals.
3. In occupied territory and in areas where fighting is taking place or is likely to take place, civilian medical personnel and civilian religious personnel should be recognizable by the distinctive emblem and an identity card certifying their status.
4. With the consent of the competent authority, medical units and transports shall be marked by the distinctive emblem. The ships and craft referred to in Article 22 of this Protocol shall be marked in accordance with the provisions of the Second Convention.
5. In addition to the distinctive emblem, a Party to the conflict may, as provided in Chapter III of Annex I to this Protocol, authorize the use of distinctive signals to identify medical units and transports. Exceptionally, in the special cases covered in that Chapter, medical transports may use distinctive signals without displaying the distinctive emblem.
6. The application of the provisions of paragraphs 1 to 5 of this Article is governed by Chapters I to III of Annex I to this Protocol.

2. Les Parties au conflit pourront faire appel à la population civile et aux sociétés de secours visées au paragraphe 1 pour recueillir les blessés, malades et naufragés et pour leur prodiguer des soins de même que pour rechercher les morts et rendre compte du lieu où ils se trouvent; elles accorderont la protection et les facilités nécessaires à ceux qui auront répondu à cet appel. Dans le cas où la Partie adverse viendrait à prendre ou à reprendre le contrôle de la région, elle maintiendra cette protection et ces facilités aussi longtemps qu'elles seront nécessaires.

Article 18 — Identification

1. Chaque Partie au conflit doit s'efforcer de faire en sorte que le personnel sanitaire et religieux, ainsi que les unités et les moyens de transport sanitaires, puissent être identifiés.
2. Chaque Partie au conflit doit également s'efforcer d'adopter et de mettre en œuvre des méthodes et des procédures permettant d'identifier les unités et les moyens de transport sanitaires qui utilisent le signe distinctif et des signaux distinctifs.
3. Dans les territoires occupés et dans les zones où des combats se déroulent ou semblent devoir se dérouler, le personnel sanitaire civil et le personnel religieux civil se feront en règle générale reconnaître au moyen du signe distinctif et d'une carte d'identité attestant leur statut.
4. Avec le consentement de l'autorité compétente, les unités et moyens de transport sanitaires seront marqués du signe distinctif. Les navires et embarcations visés à l'article 22 du présent Protocole seront marqués conformément aux dispositions de la II^e Convention.
5. En plus du signe distinctif, une Partie au conflit peut, conformément au Chapitre III de l'Annexe I au présent Protocole, autoriser l'usage de signaux distinctifs pour permettre l'identification des unités et des moyens de transport sanitaires. A titre exceptionnel, dans les cas particuliers prévus audit Chapitre, les moyens de transport sanitaire peuvent utiliser des signaux distinctifs sans arborer le signe distinctif.
6. L'exécution des dispositions prévues aux paragraphes 1 à 5 est régie par les Chapitres I à III de l'Annexe I au présent Protocole.

Signals designated in Chapter III of the Annex for the exclusive use of medical units and transports shall not, except as provided therein, be used for any purpose other than to identify the medical units and transports specified in that Chapter.

7. This Article does not authorize any wider use of the distinctive emblem in peacetime than is prescribed in Article 44 of the First Convention.
8. The provisions of the Conventions and of this Protocol relating to supervision of the use of the distinctive emblem and to the prevention and repression of any misuse thereof shall be applicable to distinctive signals.

Article 19 — Neutral and other States not Parties to the conflict

Neutral and other States not Parties to the conflict shall apply the relevant provisions of this Protocol to persons protected by this Part who may be received or interned within their territory, and to any dead of the Parties to that conflict whom they may find.

Article 20 — Prohibition of reprisals

Reprisals against the persons and objects protected by this Part are prohibited.

SECTION II — MEDICAL TRANSPORTATION

Article 21 — Medical vehicles

Medical vehicles shall be respected and protected in the same way as mobile medical units under the Conventions and this Protocol.

Article 22 — Hospitals ships and coastal rescue craft

1. The provisions of the Conventions relating to:
 - (a) vessels described in Articles 22, 24, 25 and 27 of the Second Convention,
 - (b) their lifeboats and small craft,

Les signaux décrits au Chapitre III de cette Annexe et destinés exclusivement à l'usage des unités et des moyens de transport sanitaires ne pourront être utilisés, sauf exceptions prévues audit Chapitre, que pour permettre l'identification des unités et moyens de transport sanitaires.

7. Les dispositions du présent article ne permettent pas d'étendre l'usage, en temps de paix, du signe distinctif au-delà de ce qui est prévu par l'article 44 de la I^{re} Convention.
8. Les dispositions des Conventions et du présent Protocole relatives au contrôle de l'usage du signe distinctif ainsi qu'à la prévention et à la répression de son usage abusif sont applicables aux signaux distinctifs.

Article 19 — Etats neutres et autres Etats non Parties au conflit

Les Etats neutres et les autres Etats qui ne sont pas Parties au conflit appliqueront les dispositions pertinentes du présent Protocole aux personnes protégées par le présent Titre qui peuvent être requies ou internées sur leur territoire, ainsi qu'aux morts des Parties à ce conflit qu'ils pourront recueillir.

Article 20 — Interdiction des représailles

Les représailles contre les personnes et les biens protégés par le présent Titre sont interdites.

SECTION II — TRANSPORTS SANITAIRES

Article 21 — Véhicules sanitaires

Les véhicules sanitaires seront respectés et protégés de la manière prévue par les Conventions et le présent Protocole pour les unités sanitaires mobiles.

Article 22 — Navires-hôpitaux et embarcations de sauvetage côtières

1. Les dispositions des Conventions concernant
 - a) les navires décrits aux articles 22, 24, 25 et 27 de la II^e Convention,

- (c) their personnel and crews, and
- (d) the wounded, sick and shipwrecked on board,

shall also apply where these vessels carry civilian wounded, sick and shipwrecked who do not belong to any of the categories mentioned in Article 13 of the Second Convention. Such civilians shall not, however, be subject to surrender to any Party which is not their own, or to capture at sea. If they find themselves in the power of a Party to the conflict other than their own they shall be covered by the Fourth Convention and by this Protocol.

2. The protection provided by the Conventions to vessels described in Article 25 of the Second Convention shall extend to hospital ships made available for humanitarian purposes to a Party to the conflict:

- (a) by a neutral or other State which is not a Party to that conflict;
or

- (b) by an impartial international humanitarian organization,

provided that, in either case, the requirements set out in that Article are complied with.

3. Small craft described in Article 27 of the Second Convention shall be protected even if the notification envisaged by that Article has not been made. The Parties to the conflict are, nevertheless, invited to inform each other of any details of such craft which will facilitate their identification and recognition.

Article 23 — Other medical ships and craft

1. Medical ships and craft other than those referred to in Article 22 of this Protocol and Article 38 of the Second Convention shall, whether at sea or in other waters, be respected and protected in the same way as mobile medical units under the Conventions and this Protocol. Since this protection can only be effective if they can be identified and recognized as medical ships or craft, such vessels should be marked with the distinctive emblem and as far as possible comply with the second paragraph of Article 43 of the Second Convention.

- b) leurs canots de sauvetage et leurs embarcations,
 - c) leur personnel et leur équipage,
 - d) les blessés, les malades et les naufragés se trouvant à bord,
- s'appliquent aussi lorsque ces navires, canots ou embarcations transportent des civils blessés, malades et naufragés qui n'appartiennent pas à l'une des catégories mentionnées à l'article 13 de la II^e Convention. Toutefois, ces civils ne doivent être ni remis à une Partie qui n'est pas la leur, ni capturés en mer. S'ils se trouvent au pouvoir d'une Partie au conflit qui n'est pas la leur, la IV^e Convention et le présent Protocole leur seront applicables.
2. La protection assurée par les Conventions pour les navires décrits à l'article 25 de la II^e Convention s'étend aux navires-hôpitaux mis à la disposition d'une Partie au conflit à des fins humanitaires:
- a) par un Etat neutre ou un autre Etat non Partie à ce conflit, ou
 - b) par une organisation internationale impartiale de caractère humanitaire,
- sous réserve dans les deux cas que les conditions énoncées dans ledit article soient remplies.
3. Les embarcations décrites à l'article 27 de la II^e Convention seront protégées même si la notification envisagée dans cet article n'a pas été faite. Les Parties au conflit sont toutefois invitées à s'informer mutuellement de tout élément relatif à ces embarcations qui permette de les identifier et de les reconnaître plus facilement.

Article 23 — Autres navires et embarcations sanitaires

1. Les navires et embarcations sanitaires autres que ceux qui sont visés à l'article 22 du présent Protocole et à l'article 38 de la II^e Convention doivent, que ce soit en mer ou en d'autres eaux, être respectés et protégés de la manière prévue pour les unités sanitaires mobiles par les Conventions et le présent Protocole. La protection de ces bateaux ne pouvant être efficace que s'ils peuvent être identifiés et reconnus comme des navires ou embarcations sanitaires, ils devraient être marqués du signe distinctif et se conformer, dans la mesure du possible, aux dispositions de l'article 43, deuxième alinéa, de la II^e Convention.

2. The ships and craft referred to in paragraph 1 shall remain subject to the laws of war. Any warship on the surface able immediately to enforce its command may order them to stop, order them off, or make them take a certain course, and they shall obey every such command. Such ships and craft may not in any other way be diverted from their medical mission so long as they are needed for the wounded, sick and shipwrecked on board.
3. The protection provided in paragraph 1 shall cease only under the conditions set out in Articles 34 and 35 of the Second Convention. A clear refusal to obey a command given in accordance with paragraph 2 shall be an act harmful to the enemy under Article 34 of the Second Convention.
4. A Party to the conflict may notify any adverse Party as far in advance of sailing as possible of the name, description, expected time of sailing, course and estimated speed of the medical ship or craft, particularly in the case of ships of over 2,000 gross tons, and may provide any other information which would facilitate identification and recognition. The adverse Party shall acknowledge receipt of such information.
5. The provisions of Article 37 of the Second Convention shall apply to medical and religious personnel in such ships and craft.
6. The provisions of the Second Convention shall apply to the wounded, sick and shipwrecked belonging to the categories referred to in Article 13 of the Second Convention and in Article 44 of this Protocol who may be on board such medical ships and craft. Wounded, sick and shipwrecked civilians who do not belong to any of the categories mentioned in Article 13 of the Second Convention shall not be subject, at sea, either to surrender to any Party which is not their own, or to removal from such ships or craft; if they find themselves in the power of a Party to the conflict other than their own, they shall be covered by the Fourth Convention and by this Protocol.

Article 24 — Protection of medical aircraft

Medical aircraft shall be respected and protected, subject to the provisions of this Part.

2. Les navires et embarcations visés au paragraphe 1 restent soumis au droit de la guerre. L'ordre de stopper, de s'éloigner ou de prendre une route déterminée pourra leur être donné par tout navire de guerre naviguant en surface qui est en mesure de faire exécuter cet ordre immédiatement et ils devront obéir à tout ordre de cette nature. Ils ne peuvent pas être détournés de leur mission sanitaire d'une autre manière aussi longtemps qu'ils seront nécessaires pour les blessés, les malades et les naufragés se trouvant à leur bord.
3. La protection prévue au paragraphe 1 ne cessera que dans les conditions énoncées aux articles 34 et 35 de la II^e Convention. Un refus net d'obéir à un ordre donné conformément au paragraphe 2 constitue un acte nuisible à l'ennemi au sens de l'article 34 de la II^e Convention.
4. Une Partie au conflit pourra notifier à une Partie adverse, aussitôt que possible avant le départ, le nom, les caractéristiques, l'heure de départ prévue, la route et la vitesse estimée du navire ou de l'embarcation sanitaires, en particulier s'il s'agit de navires de plus de 2.000 tonnes brutes, et pourra communiquer tous autres renseignements qui faciliteraient l'identification et la reconnaissance. La Partie adverse doit accuser réception de ces renseignements.
5. Les dispositions de l'article 37 de la II^e Convention s'appliquent au personnel sanitaire et religieux se trouvant à bord de ces navires et embarcations.
6. Les dispositions pertinentes de la II^e Convention s'appliquent aux blessés, aux malades et aux naufragés appartenant aux catégories visées à l'article 13 de la II^e Convention et à l'article 44 du présent Protocole qui se trouvent à bord de ces navires et embarcations sanitaires. Les personnes civiles blessées, malades et naufragées qui n'appartiennent à aucune des catégories mentionnées à l'article 13 de la II^e Convention ne doivent, si elles sont en mer, ni être remises à une Partie qui n'est pas la leur, ni être obligées à quitter le navire; si, néanmoins, elles se trouvent au pouvoir d'une Partie au conflit qui n'est pas la leur, la IV^e Convention et le présent Protocole leur sont applicables.

Article 24 — Protection des aéronefs sanitaires

Les aéronefs sanitaires seront respectés et protégés conformément aux dispositions du présent Titre.

Article 25 — Medical aircraft in areas not controlled by an adverse Party

In and over land areas physically controlled by friendly forces, or in and over sea areas not physically controlled by an adverse Party, the respect and protection of medical aircraft of a Party to the conflict is not dependent on any agreement with an adverse Party. For greater safety, however, a Party to the conflict operating its medical aircraft in these areas may notify the adverse Party, as provided in Article 29, in particular when such aircraft are making flights bringing them within range of surface-to-air weapons systems of the adverse Party.

Article 26 — Medical aircraft in contact or similar zones

1. In and over those parts of the contact zone which are physically controlled by friendly forces and in and over those areas the physical control of which is not clearly established, protection for medical aircraft can be fully effective only by prior agreement between the competent military authorities of the Parties to the conflict, as provided for in Article 29. Although, in the absence of such an agreement, medical aircraft operate at their own risk, they shall nevertheless be respected after they have been recognized as such.
2. "Contact zone" means any area on land where the forward elements of opposing forces are in contact with each other, especially where they are exposed to direct fire from the ground.

Article 27 — Medical aircraft in areas controlled by an adverse Party

1. The medical aircraft of a Party to the conflict shall continue to be protected while flying over land or sea areas physically controlled by an adverse Party, provided that prior agreement to such flights has been obtained from the competent authority of that adverse Party.
2. A medical aircraft which flies over an area physically controlled by an adverse Party without, or in deviation from the terms of, an agreement provided for in paragraph 1, either through navigational error or because of an emergency affecting the safety of the flight, shall make every effort to identify itself and to inform the adverse Party of the circumstances. As soon as such medical

Article 25 — Aéronefs sanitaires dans des zones non dominées par la Partie adverse

Dans des zones terrestres dominées en fait par des forces amies ou dans des zones maritimes qui ne sont pas en fait dominées par une Partie adverse, et dans leur espace aérien, le respect et la protection des aéronefs sanitaires d'une Partie au conflit ne dépendent pas d'un accord avec la Partie adverse. Une Partie au conflit qui emploie ainsi ses aéronefs sanitaires dans ces zones pourra cependant, afin de renforcer leur sécurité, donner à la Partie adverse les notifications prévues par l'article 29, en particulier quand ces aéronefs effectuent des vols qui les amènent à portée des systèmes d'armes sol-air de la Partie adverse.

Article 26 — Aéronefs sanitaires dans des zones de contact ou similaires

1. Dans les parties de la zone de contact dominées en fait par des forces amies, ainsi que dans les zones qu'en fait aucune force ne domine clairement, et dans l'espace aérien correspondant, la protection des aéronefs sanitaires ne peut être pleinement efficace que si un accord préalable est intervenu entre les autorités militaires compétentes des Parties au conflit ainsi qu'il est prévu par l'article 29. En l'absence d'un tel accord, les aéronefs sanitaires opèrent à leurs seuls risques; les aéronefs sanitaires devront néanmoins être respectés lorsqu'ils auront été reconnus comme tels.
2. L'expression « zone de contact » s'entend de toute zone terrestre où les éléments avancés des forces opposées sont au contact les uns des autres, particulièrement là où ils sont exposés à des tirs directs à partir du sol.

Article 27 — Aéronefs sanitaires dans les zones dominées par la Partie adverse

1. Les aéronefs sanitaires d'une Partie au conflit resteront protégés pendant qu'ils survolent des zones terrestres ou maritimes dominées en fait par une Partie adverse, à condition d'avoir préalablement obtenu, pour de tels vols, l'accord de l'autorité compétente de cette Partie adverse.
2. Un aéronef sanitaire qui survole une zone dominée en fait par une Partie adverse, en l'absence de l'accord prévu par le paragraphe 1

aircraft has been recognized by the adverse Party, that Party shall make all reasonable efforts to give the order to land or to alight on water, referred to in Article 30, paragraph 1, or to take other measures to safeguard its own interests, and, in either case, to allow the aircraft time for compliance, before resorting to an attack against the aircraft.

Article 28 — Restrictions on operations of medical aircraft

1. The Parties to the conflict are prohibited from using their medical aircraft to attempt to acquire any military advantage over an adverse Party. The presence of medical aircraft shall not be used in an attempt to render military objectives immune from attack.
2. Medical aircraft shall not be used to collect or transmit intelligence data and shall not carry any equipment intended for such purposes. They are prohibited from carrying any persons or cargo not included within the definition in Article 8, subparagraph (f). The carrying on board of the personal effects of the occupants or of equipment intended solely to facilitate navigation, communication or identification shall not be considered as prohibited.
3. Medical aircraft shall not carry any armament except small arms and ammunition taken from the wounded, sick and shipwrecked on board and not yet handed to the proper service, and such light individual weapons as may be necessary to enable the medical personnel on board to defend themselves and the wounded, sick and shipwrecked in their charge.
4. While carrying out the flights referred to in Articles 26 and 27, medical aircraft shall not, except by prior agreement with the adverse Party, be used to search for the wounded, sick and shipwrecked.

Article 29 — Notifications and agreements concerning medical aircraft

1. Notifications under Article 25, or requests for prior agreement under Articles 26, 27, 28 (paragraph 4), or 31 shall state the proposed number of medical aircraft, their flight plans and means

ou en contrevenant à un tel accord, par suite d'une erreur de navigation ou d'une situation d'urgence affectant la sécurité du vol, doit faire son possible pour se faire identifier et pour en informer la Partie adverse. Dès que la Partie adverse aura reconnu un tel aéronef sanitaire, elle devra faire tous les efforts raisonnables pour donner l'ordre d'atterrir ou d'amerrir visé à l'article 30, paragraphe 1, ou pour prendre d'autres mesures afin de sauvegarder les intérêts de cette Partie et pour donner à l'aéronef dans les deux cas le temps d'obtempérer, avant de recourir à une attaque.

Article 28 — Restrictions à l'emploi des aéronefs sanitaires

1. Il est interdit aux Parties au conflit d'utiliser leurs aéronefs sanitaires pour tenter d'obtenir un avantage militaire sur une Partie adverse. La présence d'aéronefs sanitaires ne doit pas être utilisée pour tenter de mettre des objectifs militaires à l'abri d'une attaque.
2. Les aéronefs sanitaires ne doivent pas être utilisés pour rechercher ou transmettre des renseignements de caractère militaire et ne doivent pas transporter de matériel destiné à ces fins. Il leur est interdit de transporter des personnes ou un chargement non compris dans la définition donnée à l'article 8, alinéa f. Le transport à bord des effets personnels des occupants ou de matériel exclusivement destiné à faciliter la navigation, les communications ou l'identification n'est pas considéré comme interdit.
3. Les aéronefs sanitaires ne doivent pas transporter d'autres armes que les armes portatives et les munitions qui auraient été retirées aux blessés, malades ou naufragés se trouvant à bord et qui n'auraient pas encore été versées au service compétent, et les armes légères individuelles nécessaires pour permettre au personnel sanitaire se trouvant à bord d'assurer sa défense et celle des blessés, des malades et des naufragés dont il a la charge.
4. En effectuant les vols visés aux articles 26 et 27, les aéronefs sanitaires ne doivent pas être utilisés, sauf accord préalable avec la Partie adverse, pour la recherche des blessés, des malades et des naufragés.

of identification, and shall be understood to mean that every flight will be carried out in compliance with Article 28.

2. A Party which receives a notification given under Article 25 shall at once acknowledge receipt of such notification.
3. A Party which receives a request for prior agreement under Articles 26, 27, 28 (paragraph 4), or 31 shall, as rapidly as possible, notify the requesting Party:
 - (a) that the request is agreed to;
 - (b) that the request is denied; or
 - (c) of reasonable alternative proposals to the request. It may also propose a prohibition or restriction of other flights in the area during the time involved. If the Party which submitted the request accepts the alternative proposals, it shall notify the other Party of such acceptance.
4. The Parties shall take the necessary measures to ensure that notifications and agreements can be made rapidly.
5. The Parties shall also take the necessary measures to disseminate rapidly the substance of any such notifications and agreements to the military units concerned and shall instruct these units regarding the means of identification that will be used by the medical aircraft in question.

Article 30 — Landing and inspection of medical aircraft

1. Medical aircraft flying over areas which are physically controlled by an adverse Party, or over areas the physical control of which is not clearly established, may be ordered to land or to alight on water, as appropriate, to permit inspection in accordance with the following paragraphs. Medical aircraft shall obey any such order.
2. If such an aircraft lands or alights on water, whether ordered to do so or for other reasons, it may be subjected to inspection solely to determine the matters referred to in paragraphs 3 and 4. Any such inspection shall be commenced without delay and shall be conducted expeditiously. The inspecting Party shall not require the wounded and sick to be removed from the aircraft

Article 29 — Notifications et accords concernant les aéronefs sanitaires

1. Les notifications visées à l'article 25 ou les demandes d'accord préalable visées aux articles 26, 27, 28, paragraphe 4, et 31 doivent indiquer le nombre prévu d'aéronefs sanitaires, leurs plans de vol et leurs moyens d'identification; elles seront interprétées comme signifiant que chaque vol s'effectuera conformément aux dispositions de l'article 28.
2. La Partie qui reçoit une notification faite en vertu de l'article 25 doit en accuser réception sans délai.
3. La Partie qui reçoit une demande d'accord préalable conformément soit aux articles 26, 27 ou 31, soit à l'article 28, paragraphe 4, doit notifier aussi rapidement que possible à la Partie demanderesse:
 - a) soit l'acceptation de la demande;
 - b) soit le rejet de la demande;
 - c) soit une proposition raisonnable de modification de la demande. Elle peut aussi proposer d'interdire ou de restreindre d'autres vols dans la zone pendant la période considérée. Si la Partie qui a présenté la demande accepte les contre-propositions, elle doit notifier à l'autre Partie son accord.
4. Les Parties prendront les mesures nécessaires pour qu'il soit possible de faire ces notifications et de conclure ces accords rapidement.
5. Les Parties prendront aussi les mesures nécessaires pour que le contenu pertinent de ces notifications et de ces accords soit diffusé rapidement aux unités militaires concernées et qu'elles soient instruites rapidement des moyens d'identification utilisés par les aéronefs sanitaires en question.

Article 30 — Atterrissage et inspection des aéronefs sanitaires

1. Les aéronefs sanitaires survolant des zones dominées en fait par la Partie adverse, ou des zones qu'en fait aucune force ne domine clairement, peuvent être sommés d'atterrir ou d'amerrir, selon le cas, pour permettre l'inspection prévue aux paragraphes suivants. Les aéronefs sanitaires devront obéir à toute sommation de ce genre.

unless their removal is essential for the inspection. That Party shall in any event ensure that the condition of the wounded and sick is not adversely affected by the inspection or by the removal.

3. If the inspection discloses that the aircraft:

(a) is a medical aircraft within the meaning of Article 8, sub-paragraph (j),

(b) is not in violation of the conditions prescribed in Article 28, and

(c) has not flown without or in breach of a prior agreement where such agreement is required,

the aircraft and those of its occupants who belong to the adverse Party or to a neutral or other State not a Party to the conflict shall be authorized to continue the flight without delay.

4. If the inspection discloses that the aircraft:

(a) is not a medical aircraft within the meaning of Article 8, sub-paragraph (j),

(b) is in violation of the conditions prescribed in Article 28, or

(c) has flown without or in breach of a prior agreement where such agreement is required,

the aircraft may be seized. Its occupants shall be treated in conformity with the relevant provisions of the Conventions and of this Protocol. Any aircraft seized which had been assigned as a permanent medical aircraft may be used thereafter only as a medical aircraft.

Article 31 — Neutral or other States not Parties to the conflict

1. Except by prior agreement, medical aircraft shall not fly over or land in the territory of a neutral or other State not a Party to the conflict. However, with such an agreement, they shall be respected throughout their flight and also for the duration of any calls in the territory. Nevertheless they shall obey any summons to land or to alight on water, as appropriate.

2. Should a medical aircraft, in the absence of an agreement or in deviation from the terms of an agreement, fly over the territory of a neutral or other State not a Party to the conflict, either

2. Si un aéronef sanitaire atterrit ou amerrit sur sommation ou pour d'autres raisons, il ne peut être soumis à inspection que pour vérifier les points mentionnés aux paragraphes 3 et 4. L'inspection devra être entreprise sans retard et effectuée rapidement. La Partie qui procède à l'inspection ne doit pas exiger que les blessés et les malades soient débarqués de l'aéronef, sauf si ce débarquement est indispensable à l'inspection. Elle doit veiller en tout cas à ce que cette inspection ou ce débarquement n'aggrave pas l'état des blessés et des malades.
3. Si l'inspection révèle que l'aéronef:
 - a) est un aéronef sanitaire au sens de l'article 8, alinéa j,
 - b) ne contrevient pas aux conditions prescrites à l'article 28, et
 - c) n'a pas entrepris son vol en l'absence ou en violation d'un accord préalable, lorsqu'un tel accord est exigé,l'aéronef avec ceux de ses occupants appartenant soit à une Partie adverse, soit à un Etat neutre ou à un autre Etat non Partie au conflit, sera autorisé à poursuivre son vol sans retard.
4. Si l'inspection révèle que l'aéronef:
 - a) n'est pas un aéronef sanitaire au sens de l'article 8, alinéa j,
 - b) contrevient aux conditions prescrites à l'article 28, ou
 - c) a entrepris son vol en l'absence ou en violation d'un accord préalable, lorsqu'un tel accord est exigé,l'aéronef peut être saisi. Ses occupants doivent tous être traités conformément aux dispositions pertinentes des Conventions et du présent Protocole. Au cas où l'aéronef saisi était affecté comme aéronef sanitaire permanent, il ne peut être utilisé ultérieurement que comme aéronef sanitaire.

Article 31 — Etats neutres ou autres Etats non Parties au conflit

1. Les aéronefs sanitaires ne doivent ni survoler le territoire d'un Etat neutre ou d'un autre Etat non Partie au conflit ni atterrit ou amerrir, sauf en vertu d'un accord préalable. Cependant, si un tel accord existe, ces aéronefs devront être respectés pendant toute la durée de leur vol et lors des escales éventuelles. Ils devront néanmoins obéir à toute sommation d'atterrir ou d'amerrir, selon le cas.
2. Un aéronef sanitaire qui, en l'absence d'un accord ou en contravention des dispositions d'un accord, survole le territoire d'un

through navigational error or because of an emergency affecting the safety of the flight, it shall make every effort to give notice of the flight and to identify itself. As soon as such medical aircraft is recognized, that State shall make all reasonable efforts to give the order to land or to alight on water referred to in Article 30, paragraph 1, or to take other measures to safeguard its own interests, and, in either case, to allow the aircraft time for compliance, before resorting to an attack against the aircraft.

3. If a medical aircraft, either by agreement or in the circumstances mentioned in paragraph 2, lands or alights on water in the territory of a neutral or other State not Party to the conflict, whether ordered to do so or for other reasons, the aircraft shall be subject to inspection for the purposes of determining whether it is in fact a medical aircraft. The inspection shall be commenced without delay and shall be conducted expeditiously. The inspecting Party shall not require the wounded and sick of the Party operating the aircraft to be removed from it unless their removal is essential for the inspection. The inspecting Party shall in any event ensure that the condition of the wounded and sick is not adversely affected by the inspection or the removal. If the inspection discloses that the aircraft is in fact a medical aircraft, the aircraft with its occupants, other than those who must be detained in accordance with the rules of international law applicable in armed conflict, shall be allowed to resume its flight, and reasonable facilities shall be given for the continuation of the flight. If the inspection discloses that the aircraft is not a medical aircraft, it shall be seized and the occupants treated in accordance with paragraph 4.
4. The wounded, sick and shipwrecked disembarked, otherwise than temporarily, from a medical aircraft with the consent of the local authorities in the territory of a neutral or other State not a Party to the conflict shall, unless agreed otherwise between that State and the Parties to the conflict, be detained by that State where so required by the rules of international law applicable in armed conflict, in such a manner that they cannot again take part in the hostilities. The cost of hospital treatment and internment shall be borne by the State to which those persons belong.
5. Neutral or other States not Parties to the conflict shall apply any conditions and restrictions on the passage of medical aircraft

Etat neutre ou d'un autre Etat non Partie au conflit, soit par erreur de navigation, soit en raison d'une situation d'urgence touchant la sécurité du vol, doit s'efforcer de notifier son vol et de se faire identifier. Dès que cet Etat aura reconnu un tel aéronef sanitaire, il devra faire tous les efforts raisonnables pour donner l'ordre d'atterrir ou d'amerrir, visé à l'article 30, paragraphe 1, ou pour prendre d'autres mesures afin de sauvegarder les intérêts de cet Etat et pour donner à l'aéronef dans les deux cas le temps d'obtempérer, avant de recourir à une attaque.

3. Si un aéronef sanitaire, conformément à un accord ou dans les conditions indiquées au paragraphe 2, atterrit ou amerrit sur le territoire d'un Etat neutre ou d'un autre Etat non Partie au conflit, sur sommation ou pour d'autres raisons, l'aéronef pourra être soumis à une inspection afin de déterminer s'il s'agit bien d'un aéronef sanitaire. L'inspection devra être entreprise sans retard et effectuée rapidement. La Partie qui procède à l'inspection ne doit pas exiger que les blessés et les malades qui dépendent de la Partie employant l'aéronef soient débarqués de l'aéronef, sauf si ce débarquement est indispensable à l'inspection. Elle veillera en tout cas à ce que cette inspection ou ce débarquement n'aggrave pas l'état des blessés et des malades. Si l'inspection révèle qu'il s'agit effectivement d'un aéronef sanitaire, cet aéronef avec ses occupants, exception faite de ceux qui doivent être gardés en vertu des règles du droit international applicable dans les conflits armés, sera autorisé à poursuivre son vol et bénéficiera des facilités appropriées. Si l'inspection révèle que cet aéronef n'est pas un aéronef sanitaire, l'aéronef sera saisi et ses occupants seront traités conformément aux dispositions du paragraphe 4.
4. A l'exception de ceux qui sont débarqués à titre temporaire, les blessés, les malades et les naufragés débarqués d'un aéronef sanitaire avec le consentement de l'autorité locale sur le territoire d'un Etat neutre ou d'un autre Etat non Partie au conflit seront, sauf arrangement différent entre cet Etat et les Parties au conflit, gardés par cet Etat lorsque les règles du droit international applicable dans les conflits armés le requièrent, de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux hostilités. Les frais d'hospitalisation et d'internement sont à la charge de l'Etat dont ces personnes dépendent.

over, or on the landing of medical aircraft in, their territory equally to all Parties to the conflict.

SECTION III — MISSING AND DEAD PERSONS

Article 32 — General principle

In the implementation of this Section, the activities of the High Contracting Parties, of the Parties to the conflict and of the international humanitarian organizations mentioned in the Conventions and in this Protocol shall be prompted mainly by the right of families to know the fate of their relatives.

Article 33 — Missing persons

1. As soon as circumstances permit, and at the latest from the end of active hostilities, each Party to the conflict shall search for the persons who have been reported missing by an adverse Party. Such adverse Party shall transmit all relevant information concerning such persons in order to facilitate such searches.
2. In order to facilitate the gathering of information pursuant to the preceding paragraph, each Party to the conflict shall, with respect to persons who would not receive more favourable consideration under the Conventions and this Protocol:
 - (a) record the information specified in Article 138 of the Fourth Convention in respect of such persons who have been detained, imprisoned or otherwise held in captivity for more than two weeks as a result of hostilities or occupation, or who have died during any period of detention ;
 - (b) to the fullest extent possible, facilitate and, if need be, carry out the search for and the recording of information concerning such persons if they have died in other circumstances as a result of hostilities or occupation.
3. Information concerning persons reported missing pursuant to paragraph 1 and requests for such information shall be transmitted either directly or through the Protecting Power or the Central Tracing Agency of the International Committee of the Red Cross or national Red Cross (Red Crescent, Red Lion and

5. Les Etats neutres ou les autres Etats non Parties au conflit appliqueront d'une manière égale à toutes les Parties au conflit les conditions et restrictions éventuelles relatives au survol de leur territoire par des aéronefs sanitaires ou à l'atterrissage de ces aéronefs.

SECTION III — PERSONNES DISPARUES ET DÉCÉDÉES

Article 32 — Principe général

Dans l'application de la présente Section, l'activité des Hautes Parties contractantes, des Parties au conflit et des organisations humanitaires internationales mentionnées dans les Conventions et dans le présent Protocole est motivée au premier chef par le droit qu'ont les familles de connaître le sort de leurs membres.

Article 33 — Personnes disparues

1. Dès que les circonstances le permettent et au plus tard dès la fin des hostilités actives, chaque Partie au conflit doit rechercher les personnes dont la disparition a été signalée par une Partie adverse. Ladite Partie adverse doit communiquer tous renseignements utiles sur ces personnes, afin de faciliter les recherches.
2. Afin de faciliter la collecte des renseignements prévus au paragraphe précédent, chaque Partie au conflit doit, en ce qui concerne les personnes qui ne bénéficieraient pas d'un régime plus favorable en vertu des Conventions ou du présent Protocole:
 - a) enregistrer les renseignements prévus à l'article 138 de la IV^e Convention sur celles de ces personnes qui ont été détenues, emprisonnées ou d'une autre manière gardées en captivité pendant plus de deux semaines en raison des hostilités ou d'une occupation, ou qui sont décédées au cours d'une période de détention;
 - b) dans toute la mesure du possible, faciliter et, si nécessaire, effectuer la recherche et l'enregistrement de renseignements sur ces personnes si elles sont décédées dans d'autres circonstances en raison des hostilités ou d'une occupation.
3. Les renseignements sur les personnes dont la disparition a été signalée en application du paragraphe 1 et les demandes relatives à ces renseignements sont transmis soit directement, soit par

Sun) Societies. Where the information is not transmitted through the International Committee of the Red Cross and its Central Tracing Agency, each Party to the conflict shall ensure that such information is also supplied to the Central Tracing Agency.

4. The Parties to the conflict shall endeavour to agree on arrangements for teams to search for, identify and recover the dead from battlefied areas, including arrangements, if appropriate, for such teams to be accompanied by personnel of the adverse Party while carrying out these missions in areas controlled by the adverse Party. Personnel of such teams shall be respected and protected while exclusively carrying out these duties.

Article 34 — Remains of deceased

1. The remains of persons who have died for reasons related to occupation or in detention resulting from occupation or hostilities and those of persons not nationals of the country in which they have died as a result of hostilities shall be respected, and the gravesites of all such persons shall be respected, maintained and marked as provided for in Article 130 of the Fourth Convention, where their remains or gravesites would not receive more favourable consideration under the Conventions and this Protocol.
2. As soon as circumstances and the relations between the adverse Parties permit, the High Contracting Parties in whose territories graves and, as the case may be, other locations of the remains of persons who have died as a result of hostilities or during occupation or in detention are situated, shall conclude agreements in order:
 - (a) to facilitate access to the gravesites by relatives of the deceased and by representatives of official graves registration services and to regulate the practical arrangements for such access;
 - (b) to protect and maintain such gravesites permanently;
 - (c) to facilitate the return of the remains of the deceased and of personal effects to the home country upon its request or, unless that country objects, upon the request of the next of kin.
3. In the absence of the agreements provided for in paragraph 2 (b) or (c) and if the home country of such deceased is not willing to arrange at its expense for the maintenance of such gravesites, the

l'intermédiaire de la Puissance protectrice, de l'Agence centrale de recherches du Comité international de la Croix-Rouge, ou de Sociétés nationales de la Croix-Rouge (Croissant-Rouge, Lion-et-Soleil-Rouge). Lorsque ces renseignements ne sont pas transmis par l'intermédiaire du Comité international de la Croix-Rouge et de son Agence centrale de recherches, chaque Partie au conflit fait en sorte qu'ils soient aussi fournis à l'Agence centrale de recherches.

4. Les Parties au conflit s'efforceront de s'entendre sur des dispositions permettant à des équipes de rechercher, d'identifier et de relever les morts dans les zones des champs de bataille; ces dispositions peuvent prévoir, le cas échéant, que ces équipes soient accompagnées par du personnel de la Partie adverse quand elles remplissent leur mission dans les zones qui sont sous le contrôle de cette Partie adverse. Le personnel de ces équipes doit être respecté et protégé lorsqu'il se consacre exclusivement à de telles missions.

Article 34 — Restes des personnes décédées

1. Les restes des personnes qui sont décédées pour des raisons liées à une occupation ou lors d'une détention résultant d'une occupation ou d'hostilités, et ceux des personnes qui n'étaient pas les ressortissants du pays dans lequel elles sont décédées en raison d'hostilités doivent être respectés, et les sépultures de toutes ces personnes doivent être respectées, entretenues et marquées comme il est prévu à l'article 130 de la IV^e Convention, pour autant que lesdits restes ou sépultures ne relèvent pas d'un régime plus favorable en vertu des Conventions et du présent Protocole.
2. Dès que les circonstances et les relations entre les Parties adverses le permettent, les Hautes Parties contractantes sur le territoire desquelles sont situées les tombes et, le cas échéant, d'autres lieux où se trouvent les restes des personnes décédées en raison d'hostilités, pendant une occupation ou lors d'une détention, doivent conclure des accords en vue:
 - a) de faciliter l'accès des sépultures aux membres des familles des personnes décédées et aux représentants des services officiels d'enregistrement des tombes, et d'arrêter les dispositions d'ordre pratique concernant cet accès;
 - b) d'assurer en permanence la protection et l'entretien de ces sépultures;

High Contracting Party in whose territory the gravesites are situated may offer to facilitate the return of the remains of the deceased to the home country. Where such an offer has not been accepted the High Contracting Party may, after the expiry of five years from the date of the offer and upon due notice to the home country, adopt the arrangements laid down in its own laws relating to cemeteries and graves.

4. A High Contracting Party in whose territory the gravesites referred to in this Article are situated shall be permitted to exhume the remains only:

- (a) in accordance with paragraphs 2 (c) and 3, or

- (b) where exhumation is a matter of overriding public necessity, including cases of medical and investigative necessity, in which case the High Contracting Party shall at all times respect the remains, and shall give notice to the home country of its intention to exhume the remains together with details of the intended place of reinternment.

PART III

METHODS AND MEANS OF WARFARE COMBATANT AND PRISONER-OF-WAR STATUS

SECTION I — METHODS AND MEANS OF WARFARE

Article 35 — Basic rules

1. In any armed conflict, the right of the Parties to the conflict to choose methods or means of warfare is not unlimited.
2. It is prohibited to employ weapons, projectiles and material and methods of warfare of a nature to cause superfluous injury or unnecessary suffering.
3. It is prohibited to employ methods or means of warfare which are intended, or may be expected, to cause widespread, long-term and severe damage to the natural environment.

- c) de faciliter le retour des restes des personnes décédées et de leurs effets personnels dans le pays d'origine, à la demande de ce pays ou à la demande de la famille, à moins que ce pays ne s'y oppose.
3. En l'absence des accords prévus au paragraphe 2, *b* ou *c*, et si le pays d'origine de ces personnes décédées n'est pas disposé à assurer l'entretien de ces sépultures à ses frais, la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle sont situées ces sépultures peut offrir de faciliter le retour des restes dans le pays d'origine. Si cette offre n'a pas été acceptée cinq ans après avoir été faite, la Haute Partie contractante pourra, après avoir dûment avisé le pays d'origine, appliquer les dispositions prévues dans sa législation en ce qui concerne les cimetières et les sépultures.
4. La Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle sont situées les sépultures visées au présent article est autorisée à exhumer les restes uniquement:
- a) dans les conditions définies aux paragraphes 2 *c* et 3, ou
- b) lorsque l'exhumation s'impose pour des motifs d'intérêt public, y compris dans les cas de nécessité sanitaire et d'enquête, auquel cas la Haute Partie contractante doit, en tout temps, traiter les restes des personnes décédées avec respect et aviser le pays d'origine de son intention de les exhumer, en donnant des précisions sur l'endroit prévu pour la nouvelle inhumation.

TITRE III

MÉTHODES ET MOYENS DE GUERRE STATUT DE COMBATTANT ET DE PRISONNIER DE GUERRE

SECTION I — MÉTHODES ET MOYENS DE GUERRE

Article 35 — Règles fondamentales

1. Dans tout conflit armé, le droit des Parties au conflit de choisir des méthodes ou moyens de guerre n'est pas illimité.

Article 36 — New weapons

In the study, development, acquisition or adoption of a new weapon, means or method of warfare, a High Contracting Party is under an obligation to determine whether its employment would, in some or all circumstances, be prohibited by this Protocol or by any other rule of international law applicable to the High Contracting Party.

Article 37 — Prohibition of perfidy

1. It is prohibited to kill, injure or capture an adversary by resort to perfidy. Acts inviting the confidence of an adversary to lead him to believe that he is entitled to, or is obliged to accord, protection under the rules of international law applicable in armed conflict, with intent to betray that confidence, shall constitute perfidy. The following acts are examples of perfidy:
 - (a) the feigning of an intent to negotiate under a flag of truce or of a surrender;
 - (b) the feigning of an incapacitation by wounds or sickness;
 - (c) the feigning of civilian, non-combatant status; and
 - (d) the feigning of protected status by the use of signs, emblems or uniforms of the United Nations or of neutral or other States not Parties to the conflict.
2. Ruses of war are not prohibited. Such ruses are acts which are intended to mislead an adversary or to induce him to act recklessly but which infringe no rule of international law applicable in armed conflict and which are not perfidious because they do not invite the confidence of an adversary with respect to protection under that law. The following are examples of such ruses: the use of camouflage, decoys, mock operations and misinformation.

Article 38 — Recognized emblems

1. It is prohibited to make improper use of the distinctive emblem of the red cross, red crescent or red lion and sun or of other emblems, signs or signals provided for by the Conventions or by this Protocol. It is also prohibited to misuse deliberately in an

2. Il est interdit d'employer des armes, des projectiles et des matières ainsi que des méthodes de guerre de nature à causer des maux superflus.
3. Il est interdit d'utiliser des méthodes ou moyens de guerre qui sont conçus pour causer, ou dont on peut attendre qu'ils causeront, des dommages étendus, durables et graves à l'environnement naturel.

Article 36 — Armes nouvelles

Dans l'étude, la mise au point, l'acquisition ou l'adoption d'une nouvelle arme, de nouveaux moyens ou d'une nouvelle méthode de guerre, une Haute Partie contractante a l'obligation de déterminer si l'emploi en serait interdit, dans certaines circonstances ou en toutes circonstances, par les dispositions du présent Protocole ou par toute autre règle du droit international applicable à cette Haute Partie contractante.

Article 37 — Interdiction de la perfidie

1. Il est interdit de tuer, blesser ou capturer un adversaire en recourant à la perfidie. Constituent une perfidie les actes faisant appel, avec l'intention de la tromper, à la bonne foi d'un adversaire pour lui faire croire qu'il a le droit de recevoir ou l'obligation d'accorder la protection prévue par les règles du droit international applicable dans les conflits armés. Les actes suivants sont des exemples de perfidie:
 - a) feindre l'intention de négocier sous le couvert du pavillon parlementaire, ou feindre la reddition;
 - b) feindre une incapacité due à des blessures ou à la maladie;
 - c) feindre d'avoir le statut de civil ou de non-combattant;
 - d) feindre d'avoir un statut protégé en utilisant des signes, emblèmes ou uniformes des Nations Unies, d'Etats neutres ou d'autres Etats non Parties au conflit.
2. Les ruses de guerre ne sont pas interdites. Constituent des ruses de guerre les actes qui ont pour but d'induire un adversaire en erreur ou de lui faire commettre des imprudences, mais qui n'enfreignent aucune règle du droit international applicable dans les conflits armés et qui, ne faisant pas appel à la bonne foi de

armed conflict other internationally recognized protective emblems, signs or signals, including the flag of truce, and the protective emblem of cultural property.

2. It is prohibited to make use of the distinctive emblem of the United Nations, except as authorized by that Organization.

Article 39 — Emblems of nationality

1. It is prohibited to make use in an armed conflict of the flags or military emblems, insignia or uniforms of neutral or other States not Parties to the conflict.
2. It is prohibited to make use of the flags or military emblems, insignia or uniforms of adverse Parties while engaging in attacks or in order to shield, favour, protect or impede military operations.
3. Nothing in this Article or in Article 37, paragraph 1 (d), shall affect the existing generally recognized rules of international law applicable to espionage or to the use of flags in the conduct of armed conflict at sea.

Article 40 — Quarter

It is prohibited to order that there shall be no survivors, to threaten an adversary therewith or to conduct hostilities on this basis.

Article 41 — Safeguard of an enemy hors de combat

1. A person who is recognized or who, in the circumstances, should be recognized to be *hors de combat* shall not be made the object of attack.
2. A person is *hors de combat* if:
 - (a) he is in the power of an adverse Party;
 - (b) he clearly expresses an intention to surrender; or
 - (c) he has been rendered unconscious or is otherwise incapacitated by wounds or sickness, and therefore is incapable of defending himself;

provided that in any of these cases he abstains from any hostile act and does not attempt to escape.

l'adversaire en ce qui concerne la protection prévue par ce droit, ne sont pas perfides. Les actes suivants sont des exemples de ruses de guerre: l'usage de camouflages, de leurres, d'opérations simulées et de faux renseignements.

Article 38 — Emblèmes reconnus

1. Il est interdit d'utiliser indûment le signe distinctif de la croix rouge, du croissant rouge ou du lion-et-soleil rouge ou d'autres emblèmes, signes ou signaux prévus par les Conventions ou par le présent Protocole. Il est également interdit de faire un usage abusif délibéré, dans un conflit armé, d'autres emblèmes, signes ou signaux protecteurs reconnus sur le plan international, y compris le pavillon parlementaire, et de l'emblème protecteur des biens culturels.
2. Il est interdit d'utiliser l'emblème distinctif des Nations Unies en dehors des cas où l'usage en est autorisé par cette Organisation.

Article 39 — Signes de nationalité

1. Il est interdit d'utiliser, dans un conflit armé, les drapeaux ou pavillons, symboles, insignes ou uniformes militaires d'Etats neutres ou d'autres Etats non Parties au conflit.
2. Il est interdit d'utiliser les drapeaux ou pavillons, symboles, insignes ou uniformes militaires des Parties adverses pendant des attaques ou pour dissimuler, favoriser, protéger ou entraver des opérations militaires.
3. Aucune des dispositions du présent article ou de l'article 37, paragraphe 1 *d*, n'affecte les règles existantes généralement reconnues du droit international applicable à l'espionnage ou à l'emploi des pavillons dans la conduite des conflits armés sur mer.

Article 40 — Quartier

Il est interdit d'ordonner qu'il n'y ait pas de survivants, d'en menacer l'adversaire ou de conduire les hostilités en fonction de cette décision.

3. When persons entitled to protection as prisoners of war have fallen into the power of an adverse Party under unusual conditions of combat which prevent their evacuation as provided for in Part III, Section I, of the Third Convention, they shall be released and all feasible precautions shall be taken to ensure their safety.

Article 42 — Occupants of aircraft

1. No person parachuting from an aircraft in distress shall be made the object of attack during his descent.
2. Upon reaching the ground in territory controlled by an adverse Party, a person who has parachuted from an aircraft in distress shall be given an opportunity to surrender before being made the object of attack, unless it is apparent that he is engaging in a hostile act.
3. Airborne troops are not protected by this Article.

SECTION II — COMBATANT AND PRISONER-OF-WAR STATUS

Article 43 — Armed forces

1. The armed forces of a Party to a conflict consist of all organized armed forces, groups and units which are under a command responsible to that Party for the conduct of its subordinates, even if that Party is represented by a government or an authority not recognized by an adverse Party. Such armed forces shall be subject to an internal disciplinary system which, *inter alia*, shall enforce compliance with the rules of international law applicable in armed conflict.
2. Members of the armed forces of a Party to a conflict (other than medical personnel and chaplains covered by Article 33 of the Third Convention) are combatants, that is to say, they have the right to participate directly in hostilities.
3. Whenever a Party to a conflict incorporates a paramilitary or armed law enforcement agency into its armed forces it shall so notify the other Parties to the conflict.

Article 41 — Sauvegarde de l'ennemi hors de combat

1. Aucune personne reconnue, ou devant être reconnue, eu égard aux circonstances, comme étant hors de combat, ne doit être l'objet d'une attaque.
2. Est hors de combat toute personne:
 - a) qui est au pouvoir d'une Partie adverse,
 - b) qui exprime clairement son intention de se rendre, ou
 - c) qui a perdu connaissance ou est autrement en état d'incapacité du fait de blessures ou de maladie et en conséquence incapable de se défendre,à condition que, dans tous les cas, elle s'abstienne de tout acte d'hostilité et ne tente pas de s'évader.
3. Lorsque des personnes ayant droit à la protection des prisonniers de guerre sont tombées au pouvoir d'une Partie adverse dans des conditions inhabituelles de combat qui empêchent de les évacuer comme il est prévu au Titre III, Section I, de la III^e Convention, elles doivent être libérées et toutes les précautions utiles doivent être prises pour assurer leur sécurité.

Article 42 — Occupants d'aéronefs

1. Aucune personne sautant en parachute d'un aéronef en perdition ne doit faire l'objet d'une attaque pendant la descente.
2. En touchant le sol d'un territoire contrôlé par une Partie adverse, la personne qui a sauté en parachute d'un aéronef en perdition doit se voir accorder la possibilité de se rendre avant de faire l'objet d'une attaque, sauf s'il est manifeste qu'elle se livre à un acte d'hostilité.
3. Les troupes aéroportées ne sont pas protégées par le présent article.

*SECTION II — STATUT DE COMBATTANT ET DE PRISONNIER DE GUERRE**Article 43 — Forces armées*

1. Les forces armées d'une Partie à un conflit se composent de toutes les forces, tous les groupes et toutes les unités armés et organisés

Article 44 — Combatants and prisoners of war

1. Any combatant, as defined in Article 43, who falls into the power of an adverse Party shall be a prisoner of war.
2. While all combatants are obliged to comply with the rules of international law applicable in armed conflict, violations of these rules shall not deprive a combatant of his right to be a combatant or, if he falls into the power of an adverse Party, of his right to be a prisoner of war, except as provided in paragraphs 3 and 4.
3. In order to promote the protection of the civilian population from the effects of hostilities, combatants are obliged to distinguish themselves from the civilian population while they are engaged in an attack or in a military operation preparatory to an attack. Recognizing, however, that there are situations in armed conflicts where, owing to the nature of the hostilities an armed combatant cannot so distinguish himself, he shall retain his status as a combatant, provided that, in such situations, he carries his arms openly:
 - (a) during each military engagement, and
 - (b) during such time as he is visible to the adversary while he is engaged in a military deployment preceding the launching of an attack in which he is to participate.

Acts which comply with the requirements of this paragraph shall not be considered as perfidious within the meaning of Article 37, paragraph 1 (c).

4. A combatant who falls into the power of an adverse Party while failing to meet the requirements set forth in the second sentence of paragraph 3 shall forfeit his right to be a prisoner of war, but he shall, nevertheless, be given protections equivalent in all respects to those accorded to prisoners of war by the Third Convention and by this Protocol. This protection includes protections equivalent to those accorded to prisoners of war by the Third Convention in the case where such a person is tried and punished for any offences he has committed.
5. Any combatant who falls into the power of an adverse Party while not engaged in an attack or in a military operation pre-

qui sont placés sous un commandement responsable de la conduite de ses subordonnés devant cette Partie, même si celle-ci est représentée par un gouvernement ou une autorité non reconnus par une Partie adverse. Ces forces armées doivent être soumises à un régime de discipline interne qui assure, notamment, le respect des règles du droit international applicable dans les conflits armés.

2. Les membres des forces armées d'une Partie à un conflit (autres que le personnel sanitaire et religieux visé à l'article 33 de la III^e Convention) sont des combattants, c'est-à-dire ont le droit de participer directement aux hostilités.
3. La Partie à un conflit qui incorpore, dans ses forces armées, une organisation paramilitaire ou un service armé chargé de faire respecter l'ordre, doit le notifier aux autres Parties au conflit.

Article 44 — Combattants et prisonniers de guerre

1. Tout combattant, au sens de l'article 43, qui tombe au pouvoir d'une partie adverse est prisonnier de guerre.
2. Bien que tous les combattants soient tenus de respecter les règles du droit international applicable dans les conflits armés, les violations de ces règles ne privent pas un combattant de son droit d'être considéré comme combattant ou, s'il tombe au pouvoir d'une Partie adverse, de son droit d'être considéré comme prisonnier de guerre, sauf dans les cas prévus aux paragraphes 3 et 4.
3. Pour que la protection de la population civile contre les effets des hostilités soit renforcée, les combattants sont tenus de se distinguer de la population civile lorsqu'ils prennent part à une attaque ou à une opération militaire préparatoire d'une attaque. Etant donné, toutefois, qu'il y a des situations dans les conflits armés où, en raison de la nature des hostilités, un combattant armé ne peut se distinguer de la population civile, il conserve son statut de combattant à condition que, dans de telles situations, il porte ses armes ouvertement:
 - a) pendant chaque engagement militaire; et
 - b) pendant le temps où il est exposé à la vue de l'adversaire alors qu'il prend part à un déploiement militaire qui précède le lancement d'une attaque à laquelle il doit participer.

paratory to an attack shall not forfeit his rights to be a combatant and a prisoner of war by virtue of his prior activities.

6. This Article is without prejudice to the right of any person to be a prisoner of war pursuant to Article 4 of the Third Convention.
7. This Article is not intended to change the generally accepted practice of States with respect to the wearing of the uniform by combatants assigned to the regular, uniformed armed units of a Party to the conflict.
8. In addition to the categories of persons mentioned in Article 13 of the First and Second Conventions, all members of the armed forces of a Party to the conflict, as defined in Article 43 of this Protocol, shall be entitled to protection under those Conventions if they are wounded or sick or, in the case of the Second Convention, shipwrecked at sea or in other waters.

Article 45 — Protection of persons who have taken part in hostilities

1. A person who takes part in hostilities and falls into the power of an adverse Party shall be presumed to be a prisoner of war, and therefore shall be protected by the Third Convention, if he claims the status of prisoner of war, or if he appears to be entitled to such status, or if the Party on which he depends claims such status on his behalf by notification to the detaining Power or to the Protecting Power. Should any doubt arise as to whether any such person is entitled to the status of prisoner of war, he shall continue to have such status and, therefore, to be protected by the Third Convention and this Protocol until such time as his status has been determined by a competent tribunal.
2. If a person who has fallen into the power of an adverse Party is not held as a prisoner of war and is to be tried by that Party for an offence arising out of the hostilities, he shall have the right to assert his entitlement to prisoner-of-war status before a judicial tribunal and to have that question adjudicated. Whenever possible under the applicable procedure, this adjudication shall occur before the trial for the offence. The representatives of the Protecting Power shall be entitled to attend the proceedings in which that question is adjudicated, unless, exceptionally, the proceedings are held *in camera* in the interest of State security.

Les actes qui répondent aux conditions prévues par le présent paragraphe ne sont pas considérés comme perfides au sens de l'article 37, paragraphe 1 *c*.

4. Tout combattant qui tombe au pouvoir d'une Partie adverse, alors qu'il ne remplit pas les conditions prévues à la deuxième phrase du paragraphe 3, perd son droit à être considéré comme prisonnier de guerre, mais bénéficie néanmoins de protections équivalentes à tous égards à celles qui sont accordées aux prisonniers de guerre par la III^e Convention et par le présent Protocole. Cette protection comprend des protections équivalentes à celles qui sont accordées aux prisonniers de guerre par la III^e Convention dans le cas où une telle personne est jugée et condamnée pour toutes infractions qu'elle aura commises.
5. Le combattant qui tombe au pouvoir d'une Partie adverse alors qu'il ne participe pas à une attaque ou à une opération militaire préparatoire d'une attaque ne perd pas, en raison de ses activités antérieures, le droit d'être considéré comme combattant et prisonnier de guerre.
6. Le présent article ne prive personne du droit d'être considéré comme prisonnier de guerre aux termes de l'article 4 de la III^e Convention.
7. Le présent article n'a pas pour objet de modifier la pratique des Etats, généralement acceptée, concernant le port de l'uniforme par des combattants affectés aux unités armées régulières en uniforme d'une Partie au conflit.
8. Outre les catégories de personnes visées à l'article 13 des I^{re} et II^e Conventions, tous les membres des forces armées d'une Partie au conflit, tels qu'ils sont définis à l'article 43 du présent Protocole, ont droit à la protection accordée par lesdites Conventions s'ils sont blessés ou malades, ou dans le cas de la II^e Convention, s'ils sont naufragés en mer ou en d'autres eaux.

Article 45 — Protection des personnes ayant pris part aux hostilités

1. Une personne qui prend part à des hostilités et tombe au pouvoir d'une Partie adverse est présumée être prisonnier de guerre et par conséquent se trouve protégée par la III^e Convention lorsqu'elle revendique le statut de prisonnier de guerre, ou qu'il apparaît qu'elle a droit au statut de prisonnier de guerre, ou lorsque la

In such a case the detaining Power shall advise the Protecting Power accordingly.

3. Any person who has taken part in hostilities, who is not entitled to prisoner-of-war status and who does not benefit from more favourable treatment in accordance with the Fourth Convention shall have the right at all times to the protection of Article 75 of this Protocol. In occupied territory, any such person, unless he is held as a spy, shall also be entitled, notwithstanding Article 5 of the Fourth Convention, to his rights of communication under that Convention.

Article 46 — Spies

1. Notwithstanding any other provision of the Conventions or of this Protocol, any member of the armed forces of a Party to the conflict who falls into the power of an adverse Party while engaging in espionage shall not have the right to the status of prisoner of war and may be treated as a spy.
2. A member of the armed forces of a Party to the conflict who, on behalf of that Party and in territory controlled by an adverse Party, gathers or attempts to gather information shall not be considered as engaging in espionage if, while so acting, he is in the uniform of his armed forces.
3. A member of the armed forces of a Party to the conflict who is a resident of territory occupied by an adverse Party and who, on behalf of the Party on which he depends, gathers or attempts to gather information of military value within that territory shall not be considered as engaging in espionage unless he does so through an act of false pretences or deliberately in a clandestine manner. Moreover, such a resident shall not lose his right to the status of prisoner of war and may not be treated as a spy unless he is captured while engaging in espionage.
4. A member of the armed forces of a Party to the conflict who is not a resident of territory occupied by an adverse Party and who has engaged in espionage in that territory shall not lose his right to the status of prisoner of war and may not be treated as a spy unless he is captured before he has rejoined the armed forces to which he belongs.

Partie dont elle dépend revendique pour elle ce statut par voie de notification à la Puissance qui la détient ou à la Puissance protectrice. S'il existe un doute quelconque au sujet de son droit au statut de prisonnier de guerre, cette personne continue à bénéficier de ce statut et, par suite, de la protection de la III^e Convention et du présent Protocole, en attendant que son statut soit déterminé par un tribunal compétent.

2. Si une personne tombée au pouvoir d'une Partie adverse n'est pas détenue comme prisonnier de guerre et doit être jugée par cette Partie pour une infraction liée aux hostilités, elle est habilitée à faire valoir son droit au statut de prisonnier de guerre devant un tribunal judiciaire et à obtenir que cette question soit tranchée. Chaque fois que la procédure applicable le permet, la question doit être tranchée avant qu'il soit statué sur l'infraction. Les représentants de la Puissance protectrice ont le droit d'assister aux débats au cours desquels cette question doit être tranchée, sauf dans le cas exceptionnel où ces débats ont lieu à huis clos dans l'intérêt de la sûreté de l'Etat. Dans ce cas, la Puissance détentrice doit en aviser la Puissance protectrice.
3. Toute personne qui, ayant pris part à des hostilités, n'a pas droit au statut de prisonnier de guerre et ne bénéficie pas d'un traitement plus favorable conformément à la IV^e Convention a droit, en tout temps, à la protection de l'article 75 du présent Protocole. En territoire occupé, une telle personne, sauf si elle est détenue pour espionnage, bénéficie également, nonobstant les dispositions de l'article 5 de la IV^e Convention, des droits de communication prévus par ladite Convention.

Article 46 — Espions

1. Nonobstant toute autre disposition des Conventions ou du présent Protocole, un membre des forces armées d'une Partie au conflit qui tombe au pouvoir d'une Partie adverse alors qu'il se livre à des activités d'espionnage n'a pas droit au statut de prisonnier de guerre et peut être traité en espion.
2. Un membre des forces armées d'une Partie au conflit qui recueille ou cherche à recueillir, pour le compte de cette Partie, des renseignements dans un territoire contrôlé par une Partie adverse ne sera pas considéré comme se livrant à des activités d'espionnage si, ce faisant, il est revêtu de l'uniforme de ses forces armées.

Article 47 — Mercenaries

1. A mercenary shall not have the right to be a combatant or a prisoner of war.
2. A mercenary is any person who:
 - (a) is specially recruited locally or abroad in order to fight in an armed conflict;
 - (b) does, in fact, take a direct part in the hostilities;
 - (c) is motivated to take part in the hostilities essentially by the desire for private gain and, in fact, is promised, by or on behalf of a Party to the conflict, material compensation substantially in excess of that promised or paid to combatants of similar ranks and functions in the armed forces of that Party;
 - (d) is neither a national of a Party to the conflict nor a resident of territory controlled by a Party to the conflict;
 - (e) is not a member of the armed forces of a Party to the conflict; and
 - (f) has not been sent by a State which is not a Party to the conflict on official duty as a member of its armed forces.

PART IV

CIVILIAN POPULATION

SECTION I — GENERAL PROTECTION AGAINST EFFECTS OF HOSTILITIES

CHAPTER I — BASIC RULE AND FIELD OF APPLICATION

Article 48 — Basic rule

In order to ensure respect for and protection of the civilian population and civilian objects, the Parties to the conflict shall at all times distinguish between the civilian population and comba-

3. Un membre des forces armées d'une Partie au conflit qui est résident d'un territoire occupé par une Partie adverse, et qui recueille ou cherche à recueillir, pour le compte de la Partie dont il dépend, des renseignements d'intérêt militaire dans ce territoire, ne sera pas considéré comme se livrant à des activités d'espionnage, à moins que, ce faisant, il n'agisse sous de fallacieux prétextes ou de façon délibérément clandestine. De plus, ce résident ne perd son droit au statut de prisonnier de guerre et ne peut être traité en espion qu'au seul cas où il est capturé alors qu'il se livre à des activités d'espionnage.
4. Un membre des forces armées d'une Partie au conflit qui n'est pas résident d'un territoire occupé par une Partie adverse et qui s'est livré à des activités d'espionnage dans ce territoire ne perd son droit au statut de prisonnier de guerre et ne peut être traité en espion qu'au seul cas où il est capturé avant d'avoir rejoint les forces armées auxquelles il appartient.

Article 47 — Mercenaires

1. Un mercenaire n'a pas droit au statut de combattant ou de prisonnier de guerre.
2. Le terme « mercenaire » s'entend de toute personne:
 - a) qui est spécialement recrutée dans le pays ou à l'étranger pour combattre dans un conflit armé;
 - b) qui en fait prend une part directe aux hostilités;
 - c) qui prend part aux hostilités essentiellement en vue d'obtenir un avantage personnel et à laquelle est effectivement promise, par une Partie au conflit ou en son nom, une rémunération matérielle nettement supérieure à celle qui est promise ou payée à des combattants ayant un rang et une fonction analogues dans les forces armées de cette Partie;
 - d) qui n'est ni ressortissant d'une Partie au conflit, ni résident du territoire contrôlé par une Partie au conflit;
 - e) qui n'est pas membre des forces armées d'une Partie au conflit; et
 - f) qui n'a pas été envoyée par un Etat autre qu'une Partie au conflit en mission officielle en tant que membre des forces armées dudit Etat.

tants and between civilian objects and military objectives and accordingly shall direct their operations only against military objectives.

Article 49 — Definition of attacks and scope of application

1. "Attacks" means acts of violence against the adversary, whether in offence or in defence.
2. The provisions of this Protocol with respect to attacks apply to all attacks in whatever territory conducted, including the national territory belonging to a Party to the conflict but under the control of an adverse Party.
3. The provisions of this Section apply to any land, air or sea warfare which may affect the civilian population, individual civilians or civilian objects on land. They further apply to all attacks from the sea or from the air against objectives on land but do not otherwise affect the rules of international law applicable in armed conflict at sea or in the air.
4. The provisions of this Section are additional to the rules concerning humanitarian protection contained in the Fourth Convention, particularly in Part II thereof, and in other international agreements binding upon the High Contracting Parties, as well as to other rules of international law relating to the protection of civilians and civilian objects on land, at sea or in the air against the effects of hostilities.

CHAPTER II — CIVILIANS AND CIVILIAN POPULATION

Article 50 — Definition of civilians and civilian population

1. A civilian is any person who does not belong to one of the categories of persons referred to in Article 4 A (1), (2), (3) and (6) of the Third Convention and in Article 43 of this Protocol. In case of doubt whether a person is a civilian, that person shall be considered to be a civilian.
2. The civilian population comprises all persons who are civilians.
3. The presence within the civilian population of individuals who do not come within the definition of civilians does not deprive the population of its civilian character.

TITRE IV

POPULATION CIVILE

SECTION I — PROTECTION GÉNÉRALE CONTRE LES EFFETS DES HOSTILITÉS

CHAPITRE I — RÈGLE FONDAMENTALE ET CHAMP D'APPLI- CATION

Article 48 — Règle fondamentale

En vue d'assurer le respect et la protection de la population civile et des biens de caractère civil, les Parties au conflit doivent en tout temps faire la distinction entre la population civile et les combattants ainsi qu'entre les biens de caractère civil et les objectifs militaires et, par conséquent, ne diriger leurs opérations que contre des objectifs militaires.

Article 49 — Définition des attaques et champ d'application

1. L'expression « attaques » s'entend des actes de violence contre l'adversaire, que ces actes soient offensifs ou défensifs.
2. Les dispositions du présent Protocole concernant les attaques s'appliquent à toutes les attaques, quel que soit le territoire où elles ont lieu, y compris le territoire national appartenant à une Partie au conflit mais se trouvant sous le contrôle d'une Partie adverse.
3. Les dispositions de la présente Section s'appliquent à toute opération terrestre, aérienne ou navale pouvant affecter, sur terre, la population civile, les personnes civiles et les biens de caractère civil. Elles s'appliquent en outre à toutes les attaques navales ou aériennes dirigées contre des objectifs sur terre, mais n'affectent pas autrement les règles du droit international applicable dans les conflits armés sur mer ou dans les airs.
4. Les dispositions de la présente Section complètent les règles relatives à la protection humanitaire énoncées dans la IV^e Convention, en particulier au Titre II, et dans les autres accords internationaux qui lient les Hautes Parties contractantes, ainsi que les

Article 51 — Protection of the civilian population

1. The civilian population and individual civilians shall enjoy general protection against dangers arising from military operations. To give effect to this protection, the following rules, which are additional to other applicable rules of international law, shall be observed in all circumstances.
2. The civilian population as such, as well as individual civilians, shall not be the object of attack. Acts or threats of violence the primary purpose of which is to spread terror among the civilian population are prohibited.
3. Civilians shall enjoy the protection afforded by this Section, unless and for such time as they take a direct part in hostilities.
4. Indiscriminate attacks are prohibited. Indiscriminate attacks are:
 - (a) those which are not directed at a specific military objective;
 - (b) those which employ a method or means of combat which cannot be directed at a specific military objective; or
 - (c) those which employ a method or means of combat the effects of which cannot be limited as required by this Protocol;and consequently, in each such case, are of a nature to strike military objectives and civilians or civilian objects without distinction.
5. Among others, the following types of attacks are to be considered as indiscriminate:
 - (a) an attack by bombardment by any methods or means which treats as a single military objective a number of clearly separated and distinct military objectives located in a city, town, village or other area containing a similar concentration of civilians or civilian objects; and
 - (b) an attack which may be expected to cause incidental loss of civilian life, injury to civilians, damage to civilian objects, or a combination thereof, which would be excessive in relation to the concrete and direct military advantage anticipated.
6. Attacks against the civilian population or civilians by way of reprisals are prohibited.

autres règles du droit international relatives à la protection des civils et des biens de caractère civil contre les effets des hostilités sur terre, sur mer et dans les airs.

CHAPITRE II — PERSONNES CIVILES ET POPULATION CIVILE

Article 50 — Définition des personnes civiles et de la population civile

1. Est considérée comme civile toute personne n'appartenant pas à l'une des catégories visées à l'article 4 A. 1), 2), 3), et 6) de la III^e Convention et à l'article 43 du présent Protocole. En cas de doute, ladite personne sera considérée comme civile.
2. La population civile comprend toutes les personnes civiles.
3. La présence au sein de la population civile de personnes isolées ne répondant pas à la définition de personne civile ne prive pas cette population de sa qualité.

Article 51 — Protection de la population civile

1. La population civile et les personnes civiles jouissent d'une protection générale contre les dangers résultant d'opérations militaires. En vue de rendre cette protection effective, les règles suivantes, qui s'ajoutent aux autres règles du droit international applicable, doivent être observées en toutes circonstances.
2. Ni la population civile en tant que telle ni les personnes civiles ne doivent être l'objet d'attaques. Sont interdits les actes ou menaces de violence dont le but principal est de répandre la terreur parmi la population civile.
3. Les personnes civiles jouissent de la protection accordée par la présente Section, sauf si elles participent directement aux hostilités et pendant la durée de cette participation.
4. Les attaques sans discrimination sont interdites. L'expression « attaques sans discrimination » s'entend :
 - a) des attaques qui ne sont pas dirigées contre un objectif militaire déterminé;
 - b) des attaques dans lesquelles on utilise des méthodes ou moyens de combat qui ne peuvent pas être dirigés contre un objectif militaire déterminé; ou

7. The presence or movements of the civilian population or individual civilians shall not be used to render certain points or areas immune from military operations, in particular in attempts to shield military objectives from attacks or to shield, favour or impede military operations. The Parties to the conflict shall not direct the movement of the civilian population or individual civilians in order to attempt to shield military objectives from attacks or to shield military operations.
8. Any violation of these prohibitions shall not release the Parties to the conflict from their legal obligations with respect to the civilian population and civilians, including the obligation to take the precautionary measures provided for in Article 57.

CHAPTER III — CIVILIAN OBJECTS

Article 52 — General protection of civilian objects

1. Civilian objects shall not be the object of attack or of reprisals. Civilian objects are all objects which are not military objectives as defined in paragraph 2.
2. Attacks shall be limited strictly to military objectives. In so far as objects are concerned, military objectives are limited to those objects which by their nature, location, purpose or use make an effective contribution to military action and whose total or partial destruction, capture or neutralization, in the circumstances ruling at the time, offers a definite military advantage.
3. In case of doubt whether an object which is normally dedicated to civilian purposes, such as a place of worship, a house or other dwelling or a school, is being used to make an effective contribution to military action, it shall be presumed not to be so used.

Article 53 — Protection of cultural objects and of places of worship

Without prejudice to the provisions of the Hague Convention for the Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict of 14 May 1954, and of other relevant international instruments, it is prohibited:

- c) des attaques dans lesquelles on utilise des méthodes ou moyens de combat dont les effets ne peuvent pas être limités comme le prescrit le présent Protocole;

et qui sont, en conséquence, dans chacun de ces cas, propres à frapper indistinctement des objectifs militaires et des personnes civiles ou des biens de caractère civil.

5. Seront, entre autres, considérés comme effectués sans discrimination les types d'attaques suivants:
 - a) les attaques par bombardement, quels que soient les méthodes ou moyens utilisés, qui traitent comme un objectif militaire unique un certain nombre d'objectifs militaires nettement espacés et distincts situés dans une ville, un village ou toute autre zone contenant une concentration analogue de personnes civiles ou de biens de caractère civil;
 - b) les attaques dont on peut attendre qu'elles causent incidemment des pertes en vies humaines dans la population civile, des blessures aux personnes civiles, des dommages aux biens de caractère civil, ou une combinaison de ces pertes et dommages, qui seraient excessifs par rapport à l'avantage militaire concret et direct attendu.
6. Sont interdites les attaques dirigées à titre de représailles contre la population civile ou des personnes civiles.
7. La présence ou les mouvements de la population civile ou de personnes civiles ne doivent pas être utilisés pour mettre certains points ou certaines zones à l'abri d'opérations militaires, notamment pour tenter de mettre des objectifs militaires à l'abri d'attaques ou de couvrir, favoriser ou gêner des opérations militaires. Les Parties au conflit ne doivent pas diriger les mouvements de la population civile ou des personnes civiles pour tenter de mettre des objectifs militaires à l'abri des attaques ou de couvrir des opérations militaires.
8. Aucune violation de ces interdictions ne dispense les Parties au conflit de leurs obligations juridiques à l'égard de la population civile et des personnes civiles, y compris l'obligation de prendre les mesures de précaution prévues par l'article 57.

- (a) to commit any acts of hostility directed against the historic monuments, works of art or places of worship which constitute the cultural or spiritual heritage of peoples;
- (b) to use such objects in support of the military effort;
- (c) to make such objects the object of reprisals.

Article 54 — Protection of objects indispensable to the survival of the civilian population

1. Starvation of civilians as a method of warfare is prohibited.
2. It is prohibited to attack, destroy, remove or render useless objects indispensable to the survival of the civilian population, such as foodstuffs, agricultural areas for the production of foodstuffs, crops, livestock, drinking water installations and supplies and irrigation works, for the specific purpose of denying them for their sustenance value to the civilian population or to the adverse Party, whatever the motive, whether in order to starve out civilians, to cause them to move away, or for any other motive.
3. The prohibitions in paragraph 2 shall not apply to such of the objects covered by it as are used by an adverse Party:
 - (a) as sustenance solely for the members of its armed forces; or
 - (b) if not as sustenance, then in direct support of military action, provided, however, that in no event shall actions against these objects be taken which may be expected to leave the civilian population with such inadequate food or water as to cause its starvation or force its movement.
4. These objects shall not be made the object of reprisals.
5. In recognition of the vital requirements of any Party to the conflict in the defence of its national territory against invasion, derogation from the prohibitions contained in paragraph 2 may be made by a Party to the conflict within such territory under its own control where required by imperative military necessity.

Article 55 — Protection of the natural environment

1. Care shall be taken in warfare to protect the natural environment against widespread, long-term and severe damage. This

CHAPITRE III — BIENS DE CARACTÈRE CIVIL

Article 52 — Protection générale des biens de caractère civil

1. Les biens de caractère civil ne doivent être l'objet ni d'attaques ni de représailles. Sont biens de caractère civil tous les biens qui ne sont pas des objectifs militaires au sens du paragraphe 2.
2. Les attaques doivent être strictement limitées aux objectifs militaires. En ce qui concerne les biens, les objectifs militaires sont limités aux biens qui, par leur nature, leur emplacement, leur destination ou leur utilisation apportent une contribution effective à l'action militaire et dont la destruction totale ou partielle, la capture ou la neutralisation offre en l'occurrence un avantage militaire précis.
3. En cas de doute, un bien qui est normalement affecté à un usage civil, tel qu'un lieu de culte, une maison, un autre type d'habitation ou une école, est présumé ne pas être utilisé en vue d'apporter une contribution effective à l'action militaire.

Article 53 — Protection des biens culturels et des lieux de culte

Sans préjudice des dispositions de la Convention de La Haye du 14 mai 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et d'autres instruments internationaux pertinents, il est interdit:

- a) de commettre tout acte d'hostilité dirigé contre les monuments historiques, les œuvres d'art ou les lieux de culte qui constituent le patrimoine culturel ou spirituel des peuples;
- b) d'utiliser ces biens à l'appui de l'effort militaire;
- c) de faire de ces biens l'objet de représailles.

Article 54 — Protection des biens indispensables à la survie de la population civile

1. Il est interdit d'utiliser contre les civils la famine comme méthode de guerre.
2. Il est interdit d'attaquer, de détruire, d'enlever ou de mettre hors d'usage des biens indispensables à la survie de la population civile, tels que des denrées alimentaires et les zones agricoles qui

protection includes a prohibition of the use of methods or means of warfare which are intended or may be expected to cause such damage to the natural environment and thereby to prejudice the health or survival of the population.

2. Attacks against the natural environment by way of reprisals are prohibited.

Article 56 — Protection of works and installations containing dangerous forces

1. Works or installations containing dangerous forces, namely dams, dykes and nuclear electrical generating stations, shall not be made the object of attack, even where these objects are military objectives, if such attack may cause the release of dangerous forces and consequent severe losses among the civilian population. Other military objectives located at or in the vicinity of these works or installations shall not be made the object of attack if such attack may cause the release of dangerous forces from the works or installations and consequent severe losses among the civilian population.
2. The special protection against attack provided by paragraph 1 shall cease:
 - (a) for a dam or a dyke only if it is used for other than its normal function and in regular, significant and direct support of military operations and if such attack is the only feasible way to terminate such support;
 - (b) for a nuclear electrical generating station only if it provides electric power in regular, significant and direct support of military operations and if such attack is the only feasible way to terminate such support;
 - (c) for other military objectives located at or in the vicinity of these works or installations only if they are used in regular, significant and direct support of military operations and if such attack is the only feasible way to terminate such support.
3. In all cases, the civilian population and individual civilians shall remain entitled to all the protection accorded them by international law, including the protection of the precautionary

les produisent, les récoltes, le bétail, les installations et réserves d'eau potable et les ouvrages d'irrigation, en vue d'en priver, à raison de leur valeur de subsistance, la population civile ou la Partie adverse, quel que soit le motif dont on s'inspire, que ce soit pour affamer des personnes civiles, provoquer leur déplacement ou pour toute autre raison.

3. Les interdictions prévues au paragraphe 2 ne s'appliquent pas si les biens énumérés sont utilisés par une Partie adverse:
 - a) pour la subsistance des seuls membres de ses forces armées;
 - b) à d'autres fins que cet approvisionnement, mais comme appui direct d'une action militaire, à condition toutefois de n'engager en aucun cas, contre ces biens, des actions dont on pourrait attendre qu'elles laissent à la population civile si peu de nourriture ou d'eau qu'elle serait réduite à la famine ou forcée de se déplacer.
4. Ces biens ne devront pas être l'objet de représailles.
5. Compte tenu des exigences vitales de toute Partie au conflit pour la défense de son territoire national contre l'invasion, des dérogations aux interdictions prévues au paragraphe 2 sont permises à une Partie au conflit sur un tel territoire se trouvant sous son contrôle si des nécessités militaires impérieuses l'exigent.

Article 55 — Protection de l'environnement naturel

1. La guerre sera conduite en veillant à protéger l'environnement naturel contre des dommages étendus, durables et graves. Cette protection inclut l'interdiction d'utiliser des méthodes ou moyens de guerre conçus pour causer ou dont on peut attendre qu'ils causent de tels dommages à l'environnement naturel, compromettant, de ce fait, la santé ou la survie de la population.
2. Les attaques contre l'environnement naturel à titre de représailles sont interdites.

Article 56 — Protection des ouvrages et installations contenant des forces dangereuses

1. Les ouvrages d'art ou installations contenant des forces dangereuses, à savoir les barrages, les digues et les centrales nucléaires de production d'énergie électrique, ne seront pas l'objet d'attaques,

measures provided for in Article 57. If the protection ceases and any of the works, installations or military objectives mentioned in paragraph 1 is attacked, all practical precautions shall be taken to avoid the release of the dangerous forces.

4. It is prohibited to make any of the works, installations or military objectives mentioned in paragraph 1 the object of reprisals.
5. The Parties to the conflict shall endeavour to avoid locating any military objectives in the vicinity of the works or installations mentioned in paragraph 1. Nevertheless, installations erected for the sole purpose of defending the protected works or installations from attack are permissible and shall not themselves be made the object of attack, provided that they are not used in hostilities except for defensive actions necessary to respond to attacks against the protected works or installations and that their armament is limited to weapons capable only of repelling hostile action against the protected works or installations.
6. The High Contracting Parties and the Parties to the conflict are urged to conclude further agreements among themselves to provide additional protection for objects containing dangerous forces.
7. In order to facilitate the identification of the objects protected by this article, the Parties to the conflict may mark them with a special sign consisting of a group of three bright orange circles placed on the same axis, as specified in Article 16 of Annex I to this Protocol. The absence of such marking in no way relieves any Party to the conflict of its obligations under this Article.

CHAPTER IV — PRECAUTIONARY MEASURES

Article 57 — Precautions in attack

1. In the conduct of military operations, constant care shall be taken to spare the civilian population, civilians and civilian objects.
2. With respect to attacks, the following precautions shall be taken:
 - (a) those who plan or decide upon an attack shall:

même s'ils constituent des objectifs militaires, lorsque de telles attaques peuvent provoquer la libération de ces forces et, en conséquence, causer des pertes sévères dans la population civile. Les autres objectifs militaires situés sur ces ouvrages ou installations ou à proximité ne doivent pas être l'objet d'attaques lorsque de telles attaques peuvent provoquer la libération de forces dangereuses et, en conséquence, causer des pertes sévères dans la population civile.

2. La protection spéciale contre les attaques prévues au paragraphe 1 ne peut cesser:
 - a) pour les barrages ou les digues, que s'ils sont utilisés à des fins autres que leur fonction normale et pour l'appui régulier, important et direct d'opérations militaires, et si de telles attaques sont le seul moyen pratique de faire cesser cet appui;
 - b) pour les centrales nucléaires de production d'énergie électrique, que si elles fournissent du courant électrique pour l'appui régulier, important et direct d'opérations militaires, et si de telles attaques sont le seul moyen pratique de faire cesser cet appui;
 - c) pour les autres objectifs militaires situés sur ces ouvrages ou installations ou à proximité, que s'ils sont utilisés pour l'appui régulier, important et direct d'opérations militaires, et si de telles attaques sont le seul moyen pratique de faire cesser cet appui.
3. Dans tous les cas, la population civile et les personnes civiles continuent de bénéficier de toutes les protections qui leur sont conférées par le droit international, y compris des mesures de précaution prévues par l'article 57. Si la protection cesse et si l'un des ouvrages, l'une des installations ou l'un des objectifs militaires mentionnés au paragraphe 1 est attaqué, toutes les précautions possibles dans la pratique doivent être prises pour éviter que les forces dangereuses soient libérées.
4. Il est interdit de faire de l'un des ouvrages, de l'une des installations ou de l'un des objectifs militaires mentionnés au paragraphe 1 l'objet de représailles.
5. Les Parties au conflit s'efforceront de ne pas placer d'objectifs militaires à proximité des ouvrages ou installations mentionnés

- (i) do everything feasible to verify that the objectives to be attacked are neither civilians nor civilian objects and are not subject to special protection but are military objectives within the meaning of paragraph 2 of Article 52 and that it is not prohibited by the provisions of this Protocol to attack them;
 - (ii) take all feasible precautions in the choice of means and methods of attack with a view to avoiding, and in any event to minimizing, incidental loss of civilian life, injury to civilians and damage to civilian objects;
 - (iii) refrain from deciding to launch any attack which may be expected to cause incidental loss of civilian life, injury to civilians, damage to civilian objects, or a combination thereof, which would be excessive in relation to the concrete and direct military advantage anticipated;
- (b) an attack shall be cancelled or suspended if it becomes apparent that the objective is not a military one or is subject to special protection or that the attack may be expected to cause incidental loss of civilian life, injury to civilians, damage to civilian objects, or a combination thereof, which would be excessive in relation to the concrete and direct military advantage anticipated;
- (c) effective advance warning shall be given of attacks which may affect the civilian population, unless circumstances do not permit.
3. When a choice is possible between several military objectives for obtaining a similar military advantage, the objective to be selected shall be that the attack on which may be expected to cause the least danger to civilian lives and to civilian objects.
 4. In the conduct of military operations at sea or in the air, each Party to the conflict shall, in conformity with its rights and duties under the rules of international law applicable in armed conflict, take all reasonable precautions to avoid losses of civilian lives and damage to civilian objects.
 5. No provision of this Article may be construed as authorizing any attacks against the civilian population, civilians or civilian objects.

au paragraphe 1. Néanmoins, les installations établies à seule fin de défendre les ouvrages ou installations protégés contre les attaques sont autorisées et ne doivent pas être elles-mêmes l'objet d'attaques, à condition qu'elles ne soient pas utilisées dans les hostilités, sauf pour les actions défensives nécessaires afin de répondre aux attaques contre les ouvrages ou installations protégés et que leur armement soit limité aux armes qui ne peuvent servir qu'à repousser une action ennemie contre les ouvrages ou installations protégés.

6. Les Hautes Parties contractantes et les Parties au conflit sont instamment invitées à conclure entre elles d'autres accords pour assurer une protection supplémentaire des biens contenant des forces dangereuses.
7. Pour faciliter l'identification des biens protégés par le présent article, les Parties au conflit pourront les marquer au moyen d'un signe spécial consistant en un groupe de trois cercles orange vif disposés sur un même axe comme il est spécifié à l'article 16 de l'Annexe I au présent Protocole. L'absence d'une telle signalisation ne dispense en rien les Parties au conflit des obligations découlant du présent article.

CHAPITRE IV — MESURES DE PRÉCAUTION

Article 57 — Précautions dans l'attaque

1. Les opérations militaires doivent être conduites en veillant constamment à épargner la population civile, les personnes civiles et les biens de caractère civil.
2. En ce qui concerne les attaques, les précautions suivantes doivent être prises:
 - a) ceux qui préparent ou décident une attaque doivent:
 - i) faire tout ce qui est pratiquement possible pour vérifier que les objectifs à attaquer ne sont ni des personnes civiles, ni des biens de caractère civil, et ne bénéficient pas d'une protection spéciale, mais qu'ils sont des objectifs militaires au sens du paragraphe 2 de l'article 52, et que les dispositions du présent Protocole n'en interdisent pas l'attaque;

Article 58 — Precautions against the effects of attacks

The Parties to the conflict shall, to the maximum extent feasible:

- (a) without prejudice to Article 49 of the Fourth Convention, endeavour to remove the civilian population, individual civilians and civilian objects under their control from the vicinity of military objectives;
- (b) avoid locating military objectives within or near densely populated areas;
- (c) take the other necessary precautions to protect the civilian population, individual civilians and civilian objects under their control against the dangers resulting from military operations.

*CHAPTER V — LOCALITIES AND ZONES UNDER SPECIAL PROTECTION**Articles 59 — Non-defended localities*

1. It is prohibited for the Parties to the conflict to attack, by any means whatsoever, non-defended localities.
2. The appropriate authorities of a Party to the conflict may declare as a non-defended locality any inhabited place near or in a zone where armed forces are in contact which is open for occupation by an adverse Party. Such a locality shall fulfil the following conditions:
 - (a) all combatants, as well as mobile weapons and mobile military equipment must have been evacuated;
 - (b) no hostile use shall be made of fixed military installations or establishments;
 - (c) no acts of hostility shall be committed by the authorities or by the population; and
 - (d) no activities in support of military operations shall be undertaken.
3. The presence, in this locality, of persons specially protected under the Conventions and this Protocol, and of police forces retained

- ii) prendre toutes les précautions pratiquement possibles quant au choix des moyens et méthodes d'attaque en vue d'éviter et, en tout cas, de réduire au minimum les pertes en vies humaines dans la population civile, les blessures aux personnes civiles et les dommages aux biens de caractère civil qui pourraient être causés incidemment;
 - iii) s'abstenir de lancer une attaque dont on peut attendre qu'elle cause incidemment des pertes en vies humaines dans la population civile, des blessures aux personnes civiles, des dommages aux biens de caractère civil, ou une combinaison de ces pertes et dommages, qui seraient excessifs par rapport à l'avantage militaire concret et direct attendu;
- b) une attaque doit être annulée ou interrompue lorsqu'il apparaît que son objectif n'est pas militaire ou qu'il bénéficie d'une protection spéciale ou que l'on peut attendre qu'elle cause incidemment des pertes en vies humaines dans la population civile, des blessures aux personnes civiles, des dommages aux biens de caractère civil, ou une combinaison de ces pertes et dommages, qui seraient excessifs par rapport à l'avantage militaire concret et direct attendu;
- c) dans le cas d'attaques pouvant affecter la population civile, un avertissement doit être donné en temps utile et par des moyens efficaces, à moins que les circonstances ne le permettent pas.
3. Lorsque le choix est possible entre plusieurs objectifs militaires pour obtenir un avantage militaire équivalent, ce choix doit porter sur l'objectif dont on peut penser que l'attaque présente le moins de danger pour les personnes civiles ou pour les biens de caractère civil.
4. Dans la conduite des opérations militaires sur mer ou dans les airs, chaque Partie au conflit doit prendre, conformément aux droits et aux devoirs qui découlent pour elle des règles du droit international applicable dans les conflits armés, toutes les précautions raisonnables pour éviter des pertes en vies humaines dans la population civile et des dommages aux biens de caractère civil.

for the sole purpose of maintaining law and order, is not contrary to the conditions laid down in paragraph 2.

4. The declaration made under paragraph 2 shall be addressed to the adverse Party and shall define and describe, as precisely as possible, the limits of the non-defended locality. The Party to the conflict to which the declaration is addressed shall acknowledge its receipt and shall treat the locality as a non-defended locality unless the conditions laid down in paragraph 2 are not in fact fulfilled, in which event it shall immediately so inform the Party making the declaration. Even if the conditions laid down in paragraph 2 are not fulfilled, the locality shall continue to enjoy the protection provided by the other provisions of this Protocol and the other rules of international law applicable in armed conflict.
5. The Parties to the conflict may agree on the establishment of non-defended localities even if such localities do not fulfil the conditions laid down in paragraph 2. The agreement should define and describe, as precisely as possible, the limits of the non-defended locality; if necessary, it may lay down the methods of supervision.
6. The Party which is in control of a locality governed by such an agreement shall mark it, so far as possible, by such signs as may be agreed upon with the other Party, which shall be displayed where they are clearly visible, especially on its perimeter and limits and on highways.
7. A locality loses its status as a non-defended locality when it ceases to fulfil the conditions laid down in paragraph 2 or in the agreement referred to in paragraph 5. In such an eventuality, the locality shall continue to enjoy the protection provided by the other provisions of this Protocol and the other rules of international law applicable in armed conflict.

Article 60 — Demilitarized zones

1. It is prohibited for the Parties to the conflict to extend their military operations to zones on which they have conferred by agreement the status of demilitarized zone, if such extension is contrary to the terms of this agreement.

5. Aucune disposition du présent article ne peut être interprétée comme autorisant des attaques contre la population civile, les personnes civiles ou les biens de caractère civil.

Article 58 — Précautions contre les effets des attaques

Dans toute la mesure de ce qui est pratiquement possible, les Parties au conflit:

- a) s'efforceront, sans préjudice de l'article 49 de la IV^e Convention, d'éloigner du voisinage des objectifs militaires la population civile, les personnes civiles et les biens de caractère civil soumis à leur autorité;
- b) éviteront de placer des objectifs militaires à l'intérieur ou à proximité des zones fortement peuplées;
- c) prendront les autres précautions nécessaires pour protéger contre les dangers résultant des opérations militaires la population civile, les personnes civiles et les biens de caractère civil soumis à leur autorité.

CHAPITRE V — LOCALITÉS ET ZONES SOUS PROTECTION SPÉCIALE

Article 59 — Localités non défendues

1. Il est interdit aux Parties au conflit d'attaquer, par quelque moyen que ce soit, des localités non défendues.
2. Les autorités compétentes d'une Partie au conflit pourront déclarer localité non défendue tout lieu habité se trouvant à proximité ou à l'intérieur d'une zone où les forces armées sont en contact et qui est ouvert à l'occupation par une Partie adverse. Une telle localité doit remplir les conditions suivantes:
 - a) tous les combattants ainsi que les armes et le matériel militaire mobiles devront avoir été évacués;
 - b) il ne doit pas être fait un usage hostile des installations ou des établissements militaires fixes;
 - c) les autorités et la population ne commettront pas d'actes d'hostilité;

2. The agreement shall be an express agreement, may be concluded verbally or in writing, either directly or through a Protecting Power or any impartial humanitarian organization, and may consist of reciprocal and concordant declarations. The agreement may be concluded in peacetime, as well as after the outbreak of hostilities, and should define and describe, as precisely as possible, the limits of the demilitarized zone and, if necessary, lay down the methods of supervision.
3. The subject of such an agreement shall normally be any zone which fulfils the following conditions:
 - (a) all combatants, as well as mobile weapons and mobile military equipment, must have been evacuated;
 - (b) no hostile use shall be made of fixed military installations or establishments;
 - (c) no acts of hostility shall be committed by the authorities or by the population; and
 - (d) any activity linked to the military effort must have ceased.

The Parties to the conflict shall agree upon the interpretation to be given to the condition laid down in sub-paragraph (d) and upon persons to be admitted to the demilitarized zone other than those mentioned in paragraph 4.

4. The presence, in this zone, of persons specially protected under the Conventions and this Protocol, and of police forces retained for the sole purpose of maintaining law and order, is not contrary to the conditions laid down in paragraph 3.
5. The Party which is in control of such a zone shall mark it, so far as possible, by such signs as may be agreed upon with the other Party, which shall be displayed where they are clearly visible, especially on its perimeter and limits and on highways.
6. If the fighting draws near to a demilitarized zone, and if the Parties to the conflict have so agreed, none of them may use the zone for purposes related to the conduct of military operations or unilaterally revoke its status.
7. If one of the Parties to the conflict commits a material breach of the provisions of paragraphs 3 or 6, the other Party shall be

d) aucune activité à l'appui d'opérations militaires ne doit être entreprise.

3. La présence, dans cette localité, de personnes spécialement protégées par les Conventions et le présent Protocole et de forces de police retenues à seule fin de maintenir l'ordre public n'est pas contraire aux conditions posées au paragraphe 2.
4. La déclaration faite en vertu du paragraphe 2 doit être adressée à la Partie adverse et doit déterminer et indiquer, de manière aussi précise que possible, les limites de la localité non défendue. La Partie au conflit qui reçoit la déclaration doit en accuser réception et traiter la localité comme une localité non défendue à moins que les conditions posées au paragraphe 2 ne soient pas effectivement remplies, auquel cas elle doit en informer sans délai la Partie qui aura fait la déclaration. Même lorsque les conditions posées au paragraphe 2 ne sont pas remplies, la localité continuera de bénéficier de la protection prévue par les autres dispositions du présent Protocole et les autres règles du droit international applicable dans les conflits armés.
5. Les Parties au conflit pourront se mettre d'accord sur la création des localités non défendues, même si ces localités ne remplissent pas les conditions posées au paragraphe 2. L'accord devrait déterminer et indiquer, de manière aussi précise que possible, les limites de la localité non défendue; en cas de besoin, il peut fixer les modalités de contrôle.
6. La Partie au pouvoir de laquelle se trouve une localité faisant l'objet d'un tel accord doit la marquer, dans la mesure du possible, par des signes, à convenir avec l'autre Partie, qui doivent être placés en des endroits où ils seront clairement visibles, en particulier au périmètre et aux limites de la localité et sur les routes principales.
7. Une localité perd son statut de localité non défendue lorsqu'elle ne remplit plus les conditions posées au paragraphe 2 ou dans l'accord mentionné au paragraphe 5. Dans une telle éventualité, la localité continue de bénéficier de la protection prévue par les autres dispositions du présent Protocole et les autres règles du droit international applicable dans les conflits armés.

released from its obligations under the agreement conferring upon the zone the status of demilitarized zone. In such an eventuality, the zone loses its status but shall continue to enjoy the protection provided by the other provisions of this Protocol and the other rules of international law applicable in armed conflict.

CHAPTER VI — CIVIL DEFENCE

Article 61 — Definitions and scope

For the purposes of this Protocol:

- (a) “civil defence” means the performance of some or all of the undermentioned humanitarian tasks intended to protect the civilian population against the dangers, and to help it to recover from the immediate effects, of hostilities or disasters and also to provide the conditions necessary for its survival. These tasks are:
- (i) warning;
 - (ii) evacuation;
 - (iii) management of shelters;
 - (iv) management of blackout measures;
 - (v) rescue;
 - (vi) medical services, including first aid, and religious assistance;
 - (vii) fire-fighting;
 - (viii) detection and marking of danger areas;
 - (ix) decontamination and similar protective measures;
 - (x) provision of emergency accommodation and supplies;
 - (xi) emergency assistance in the restoration and maintenance of order in distressed areas;
 - (xii) emergency repair of indispensable public utilities;
 - (xiii) emergency disposal of the dead;

Article 60 — Zones démilitarisées

1. Il est interdit aux Parties au conflit d'étendre leurs opérations militaires aux zones auxquelles elles auront conféré par accord le statut de zone démilitarisée si cette extension est contraire aux dispositions d'un tel accord.
2. Cet accord sera exprès; il pourra être conclu verbalement ou par écrit, directement ou par l'entremise d'une Puissance protectrice ou d'une organisation humanitaire impartiale, et consister en des déclarations réciproques et concordantes. Il pourra être conclu aussi bien en temps de paix qu'après l'ouverture des hostilités et devrait déterminer et indiquer, de manière aussi précise que possible, les limites de la zone démilitarisée; il fixera, en cas de besoin, les modalités de contrôle.
3. L'objet d'un tel accord sera normalement une zone remplissant les conditions suivantes:
 - a) tous les combattants, ainsi que les armes et le matériel militaire mobiles, devront avoir été évacués;
 - b) il ne sera pas fait un usage hostile des installations ou des établissements militaires fixes;
 - c) les autorités et la population ne commettront pas d'actes d'hostilité;
 - d) toute activité liée à l'effort militaire devra avoir cessé.

Les Parties au conflit s'entendront au sujet de l'interprétation à donner à la condition posée à l'alinéa *d* et au sujet des personnes, autres que celles mentionnées au paragraphe 4, à admettre dans la zone démilitarisée.

4. La présence, dans cette zone, de personnes spécialement protégées par les Conventions et par le présent Protocole et de forces de police retenues à seule fin de maintenir l'ordre public n'est pas contraire aux conditions posées au paragraphe 3.
5. La Partie au pouvoir de laquelle se trouve une telle zone doit la marquer, dans la mesure du possible, par des signes à convenir avec l'autre Partie, qui doivent être placés en des endroits où ils seront clairement visibles, en particulier au périmètre et aux limites de la zone et sur les routes principales.

- (xiv) assistance in the preservation of objects essential for survival;
- (xv) complementary activities necessary to carry out any of the tasks mentioned above, including, but not limited to, planning and organization;
- (b) “civil defence organizations” means those establishments and other units which are organized or authorized by the competent authorities of a Party to the conflict to perform any of the tasks mentioned under sub-paragraph (a), and which are assigned and devoted exclusively to such tasks;
- (c) “personnel” of civil defence organizations means those persons assigned by a Party to the conflict exclusively to the performance of the tasks mentioned under sub-paragraph (a), including personnel assigned by the competent authority of that Party exclusively to the administration of these organizations;
- (d) “*matériel*” of civil defence organizations means equipment, supplies and transports used by these organizations for the performance of the tasks mentioned under sub-paragraph (a).

Article 62 — General protection

1. Civilian civil defence organizations and their personnel shall be respected and protected, subject to the provisions of this Protocol, particularly the provisions of this Section. They shall be entitled to perform their civil defence tasks except in case of imperative military necessity.
2. The provisions of paragraph 1 shall also apply to civilians who, although not members of civilian civil defence organizations, respond to an appeal from the competent authorities and perform civil defence tasks under their control.
3. Buildings and *matériel* used for civil defence purposes and shelters provided for the civilian population are covered by Article 52. Objects used for civil defence purposes may not be destroyed or diverted from their proper use except by the Party to which they belong.

6. Si les combats se rapprochent d'une zone démilitarisée, et si les Parties au conflit ont conclu un accord à cet effet, aucune d'elles ne pourra utiliser cette zone à des fins liées à la conduite des opérations militaires, ni abroger unilatéralement son statut.
7. En cas de violation substantielle par l'une des Parties au conflit des dispositions des paragraphes 3 ou 6, l'autre Partie sera libérée des obligations découlant de l'accord conférant à la zone le statut de zone démilitarisée. Dans une telle éventualité, la zone perdra son statut, mais continuera de bénéficier de la protection prévue par les autres dispositions du présent Protocole et les autres règles du droit international applicable dans les conflits armés.

CHAPITRE VI — PROTECTION CIVILE

Article 61 — Définition et champ d'application

Aux fins du présent Protocole:

- a) l'expression « protection civile » s'entend de l'accomplissement de toutes les tâches humanitaires, ou de plusieurs d'entre elles, mentionnées ci-après, destinées à protéger la population civile contre les dangers des hostilités ou des catastrophes et à l'aider à surmonter leurs effets immédiats ainsi qu'à assurer les conditions nécessaires à sa survie. Ces tâches sont les suivantes:
 - i) service de l'alerte;
 - ii) évacuation;
 - iii) mise à disposition et organisation d'abris;
 - iv) mise en œuvre des mesures d'obscurcissement;
 - v) sauvetage;
 - vi) services sanitaires y compris premiers secours et assistance religieuse;
 - vii) lutte contre le feu;
 - viii) repérage et signalisation des zones dangereuses;
 - ix) décontamination et autres mesures de protection analogues;
 - x) hébergement et approvisionnements d'urgence;

Article 63 — Civil defence in occupied territories

1. In occupied territories, civilian civil defence organizations shall receive from the authorities the facilities necessary for the performance of their tasks. In no circumstances shall their personnel be compelled to perform activities which would interfere with the proper performance of these tasks. The Occupying Power shall not change the structure or personnel of such organizations in any way which might jeopardize the efficient performance of their mission. These organizations shall not be required to give priority to the nationals or interests of that Power.
2. The Occupying Power shall not compel, coerce or induce civilian civil defence organizations to perform their tasks in any manner prejudicial to the interests of the civilian population.
3. The Occupying Power may disarm civil defence personnel for reasons of security.
4. The Occupying Power shall neither divert from their proper use nor requisition buildings or *matériel* belonging to or used by civil defence organizations if such diversion or requisition would be harmful to the civilian population.
5. Provided that the general rule in paragraph 4 continues to be observed, the Occupying Power may requisition or divert these resources, subject to the following particular conditions:
 - (a) that the buildings or *matériel* are necessary for other needs of the civilian population; and
 - (b) that the requisition or diversion continues only while such necessity exists.
6. The Occupying Power shall neither divert nor requisition shelters provided for the use of the civilian population or needed by such population.

Article 64 — Civilian civil defence organizations of neutral or other States not Parties to the conflict and international co-ordinating organizations

1. Articles 62, 63, 65 and 66 shall also apply to the personnel and *matériel* of civilian civil defence organizations of neutral or other

- xi) aide en cas d'urgence pour le rétablissement et le maintien de l'ordre dans les zones sinistrées;
 - xii) rétablissement d'urgence des services d'utilité publique indispensables;
 - xiii) services funéraires d'urgence;
 - xiv) aide à la sauvegarde des biens essentiels à la survie;
 - xv) activités complémentaires nécessaires à l'accomplissement de l'une quelconque des tâches mentionnées ci-dessus, comprenant la planification et l'organisation mais ne s'y limitant pas;
- b) l'expression « organismes de protection civile » s'entend des établissements et autres unités qui sont mis sur pied ou autorisés par les autorités compétentes d'une Partie au conflit pour accomplir l'une quelconque des tâches mentionnées à l'alinéa a et qui sont exclusivement affectés et utilisés à ces tâches;
- c) le terme « personnel » des organismes de protection civile s'entend des personnes qu'une Partie au conflit affecte exclusivement à l'accomplissement des tâches énumérées à l'alinéa a, y compris le personnel assigné exclusivement à l'administration de ces organismes par l'autorité compétente de cette Partie;
- d) le terme « matériel » des organismes de protection civile s'entend de l'équipement, des approvisionnements et des moyens de transport que ces organismes utilisent pour accomplir les tâches énumérées à l'alinéa a.

Article 62 — Protection générale

1. Les organismes civils de protection civile ainsi que leur personnel doivent être respectés et protégés, conformément aux dispositions du présent Protocole et notamment aux dispositions de la présente Section. Ils ont le droit de s'acquitter de leurs tâches de protection civile, sauf en cas de nécessité militaire impérieuse.
2. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent également aux civils qui, bien que n'appartenant pas à des organismes civils de protection civile, répondent à un appel des autorités compétentes et accomplissent sous leur contrôle des tâches de protection civile.

States not Parties to the conflict which perform civil defence tasks mentioned in Article 61 in the territory of a Party to the conflict, with the consent and under the control of that Party. Notification of such assistance shall be given as soon as possible to any adverse Party concerned. In no circumstances shall this activity be deemed to be an interference in the conflict. This activity should, however, be performed with due regard to the security interests of the Parties to the conflict concerned.

2. The Parties to the conflict receiving the assistance referred to in paragraph 1 and the High Contracting Parties granting it should facilitate international co-ordination of such civil defence actions when appropriate. In such cases the relevant international organizations are covered by the provisions of this Chapter.
3. In occupied territories, the Occupying Power may only exclude or restrict the activities of civilian civil defence organizations of neutral or other States not Parties to the conflict and of international co-ordinating organizations if it can ensure the adequate performance of civil defence tasks from its own resources or those of the occupied territory.

Article 65 — Cessation of protection

1. The protection to which civilian civil defence organizations, their personnel, buildings, shelters and *matériel* are entitled shall not cease unless they commit or are used to commit, outside their proper tasks, acts harmful to the enemy. Protection may, however, cease only after a warning has been given setting, whenever appropriate, a reasonable time-limit, and after such warning has remained unheeded.
2. The following shall not be considered as acts harmful to the enemy:
 - (a) that civil defence tasks are carried out under the direction or control of military authorities;
 - (b) that civilian civil defence personnel co-operate with military personnel in the performance of civil defence tasks, or that some military personnel are attached to civilian civil defence organizations;

3. Les bâtiments et le matériel utilisés à des fins de protection civile ainsi que les abris destinés à la population civile sont régis par l'article 52. Les biens utilisés à des fins de protection civile ne peuvent être ni détruits ni détournés de leur destination, sauf par la Partie à laquelle ils appartiennent.

Article 63 — Protection civile dans les territoires occupés

1. Dans les territoires occupés, les organismes civils de protection civile recevront des autorités les facilités nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches. En aucune circonstance leur personnel ne doit être astreint à des activités qui entraveraient l'exécution convenable de ces tâches. La Puissance occupante ne pourra apporter à la structure ou au personnel de ces organismes aucun changement qui pourrait porter préjudice à l'accomplissement efficace de leur mission. Ces organismes civils de protection civile ne seront pas obligés d'accorder priorité aux ressortissants ou aux intérêts de cette Puissance.
2. La Puissance occupante ne doit pas obliger, contraindre ou inciter les organismes civils de protection civile à accomplir leurs tâches d'une façon préjudiciable en quoi que ce soit aux intérêts de la population civile.
3. La Puissance occupante peut, pour des raisons de sécurité, désarmer le personnel de protection civile.
4. La Puissance occupante ne doit ni détourner de leur usage propre ni réquisitionner les bâtiments ou le matériel appartenant à des organismes de protection civile ou utilisés par ceux-ci lorsque ce détournement ou cette réquisition portent préjudice à la population civile.
5. La Puissance occupante peut réquisitionner ou détourner ces moyens, à condition de continuer à observer la règle générale établie au paragraphe 4 et sous réserve des conditions particulières suivantes:
 - a) que les bâtiments ou le matériel soient nécessaires pour d'autres besoins de la population civile; et
 - b) que la réquisition ou le détournement ne dure qu'autant que cette nécessité existe.

(c) that the performance of civil defence tasks may incidentally benefit military victims, particularly those who are *hors de combat*.

3. It shall also not be considered as an act harmful to the enemy that civilian civil defence personnel bear light individual weapons for the purpose of maintaining order or for self-defence. However, in areas where land fighting is taking place or is likely to take place, the Parties to the conflict shall undertake the appropriate measures to limit these weapons to handguns, such as pistols or revolvers, in order to assist in distinguishing between civil defence personnel and combatants. Although civil defence personnel bear other light individual weapons in such areas, they shall nevertheless be respected and protected as soon as they have been recognized as such.
4. The formation of civilian civil defence organizations along military lines, and compulsory service in them, shall also not deprive them of the protection conferred by this Chapter.

Article 66 — Identification

1. Each Party to the conflict shall endeavour to ensure that its civil defence organizations, their personnel, buildings and *matériel*, are identifiable while they are exclusively devoted to the performance of civil defence tasks. Shelters provided for the civilian population should be similarly identifiable.
2. Each Party to the conflict shall also endeavour to adopt and implement methods and procedures which will make it possible to recognize civilian shelters as well as civil defence personnel, buildings and *matériel* on which the international distinctive sign of civil defence is displayed.
3. In occupied territories and in areas where fighting is taking place or is likely to take place, civilian civil defence personnel should be recognizable by the international distinctive sign of civil defence and by an identity card certifying their status.
4. The international distinctive sign of civil defence is an equilateral blue triangle on an orange ground when used for the protection of civil defence organizations, their personnel, buildings and *matériel* and for civilian shelters.

6. La Puissance occupante ne doit ni détourner ni réquisitionner les abris mis à la disposition de la population civile ou nécessaires aux besoins de cette population.

Article 64 — Organismes civils de protection civile d'Etats neutres ou d'autres Etats non Parties au conflit et organismes internationaux de coordination

1. Les articles 62, 63, 65 et 66 s'appliquent également au personnel et au matériel des organismes civils de protection civile d'Etats neutres ou d'autres Etats non Parties au conflit qui accomplissent des tâches de protection civile énumérées à l'article 61 sur le territoire d'une Partie au conflit, avec le consentement et sous le contrôle de cette Partie. Notification de cette assistance sera donnée dès que possible à toute Partie adverse intéressée. En aucune circonstance cette activité ne sera considérée comme une ingérence dans le conflit. Toutefois, cette activité devrait être exercée en tenant dûment compte des intérêts en matière de sécurité des Parties au conflit intéressées.
2. Les Parties au conflit qui reçoivent l'assistance mentionnée au paragraphe 1 et les Hautes Parties contractantes qui l'accordent devraient faciliter, quand il y a lieu, la coordination internationale de ces actions de protection civile. Dans ce cas, les dispositions du présent Chapitre s'appliquent aux organismes internationaux compétents.
3. Dans les territoires occupés, la Puissance occupante ne peut exclure ou restreindre les activités des organismes civils de protection civile d'Etats neutres ou d'autres Etats non Parties au conflit et d'organismes internationaux de coordination que si elles peuvent assurer l'accomplissement adéquat des tâches de protection civile par ses propres moyens ou par ceux du territoire occupé.

Article 65 — Cessation de la protection

1. La protection à laquelle ont droit les organismes civils de protection civile, leur personnel, leurs bâtiments, leurs abris et leur matériel ne pourra cesser que s'ils commettent ou sont utilisés pour commettre, en dehors de leurs tâches propres, des actes nuisibles à l'ennemi. Toutefois, la protection cessera seulement après

5. In addition to the distinctive sign, Parties to the conflict may agree upon the use of distinctive signals for civil defence identification purposes.
6. The application of the provisions of paragraphs 1 to 4 is governed by Chapter V of Annex I to this Protocol.
7. In time of peace, the sign described in paragraph 4 may, with the consent of the competent national authorities, be used for civil defence identification purposes.
8. The High Contracting Parties and the Parties to the conflict shall take the measures necessary to supervise the display of the international distinctive sign of civil defence and to prevent and repress any misuse thereof.
9. The identification of civil defence medical and religious personnel, medical units and medical transports is also governed by Article 18.

Article 67 — Members of the armed forces and military units assigned to civil defence organizations

1. Members of the armed forces and military units assigned to civil defence organizations shall be respected and protected, provided that:
 - (a) such personnel and such units are permanently assigned and exclusively devoted to the performance of any of the tasks mentioned in Article 61;
 - (b) if so assigned, such personnel do not perform any other military duties during the conflict;
 - (c) such personnel are clearly distinguishable from the other members of the armed forces by prominently displaying the international distinctive sign of civil defence, which shall be as large as appropriate, and such personnel are provided with the identity card referred to in Chapter V of Annex I to this Protocol certifying their status;
 - (d) such personnel and such units are equipped only with light individual weapons for the purpose of maintaining order or for self-defence. The provisions of Article 65, paragraph 3 shall also apply in this case;

qu'une sommation fixant, chaque fois qu'il y aura lieu, un délai raisonnable sera demeurée sans effet.

2. Ne seront pas considérés comme actes nuisibles à l'ennemi:
 - a) le fait d'exécuter des tâches de protection civile sous la direction ou la surveillance d'autorités militaires;
 - b) le fait que le personnel civil de protection civile coopère avec du personnel militaire dans l'accomplissement de tâches de protection civile, ou que des militaires soient attachés à des organismes civils de protection civile;
 - c) le fait que l'accomplissement des tâches de protection civile puisse incidemment profiter à des victimes militaires, en particulier à celles qui sont hors de combat.
3. Ne sera pas considéré non plus comme acte nuisible à l'ennemi le port d'armes légères individuelles par le personnel civil de protection civile, en vue du maintien de l'ordre ou pour sa propre protection. Toutefois, dans les zones où des combats terrestres se déroulent ou semblent devoir se dérouler, les Parties au conflit prendront les dispositions appropriées pour limiter ces armes aux armes de poing, telles que les pistolets ou revolvers, afin de faciliter la distinction entre le personnel de protection civile et les combattants. Même si le personnel de protection civile porte d'autres armes légères individuelles dans ces zones, il doit être respecté et protégé dès qu'il aura été reconnu comme tel.
4. Le fait pour les organismes civils de protection civile d'être organisés sur le modèle militaire ainsi que le caractère obligatoire du service exigé de leur personnel ne les privera pas non plus de la protection conférée par le présent Chapitre.

Article 66 — Identification

1. Chaque Partie au conflit doit s'efforcer de faire en sorte que ses organismes de protection civile, leur personnel, leurs bâtiments et leur matériel puissent être identifiés lorsqu'ils sont exclusivement consacrés à l'accomplissement de tâches de protection civile. Les abris mis à la disposition de la population civile devraient être identifiables d'une manière analogue.
2. Chaque Partie au conflit doit s'efforcer également d'adopter et de mettre en œuvre des méthodes et des procédures qui permettront

- (e) such personnel do not participate directly in hostilities, and do not commit, or are not used to commit, outside their civil defence tasks, acts harmful to the adverse Party;
- (f) such personnel and such units perform their civil defence tasks only within the national territory of their Party.

The non-observance of the conditions stated in (e) above by any member of the armed forces who is bound by the conditions prescribed in (a) and (b) above is prohibited.

2. Military personnel serving within civil defence organizations shall, if they fall into the power of an adverse Party, be prisoners of war. In occupied territory they may, but only in the interest of the civilian population of that territory, be employed on civil defence tasks in so far as the need arises, provided however that, if such work is dangerous, they volunteer for such tasks.
3. The buildings and major items of equipment and transports of military units assigned to civil defence organizations shall be clearly marked with the international distinctive sign of civil defence. This distinctive sign shall be as large as appropriate.
4. The *matériel* and buildings of military units permanently assigned to civil defence organizations and exclusively devoted to the performance of civil defence tasks shall, if they fall into the hands of an adverse Party, remain subject to the laws of war. They may not be diverted from their civil defence purpose so long as they are required for the performance of civil defence tasks, except in case of imperative military necessity, unless previous arrangements have been made for adequate provision for the needs of the civilian population.

SECTION II — RELIEF IN FAVOUR OF THE CIVILIAN POPULATION

Article 68 — Field of application

The provisions of this Section apply to the civilian population as defined in this Protocol and are supplementary to Articles 23, 55, 59, 60, 61 and 62 and other relevant provisions of the Fourth Convention.

d'identifier les abris civils, ainsi que le personnel, les bâtiments et le matériel de protection civile qui portent ou arborent le signe distinctif international de la protection civile.

3. Dans les territoires occupés et dans les zones où des combats se déroulent ou semblent devoir se dérouler, le personnel civil de protection civile se fera en règle générale reconnaître au moyen du signe distinctif international de la protection civile et d'une carte d'identité attestant son statut.
4. Le signe distinctif international de la protection civile consiste en un triangle équilatéral bleu sur fond orange quand il est utilisé pour la protection des organismes de protection civile, de leurs bâtiments, de leur personnel et de leur matériel ou pour la protection des abris civils.
5. En plus du signe distinctif, les Parties au conflit pourront se mettre d'accord sur l'utilisation de signaux distinctifs à des fins d'identification des services de protection civile.
6. L'application des dispositions des paragraphes 1 à 4 est régie par le Chapitre V de l'Annexe I au présent Protocole.
7. En temps de paix, le signe décrit au paragraphe 4 peut, avec le consentement des autorités nationales compétentes, être utilisé à des fins d'identification des services de protection civile.
8. Les Hautes Parties contractantes et les Parties au conflit prendront les mesures nécessaires pour contrôler l'usage du signe distinctif international de la protection civile et pour en prévenir et réprimer l'usage abusif.
9. L'identification du personnel sanitaire et religieux, des unités sanitaires et des moyens de transport sanitaire de la protection civile est également régie par l'article 18.

Article 67 — Membres des forces armées et unités militaires affectés aux organismes de protection civile

1. Les membres des forces armées et les unités militaires affectés aux organismes de protection civile seront respectés et protégés, à condition:
 - a) que ce personnel et ces unités soient affectés en permanence à l'accomplissement de toute tâche visée à l'article 61 et s'y consacrent exclusivement;

Article 69 — Basic needs in occupied territories

1. In addition to the duties specified in Article 55 of the Fourth Convention concerning food and medical supplies, the Occupying Power shall, to the fullest extent of the means available to it and without any adverse distinction, also ensure the provision of clothing, bedding, means of shelter, other supplies essential to the survival of the civilian population of the occupied territory and objects necessary for religious worship.
2. Relief actions for the benefit of the civilian population of occupied territories are governed by Articles 59, 60, 61, 62, 108, 109, 110 and 111 of the Fourth Convention, and by Article 71 of this Protocol, and shall be implemented without delay.

Article 70 — Relief actions

1. If the civilian population of any territory under the control of a Party to the conflict, other than occupied territory, is not adequately provided with the supplies mentioned in Article 69, relief actions which are humanitarian and impartial in character and conducted without any adverse distinction shall be undertaken, subject to the agreement of the Parties concerned in such relief actions. Offers of such relief shall not be regarded as interference in the armed conflict or as unfriendly acts. In the distribution of relief consignments, priority shall be given to those persons, such as children, expectant mothers, maternity cases and nursing mothers, who, under the Fourth Convention or under this Protocol, are to be accorded privileged treatment or special protection.
2. The Parties to the conflict and each High Contracting Party shall allow and facilitate rapid and unimpeded passage of all relief consignments, equipment and personnel provided in accordance with this Section, even if such assistance is destined for the civilian population of the adverse Party.
3. The Parties to the conflict and each High Contracting Party which allow the passage of relief consignments, equipment and personnel in accordance with paragraph 2:
 - (a) shall have the right to prescribe the technical arrangements, including search, under which such passage is permitted;

- b) que, s'il a reçu cette affectation, ce personnel n'accomplisse pas d'autres tâches militaires pendant le conflit;
- c) que ce personnel se distingue nettement des autres membres des forces armées en portant bien en vue le signe distinctif international de la protection civile, qui doit être aussi grand qu'il conviendra, et que ce personnel soit muni de la carte d'identité visée au Chapitre V de l'Annexe I au présent Protocole, attestant son statut;
- d) que ce personnel et ces unités soient dotés seulement d'armes légères individuelles en vue du maintien de l'ordre ou pour leur propre défense. Les dispositions de l'article 65, paragraphe 3, s'appliqueront également dans ce cas;
- e) que ce personnel ne participe pas directement aux hostilités et qu'il ne commette pas, ou ne soit pas utilisé pour commettre, en dehors de ses tâches de protection civile, des actes nuisibles à la Partie adverse;
- f) que ce personnel et ces unités remplissent leurs tâches de protection civile uniquement dans le territoire national de leur Partie.

La non-observation des conditions énoncées à l'alinéa *e* par tout membre des forces armées qui est lié par les conditions prescrites aux alinéas *a* et *b* est interdite.

2. Les membres du personnel militaire servant dans les organismes de protection civile seront, s'ils tombent au pouvoir d'une Partie adverse, des prisonniers de guerre. En territoire occupé ils peuvent, mais dans le seul intérêt de la population civile de ce territoire, être employés à des tâches de protection civile dans la mesure où il en est besoin, à condition toutefois, si ce travail est dangereux, qu'ils soient volontaires.
3. Les bâtiments et les éléments importants du matériel et des moyens de transport des unités militaires affectées aux organismes de protection civile doivent être marqués nettement du signe distinctif international de la protection civile. Ce signe doit être aussi grand qu'il conviendra.
4. Les bâtiments et le matériel des unités militaires affectées en permanence aux organismes de protection civile et affectés exclusivement à l'accomplissement des tâches de protection civile,

- (b) may make such permission conditional on the distribution of this assistance being made under the local supervision of a Protecting Power;
 - (c) shall, in no way whatsoever, divert relief consignments from the purpose for which they are intended nor delay their forwarding, except in cases of urgent necessity in the interest of the civilian population concerned.
4. The Parties to the conflict shall protect relief consignments and facilitate their rapid distribution.
 5. The Parties to the conflict and each High Contracting Party concerned shall encourage and facilitate effective international co-ordination of the relief actions referred to in paragraph 1.

Article 71 — Personnel participating in relief actions

1. Where necessary, relief personnel may form part of the assistance provided in any relief action, in particular for the transportation and distribution of relief consignments; the participation of such personnel shall be subject to the approval of the Party in whose territory they will carry out their duties.
2. Such personnel shall be respected and protected.
3. Each Party in receipt of relief consignments shall, to the fullest extent practicable, assist the relief personnel referred to in paragraph 1 in carrying out their relief mission. Only in case of imperative military necessity may the activities of the relief personnel be limited or their movements temporarily restricted.
4. Under no circumstances may relief personnel exceed the terms of their mission under this Protocol. In particular they shall take account of the security requirements of the Party in whose territory they are carrying out their duties. The mission of any of the personnel who do not respect these conditions may be terminated.

s'ils tombent au pouvoir d'une Partie adverse, resteront régis par le droit de la guerre. Cependant, ils ne peuvent pas être détournés de leur destination tant qu'ils sont nécessaires à l'accomplissement de tâches de protection civile, sauf en cas de nécessité militaire impérieuse, à moins que des dispositions préalables n'aient été prises pour pourvoir de façon adéquate aux besoins de la population civile.

SECTION II — SECOURS EN FAVEUR DE LA POPULATION CIVILE

Article 68 — Champ d'application

Les dispositions de la présente Section s'appliquent à la population civile au sens du présent Protocole et complètent les articles 23, 55, 59, 60, 61 et 62 et les autres dispositions pertinentes de la IV^e Convention.

Article 69 — Besoins essentiels dans les territoires occupés

1. En plus des obligations énumérées à l'article 55 de la IV^e Convention relatives à l'approvisionnement en vivres et en médicaments, la Puissance occupante assurera aussi dans toute la mesure de ses moyens et sans aucune distinction de caractère défavorable la fourniture de vêtements, de matériel de couchage, de logements d'urgence, des autres approvisionnements essentiels à la survie de la population civile du territoire occupé et des objets nécessaires au culte.
2. Les actions de secours en faveur de la population civile du territoire occupé sont régies par les articles 59, 60, 61, 62, 108, 109, 110 et 111 de la IV^e Convention, ainsi que par l'article 71 du présent Protocole, et seront menées sans délai.

Article 70 — Actions de secours

1. Lorsque la population civile d'un territoire sous le contrôle d'une Partie au conflit, autre qu'un territoire occupé, est insuffisamment approvisionnée en matériel et denrées mentionnés à l'article 69, des actions de secours de caractère humanitaire et impartial et

SECTION III — TREATMENT OF PERSONS IN THE POWER OF A PARTY TO THE CONFLICT

CHAPTER I — FIELD OF APPLICATION AND PROTECTION OF PERSONS AND OBJECTS

Article 72 — Field of application

The provisions of this Section are additional to the rules concerning humanitarian protection of civilians and civilian objects in the power of a Party to the conflict contained in the Fourth Convention, particularly Parts I and III thereof, as well as to other applicable rules of international law relating to the protection of fundamental human rights during international armed conflict.

Article 73 — Refugees and stateless persons

Persons who, before the beginning of hostilities, were considered as stateless persons or refugees under the relevant international instruments accepted by the Parties concerned or under the national legislation of the State of refuge or State of residence shall be protected persons within the meaning of Parts I and III of the Fourth Convention, in all circumstances and without any adverse distinction.

Article 74 — Reunion of dispersed families

The High Contracting Parties and the Parties to the conflict shall facilitate in every possible way the reunion of families dispersed as a result of armed conflicts and shall encourage in particular the work of the humanitarian organizations engaged in this task in accordance with the provisions of the Conventions and of this Protocol and in conformity with their respective security regulations.

Article 75 — Fundamental guarantees

1. In so far as they are affected by a situation referred to in Article 1 of this Protocol, persons who are in the power of a Party to the conflict and who do not benefit from more favourable treatment

conduites sans aucune distinction de caractère défavorable seront entreprises, sous réserve de l'agrément des Parties concernées par ces actions de secours. Les offres de secours remplissant les conditions ci-dessus ne seront considérées ni comme une ingérence dans le conflit armé, ni comme des actes hostiles. Lors de la distribution de ces envois de secours, priorité sera donnée aux personnes qui, tels les enfants, les femmes enceintes ou en couches et les mères qui allaitent, doivent faire l'objet, selon la IV^e Convention ou le présent Protocole, d'un traitement de faveur ou d'une protection particulière.

2. Les Parties au conflit et chaque Haute Partie contractante autoriseront et faciliteront le passage rapide et sans encombre de tous les envois, des équipements et du personnel de secours fournis conformément aux prescriptions de la présente Section, même si cette aide est destinée à la population civile de la Partie adverse.
3. Les Parties au conflit et chaque Haute Partie contractante autorisant le passage de secours, d'équipement et de personnel, conformément au paragraphe 2:
 - a) disposeront du droit de prescrire les réglementations techniques, y compris les vérifications, auxquelles un tel passage est subordonné;
 - b) pourront subordonner leur autorisation à la condition que la distribution de l'assistance soit effectuée sous le contrôle sur place d'une Puissance protectrice;
 - c) ne détourneront en aucune manière les envois de secours de leur destination ni n'en retarderont l'acheminement, sauf dans des cas de nécessité urgente, dans l'intérêt de la population civile concernée.
4. Les Parties au conflit assureront la protection des envois de secours et en faciliteront la distribution rapide.
5. Les Parties au conflit et chaque Haute Partie contractante intéressée encourageront et faciliteront une coordination internationale efficace des actions de secours mentionnées au paragraphe 1.

Article 71 — Personnel participant aux actions de secours

1. En cas de nécessité l'aide fournie dans une action de secours pourra comprendre du personnel de secours, notamment pour

under the Conventions or under this Protocol shall be treated humanely in all circumstances and shall enjoy, as a minimum, the protection provided by this Article without any adverse distinction based upon race, colour, sex, language, religion or belief, political or other opinion, national or social origin, wealth, birth or other status, or on any other similar criteria. Each Party shall respect the person, honour, convictions and religious practices of all such persons.

2. The following acts are and shall remain prohibited at any time and in any place whatsoever, whether committed by civilian or by military agents:

- (a) violence to the life, health, or physical or mental well-being of persons, in particular:

- (i) murder;

- (ii) torture of all kinds, whether physical or mental;

- (iii) corporal punishment; and

- (iv) mutilation;

- (b) outrages upon personal dignity, in particular humiliating and degrading treatment, enforced prostitution and any form of indecent assault;

- (c) the taking of hostages;

- (d) collective punishments; and

- (e) threats to commit any of the foregoing acts.

3. Any person arrested, detained or interned for actions related to the armed conflict shall be informed promptly, in a language he understands, of the reasons why these measures have been taken. Except in cases of arrest or detention for penal offences, such persons shall be released with the minimum delay possible and in any event as soon as the circumstances justifying the arrest, detention or internment have ceased to exist.

4. No sentence may be passed and no penalty may be executed on a person found guilty of a penal offence related to the armed conflict except pursuant to a conviction pronounced by an impartial and regularly constituted court respecting the generally

le transport et la distribution des envois de secours; la participation de ce personnel sera soumise à l'agrément de la Partie sur le territoire de laquelle il exercera son activité.

2. Ce personnel sera respecté et protégé.
3. Chaque Partie qui reçoit des envois de secours assistera, dans toute la mesure du possible, le personnel mentionné au paragraphe 1 dans l'accomplissement de sa mission de secours. Les activités de ce personnel de secours ne peuvent être limitées et ses déplacements temporairement restreints qu'en cas de nécessité militaire impérieuse.
4. En aucune circonstance le personnel de secours ne devra outrepasser les limites de sa mission aux termes du présent Protocole. Il doit en particulier tenir compte des exigences de sécurité de la Partie sur le territoire de laquelle il exerce ses fonctions. Il peut être mis fin à la mission de tout membre du personnel de secours qui ne respecterait pas ces conditions.

SECTION III — TRAITEMENT DES PERSONNES AU POUVOIR D'UNE PARTIE AU CONFLIT

CHAPITRE I — CHAMP D'APPLICATION ET PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS

Article 72 — Champ d'application

Les dispositions de la présente Section complètent les normes relatives à la protection humanitaire des personnes civiles et des biens de caractère civil au pouvoir d'une Partie au conflit énoncées dans la IV^e Convention, en particulier aux Titres I et III, ainsi que les autres normes applicables du droit international qui régissent la protection des droits fondamentaux de l'homme pendant un conflit armé de caractère international.

Article 73 — Réfugiés et apatrides

Les personnes qui, avant le début des hostilités, sont considérées comme apatrides ou réfugiés au sens des instruments internationaux pertinents acceptés par les Parties intéressées ou de la légis-

recognized principles of regular judicial procedure, which include the following:

- (a) the procedure shall provide for an accused to be informed without delay of the particulars of the offence alleged against him and shall afford the accused before and during his trial all necessary rights and means of defence;
- (b) no one shall be convicted of an offence except on the basis of individual penal responsibility;
- (c) no one shall be accused or convicted of a criminal offence on account of any act or omission which did not constitute a criminal offence under the national or international law to which he was subject at the time when it was committed; nor shall a heavier penalty be imposed than that which was applicable at the time when the criminal offence was committed; if, after the commission of the offence, provision is made by law for the imposition of a lighter penalty, the offender shall benefit thereby;
- (d) anyone charged with an offence is presumed innocent until proved guilty according to law;
- (e) anyone charged with an offence shall have the right to be tried in his presence;
- (f) no one shall be compelled to testify against himself or to confess guilt;
- (g) anyone charged with an offence shall have the right to examine, or have examined, the witnesses against him and to obtain the attendance and examination of witnesses on his behalf under the same conditions as witnesses against him;
- (h) no one shall be prosecuted or punished by the same Party for an offence in respect of which a final judgement acquitting or convicting that person has been previously pronounced under the same law and judicial procedure;
- (i) anyone prosecuted for an offence shall have the right to have the judgement pronounced publicly; and
- (j) a convicted person shall be advised on conviction of his judicial and other remedies and of the time-limits within which they may be exercised.

lation nationale de l'Etat d'accueil ou de résidence, seront, en toutes circonstances et sans aucune distinction de caractère défavorable, des personnes protégées au sens des Titres I et III de la IV^e Convention.

Article 74 — Regroupement des familles dispersées

Les Hautes Parties contractantes et les Parties au conflit faciliteront dans toute la mesure du possible le regroupement des familles dispersées en raison de conflits armés et encourageront notamment l'action des organisations humanitaires qui se consacrent à cette tâche conformément aux dispositions des Conventions et du présent Protocole et conformément à leurs règles de sécurité respectives.

Article 75 — Garanties fondamentales

1. Dans la mesure où elles sont affectées par une situation visée à l'article premier du présent Protocole, les personnes qui sont au pouvoir d'une Partie au conflit et qui ne bénéficient pas d'un traitement plus favorable en vertu des Conventions et du présent Protocole seront traitées avec humanité en toutes circonstances et bénéficieront au moins des protections prévues par le présent article sans aucune distinction de caractère défavorable fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion ou la croyance, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou une autre situation, ou tout autre critère analogue. Chacune des Parties respectera la personne, l'honneur, les convictions et les pratiques religieuses de toutes ces personnes.
2. Sont et demeureront prohibés en tout temps et en tout lieu les actes suivants, qu'ils soient commis par des agents civils ou militaires:
 - a) les atteintes portées à la vie, à la santé et au bien-être physique ou mental des personnes, notamment:
 - i) le meurtre;
 - ii) la torture sous toutes ses formes, qu'elle soit physique ou mentale;
 - iii) les peines corporelles; et
 - iv) les mutilations;

5. Women whose liberty has been restricted for reasons related to the armed conflict shall be held in quarters separated from men's quarters. They shall be under the immediate supervision of women. Nevertheless, in cases where families are detained or interned, they shall, whenever possible, be held in the same place and accommodated as family units.
6. Persons who are arrested, detained or interned for reasons related to the armed conflict shall enjoy the protection provided by this Article until their final release, repatriation or re-establishment, even after the end of the armed conflict.
7. In order to avoid any doubt concerning the prosecution and trial of persons accused of war crimes or crimes against humanity, the following principles shall apply:
 - (a) persons who are accused of such crimes should be submitted for the purpose of prosecution and trial in accordance with the applicable rules of international law; and
 - (b) any such persons who do not benefit from more favourable treatment under the Conventions or this Protocol shall be accorded the treatment provided by this Article, whether or not the crimes of which they are accused constitute grave breaches of the Conventions or of this Protocol.
8. No provision of this Article may be construed as limiting or infringing any other more favourable provision granting greater protection, under any applicable rules of international law, to persons covered by paragraph 1.

CHAPTER II — MEASURES IN FAVOUR OF WOMEN AND CHILDREN

Article 76 — Protection of women

1. Women shall be the object of special respect and shall be protected in particular against rape, forced prostitution and any other form of indecent assault.
2. Pregnant women and mothers having dependent infants who are arrested, detained or interned for reasons related to the armed conflict, shall have their cases considered with the utmost priority.

- b) les atteintes à la dignité de la personne, notamment les traitements humiliants et dégradants, la prostitution forcée et toute forme d'attentat à la pudeur;
 - c) la prise d'otages;
 - d) les peines collectives; et
 - e) la menace de commettre l'un quelconque des actes précités.
3. Toute personne arrêtée, détenue ou internée pour des actes en relation avec le conflit armé sera informée sans retard, dans une langue qu'elle comprend, des raisons pour lesquelles ces mesures ont été prises. Sauf en cas d'arrestation ou de détention du chef d'une infraction pénale, cette personne sera libérée dans les plus brefs délais possibles et, en tout cas, dès que les circonstances justifiant l'arrestation, la détention ou l'internement auront cessé d'exister.
4. Aucune condamnation ne sera prononcée ni aucune peine exécutée à l'encontre d'une personne reconnue coupable d'une infraction pénale commise en relation avec le conflit armé si ce n'est en vertu d'un jugement préalable rendu par un tribunal impartial et régulièrement constitué, qui se conforme aux principes généralement reconnus d'une procédure judiciaire régulière comprenant les garanties suivantes:
- a) la procédure disposera que tout prévenu doit être informé sans délai des détails de l'infraction qui lui est imputée et assurera au prévenu avant et pendant son procès tous les droits et moyens nécessaires à sa défense;
 - b) nul ne peut être puni pour une infraction si ce n'est sur la base d'une responsabilité pénale individuelle;
 - c) nul ne sera accusé ou condamné pour des actions ou omissions qui ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international qui lui était applicable au moment où elles ont été commises. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise. Si, postérieurement à cette infraction, la loi prévoit l'application d'une peine plus légère, le délinquant doit en bénéficier;
 - d) toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie;

3. To the maximum extent feasible, the Parties to the conflict shall endeavour to avoid the pronouncement of the death penalty on pregnant women or mothers having dependent infants, for an offence related to the armed conflict. The death penalty for such offences shall not be executed on such women.

Article 77 — Protection of children

1. Children shall be the object of special respect and shall be protected against any form of indecent assault. The Parties to the conflict shall provide them with the care and aid they require, whether because of their age or for any other reason.
2. The Parties to the conflict shall take all feasible measures in order that children who have not attained the age of fifteen years do not take a direct part in hostilities and, in particular, they shall refrain from recruiting them into their armed forces. In recruiting among those persons who have attained the age of fifteen years but who have not attained the age of eighteen years, the Parties to the conflict shall endeavour to give priority to those who are oldest.
3. If, in exceptional cases, despite the provisions of paragraph 2, children who have not attained the age of fifteen years take a direct part in hostilities and fall into the power of an adverse Party, they shall continue to benefit from the special protection accorded by this Article, whether or not they are prisoners of war.
4. If arrested, detained or interned for reasons related to the armed conflict, children shall be held in quarters separate from the quarters of adults, except where families are accommodated as family units as provided in Article 75, paragraph 5.
5. The death penalty for an offence related to the armed conflict shall not be executed on persons who had not attained the age of eighteen years at the time the offence was committed.

Article 78 — Evacuation of children

1. No Party to the conflict shall arrange for the evacuation of children, other than its own nationals, to a foreign country

- e) toute personne accusée d'une infraction a le droit d'être jugée en sa présence;
 - f) nul ne peut être forcé de témoigner contre lui-même ou de s'avouer coupable;
 - g) toute personne accusée d'une infraction a le droit d'interroger ou de faire interroger les témoins à charge et d'obtenir la comparution et l'interrogatoire des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge;
 - h) aucune personne ne peut être poursuivie ou punie par la même Partie pour une infraction ayant déjà fait l'objet d'un jugement définitif d'acquittement ou de condamnation rendu conformément au même droit et à la même procédure judiciaire;
 - i) toute personne accusée d'une infraction a droit à ce que le jugement soit rendu publiquement;
 - j) toute personne condamnée sera informée, au moment de sa condamnation, de ses droits de recours judiciaires et autres ainsi que des délais dans lesquels ils doivent être exercés.
5. Les femmes privées de liberté pour des motifs en relation avec le conflit armé seront gardées dans des locaux séparés de ceux des hommes. Elles seront placées sous la surveillance immédiate de femmes. Toutefois, si des familles sont arrêtées, détenues ou internées, l'unité de ces familles sera préservée autant que possible pour leur logement.
6. Les personnes arrêtées, détenues ou internées pour des motifs en relation avec le conflit armé bénéficieront des protections accordées par le présent article jusqu'à leur libération définitive, leur rapatriement ou leur établissement, même après la fin du conflit armé.
7. Pour que ne subsiste aucun doute en ce qui concerne la poursuite et le jugement des personnes accusées de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité, les principes suivants seront appliqués:
- a) les personnes qui sont accusées de tels crimes devraient être déférées aux fins de poursuite et de jugement conformément aux règles du droit international applicable; et
 - b) toute personne qui ne bénéficie pas d'un traitement plus favorable en vertu des Conventions ou du présent Protocole

except for a temporary evacuation where compelling reasons of the health or medical treatment of the children or, except in occupied territory, their safety, so require. Where the parents or legal guardians can be found, their written consent to such evacuation is required. If these persons cannot be found, the written consent to such evacuation of the persons who by law or custom are primarily responsible for the care of the children is required. Any such evacuation shall be supervised by the Protecting Power in agreement with the Parties concerned, namely, the Party arranging for the evacuation, the Party receiving the children and any Parties whose nationals are being evacuated. In each case, all Parties to the conflict shall take all feasible precautions to avoid endangering the evacuation.

2. Whenever an evacuation occurs pursuant to paragraph 1, each child's education, including his religious and moral education as his parents desire, shall be provided while he is away with the greatest possible continuity.
3. With a view to facilitating the return to their families and country of children evacuated pursuant to this Article, the authorities of the Party arranging for the evacuation and, as appropriate, the authorities of the receiving country shall establish for each child a card with photographs, which they shall send to the Central Tracing Agency of the International Committee of the Red Cross. Each card shall bear, whenever possible, and whenever it involves no risk of harm to the child, the following information:
 - (a) surname(s) of the child;
 - (b) the child's first name(s);
 - (c) the child's sex;
 - (d) the place and date of birth (or, if that date is not known, the approximate age);
 - (e) the father's full name;
 - (f) the mother's full name and her maiden name;
 - (g) the child's next-of-kin;
 - (h) the child's nationality;

se verra accorder le traitement prévu par le présent article, que les crimes dont elle est accusée constituent ou non des infractions graves aux Conventions ou au présent Protocole.

8. Aucune disposition du présent article ne peut être interprétée comme limitant ou portant atteinte à toute autre disposition plus favorable accordant, en vertu des règles du droit international applicable, une plus grande protection aux personnes couvertes par le paragraphe 1.

CHAPITRE II — MESURES EN FAVEUR DES FEMMES ET DES ENFANTS

Article 76 — Protection des femmes

1. Les femmes doivent faire l'objet d'un respect particulier et seront protégées, notamment contre le viol, la contrainte à la prostitution et toute autre forme d'attentat à la pudeur.
2. Les cas des femmes enceintes et des mères d'enfants en bas âge dépendant d'elles qui sont arrêtées, détenues ou internées pour des raisons liées au conflit armé seront examinés en priorité absolue.
3. Dans toute la mesure du possible, les Parties au conflit s'efforceront d'éviter que la peine de mort soit prononcée contre les femmes enceintes ou les mères d'enfants en bas âge dépendant d'elles pour une infraction commise en relation avec le conflit armé. Une condamnation à mort contre ces femmes pour une telle infraction ne sera pas exécutée.

Article 77 — Protection des enfants

1. Les enfants doivent faire l'objet d'un respect particulier et doivent être protégés contre toute forme d'attentat à la pudeur. Les Parties au conflit leur apporteront les soins et l'aide dont ils ont besoin du fait de leur âge ou pour toute autre raison.
2. Les Parties au conflit prendront toutes les mesures possibles dans la pratique pour que les enfants de moins de quinze ans ne participent pas directement aux hostilités, notamment en s'abstenant de les recruter dans leurs forces armées. Lorsqu'elles incorporent des

- (i) the child's native language, and any other languages he speaks;
- (j) the address of the child's family;
- (k) any identification number for the child;
- (l) the child's state of health;
- (m) the child's blood group;
- (n) any distinguishing features;
- (o) the date on which and the place where the child was found;
- (p) the date on which and the place from which the child left the country;
- (q) the child's religion, if any;
- (r) the child's present address in the receiving country;
- (s) should the child die before his return, the date, place and circumstances of death and place of interment.

CHAPTER III — JOURNALISTS

Article 79 — Measures of protection for journalists

1. Journalists engaged in dangerous professional missions in areas of armed conflict shall be considered as civilians within the meaning of Article 50, paragraph 1.
2. They shall be protected as such under the Conventions and this Protocol, provided that they take no action adversely affecting their status as civilians, and without prejudice to the right of war correspondents accredited to the armed forces to the status provided for in Article 4 A (4) of the Third Convention.
3. They may obtain an identity card similar to the model in Annex II of this Protocol. This card, which shall be issued by the government of the State of which the journalist is a national or in whose territory he resides or in which the news medium employing him is located, shall attest to his status as a journalist.

personnes de plus de quinze ans mais de moins de dix-huit ans, les Parties au conflit s'efforceront de donner la priorité aux plus âgées.

3. Si, dans des cas exceptionnels et malgré les dispositions du paragraphe 2, des enfants qui n'ont pas quinze ans révolus participent directement aux hostilités et tombent au pouvoir d'une Partie adverse, ils continueront à bénéficier de la protection spéciale accordée par le présent article, qu'il soient ou non prisonniers de guerre.
4. S'ils sont arrêtés, détenus ou internés pour des raisons liées au conflit armé, les enfants seront gardés dans des locaux séparés de ceux des adultes, sauf dans le cas de familles logées en tant qu'unités familiales comme le prévoit le paragraphe 5 de l'article 75.
5. Une condamnation à mort pour une infraction liée au conflit armé ne sera pas exécutée contre les personnes qui n'avaient pas dix-huit ans au moment de l'infraction.

Article 78 — Evacuation des enfants

1. Aucune Partie au conflit ne doit procéder à l'évacuation, vers un pays étranger, d'enfants autres que ses propres ressortissants, à moins qu'il ne s'agisse d'une évacuation temporaire rendue nécessaire par des raisons impérieuses tenant à la santé ou à un traitement médical des enfants ou, sauf dans un territoire occupé, à leur sécurité. Lorsqu'on peut atteindre les parents ou les tuteurs, leur consentement écrit à cette évacuation est nécessaire. Si on ne peut pas les atteindre, l'évacuation ne peut se faire qu'avec le consentement écrit des personnes à qui la loi ou la coutume attribue principalement la garde des enfants. La Puissance protectrice contrôlera toute évacuation de cette nature, d'entente avec les Parties intéressées, c'est-à-dire la Partie qui procède à l'évacuation, la Partie qui reçoit les enfants et toute Partie dont les ressortissants sont évacués. Dans tous les cas, toutes les Parties au conflit prendront toutes les précautions possibles dans la pratique pour éviter de compromettre l'évacuation.
2. Lorsqu'il est procédé à une évacuation dans les conditions du paragraphe 1, l'éducation de chaque enfant évacué, y compris

PART V

EXECUTION OF THE CONVENTIONS AND OF THIS PROTOCOL

SECTION I — GENERAL PROVISIONS

Articles 80 — Measures for execution

1. The High Contracting Parties and the Parties to the conflict shall without delay take all necessary measures for the execution of their obligations under the Conventions and this Protocol.
2. The High Contracting Parties and the Parties to the conflict shall give orders and instructions to ensure observance of the Conventions and this Protocol, and shall supervise their execution.

Article 81 — Activities of the Red Cross and other humanitarian organizations

1. The Parties to the conflict shall grant to the International Committee of the Red Cross all facilities within their power so as to enable it to carry out the humanitarian functions assigned to it by the Conventions and this Protocol in order to ensure protection and assistance to the victims of conflicts; the International Committee of the Red Cross may also carry out any other humanitarian activities in favour of these victims, subject to the consent of the Parties to the conflict concerned.
2. The Parties to the conflict shall grant to their respective Red Cross (Red Crescent, Red Lion and Sun) organizations the facilities necessary for carrying out their humanitarian activities in favour of the victims of the conflict, in accordance with the provisions of the Conventions and this Protocol and the fundamental principles of the Red Cross as formulated by the International Conferences of the Red Cross.
3. The High Contracting Parties and the Parties to the conflict shall facilitate in every possible way the assistance which Red Cross

son éducation religieuse et morale telle que la désirent ses parents, devra être assurée d'une façon aussi continue que possible.

3. Afin de faciliter le retour dans leur famille et dans leur pays des enfants évacués conformément aux dispositions du présent article, les autorités de la Partie qui a procédé à l'évacuation et, lorsqu'il conviendra, les autorités du pays d'accueil, établiront, pour chaque enfant, une fiche accompagnée de photographies qu'elles feront parvenir à l'Agence centrale de recherches du Comité international de la Croix-Rouge. Cette fiche portera, chaque fois que cela sera possible et ne risquera pas de porter préjudice à l'enfant, les renseignements suivants:
- a)* le(s) nom(s) de l'enfant;
 - b)* le(s) prénom(s) de l'enfant;
 - c)* le sexe de l'enfant;
 - d)* le lieu et la date de naissance (ou, si cette date n'est pas connue, l'âge approximatif);
 - e)* les nom et prénom du père;
 - f)* les nom et prénom de la mère et éventuellement son nom de jeune fille;
 - g)* les proches parents de l'enfant;
 - h)* la nationalité de l'enfant;
 - i)* la langue maternelle de l'enfant et toute autre langue qu'il parle;
 - j)* l'adresse de la famille de l'enfant;
 - k)* tout numéro d'identification donné à l'enfant;
 - l)* l'état de santé de l'enfant;
 - m)* le groupe sanguin de l'enfant;
 - n)* d'éventuels signes particuliers;
 - o)* la date et le lieu où l'enfant a été trouvé;
 - p)* la date à laquelle et le lieu où l'enfant a quitté son pays;
 - q)* éventuellement la religion de l'enfant;
 - r)* l'adresse actuelle de l'enfant dans le pays d'accueil;
 - s)* si l'enfant meurt avant son retour, la date, le lieu et les circonstances de sa mort et le lieu de sa sépulture.

(Red Crescent, Red Lion and Sun) organizations and the League of Red Cross Societies extend to the victims of conflicts in accordance with the provisions of the Conventions and this Protocol and with the fundamental principles of the Red Cross as formulated by the International Conferences of the Red Cross.

4. The High Contracting Parties and the Parties to the conflict shall, as far as possible, make facilities similar to those mentioned in paragraphs 2 and 3 available to the other humanitarian organizations referred to in the Conventions and this Protocol which are duly authorized by the respective Parties to the conflict and which perform their humanitarian activities in accordance with the provisions of the Conventions and this Protocol.

Article 82 — Legal advisers in armed forces

The High Contracting Parties at all times, and the Parties to the conflict in time of armed conflict, shall ensure that legal advisers are available, when necessary, to advise military commanders at the appropriate level on the application of the Conventions and this Protocol and on the appropriate instruction to be given to the armed forces on this subject.

Article 83 — Dissemination

1. The High Contracting Parties undertake, in time of peace as in time of armed conflict, to disseminate the Conventions and this Protocol as widely as possible in their respective countries and, in particular, to include the study thereof in their programmes of military instruction and to encourage the study thereof by the civilian population, so that those instruments may become known to the armed forces and to the civilian population.
2. Any military or civilian authorities who, in time of armed conflict, assume responsibilities in respect of the application of the Conventions and this Protocol shall be fully acquainted with the text thereof.

Article 84 — Rules of application

The High Contracting Parties shall communicate to one another, as soon as possible, through the depositary and, as appropriate,

CHAPITRE III — JOURNALISTES

Article 79 — Mesures de protection des journalistes

1. Les journalistes qui accomplissent des missions professionnelles périlleuses dans des zones de conflit armé seront considérés comme des personnes civiles au sens de l'article 50, paragraphe 1.
2. Ils seront protégés en tant que tels conformément aux Conventions et au présent Protocole, à la condition de n'entreprendre aucune action qui porte atteinte à leur statut de personnes civiles et sans préjudice du droit des correspondants de guerre accrédités auprès des forces armées de bénéficier du statut prévu par l'article 4 A.4, de la III^e Convention.
3. Ils pourront obtenir une carte d'identité conforme au modèle joint à l'Annexe II au présent Protocole. Cette carte, qui sera délivrée par le gouvernement de l'Etat dont ils sont les ressortissants, ou sur le territoire duquel ils résident ou dans lequel se trouve l'agence ou l'organe de presse qui les emploie, attestera de la qualité de journaliste de son détenteur.

TITRE V

EXÉCUTION DES CONVENTIONS ET DU PRÉSENT PROTOCOLE

SECTION I — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 80 — Mesures d'exécution

1. Les Hautes Parties contractantes et les Parties au conflit prendront sans délai toutes les mesures nécessaires pour exécuter les obligations qui leur incombent en vertu des Conventions et du présent Protocole.
2. Les Hautes Parties contractantes et les Parties au conflit donneront des ordres et des instructions propres à assurer le respect

through the Protecting Powers, their official translations of this Protocol, as well as the laws and regulations which they may adopt to ensure its application.

SECTION II — REPRESSION OF BREACHES OF THE CONVENTIONS AND OF THIS PROTOCOL

Article 85 — Repression of breaches of this Protocol

1. The provisions of the Conventions relating to the repression of breaches and grave breaches, supplemented by this Section, shall apply to the repression of breaches and grave breaches of this Protocol.
2. Acts described as grave breaches in the Conventions are grave breaches of this Protocol if committed against persons in the power of an adverse Party protected by Articles 44, 45 and 73 of this Protocol, or against the wounded, sick and shipwrecked of the adverse Party who are protected by this Protocol, or against those medical or religious personnel, medical units or medical transports which are under the control of the adverse Party and are protected by this Protocol.
3. In addition to the grave breaches defined in Article 11, the following acts shall be regarded as grave breaches of this Protocol, when committed wilfully, in violation of the relevant provisions of this Protocol, and causing death or serious injury to body or health:
 - (a) making the civilian population or individual civilians the object of attack;
 - (b) launching an indiscriminate attack affecting the civilian population or civilian objects in the knowledge that such attack will cause excessive loss of life, injury to civilians or damage to civilian objects, as defined in Article 57, paragraph 2 (a) (iii);
 - (c) launching an attack against works or installations containing dangerous forces in the knowledge that such attack will cause

des Conventions et du présent Protocole et en surveilleront l'exécution.

Article 81 — Activités de la Croix-Rouge et d'autres organisations humanitaires

1. Les Parties au conflit accorderont au Comité international de la Croix-Rouge toutes les facilités en leur pouvoir pour lui permettre d'assumer les tâches humanitaires qui lui sont attribuées par les Conventions et le présent Protocole afin d'assurer protection et assistance aux victimes des conflits; le Comité international de la Croix-Rouge pourra également exercer toutes autres activités humanitaires en faveur de ces victimes, avec le consentement des Parties au conflit.
2. Les Parties au conflit accorderont à leurs organisations respectives de la Croix-Rouge (Croissant-Rouge, Lion-et-Soleil-Rouge) les facilités nécessaires à l'exercice de leurs activités humanitaires en faveur des victimes du conflit, conformément aux dispositions des Conventions et du présent Protocole et aux principes fondamentaux de la Croix-Rouge formulés par les Conférences internationales de la Croix-Rouge.
3. Les Hautes Parties contractantes et les Parties au conflit faciliteront, dans toute la mesure du possible, l'aide que des organisations de la Croix-Rouge (Croissant-Rouge, Lion-et-Soleil-Rouge) et la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge apporteront aux victimes des conflits conformément aux dispositions des Conventions et du présent Protocole et aux principes fondamentaux de la Croix-Rouge formulés par les Conférences internationales de la Croix-Rouge.
4. Les Hautes Parties contractantes et les Parties au conflit accorderont, autant que possible, des facilités semblables à celles qui sont mentionnées dans les paragraphes 2 et 3 aux autres organisations humanitaires visées par les Conventions et le présent Protocole, qui sont dûment autorisées par les Parties au conflit intéressées et qui exercent leurs activités humanitaires conformément aux dispositions des Conventions et du présent Protocole.

Article 82 — Conseillers juridiques dans les forces armées

Les Hautes Parties contractantes en tout temps, et les Parties au conflit en période de conflit armé, veilleront à ce que des conseillers

excessive loss of life, injury to civilians or damage to civilian objects, as defined in Article 57, paragraph 2 (a) (iii);

- (d) making non-defended localities and demilitarized zones the object of attack;
 - (e) making a person the object of attack in the knowledge that he is *hors de combat*;
 - (f) the perfidious use, in violation of Article 37, of the distinctive emblem of the red cross, red crescent or red lion and sun or of other protective signs recognized by the Conventions or this Protocol.
4. In addition to the grave breaches defined in the preceding paragraphs and in the Conventions, the following shall be regarded as grave breaches of this Protocol, when committed wilfully and in violation of the Conventions or the Protocol:
- (a) the transfer by the Occupying Power of parts of its own civilian population into the territory it occupies, or the deportation or transfer of all or parts of the population of the occupied territory within or outside this territory, in violation of Article 49 of the Fourth Convention;
 - (b) unjustifiable delay in the repatriation of prisoners of war or civilians;
 - (c) practices of *apartheid* and other inhuman and degrading practices involving outrages upon personal dignity, based on racial discrimination;
 - (d) making the clearly-recognized historic monuments, works of art or places of worship which constitute the cultural or spiritual heritage of peoples and to which special protection has been given by special arrangement, for example, within the framework of a competent international organization, the object of attack, causing as a result extensive destruction thereof, where there is no evidence of the violation by the adverse Party of Article 53, sub-paragraph (b), and when such historic monuments, works of art and places of worship are not located in the immediate proximity of military objectives;
 - (e) depriving a person protected by the Conventions or referred to in paragraph 2 of this Article of the rights of fair and regular trial.

juridiques soient disponibles, lorsqu'il y aura lieu, pour conseiller les commandants militaires, à l'échelon approprié, quant à l'application des Conventions et du présent Protocole et quant à l'enseignement approprié à dispenser aux forces armées à ce sujet.

Article 83 — Diffusion

1. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à diffuser le plus largement possible, en temps de paix comme en période de conflit armé, les Conventions et le présent Protocole dans leurs pays respectifs et notamment à en incorporer l'étude dans les programmes d'instruction militaire et à en encourager l'étude par la population civile, de telle manière que ces instruments soient connus des forces armées et de la population civile.
2. Les autorités militaires ou civiles qui, en période de conflit armé, assumeront des responsabilités dans l'application des Conventions et du présent Protocole devront avoir une pleine connaissance du texte de ces instruments.

Article 84 — Lois d'application

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront aussi rapidement que possible par l'entremise du dépositaire et, le cas échéant, par l'entremise des Puissances protectrices, leurs traductions officielles du présent Protocole, ainsi que les lois et règlements qu'elles pourront être amenées à adopter pour en assurer l'application.

SECTION II — RÉPRESSION DES INFRACTIONS AUX CONVENTIONS OU AU PRÉSENT PROTOCOLE

Article 85 — Répression des infractions au présent Protocole

1. Les dispositions des Conventions relatives à la répression des infractions et des infractions graves, complétées par la présente Section, s'appliquent à la répression des infractions et des infractions graves au présent Protocole.
2. Les actes qualifiés d'infractions graves dans les Conventions constituent des infractions graves au présent Protocole s'ils sont

5. Without prejudice to the application of the Conventions and of this Protocol, grave breaches of these instruments shall be regarded as war crimes.

Article 86 — Failure to act

1. The High Contracting Parties and the Parties to the conflict shall repress grave breaches, and take measures necessary to suppress all other breaches, of the Conventions or of this Protocol which result from a failure to act when under a duty to do so.
2. The fact that a breach of the Conventions or of this Protocol was committed by a subordinate does not absolve his superiors from penal or disciplinary responsibility, as the case may be, if they knew, or had information which should have enabled them to conclude in the circumstances at the time, that he was committing or was going to commit such a breach and if they did not take all feasible measures within their power to prevent or repress the breach.

Article 87 — Duty of commanders

1. The High Contracting Parties and the Parties to the conflict shall require military commanders, with respect to members of the armed forces under their command and other persons under their control, to prevent and, where necessary, to suppress and to report to competent authorities breaches of the Conventions and of this Protocol.
2. In order to prevent and suppress breaches, High Contracting Parties and Parties to the conflict shall require that, commensurate with their level of responsibility, commanders ensure that members of the armed forces under their command are aware of their obligations under the Conventions and this Protocol.
3. The High Contracting Parties and Parties to the conflict shall require any commander who is aware that subordinates or other persons under his control are going to commit or have committed a breach of the Conventions or of this Protocol, to initiate such steps as are necessary to prevent such violations of the Conventions or this Protocol, and, where appropriate, to initiate disciplinary or penal action against violators thereof.

commis contre des personnes au pouvoir d'une Partie adverse protégées par les articles 44, 45 et 73 du présent Protocole, ou contre des blessés, des malades ou des naufragés de la Partie adverse protégés par le présent Protocole, ou contre le personnel sanitaire ou religieux, des unités sanitaires ou des moyens de transport sanitaire qui sont sous le contrôle de la Partie adverse et protégés par le présent Protocole.

3. Outre les infractions graves définies à l'article 11, les actes suivants, lorsqu'ils sont commis intentionnellement, en violation des dispositions pertinentes du présent Protocole, et qu'ils entraînent la mort ou causent des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé, sont considérés comme des infractions graves au présent Protocole:
 - a) soumettre la population civile ou des personnes civiles à une attaque;
 - b) lancer une attaque sans discrimination atteignant la population civile ou des biens de caractère civil, en sachant que cette attaque causera des pertes en vies humaines, des blessures aux personnes civiles ou des dommages aux biens de caractère civil, qui sont excessifs au sens de l'article 57, paragraphe 2 a iii;
 - c) lancer une attaque contre des ouvrages ou installations contenant des forces dangereuses, en sachant que cette attaque causera des pertes en vies humaines, des blessures aux personnes civiles ou des dommages aux biens de caractère civil, qui sont excessifs au sens de l'article 57, paragraphe 2 a iii;
 - d) soumettre à une attaque des localités non défendues et des zones démilitarisées;
 - e) soumettre une personne à une attaque en la sachant hors de combat;
 - f) utiliser perfidement, en violation de l'article 37, le signe distinctif de la croix rouge, du croissant rouge ou du lion-et-soleil rouge ou d'autres signes protecteurs reconnus par les Conventions ou par le présent Protocole.
4. Outre les infractions graves définies aux paragraphes précédents et dans les Conventions, les actes suivants sont considérés comme des infractions graves au Protocole lorsqu'ils sont commis

Article 88 — Mutual assistance in criminal matters

1. The High Contracting Parties shall afford one another the greatest measure of assistance in connexion with criminal proceedings brought in respect of grave breaches of the Conventions or of this Protocol.
2. Subject to the rights and obligations established in the Conventions and in Article 85, paragraph 1, of this Protocol, and when circumstances permit, the High Contracting Parties shall co-operate in the matter of extradition. They shall give due consideration to the request of the State in whose territory the alleged offence has occurred.
3. The law of the High Contracting Party requested shall apply in all cases. The provisions of the preceding paragraphs shall not, however, affect the obligations arising from the provisions of any other treaty of a bilateral or multilateral nature which governs or will govern the whole or part of the subject of mutual assistance in criminal matters.

Article 89 — Co-operation

In situations of serious violations of the Conventions or of this Protocol, the High Contracting Parties undertake to act, jointly or individually, in co-operation with the United Nations and in conformity with the United Nations Charter.

Article 90 — International Fact-Finding Commission

1. (a) An International Fact-Finding Commission (hereinafter referred to as "the Commission") consisting of fifteen members of high moral standing and acknowledged impartiality shall be established.
- (b) When not less than twenty High Contracting Parties have agreed to accept the competence of the Commission pursuant to paragraph 2, the depositary shall then, and at intervals of five years thereafter, convene a meeting of representatives of those High Contracting Parties for the purpose of electing the members of the Commission. At the meeting, the representatives shall elect the members of the Commission by

intentionnellement et en violation des Conventions ou du présent Protocole:

- a) le transfert par la Puissance occupante d'une partie de sa population civile dans le territoire qu'elle occupe, ou la déportation ou le transfert à l'intérieur ou hors du territoire occupé de la totalité ou d'une partie de la population de ce territoire, en violation de l'article 49 de la IV^e Convention;
 - b) tout retard injustifié dans le rapatriement des prisonniers de guerre ou des civils;
 - c) les pratiques de l'apartheid et les autres pratiques inhumaines et dégradantes, fondées sur la discrimination raciale, qui donnent lieu à des outrages à la dignité personnelle;
 - d) le fait de diriger des attaques contre les monuments historiques, les œuvres d'art ou les lieux de culte clairement reconnus qui constituent le patrimoine culturel ou spirituel des peuples et auxquels une protection spéciale a été accordée en vertu d'un arrangement particulier, par exemple dans le cadre d'une organisation internationale compétente, provoquant ainsi leur destruction sur une grande échelle, alors qu'il n'existe aucune preuve de violation par la Partie adverse de l'article 53, alinéa b, et que les monuments historiques, œuvres d'art et lieux de culte en question ne sont pas situés à proximité immédiate d'objectifs militaires;
 - e) le fait de priver une personne protégée par les Conventions ou visée au paragraphe 2 du présent article de son droit d'être jugée régulièrement et impartialement.
5. Sous réserve de l'application des Conventions et du présent Protocole, les infractions graves à ces instruments sont considérées comme des crimes de guerre.

Article 86 — Omissions

1. Les Hautes Parties contractantes et les Parties au conflit doivent réprimer les infractions graves et prendre les mesures nécessaires pour faire cesser toutes les autres infractions aux Conventions ou au présent Protocole qui résultent d'une omission contraire à un devoir d'agir.

secret ballot from a list of persons to which each of those High Contracting Parties may nominate one person.

- (c) The members of the Commission shall serve in their personal capacity and shall hold office until the election of new members at the ensuing meeting.
 - (d) At the election, the High Contracting Parties shall ensure that the persons to be elected to the Commission individually possess the qualifications required and that, in the Commission as a whole, equitable geographical representation is assured.
 - (e) In the case of a casual vacancy, the Commission itself shall fill the vacancy, having due regard to the provisions of the preceding sub-paragraphs.
 - (f) The depositary shall make available to the Commission the necessary administrative facilities for the performance of its functions.
2. (a) The High Contracting Parties may at the time of signing, ratifying or acceding to the Protocol, or at any other subsequent time, declare that they recognize *ipso facto* and without special agreement, in relation to any other High Contracting Party accepting the same obligation, the competence of the Commission to enquire into allegations by such other Party, as authorized by this Article.
- (b) The declarations referred to above shall be deposited with the depositary, which shall transmit copies thereof to the High Contracting Parties.
 - (c) The Commission shall be competent to:
 - (i) enquire into any facts alleged to be a grave breach as defined in the Conventions and this Protocol or other serious violation of the Conventions or of this Protocol;
 - (ii) facilitate, through its good offices, the restoration of an attitude of respect for the Conventions and this Protocol.
 - (d) In other situations, the Commission shall institute an enquiry at the request of a Party to the conflict only with the consent of the other Party or Parties concerned.

2. Le fait qu'une infraction aux Conventions ou au présent Protocole a été commise par un subordonné n'exonère pas ses supérieurs de leur responsabilité pénale ou disciplinaire, selon le cas, s'ils savaient ou possédaient des informations leur permettant de conclure, dans les circonstances du moment, que ce subordonné commettait ou allait commettre une telle infraction, et s'ils n'ont pas pris toutes les mesures pratiquement possibles en leur pouvoir pour empêcher ou réprimer cette infraction.

Article 87 — Devoirs des commandants

1. Les Hautes Parties contractantes et les Parties au conflit doivent charger les commandants militaires, en ce qui concerne les membres des forces armées placés sous leur commandement et les autres personnes sous leur autorité, d'empêcher que soient commises des infractions aux Conventions et au présent Protocole et, au besoin, de les réprimer et de les dénoncer aux autorités compétentes.
2. En vue d'empêcher que des infractions soient commises et de les réprimer, les Hautes Parties contractantes et les Parties au conflit doivent exiger que les commandants, selon leur niveau de responsabilité, s'assurent que les membres des forces armées placés sous leur commandement connaissent leurs obligations aux termes des Conventions et du présent Protocole.
3. Les Hautes Parties contractantes et les Parties au conflit doivent exiger de tout commandant qui a appris que des subordonnés ou d'autres personnes sous son autorité vont commettre ou ont commis une infraction aux Conventions ou au présent Protocole qu'il mette en œuvre les mesures qui sont nécessaires pour empêcher de telles violations des Conventions ou du présent Protocole et, lorsqu'il conviendra, prenne l'initiative d'une action disciplinaire ou pénale à l'encontre des auteurs des violations.

Article 88 — Entraide judiciaire en matière pénale

1. Les Hautes Parties contractantes s'accorderont l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute procédure relative aux infractions graves aux Conventions ou au présent Protocole.
2. Sous réserve des droits et des obligations établis par les Conventions et par l'article 85, paragraphe 1, du présent Protocole, et

- (e) Subject to the foregoing provisions of this paragraph, the provisions of Article 52 of the First Convention, Article 53 of the Second Convention, Article 132 of the Third Convention and Article 149 of the Fourth Convention shall continue to apply to any alleged violation of the Conventions and shall extend to any alleged violation of this Protocol.
3. (a) Unless otherwise agreed by the Parties concerned, all enquiries shall be undertaken by a Chamber consisting of seven members appointed as follows:
- (i) five members of the Commission, not nationals of any Party to the conflict, appointed by the President of the Commission on the basis of equitable representation of the geographical areas, after consultation with the Parties to the conflict;
 - (ii) two *ad hoc* members, not nationals of any Party to the conflict, one to be appointed by each side.
- (b) Upon receipt of the request for an enquiry, the President of the Commission shall specify an appropriate time limit for setting up a Chamber. If any *ad hoc* member has not been appointed within the time limit, the President shall immediately appoint such additional member or members of the Commission as may be necessary to complete the membership of the Chamber.
4. (a) The Chamber set up under paragraph 3 to undertake an enquiry shall invite the Parties to the conflict to assist it and to present evidence. The Chamber may also seek such other evidence as it deems appropriate and may carry out an investigation of the situation *in loco*.
- (b) All evidence shall be fully disclosed to the Parties, which shall have the right to comment on it to the Commission.
- (c) Each Party shall have the right to challenge such evidence.
5. (a) The Commission shall submit to the Parties a report on the findings of fact of the Chamber, with such recommendations as it may deem appropriate.
- (b) If the Chamber is unable to secure sufficient evidence for factual and impartial findings, the Commission shall state the reasons for that inability.

lorsque les circonstances le permettent, les Hautes Parties contractantes coopéreront en matière d'extradition. Elles prendront dûment en considération la demande de l'Etat sur le territoire duquel l'infraction alléguée s'est produite.

3. Dans tous les cas, la loi applicable est celle de la Haute Partie contractante requise. Toutefois, les dispositions des paragraphes précédents n'affectent pas les obligations découlant des dispositions de tout autre traité de caractère bilatéral ou multilatéral qui régit ou régira en tout ou en partie le domaine de l'entraide judiciaire en matière pénale.

Article 89 — Coopération

Dans les cas de violations graves des Conventions ou du présent Protocole, les Hautes Parties contractantes s'engagent à agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies et conformément à la Charte des Nations Unies.

Article 90 — Commission internationale d'établissement des faits

1. a) Il sera constitué une Commission internationale d'établissement des faits, dénommée ci-après « la Commission », composée de quinze membres de haute moralité et d'une impartialité reconnue.
- b) Quand vingt Hautes Parties contractantes au moins seront convenues d'accepter la compétence de la Commission conformément au paragraphe 2, et ultérieurement à des intervalles de cinq ans, le dépositaire convoquera une réunion des représentants de ces Hautes Parties contractantes, en vue d'élire les membres de la Commission. A cette réunion, les membres de la Commission seront élus au scrutin secret sur une liste de personnes pour l'établissement de laquelle chacune de ces Hautes Parties contractantes pourra proposer un nom.
- c) Les membres de la Commission serviront à titre personnel et exerceront leur mandat jusqu'à l'élection des nouveaux membres à la réunion suivante.
- d) Lors de l'élection, les Hautes Parties contractantes s'assureront que chacune des personnes à élire à la Commission possède

- (c) The Commission shall not report its findings publicly, unless all the Parties to the conflict have requested the Commission to do so.
6. The Commission shall establish its own rules, including rules for the presidency of the Commission and the presidency of the Chamber. Those rules shall ensure that the functions of the President of the Commission are exercised at all times and that, in the case of an enquiry, they are exercised by a person who is not a national of a Party to the conflict.
7. The administrative expenses of the Commission shall be met by contributions from the High Contracting Parties which made declarations under paragraph 2, and by voluntary contributions. The Party or Parties to the conflict requesting an enquiry shall advance the necessary funds for expenses incurred by a Chamber and shall be reimbursed by the Party or Parties against which the allegations are made to the extent of fifty percent of the costs of the Chamber. Where there are counter-allegations before the Chamber each side shall advance fifty per cent of the necessary funds.

Article 91 — Responsibility

A Party to the conflict which violates the provisions of the Conventions or of this Protocol shall, if the case demands, be liable to pay compensation. It shall be responsible for all acts committed by persons forming part of its armed forces.

PART VI

FINAL PROVISIONS

Article 92 — Signature

This Protocol shall be open for signature by the Parties to the Conventions six months after the signing of the Final Act and will remain open for a period of twelve months.

les qualifications requises et veilleront à ce qu'une représentation géographique équitable soit assurée dans l'ensemble de la Commission.

- e) Dans le cas où un siège deviendrait vacant, la Commission y pourvoira en tenant dûment compte des dispositions des alinéas précédents.
 - f) Le dépositaire mettra à la disposition de la Commission les services administratifs nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions.
2. a) Les Hautes Parties contractantes peuvent au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion au Protocole, ou ultérieurement à tout autre moment, déclarer reconnaître de plein droit et sans accord spécial, à l'égard de toute autre Haute Partie contractante qui accepte la même obligation, la compétence de la Commission pour enquêter sur les allégations d'une telle autre Partie, comme l'y autorise le présent article.
- b) Les déclarations visées ci-dessus seront remises au dépositaire qui en communiquera des copies aux Hautes Parties contractantes.
- c) La Commission sera compétente pour:
- i) enquêter sur tout fait prétendu être une infraction grave au sens des Conventions et du présent Protocole ou une autre violation grave des Conventions ou du présent Protocole;
 - ii) faciliter, en prêtant ses bons offices, le retour à l'observation des dispositions des Conventions et du présent Protocole.
- d) Dans d'autres situations, la Commission n'ouvrira une enquête à la demande d'une Partie au conflit qu'avec le consentement de l'autre ou des autres Parties intéressées.
- e) Sous réserve des dispositions ci-dessus du présent paragraphe, les dispositions des articles 52 de la I^{re} Convention, 53 de la II^e Convention, 132 de la III^e Convention et 149 de la IV^e Convention demeurent applicables à toute violation alléguée des Conventions et s'appliquent aussi à toute violation alléguée du présent Protocole.

Article 93 — Ratification

This Protocol shall be ratified as soon as possible. The instruments of ratification shall be deposited with the Swiss Federal Council, depositary of the Conventions.

Article 94 — Accession

This Protocol shall be open for accession by any Party to the Conventions which has not signed it. The instruments of accession shall be deposited with the depositary.

Article 95 — Entry into force

1. This Protocol shall enter into force six months after two instruments of ratification or accession have been deposited.
2. For each Party to the Conventions thereafter ratifying or acceding to this Protocol, it shall enter into force six months after the deposit by such Party of its instrument of ratification or accession.

Article 96 — Treaty relations upon entry into force of this Protocol

1. When the Parties to the Conventions are also Parties to this Protocol, the Conventions shall apply as supplemented by this Protocol.
2. When one of the Parties to the conflict is not bound by this Protocol, the Parties to the Protocol shall remain bound by it in their mutual relations. They shall furthermore be bound by this Protocol in relation to each of the Parties which are not bound by it, if the latter accepts and applies the provisions thereof.
3. The authority representing a people engaged against a High Contracting Party in an armed conflict of the type referred to in Article 1, paragraph 4, may undertake to apply the Conventions and this Protocol in relation to that conflict by means of a unilateral declaration addressed to the depositary. Such declaration shall, upon its receipt by the depositary, have in relation to that conflict the following effects:

3. a) A moins que les Parties intéressées n'en disposent autrement d'un commun accord, toutes les enquêtes seront effectuées par une Chambre composée de sept membres nommés comme suit:
- i) cinq membres de la Commission, qui ne doivent être ressortissants d'aucune Partie au conflit, seront nommés par le Président de la Commission, sur la base d'une représentation équitable des régions géographiques, après consultation des Parties au conflit;
 - ii) deux membres *ad hoc*, qui ne doivent être ressortissants d'aucune Partie au conflit, seront nommés respectivement par chacune de celles-ci.
- b) Dès la réception d'une demande d'enquête, le Président de la Commission fixera un délai convenable pour la constitution d'une Chambre. Si l'un au moins des deux membres *ad hoc* n'a pas été nommé dans le délai fixé, le Président procédera immédiatement à la nomination ou aux nominations nécessaires pour compléter la composition de la Chambre.
4. a) La Chambre constituée conformément aux dispositions du paragraphe 3 en vue de procéder à une enquête invitera les Parties au conflit à l'assister et à produire des preuves. Elle pourra aussi rechercher les autres preuves qu'elle jugera pertinentes et procéder à une enquête sur place.
- b) Tous les éléments de preuve seront communiqués aux Parties concernées qui auront le droit de présenter leurs observations à la Commission.
- c) Chaque Partie concernée aura le droit de discuter les preuves.
5. a) La Commission présentera aux Parties concernées un rapport sur les résultats de l'enquête de la Chambre avec les recommandations qu'elle jugerait appropriées.
- b) Si la Chambre n'est pas en mesure de rassembler des preuves qui suffisent à étayer des conclusions objectives et impartiales, la Commission fera connaître les raisons de cette impossibilité.
- c) La Commission ne communiquera pas publiquement ses conclusions, à moins que toutes les Parties au conflit le lui aient demandé.

- (a) the Conventions and this Protocol are brought into force for the said authority as a Party to the conflict with immediate effect;
- (b) the said authority assumes the same rights and obligations as those which have been assumed by a High Contracting Party to the Conventions and this Protocol; and
- (c) the Conventions and this Protocol are equally binding upon all Parties to the conflict.

Article 97 — Amendment

1. Any High Contracting Party may propose amendments to this Protocol. The text of any proposed amendment shall be communicated to the depositary, which shall decide, after consultation with all the High Contracting Parties and the International Committee of the Red Cross, whether a conference should be convened to consider the proposed amendment.
2. The depositary shall invite to that conference all the High Contracting Parties as well as the Parties to the Conventions, whether or not they are signatories of this Protocol.

Article 98 — Revision of Annex I

1. Not later than four years after the entry into force of this Protocol and thereafter at intervals of not less than four years, the International Committee of the Red Cross shall consult the High Contracting Parties concerning Annex I to this Protocol and, if it considers it necessary, may propose a meeting of technical experts to review Annex I and to propose such amendments to it as may appear to be desirable. Unless, within six months of the communication of a proposal for such a meeting to the High Contracting Parties, one third of them object, the International Committee of the Red Cross shall convene the meeting, inviting also observers of appropriate international organizations. Such a meeting shall also be convened by the International Committee of the Red Cross at any time at the request of one third of the High Contracting Parties.
2. The depositary shall convene a conference of the High Contracting Parties and the Parties to the Conventions to consider amend-

6. La Commission établira son règlement intérieur, y compris les règles concernant la présidence de la Commission et de la Chambre. Ce règlement prévoira que les fonctions du Président de la Commission seront exercées en tout temps et que, en cas d'enquête, elles seront exercées par une personne qui ne soit pas ressortissante d'une des Parties au conflit.
7. Les dépenses administratives de la Commission seront couvertes par des contributions des Hautes Parties contractantes qui auront fait la déclaration prévue au paragraphe 2 et par des contributions volontaires. La ou les Parties au conflit qui demandent une enquête avanceront les fonds nécessaires pour couvrir les dépenses occasionnées par une Chambre et seront remboursées par la ou les Parties contre lesquelles les allégations sont portées à concurrence de cinquante pour cent des frais de la Chambre. Si des allégations contraires sont présentées à la Chambre, chaque Partie avancera cinquante pour cent des fonds nécessaires.

Article 91 — Responsabilité

La Partie au conflit qui violerait les dispositions des Conventions ou du présent Protocole sera tenue à indemnité, s'il y a lieu. Elle sera responsable de tous actes commis par les personnes faisant partie de ses forces armées.

TITRE VI

DISPOSITIONS FINALES

Article 92 — Signature

Le présent Protocole sera ouvert à la signature des Parties aux Conventions six mois après la signature de l'Acte final et restera ouvert durant une période de douze mois.

Article 93 — Ratification

Le présent Protocole sera ratifié dès que possible. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Conseil fédéral suisse, dépositaire des Conventions.

ments proposed by the meeting of technical experts if, after that meeting, the International Committee of the Red Cross or one third of the High Contracting Parties so request.

3. Amendments to Annex I may be adopted at such a conference by a two-thirds majority of the High Contracting Parties present and voting.
4. The depositary shall communicate any amendment so adopted to the High Contracting Parties and to the Parties to the Conventions. The amendment shall be considered to have been accepted at the end of a period of one year after it has been so communicated, unless within that period a declaration of non-acceptance of the amendment has been communicated to the depositary by not less than one third of the High Contracting Parties.
5. An amendment considered to have been accepted in accordance with paragraph 4 shall enter into force three months after its acceptance for all High Contracting Parties other than those which have made a declaration of non-acceptance in accordance with that paragraph. Any Party making such a declaration may at any time withdraw it and the amendment shall then enter into force for that Party three months thereafter.
6. The depositary shall notify the High Contracting Parties and the Parties to the Conventions of the entry into force of any amendment, of the Parties bound thereby, of the date of its entry into force in relation to each Party, of declarations of non-acceptance made in accordance with paragraph 4, and of withdrawals of such declarations.

Article 99 — Denunciation

1. In case a High Contracting Party should denounce this Protocol, the denunciation shall only take effect one year after receipt of the instrument of denunciation. If, however, on the expiry of that year the denouncing Party is engaged in one of the situations referred to in Article 1, the denunciation shall not take effect before the end of the armed conflict or occupation and not, in any case, before operations connected with the final release, repatriation or re-establishment of the persons protected by the Conventions or this Protocol have been terminated.

Article 94 — Adhésion

Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de toute Partie aux Conventions non signataire du présent Protocole. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du dépositaire.

Article 95 — Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole entrera en vigueur six mois après le dépôt de deux instruments de ratification ou d'adhésion.
2. Pour chacune des Parties aux Conventions qui le ratifiera ou y adhérera ultérieurement, le présent Protocole entrera en vigueur six mois après le dépôt par cette Partie de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 96 — Rapports conventionnels dès l'entrée en vigueur du présent Protocole

1. Lorsque les Parties aux Conventions sont également Parties au présent Protocole, les Conventions s'appliquent telles qu'elles sont complétées par le présent Protocole.
2. Si l'une des Parties au conflit n'est pas liée par le présent Protocole, les Parties au présent Protocole resteront néanmoins liées par celui-ci dans leurs rapports réciproques. Elles seront liées en outre par le présent Protocole envers ladite Partie, si celle-ci en accepte et en applique les dispositions.
3. L'autorité représentant un peuple engagé contre une Haute Partie contractante dans un conflit armé du caractère mentionné à l'article premier, paragraphe 4, peut s'engager à appliquer les Conventions et le présent Protocole relativement à ce conflit en adressant une déclaration unilatérale au dépositaire. Après réception par le dépositaire, cette déclaration aura, en relation avec ce conflit, les effets suivants:
 - a) les Conventions et le présent Protocole prennent immédiatement effet pour ladite autorité en sa qualité de Partie au conflit;
 - b) ladite autorité exerce les mêmes droits et s'acquitte des mêmes obligations qu'une Haute Partie contractante aux Conventions et au présent Protocole; et

2. The denunciation shall be notified in writing to the depositary, which shall transmit it to all the High Contracting Parties.
3. The denunciation shall have effect only in respect of the denouncing Party.
4. Any denunciation under paragraph 1 shall not affect the obligations already incurred, by reason of the armed conflict, under this Protocol by such denouncing Party in respect of any act committed before this denunciation becomes effective.

Article 100 — Notifications

The depositary shall inform the High Contracting Parties as well as the Parties to the Conventions, whether or not they are signatories of this Protocol, of:

- (a) signatures affixed to this Protocol and the deposit of instruments of ratification and accession under Articles 93 and 94;
- (b) the date of entry into force of this Protocol under Article 95;
- (c) communications and declarations received under Articles 84, 90 and 97;
- (d) declarations received under Article 96, paragraph 3, which shall be communicated by the quickest methods; and
- (e) denunciations under Article 99.

Article 101 — Registration

1. After its entry into force, this Protocol shall be transmitted by the depositary to the Secretariat of the United Nations for registration and publication, in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations.
2. The depositary shall also inform the Secretariat of the United Nations of all ratifications, accessions and denunciations received by it with respect to this Protocol.

Article 102 — Authentic texts

The original of this Protocol, of which the Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish texts are equally authentic, shall be deposited with the depositary, which shall transmit certified true copies thereof to all the Parties to the Conventions.

- c) les Conventions et le présent Protocole lient d'une manière égale toutes les Parties au conflit.

Article 97 — Amendement

1. Toute Haute Partie contractante pourra proposer des amendements au présent Protocole. Le texte de tout projet d'amendement sera communiqué au dépositaire qui, après consultation de l'ensemble des Hautes Parties contractantes et du Comité international de la Croix-Rouge, décidera s'il convient de convoquer une conférence pour examiner le ou les amendements proposés.
2. Le dépositaire invitera à cette conférence les Hautes Parties contractantes ainsi que les Parties aux Conventions, signataires ou non du présent Protocole.

Article 98 — Révision de l'Annexe I

1. Quatre ans au plus tard après l'entrée en vigueur du présent Protocole et, ultérieurement, à des intervalles d'au moins quatre ans, le Comité international de la Croix-Rouge consultera les Hautes Parties contractantes au sujet de l'Annexe I au présent Protocole et, s'il le juge nécessaire, pourra proposer une réunion d'experts techniques en vue de revoir l'Annexe I et de proposer les amendements qui paraîtraient souhaitables. A moins que, dans les six mois suivant la communication aux Hautes Parties contractantes d'une proposition relative à une telle réunion, le tiers de ces Parties s'y oppose, le Comité international de la Croix-Rouge convoquera cette réunion, à laquelle il invitera également les observateurs des organisations internationales concernées. Une telle réunion sera également convoquée par le Comité international de la Croix-Rouge, en tout temps, à la demande du tiers des Hautes Parties contractantes.
2. Le dépositaire convoquera une conférence des Hautes Parties contractantes et des Parties aux Conventions pour examiner les amendements proposés par la réunion d'experts techniques si, à la suite de ladite réunion, le Comité international de la Croix-Rouge ou le tiers des Hautes Parties contractantes le demande.
3. Les amendements à l'Annexe I pourront être adoptés par ladite conférence à la majorité des deux tiers des Hautes Parties contractantes présentes et votantes.

4. Le dépositaire communiquera aux Hautes Parties contractantes et aux Parties aux Conventions tout amendement ainsi adopté. L'amendement sera considéré comme accepté à l'expiration d'une période d'un an à compter de la communication sauf si, au cours de cette période, une déclaration de non-acceptation de l'amendement est communiquée au dépositaire par le tiers au moins des Hautes Parties contractantes.
5. Un amendement considéré comme ayant été accepté conformément au paragraphe 4 entrera en vigueur trois mois après la date d'acceptation pour toutes les Hautes Parties contractantes, à l'exception de celles qui auront fait une déclaration de non-acceptation conformément à ce même paragraphe. Toute Partie qui fait une telle déclaration peut à tout moment la retirer, auquel cas l'amendement entrera en vigueur pour cette Partie trois mois après le retrait.
6. Le dépositaire fera connaître aux Hautes Parties contractantes et aux Parties aux Conventions l'entrée en vigueur de tout amendement, les Parties liées par cet amendement, la date de son entrée en vigueur pour chacune des Parties, les déclarations de non-acceptation faites conformément au paragraphe 4 et les retraits de telles déclarations.

Article 99 — Dénonciation

1. Au cas où une Haute Partie contractante dénoncerait le présent Protocole, la dénonciation ne produira ses effets qu'une année après réception de l'instrument de dénonciation. Si toutefois, à l'expiration de cette année, la Partie dénonçante se trouve dans une situation visée par l'article premier, l'effet de la dénonciation demeurera suspendu jusqu'à la fin du conflit armé ou de l'occupation et, en tout cas, aussi longtemps que les opérations de libération définitive, de rapatriement ou d'établissement des personnes protégées par les Conventions ou par le présent Protocole ne seront pas terminées.
2. La dénonciation sera notifiée par écrit au dépositaire qui informera toutes les Hautes Parties contractantes de cette notification.
3. La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de la Partie dénonçante.

4. Aucune dénonciation notifiée aux termes du paragraphe 1 n'aura d'effet sur les obligations déjà contractées du fait du conflit armé au titre du présent Protocole par la Partie dénonçante pour tout acte commis avant que ladite dénonciation devienne effective.

Article 100 — Notifications

Le dépositaire informera les Hautes Parties contractantes ainsi que les Parties aux Conventions, qu'elles soient signataires ou non du présent Protocole:

- a) des signatures apposées au présent Protocole et des instruments de ratification et d'adhésion déposés conformément aux articles 93 et 94;
- b) de la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur conformément à l'article 95;
- c) des communications et déclarations reçues conformément aux articles 84, 90 et 97;
- d) des déclarations reçues conformément à l'article 96, paragraphe 3, qui seront communiquées par les voies les plus rapides;
- e) des dénonciations notifiées conformément à l'article 99.

Article 101 — Enregistrement

1. Après son entrée en vigueur, le présent Protocole sera transmis par le dépositaire au Secrétariat des Nations Unies aux fins d'enregistrement et de publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.
2. Le dépositaire informera également le Secrétariat des Nations Unies de toutes les ratifications, adhésions et dénonciations qu'il pourra recevoir au sujet du présent Protocole.

Article 102 — Textes authentiques

L'original du présent Protocole, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe sont également authentiques, sera déposé auprès du dépositaire qui fera parvenir des copies certifiées conformes à toutes les Parties aux Conventions.

ANNEX I

REGULATIONS CONCERNING IDENTIFICATION

CHAPTER I — IDENTITY CARDS

Article 1 — Identity card for permanent civilian medical and religious personnel

1. The identity card for permanent civilian medical and religious personnel referred to in Article 18, paragraph 3, of the Protocol should:
 - (a) bear the distinctive emblem and be of such size that it can be carried in the pocket;
 - (b) be as durable as practicable;
 - (c) be worded in the national or official language (and may in addition be worded in other languages);
 - (d) mention the name, the date of birth (or, if that date is not available, the age at the time of issue) and the identity number, if any, of the holder;
 - (e) state in what capacity the holder is entitled to the protection of the Conventions and of the Protocol;
 - (f) bear the photograph of the holder as well as his signature or his thumbprint, or both;
 - (g) bear the stamp and signature of the competent authority;
 - (h) state the date of issue and date of expiry of the card.
2. The identity card shall be uniform throughout the territory of each High Contracting Party and, as far as possible, of the same type for all Parties to the conflict. The Parties to the conflict may be guided by the single-language model shown in Figure 1. At the outbreak of hostilities, they shall transmit to each other a specimen of the model they are using, if such model differs from that shown in Figure 1. The identity card shall be made out, if

ANNEXE I

RÈGLEMENT RELATIF A L'IDENTIFICATION

CHAPITRE I — CARTES D'IDENTITÉ

Article premier — Carte d'identité du personnel sanitaire et religieux, civil et permanent

1. La carte d'identité du personnel sanitaire et religieux, civil et permanent, prévue à l'article 18, paragraphe 3, du Protocole, devrait:
 - a) porter le signe distinctif et être de dimensions telles qu'elle puisse être mise dans la poche;
 - b) être faite d'une matière aussi durable que possible;
 - c) être rédigée dans la langue nationale ou officielle (elle peut l'être, en outre, dans d'autres langues);
 - d) indiquer le nom et la date de naissance du titulaire (ou, à défaut de cette date, son âge au moment de la délivrance de la carte) ainsi que son numéro d'immatriculation s'il en a un;
 - e) indiquer en quelle qualité le titulaire a droit à la protection des Conventions et du Protocole;
 - f) porter la photographie du titulaire, ainsi que sa signature ou l'empreinte de son pouce, ou les deux;
 - g) porter le timbre et la signature de l'autorité compétente;
 - h) indiquer la date d'émission et d'expiration de la carte.
2. La carte d'identité doit être uniforme sur tout le territoire de chaque Haute Partie contractante et, autant que possible, être du même type pour toutes les Parties au conflit. Les Parties au conflit peuvent s'inspirer du modèle en une seule langue de la figure 1. Au début des hostilités, les Parties au conflit doivent se communiquer un spécimen de la carte d'identité qu'elles utilisent si cette carte diffère du modèle de la figure 1. La carte d'identité

possible, in duplicate, one copy being kept by the issuing authority, which should maintain control of the cards which it has issued.

3. In no circumstances may permanent civilian medical and religious personnel be deprived of their identity cards. In the event of the loss of a card, they shall be entitled to obtain a duplicate copy.

Article 2 — Identity card for temporary civilian medical and religious personnel

1. The identity card for temporary civilian medical and religious personnel should, whenever possible, be similar to that provided for in Article 1 of these Regulations. The Parties to the conflict may be guided by the model shown in Figure 1.
2. When circumstances preclude the provision to temporary civilian medical and religious personnel of identity cards similar to those described in Article 1 of these Regulations, the said personnel may be provided with a certificate signed by the competent authority certifying that the person to whom it is issued is assigned to duty as temporary personnel and stating, if possible, the duration of such assignment and his right to wear the distinctive emblem. The certificate should mention the holder's name and date of birth (or if that date is not available, his age at the time when the certificate was issued), his function and identity number, if any. It shall bear his signature or his thumbprint, or both.

est établie, si possible, en deux exemplaires, dont l'un est conservé par l'autorité émettrice, qui devrait tenir un contrôle des cartes qu'elle a délivrées.

3. En aucun cas, le personnel sanitaire et religieux, civil et permanent, ne peut être privé de cartes d'identité. En cas de perte d'une carte, le titulaire a le droit d'obtenir un duplicata.

Article 2 — Carte d'identité du personnel sanitaire et religieux, civil et temporaire

1. La carte d'identité du personnel sanitaire et religieux, civil et temporaire, devrait, si possible, être analogue à celle qui est prévue à l'article premier du présent Règlement. Les Parties au conflit peuvent s'inspirer du modèle de la figure 1.
2. Lorsque les circonstances empêchent de délivrer au personnel sanitaire et religieux, civil et temporaire, des cartes d'identité analogues à celle qui est décrite à l'article premier du présent Règlement, ce personnel peut recevoir un certificat, signé par l'autorité compétente, attestant que la personne à laquelle il est délivré a reçu une affectation en tant que personnel temporaire, et indiquant, si possible, la durée de cette affectation et le droit du titulaire au port du signe distinctif. Ce certificat doit indiquer le nom et la date de naissance du titulaire (ou, à défaut de cette date, son âge au moment de la délivrance du certificat), la fonction du titulaire ainsi que son numéro d'immatriculation s'il en a un. Il doit porter sa signature ou l'empreinte de son pouce, ou les deux.

FRONT

(space reserved for the name of the country and authority issuing this card)

IDENTITY CARD

PERMANENT

civilian

medical

religious

personnel

for TEMPORARY

Name

.

Date of birth (or age)

Identity No. (if any)

The holder of this card is protected by the Geneva Conventions of 12 August 1949 and by the Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Protection of Victims of International Armed Conflicts (Protocol I) in his capacity as

.

Date of issue

No. of card

Signature of issuing authority

Date of expiry

REVERSE SIDE

Height

Eyes

Hair

Other distinguishing marks or information :
.
.
.



PHOTO OF HOLDER

Stamp

Signature of holder or thumbprint or both

Fig. 1 : Model of identity card (format: 74 mm × 105 mm)

RECTO

(espace prévu pour le nom
du pays et de l'autorité
délivrante cette carte)

CARTE D'IDENTITÉ

pour le personnel **PERMANENT**
sanitaire civil **TEMPORAIRE**
religieux

Nom

.

Date de naissance (ou âge)

N° d'immatriculation (éventuel)

Le titulaire de la présente carte est protégé par les Conventions de Genève du 12 août 1949 et par le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I) en sa qualité de

.

.

Date d'émission Carte N°

Signature de l'autorité
délivrante la carte

Date d'expiration

VERSO

Taille	Yeux	Cheveux
Autres signes distinctifs ou informations:		
<p style="text-align: center;">PHOTOGRAPHIE DU TITULAIRE</p>		
Timbre	Signature ou empreinte du pouce du titulaire ou les deux	

Fig. 1 : Modèle de carte d'identité (format: 74 mm × 105 mm)

CHAPTER II — THE DISTINCTIVE EMBLEM

Article 3 — Shape and nature

1. The distinctive emblem (red on a white ground) shall be as large as appropriate under the circumstances. For the shapes of the cross, the crescent or the lion and sun, the High Contracting Parties may be guided by the models shown in Figure 2.
2. At night or when visibility is reduced, the distinctive emblem may be lighted or illuminated; it may also be made of materials rendering it recognizable by technical means of detection.



Fig. 2: Distinctive emblems in red on a white ground

Article 4 — Use

1. The distinctive emblem shall, whenever possible, be displayed on a flat surface or on flags visible from as many directions and from as far away as possible.
2. Subject to the instructions of the competent authority, medical and religious personnel carrying out their duties in the battle area shall, as far as possible, wear headgear and clothing bearing the distinctive emblem.

CHAPITRE II — LE SIGNE DISTINCTIF

Article 3 — Forme et nature

1. Le signe distinctif (rouge sur fond blanc) doit être aussi grand que le justifient les circonstances. Les Hautes Parties contractantes peuvent s'inspirer pour la forme de la croix, du croissant ou du lion et soleil, des modèles de la figure 2.
2. De nuit ou par visibilité réduite, le signe distinctif pourra être éclairé ou illuminé; il pourra également être fait de matériaux le rendant reconnaissable par des moyens techniques de détection.

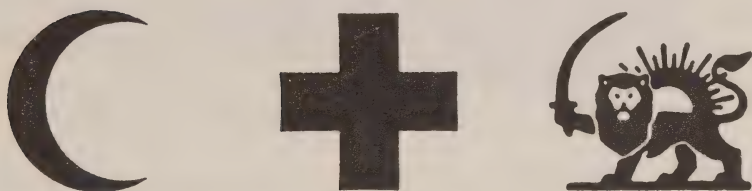


Fig. 2: Signes distinctifs en rouge sur fond blanc

Article 4 — Utilisation

1. Le signe distinctif est, dans la mesure du possible, apposé sur des drapeaux ou sur une surface plane visibles de toutes les directions possibles et d'aussi loin que possible.
2. Sous réserve des instructions de l'autorité compétente, le personnel sanitaire et religieux s'acquittant de ses tâches sur le champ de bataille doit être équipé, dans la mesure du possible, de coiffures et de vêtements munis du signe distinctif.

CHAPTER III — DISTINCTIVE SIGNALS

Article 5 — Optional Use

1. Subject to the provisions of Article 6 of these Regulations, the signals specified in this Chapter for exclusive use by medical units and transports shall not be used for any other purpose. The use of all signals referred to in this Chapter is optional.
2. Temporary medical aircraft which cannot, either for lack of time or because of their characteristics, be marked with the distinctive emblem, may use the distinctive signals authorized in this Chapter. The best method of effective identification and recognition of medical aircraft is, however, the use of a visual signal, either the distinctive emblem or the light signal specified in Article 6, or both, supplemented by the other signals referred to in Articles 7 and 8 of these Regulations.

Article 6 — Light signal

1. The light signal, consisting of a flashing blue light, is established for the use of medical aircraft to signal their identity. No other aircraft shall use this signal. The recommended blue colour is obtained by using, as trichromatic co-ordinates:

$$\begin{array}{ll} \text{green boundary} & y = 0.065 + 0.805x \\ \text{white boundary} & y = 0.400 - x \\ \text{purple boundary} & x = 0.133 + 0.600y \end{array}$$

The recommended flashing rate of the blue light is between sixty and one hundred flashes per minute.

2. Medical aircraft should be equipped with such lights as may be necessary to make the light signal visible in as many directions as possible.
3. In the absence of a special agreement between the Parties to the conflict reserving the use of flashing blue lights for the identification of medical vehicles and ships and craft, the use of such signals for other vehicles or ships is not prohibited.

CHAPITRE III — SIGNAUX DISTINCTIFS

Article 5 — Utilisation facultative

1. Sous réserve des dispositions de l'article 6 du présent Règlement, les signaux définis dans le présent Chapitre pour l'usage exclusif des unités et moyens de transport sanitaires ne doivent pas être utilisés à d'autres fins. L'emploi de tous les signaux visés au présent Chapitre est facultatif.
2. Les aéronefs sanitaires temporaires qui, faute de temps ou en raison de leurs caractéristiques, ne peuvent pas être marqués du signe distinctif, peuvent utiliser les signaux distinctifs autorisés dans le présent Chapitre. Toutefois la méthode de signalisation la plus efficace d'un aéronef sanitaire en vue de son identification et de sa reconnaissance est l'emploi d'un signal visuel, soit le signe distinctif, soit le signal lumineux défini à l'article 6, soit les deux, complété par les autres signaux mentionnés aux articles 7 et 8 du présent Règlement.

Article 6 — Signal lumineux

1. Le signal lumineux, consistant en un feu bleu scintillant, est prévu à l'usage des aéronefs sanitaires pour signaler leur identité. Aucun autre aéronef ne peut utiliser ce signal. La couleur bleue recommandée s'obtient au moyen des coordonnées trichromatiques ci-après :

$$\text{limite des verts} \quad y = 0,065 + 0,805x$$

$$\text{limite des blancs} \quad y = 0,400 - x$$

$$\text{limite des pourpres} \quad x = 0,133 + 0,600y$$

La fréquence recommandée des éclats lumineux bleus est de 60 à 100 éclats par minute.

2. Les aéronefs sanitaires devraient être équipés des feux nécessaires pour rendre le signal lumineux visible dans toutes les directions possibles.
3. En l'absence d'accord spécial entre les Parties au conflit, réservant l'usage des feux bleus scintillants à l'identification des véhicules et des navires et embarcations sanitaires, l'emploi de ces signaux pour d'autres véhicules ou navires n'est pas interdit.

Article 7 — Radio signal

1. The radio signal shall consist of a radiotelephonic or radio-telegraphic message preceded by a distinctive priority signal to be designated and approved by a World Administrative Radio Conference of the International Telecommunication Union. It shall be transmitted three times before the call sign of the medical transport involved. This message shall be transmitted in English at appropriate intervals on a frequency or frequencies specified pursuant to paragraph 3. The use of the priority signal shall be restricted exclusively to medical units and transports.
2. The radio message preceded by the distinctive priority signal mentioned in paragraph 1 shall convey the following data:
 - (a) call sign of the medical transport;
 - (b) position of the medical transport;
 - (c) number and type of medical transports;
 - (d) intended route;
 - (e) estimated time en route and of departure and arrival, as appropriate;
 - (f) any other information such as flight altitude, radio frequencies guarded, languages and secondary surveillance radar modes and codes.
3. In order to facilitate the communications referred to in paragraphs 1 and 2, as well as the communications referred to in Articles 22, 23, 25, 26, 27, 28, 29, 30 and 31 of the Protocol, the High Contracting Parties, the Parties to a conflict, or one of the Parties to a conflict, acting in agreement or alone, may designate, in accordance with the Table of Frequency Allocations in the Radio Regulations annexed to the International Telecommunication Convention, and publish selected national frequencies to be used by them for such communications. These frequencies shall be notified to the International Telecommunication Union in accordance with procedures to be approved by a World Administrative Radio Conference.

Article 8 — Electronic identification

1. The Secondary Surveillance Radar (SSR) system, as specified in Annex 10 to the Chicago Convention on International Civil

Article 7 — Signal radio

1. Le signal radio consiste en un message radiotéléphonique ou radiotélégraphique, précédé d'un signal distinctif de priorité, qui doit être défini et approuvé par une Conférence administrative mondiale des radiocommunications de l'Union internationale des télécommunications. Ce signal est émis trois fois avant l'indicatif d'appel du transport sanitaire en cause. Le message est émis en anglais à intervalles appropriés, sur une ou plusieurs fréquences spécifiées comme il est prévu au paragraphe 3. Le signal de priorité est exclusivement réservé aux unités et moyens de transport sanitaires.
2. Le message radio, précédé du signal distinctif de priorité visé au paragraphe 1, contient les éléments suivants:
 - a) indicatif d'appel du moyen de transport sanitaire;
 - b) position du moyen de transport sanitaire;
 - c) nombre et type des moyens de transport sanitaire;
 - d) itinéraire choisi;
 - e) durée en route et heure de départ et d'arrivée prévues, selon le cas;
 - f) autres informations telles que l'altitude de vol, les fréquences radioélectriques veillées, les langages conventionnels, les modes et codes des systèmes de radar secondaires de surveillance.
3. Pour faciliter les communications visées aux paragraphes 1 et 2, ainsi que les communications visées aux articles 22, 23, 25, 26, 27, 28, 29, 30 et 31 du Protocole, les Hautes Parties contractantes, les Parties à un conflit ou l'une des Parties à un conflit, agissant d'un commun accord ou isolément, peuvent définir, conformément au Tableau de répartition des bandes de fréquences figurant dans le Règlement des radiocommunications annexé à la Convention internationale des télécommunications, et publier les fréquences nationales qu'elles choisissent pour ces communications. Ces fréquences doivent être notifiées à l'Union internationale des télécommunications, conformément à la procédure approuvée par une Conférence administrative mondiale des radiocommunications.

Aviation of 7 December 1944, as amended from time to time, may be used to identify and to follow the course of medical aircraft. The SSR mode and code to be reserved for the exclusive use of medical aircraft shall be established by the High Contracting Parties, the Parties to a conflict, or one of the Parties to a conflict, acting in agreement or alone, in accordance with procedures to be recommended by the International Civil Aviation Organization.

2. Parties to a conflict may, by special agreement between them, establish for their use a similar electronic system for the identification of medical vehicles, and medical ships and craft.

CHAPTER IV — COMMUNICATIONS

Article 9 — Radiocommunications

The priority signal provided for in Article 7 of these Regulations may precede appropriate radiocommunications by medical units and transports in the application of the procedures carried out under Articles 22, 23, 25, 26, 27, 28, 29, 30 and 31 of the Protocol.

Article 10 — Use of international codes

Medical units and transports may also use the codes and signals laid down by the International Telecommunication Union, the International Civil Aviation Organization and the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization. These codes and signals shall be used in accordance with the standards, practices and procedures established by these Organizations.

Article 11 — Other means of communication

When two-way radiocommunication is not possible, the signals provided for in the International Code of Signals adopted by the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization or in the appropriate Annex to the Chicago Convention on International Civil Aviation of 7 December 1944, as amended from time to time, may be used.

Article 8 — Identification par moyens électroniques

1. Le système de radar secondaire de surveillance (SSR), tel qu'il est spécifié à l'Annexe 10 de la Convention de Chicago du 7 décembre 1944 relative à l'Aviation civile internationale mise à jour périodiquement, peut être utilisé pour identifier et suivre le cheminement d'un aéronef sanitaire. Le mode et le code SSR à réserver à l'usage exclusif des aéronefs sanitaires doivent être définis par les Hautes Parties contractantes, les Parties au conflit ou une des Parties au conflit, agissant d'un commun accord ou isolément, conformément à des procédures à recommander par l'Organisation de l'Aviation civile internationale.
2. Les Parties au conflit peuvent, par un accord spécial, adopter pour leur usage entre elles un système électronique analogue pour l'identification des véhicules sanitaires et des navires et embarcations sanitaires.

*CHAPITRE IV — COMMUNICATIONS**Article 9 — Radiocommunications*

Le signal de priorité prévu par l'article 7 du présent Règlement pourra précéder les radiocommunications appropriées des unités sanitaires et des moyens de transport sanitaire pour l'application des procédures mises en œuvre conformément aux articles 22, 23, 25, 26, 27, 28, 29, 30 et 31 du Protocole.

Article 10 — Utilisation des codes internationaux

Les unités et moyens de transport sanitaires peuvent aussi utiliser les codes et signaux établis par l'Union internationale des télécommunications, l'Organisation de l'Aviation civile internationale et l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime. Ces codes et signaux sont alors utilisés conformément aux normes, pratiques et procédures établies par ces Organisations.

Article 11 — Autres moyens de communication

Lorsqu'une radiocommunication bilatérale n'est pas possible, les signaux prévus par le Code international de signaux adopté par

Article 12 — Flight plans

The agreements and notifications relating to flight plans provided for in Article 29 of the Protocol shall as far as possible be formulated in accordance with procedures laid down by the International Civil Aviation Organization.

Article 13 — Signals and procedures for the interception of medical aircraft

If an intercepting aircraft is used to verify the identity of a medical aircraft in flight or to require it to land in accordance with Articles 30 and 31 of the Protocol, the standard visual and radio interception procedures prescribed by Annex 2 to the Chicago Convention on International Civil Aviation of 7 December 1944, as amended from time to time, should be used by the intercepting and the medical aircraft.

*CHAPTER V — CIVIL DEFENCE**Article 14 — Identity card*

1. The identity card of the civil defence personnel provided for in Article 66, paragraph 3, of the Protocol is governed by the relevant provisions of Article 1 of these Regulations.
2. The identity card for civil defence personnel may follow the model shown in Figure 3.
3. If civil defence personnel are permitted to carry light individual weapons, an entry to that effect should be made on the card mentioned.

l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, ou dans l'Annexe pertinente de la Convention de Chicago du 7 décembre 1944 relative à l'Aviation civile internationale, mise à jour périodiquement, peuvent être employés.

Article 12 — Plans de vol

Les accords et notifications relatifs aux plans de vol visés à l'article 29 du Protocole doivent, autant que possible, être formulés conformément aux procédures établies par l'Organisation de l'Aviation civile internationale.

Article 13 — Signaux et procédures pour l'interception des aéronefs sanitaires

Si un aéronef intercepteur est employé pour identifier un aéronef sanitaire en vol, ou le sommer d'atterrir, en application des articles 30 et 31 du Protocole, les procédures normalisées d'interception visuelle et radio, prescrites à l'Annexe 2 de la Convention de Chicago du 7 décembre 1944 relative à l'Aviation civile internationale, mise à jour périodiquement, devraient être utilisées par l'aéronef intercepteur et l'aéronef sanitaire.

CHAPITRE V — PROTECTION CIVILE

Article 14 — Carte d'identité

1. La carte d'identité du personnel de la protection civile visé à l'article 66, paragraphe 3, du Protocole, est régie par les dispositions pertinentes de l'article premier du présent Règlement.
2. La carte d'identité du personnel de la protection civile pourra se conformer au modèle représenté à la figure 3.
3. Si le personnel de la protection civile est autorisé à porter des armes légères individuelles, les cartes d'identité devraient le mentionner.



FRONT		REVERSE SIDE																
<div>(space reserved for the name of the country and authority issuing this card)</div> <div></div> <div>IDENTITY CARD for civil defence personnel</div> <div>Name</div> <div>.</div> <div>Date of birth (or age)</div> <div>Identity No. (if any)</div> <div>The holder of this card is protected by the Geneva Conventions of 12 August 1949 and by the Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Protection of Victims of International Armed Conflicts (Protocol I) in his capacity as</div> <div>.</div> <div>Date of issue No. of card</div> <div>Signature of issuing authority</div> <div>Date of expiry</div>		<table border="1"><thead><tr><th>Height</th><th>Eyes</th><th>Hair</th></tr></thead><tbody><tr><td colspan="3">Other distinguishing marks or information:</td></tr><tr><td colspan="3">Weapons</td></tr><tr><td colspan="3">PHOTO OF HOLDER</td></tr><tr><td>Stamp</td><td colspan="2">Signature of holder or thumbprint or both</td></tr></tbody></table>		Height	Eyes	Hair	Other distinguishing marks or information:			Weapons			PHOTO OF HOLDER			Stamp	Signature of holder or thumbprint or both	
Height	Eyes	Hair																
Other distinguishing marks or information:																		
Weapons																		
PHOTO OF HOLDER																		
Stamp	Signature of holder or thumbprint or both																	

Fig. 3: Model of identity card for civil defence personnel (format: 74 mm × 105 mm)

Article 15 — International distinctive sign

1. The international distinctive sign of civil defence provided for in Article 66, paragraph 4, of the Protocol is an equilateral blue triangle on an orange ground. A model is shown in Figure 4:



Fig. 4: Blue triangle on an orange ground.

2. It is recommended that:
 - (a) if the blue triangle is on a flag or armlet or tabard, the ground to the triangle be the orange flag, armlet or tabard;
 - (b) one of the angles of the triangle be pointed vertically upwards;
 - (c) no angle of the triangle touch the edge of the orange ground
3. The international distinctive sign shall be as large as appropriate under the circumstances. The distinctive sign shall, whenever possible, be displayed on flat surfaces or on flags visible from as many directions and from as far away as possible. Subject to the instructions of the competent authority, civil defence personnel shall, as far as possible, wear headgear and clothing bearing the international distinctive sign. At night or when visibility is reduced, the sign may be lighted or illuminated; it may also be made of materials rendering it recognizable by technical means of detection.

Article 15 — Signe distinctif international

1. Le signe distinctif international de la protection civile, prévu à l'article 66, paragraphe 4, du Protocole est un triangle équilatéral bleu sur fond orange. Il est représenté à la figure 4 ci-après:

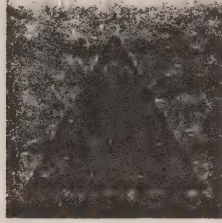


Fig. 4: Triangle bleu sur fond orange

2. Il est recommandé:
 - a) si le triangle bleu se trouve sur un drapeau, un brassard ou un dossard, que le drapeau, le brassard ou le dossard en constituent le fond orange,
 - b) que l'un des sommets du triangle soit tourné vers le haut, à la verticale,
 - c) qu'aucun des sommets du triangle ne touche le bord du fond orange.
3. Le signe distinctif international doit être aussi grand que le justifient les circonstances. Le signe doit, dans la mesure du possible, être apposé sur des drapeaux ou sur une surface plane visibles de toutes les directions possibles et d'aussi loin que possible. Sous réserve des instructions de l'autorité compétente, le personnel de la protection civile doit être équipé, dans la mesure du possible, de coiffures et de vêtements munis du signe distinctif international. De nuit, ou par visibilité réduite, le signe peut être éclairé ou illuminé; il pourra également être fait de matériaux le rendant reconnaissable par des moyens techniques de détection.

CHAPTER VI — WORKS AND INSTALLATIONS CONTAINING DANGEROUS FORCES

Article 16 — International special sign

1. The international special sign for works and installations containing dangerous forces, as provided for in Article 56, paragraph 7, of the Protocol, shall be a group of three bright orange circles of equal size, placed on the same axis, the distance between each circle being one radius, in accordance with Figure 5 illustrated below.
2. The sign shall be as large as appropriate under the circumstances. When displayed over an extended surface it may be repeated as often as appropriate under the circumstances. It shall, whenever possible, be displayed on flat surfaces or on flags so as to be visible from as many directions and from as far away as possible.
3. On a flag, the distance between the outer limits of the sign and the adjacent sides of the flag shall be one radius of a circle. The flag shall be rectangular and shall have a white ground.
4. At night or when visibility is reduced, the sign may be lighted or illuminated. It may also be made of materials rendering it recognizable by technical means of detection.

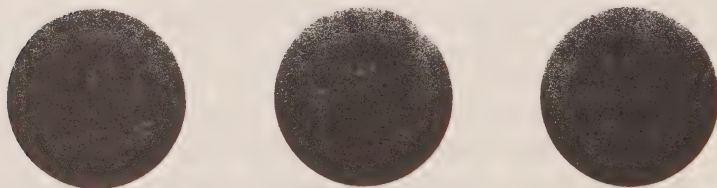
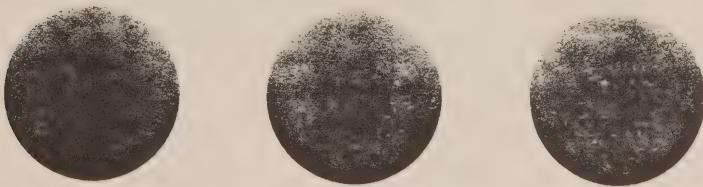


Fig. 5: International special sign for works and installations containing dangerous forces.

*CHAPITRE VI — OUVRAGES ET INSTALLATIONS CONTENANT
DES FORCES DANGEREUSES*

Article 16 — Signe spécial international

1. Le signe spécial international pour les ouvrages et installations contenant des forces dangereuses, prévu au paragraphe 7 de l'article 56 du Protocole, consiste en un groupe de trois cercles orange vif de même dimension disposés sur un même axe, la distance entre les cercles étant égale au rayon, conformément à la figure 5 ci-après.
2. Le signe doit être aussi grand que le justifient les circonstances. Le signe pourra, lorsqu'il est apposé sur une grande surface, être répété aussi souvent que le justifient les circonstances. Dans la mesure du possible, il doit être apposé sur des drapeaux ou sur des surfaces planes de façon à être rendu visible de toutes les directions possibles et d'autant loin que possible.
3. Sur un drapeau, la distance entre les limites extérieures du signe et les côtés adjacents du drapeau sera égale au rayon des cercles. Le drapeau sera rectangulaire et le fond blanc.
4. De nuit ou par visibilité réduite, le signe pourra être éclairé ou illuminé; il pourra également être fait de matériaux le rendant reconnaissable par des moyens techniques de détection.



*Fig. 5: Signe spécial international pour les ouvrages et installations
contenant des forces dangereuses*

ANNEX II

IDENTITY CARD FOR JOURNALISTS ON DANGEROUS PROFESSIONAL MISSIONS

ANNEXE II

CARTE D'IDENTITÉ
DE JOURNALISTE EN MISSION PÉRILLEUSE

FRONT

NOTICE	This identity card is issued to journalists on dangerous professional missions in areas of armed conflicts. The holder is entitled to be treated as a civilian under the Geneva Conventions of 12 August 1949, and their Additional Protocol I. The card must be carried at all times by the bearer. If he is detained, he shall at once hand it to the Detaining Authorities, to assist in his identification.
ملحوظة	تصرف هذه البطاقة للمصحين الكليين بمهمات مهنية خطيرة في مناطق النزاعات المسلحة وحينئذ لها أن يعامل حاملها معاملة الشخص المدني وفقاً لإتفاقيات جنيف الواردة في المادتين ١٧، ١٨ من الميثاق (بروتوكول) الإضافي الأول. ويجب أن يحتفظ صاحب البطاقة بها دائماً إذا اعتقل فيجب أن يسلمها فوراً إلى سلطة الاعتقال لتساعد على تحديد هويته.
NOTA	La presente tarjeta de identidad se expide a los periodistas en misión profesional peligrosa en zonas de conflictos armados. Su titular tiene derecho a ser tratado como persona civil conforme a los Convenios de Ginebra del 12 de agosto de 1949 y su Protocolo adicional I. El titular debe llevar la tarjeta consigo, en todo momento. En caso de ser detenido, la entregará inmediatamente a las autoridades que lo detengan a fin de facilitar su identificación.
AVIS	La présente carte d'identité est délivrée aux journalistes en mission professionnelle périlleuse dans des zones de conflit armé. Le porteur a le droit d'être traité comme une personne civile aux termes des Conventions de Genève du 12 août 1949 et de leur Protocole additionnel I. La carte doit être portée en tout temps par son titulaire. Si celui-ci est arrêté, il la remettra immédiatement aux autorités qui le retiennent afin qu'elles puissent l'identifier.
ПРИМЕЧАНИЕ	Настоящее удостоверение выдается журналистам, находящимся в опасных профессиональных командировках в районах вооруженного конфликта. Его обладатель имеет право на обращение с ним как с гражданским лицом в соответствии с Женевскими Конвенциями от 12 августа 1949 г. и Дополнительным Протоколом I к ним. Владелец настоящего удостоверения должен постоянно иметь его при себе. В случае задержания он немедленно вручает его задерживающим властям для содействия установлению его личности.
(Name of country issuing this card) (اسم البلد المصدّر لهذه البطاقة) (Nombre del país que expide esta tarjeta) (Nom du pays qui a délivré cette carte) (Название страны, выдавшей настоящее удостоверение)	
IDENTITY CARD FOR JOURNALISTS ON DANGEROUS PROFESSIONAL MISSIONS بطاقة الهوية الخاصة بالصحفيين الكليين بمهمات مهنية خطيرة	
TARJETA DE IDENTIDAD DE PERIODISTA EN MISION PELIGROSA CARTE D'IDENTITÉ DE JOURNALISTE EN MISSION PÉRILLEUSE УДОСТОВЕРЕНИЕ ЖУРНАЛИСТА, НАХОДЯЩЕГОСЯ В ОПАСНОЙ КОМАНДИРОВКЕ	

EXTÉRIEUR DE LA CARTE

<p>NOTICE</p> <p>This identity card is issued to journalists on dangerous professional missions in areas of armed conflicts. The holder is entitled to be treated as a civilian under the Geneva Conventions of 12 August 1949, and their Additional Protocol I. The card must be carried at all times by the bearer. If he is detained, he shall at once hand it to the Detaining Authorities, to assist in his identification.</p> <p>ملحوظة</p> <p>تصرف هذه البطاقة للصحفيين الكلمين بمهام مهنية خطيرة في مناطق النزاعات المسلحة وحقن لخاصة أن يتعامل حاملها الشخص الذي وفقاً لإجراءات جنيف الواردة في ١٢ أغسطس ١٩٤٩ ولتحت (بروتوكول) الإضافي الأول ويجب أن يحتفظ صاحب البطاقة بها دائماً وإذا اعتقل يجب أن يسلمها فوراً إلى سلطة الاعتقال لمساعد على تحديد هويته.</p>	<p>(Name of country issuing this card) (اسم القطر المصدرة لهذه البطاقة)</p> <p>(Nombre del país que expide esta tarjeta) (اسم القطر الذي يصدر هذه البطاقة)</p> <p>(Nom du pays qui a délivré cette carte) (اسم البلد الذي أصدر هذه البطاقة)</p> <p>(Название страны, выдавшей настоящее удостоверение) (اسم البلد الذي أصدر هذا удостоверение)</p> <p>IDENTITY CARD FOR JOURNALISTS ON DANGEROUS PROFESSIONAL MISSIONS</p> <p>بطاقة الهوية الخاصة بالصحفيين الكلمين بمهام مهنية خطيرة</p>
<p>AVIS</p> <p>La présente carte d'identité est délivrée aux journalistes en mission professionnelle périlleuse dans des zones de conflit armé. Le porteur a le droit d'être traité comme une personne civile aux termes des Conventions de Genève du 12 août 1949 et de leur Protocole additionnel I. La carte doit être portée en tout temps par son titulaire. Si celui-ci est arrêté, il la remettra immédiatement aux autorités qui le détiennent afin qu'elles puissent l'identifier.</p> <p>ПРИМЕЧАНИЕ</p> <p>Настоящее удостоверение выдается журналистам, находящимся в опасных профессиональных командировках в районах вооруженного конфликта. Это обладатель имеет право на обращение с ним как с гражданским лицом в соответствии с Женевскими Конвенциями от 12 августа 1949 г. и Дополнительным Протоколом I к ним. Владелец настоящего удостоверения должен постоянно носить его при себе. В случае задержания он немедленно вручает его задерживающим властям для содействия установлению его личности.</p>	<p>TARJETA DE IDENTIDAD DE PERIODISTA EN MISION PELIGROSA</p> <p>CARTE D'IDENTITÉ DE JOURNALISTE EN MISSION PÉRILLEUSE</p> <p>УДОСТОВЕРЕНИЕ ЖУРНАЛИСТА, НАХОДЯЩЕГОСЯ В ОПАСНОЙ КОМАНДИРОВКЕ</p>

REVERSE SIDE

Issued by (competent authority) صدرت من (سلطة المختصة) Expedida por (autoridad competente) Виздан (компетентным властям)		Height الطول Taille Рост		Eyes العين Ojos Глаза	
Photograph صورة صاحب Foto del titular Photographie du porteur Фотография владельца Фотохазир		Weight الوزن Peso Вес		Hair الشعر Cheveux Волосы	
Place المكان Lugar Место Место مكان Fecha تاريخ Date Дата		Blood type صفة الدم Grupo sanguineo Groupe sanguin Группа крови		Rh factor عامل Rh Factor Rh Rh-фактор	
(Official seal (pprim) (ختم رسمي) (Timbre de l'autorité délivrant la carte) (Официальная печать)		Religion (optional) ديانة (اختياري) Religion (optional) Религия (факкультативно)		Fingerprint (optional) بصمة إصبعية (اختياري) Empreinte digitale (optional) Отпечатки пальцев (факкультативно)	
Name اسم الفير Apellidos Nom Фамилия First names اسم الفير Prénoms Имя, Отчество مكان تاريخ الميلاد Lugar y fecha de nacimiento Lieu & date de naissance Дата & место рождения		(Signature of bearer) (توقيع صاحب البطاقة) (Firma del titular) (Signature du porteur) (Подпись владельца)		(Left forefinger) (إصبع إصبعي) (Dedo índice izquierdo) (Палец указательный) (Left forefinger) (إصبع إصبعي) (Dedo índice derecho) (Палец указательный)	
Correspondent of ممثل Correspondant de Koppresentant الية التسمية Categoría profesional Categorie professionnelle Под название Valid for صالح ل Valido por Duree de validité Действительно		Special mark of identification علامة التمييز الخاصة Signa particularis Signes particuliers Особые приметы			

CANADIAN RESERVATIONS, STATEMENTS OF UNDERSTANDING AND
DECLARATION TO BE DEPOSITED AT THE TIME OF RATIFICATION OF THE
1977 ADDITIONAL PROTOCOL I TO THE GENEVA CONVENTIONS OF AUGUST
12, 1949

PROTOCOL I

Protocol relating to the Protection of Victims of International
Armed Conflicts

RESERVATIONS

Article 11 - Protection of Persons

(Medical Procedures)

The Government of Canada does not intend to be bound by the prohibitions contained in Article 11 subparagraph 2(c) with respect to Canadian nationals or other persons ordinarily resident in Canada who may be interned, detained or otherwise deprived of liberty as a result of a situation referred to in Article 1, so long as the removal of tissue or organs for transplantation is in accordance with Canadian laws and applicable to the population generally and the operation is carried out in accordance with normal Canadian medical practices, standards and ethics.

Article 39 - Emblems of Nationality

(Enemy Uniforms)

The Government of Canada does not intend to be bound by the prohibitions contained in paragraph 2 of Article 39 to make use of military emblems, insignia or uniforms of adverse parties in order to shield, favour, protect or impede military operations.

STATEMENTS OF UNDERSTANDING

(Conventional Weapons)

It is the understanding of the Government of Canada that the rules introduced by Protocol I were intended to apply exclusively to conventional weapons. In particular, the rules so introduced do not have any effect on and do not regulate or prohibit the use of nuclear weapons.

RÉSERVES, DÉCLARATIONS D'INTERPRÉTATION ET DÉCLARATION DEVANT
ÊTRE DÉPOSÉES PAR LE CANADA AU MOMENT DE LA RATIFICATION DU
PROTOCOLE ADDITIONNEL I DE 1977 AUX CONVENTIONS DE GENEVE
DU 12 AOÛT 1949

PROTOCOLE I

Protocole relatif à la protection des victimes des conflits armés
internationaux

RÉSERVES

Article 11 - Protection de la personne

(Actes médicaux)

Le Gouvernement du Canada n'entend pas, en ce qui concerne les ressortissants canadiens ou d'autres personnes résidant habituellement au Canada qui peuvent être internés, détenus ou autrement privés de liberté en raison d'une situation mentionnée à l'Article premier, être lié par l'interdiction que renferme l'alinéa 2(c) de l'Article 11 tant que le prélèvement de tissus ou d'organes pour des transplantations est conforme aux lois canadiennes et s'applique à la population en général et que l'opération est menée conformément à la déontologie, aux normes et pratiques médicales normales du Canada.

Article 39 - Signes de nationalité

(Uniformes de l'ennemi)

Le Gouvernement du Canada n'entend pas être lié par les interdictions que renferme le paragraphe 2 de l'Article 39 concernant l'utilisation de symboles, insignes ou uniformes militaires des parties adverses pour dissimuler, favoriser, protéger ou entraver des opérations militaires.

DÉCLARATIONS D'INTERPRÉTATION

(Armes conventionnelles)

Selon l'interprétation du Gouvernement du Canada, les règles introduites par le Protocole I sont conçues pour s'appliquer exclusivement aux armes conventionnelles. En particulier, les règles ainsi introduites n'ont aucun effet sur le recours aux armes nucléaires, qu'elles ne réglementent ni n'interdisent.

Article 38 - Recognized Emblems

(Protective Emblems)

It is the understanding of the Government of Canada that, in relation to Article 38, in situations where the Medical Service of the armed forces of a party to an armed conflict is identified by another emblem than the emblems referred to in Article 38 of the first Geneva Convention of August 12, 1949, that other emblem, when notified, should be respected by the adverse party as a protective emblem in the conflict, under analogous conditions to those imposed by the Geneva Conventions of 1949 and the Additional Protocols of 1977 for the use of emblems referred to in Article 38 of the first Geneva Convention and Protocol I. In such situations, misuse of such an emblem should be considered as misuse of emblems referred to in Article 38 of the first Geneva Convention and Protocol I.

Articles 41, 56, 57, 58, 78 and 86

(Meaning of Feasible)

It is the understanding of the Government of Canada that, in relation to Articles 41, 56, 57, 58, 78 and 86 the word "feasible" means that which is practicable or practically possible, taking into account all circumstances ruling at the time, including humanitarian and military considerations.

Article 44 - Combatants and Prisoners of War

(Combatant Status)

It is the understanding of the Government of Canada that:

- a. the situation described in the second sentence of paragraph 3 of Article 44 can exist only in occupied territory or in armed conflicts covered by paragraph 4 of Article 1, and
- b. the word "deployment" in paragraph 3 of Article 44 includes any movement towards a place from which an attack is to be launched.

Part IV. Section I - GENERAL PROTECTION AGAINST EFFECTS OF HOSTILITIES

(Standard for Decision Making)

It is the understanding of the Government of Canada that, in relation to Articles 48, 51 to 60 inclusive, 62 and 67, military commanders and others responsible for planning, deciding upon or executing attacks have to reach decisions on the basis of their assessment of the information reasonably available to them

Article 38 - Emblèmes reconnus

(Emblèmes protecteurs)

Selon l'interprétation du Gouvernement du Canada au regard de l'Article 38, lorsque le Service sanitaire des armées d'une partie à un conflit armé emploie comme signe distinctif un emblème autre que ceux mentionnés à l'Article 38 de la première Convention de Genève du 12 août 1949, cet autre emblème, une fois notifié, devrait être respecté par la partie adverse comme un emblème protecteur dans le conflit, dans des conditions analogues à celles prévues dans les Conventions de Genève de 1949 et les Protocoles additionnels de 1977 concernant l'utilisation des emblèmes mentionnés à l'Article 38 de la première Convention de Genève et du Protocole I.

Articles 41, 56, 57, 58, 78 et 86

(Signification d'utile, pratique ou pratiquement possible)

Selon l'interprétation du Gouvernement du Canada, relativement aux Articles 41, 46, 57, 58, 78 et 86, les mots "utile" et "pratique" ou "pratiquement possible" signifient ce qui est réalisable ou pratiquement possible, compte tenu de toutes les circonstances du moment, y compris des considérations humanitaires et militaires.

Article 44 - Combattants et prisonniers de guerre

(Statut de combattant)

Selon l'interprétation du Gouvernement du Canada, :

- a. la situation décrite dans la deuxième phrase du paragraphe 3 de l'Article 44 ne peut exister qu'en territoire occupé ou dans des conflits armés visés par le paragraphe 4 de l'Article premier, et
- b. le terme "déploiement" au paragraphe 3 de l'Article 44 comprend tout mouvement vers un endroit d'où une attaque doit être lancée.

Titre IV, Section I - PROTECTION GÉNÉRALE CONTRE LES EFFETS DES HOSTILITÉS

(Norme de prise de décision)

Selon l'interprétation du Gouvernement du Canada, relativement aux Articles 48, 51 à 60 inclusivement, 62 et 67, les commandants militaires et autres chargés de planifier, de décider ou d'exécuter des attaques doivent prendre leurs décisions d'après leur évaluation des renseignements qui sont raisonnablement mis à leur disposition au moment pertinent, et

at the relevant time and that such decisions cannot be judged on the basis of information which has subsequently come to light.

Article 52 - General Protection of Civilian Objects

(Military Objectives)

It is the understanding of the Government of Canada in relation to Article 52 that:

- a. a specific area of land may be a military objective if, because of its location or other reasons specified in the Article as to what constitutes a military objective, its total or partial destruction, capture or neutralization in the circumstances governing at the time offers a definite military advantage, and
- b. the first sentence of paragraph 2 of the Article is not intended to, nor does it, deal with the question of incidental or collateral damage resulting from an attack directed against a military objective.

Article 53 - Protection of Cultural Objects and of Places of Worship

(Cultural Objects)

It is the understanding of the Government of Canada in relation to Article 53 that:

- a. such protection as is afforded by the Article will be lost during such time as the protected property is used for military purposes, and
- b. the prohibitions contained in subparagraphs (a) and (b) of this Article can only be waived when military necessity imperatively requires such a waiver.

Articles 51 subparagraph 5(b), 52 paragraph 2, and 57 clause 2(a)(iii)

(Military Advantage)

It is the understanding of the Government of Canada in relation to subparagraph 5(b) of Article 51, paragraph 2 of Article 52, and clause 2(a)(iii) of Article 57 that the military advantage anticipated from an attack is intended to refer to the advantage anticipated from the attack considered as a whole and not from isolated or particular parts of the attack.

ces décisions ne peuvent être jugées sur la base des renseignements qui ont été ultérieurement communiqués.

Article 52 - Protection générale des biens de caractère civil

(Objectifs militaires)

Selon l'interprétation du Gouvernement du Canada, relativement à l'Article 52:

- a. une zone déterminée peut être un objectif militaire si, en raison de son emplacement ou pour toute autre raison spécifiée à l'Article aux fins de la définition d'un objectif militaire, sa destruction totale ou partielle, sa capture ou sa neutralisation offre en l'occurrence un avantage militaire précis; et
- b. la première phrase du paragraphe 2 de l'Article ne vise pas et ne traite pas la question des dommages incidents ou collatéraux découlant d'une attaque dirigée contre un objectif militaire.

Article 53 - Protection des biens culturels et des lieux de culte

(Objets culturels)

Selon l'interprétation du Gouvernement du Canada, relativement à l'Article 53:

- a. la protection offerte par l'Article sera perdue durant toute période où les biens protégés seront utilisés à des fins militaires; et
- b. les interdictions énoncées aux alinéas (a) et (b) de cet article ne pourront être levées que si des nécessités militaires impérieuses l'exigent.

Articles 51 alinéa 5(b), 52 (paragraphe 2) et 57 sous-alinéa 2(a)(iii)

(Avantage militaire)

Selon l'interprétation du Gouvernement du Canada, relativement à l'alinéa 5 (b) de l'Article 51, au paragraphe 2 de l'Article 52, et au sous-alinéa 2(a)(iii) de l'Article 57, l'avantage militaire attendu d'une attaque désigne l'avantage attendu de l'ensemble de l'attaque et non de parties isolées ou particulières de l'attaque.

Article 62 - General Protection

(Protection of Civil Defence Personnel)

It is the understanding of the Government of Canada that nothing in Article 62 will prevent Canada from using assigned civil defence personnel or volunteer civil defence workers in Canada in accordance with nationally established priorities regardless of the military situation.

Article 96 - Treaty Relations upon Entry into Force of this Protocol, paragraph 3

(Declaration by National Liberation Movement)

It is the understanding of the Government of Canada that the making of a unilateral declaration does not, in itself, validate the credentials of the person or persons making such declaration and that States are entitled to satisfy themselves as to whether in fact the makers of such declaration constitute an authority referred to in Article 96. In this respect, the fact that such authority has or has not been recognized as such by an appropriate regional intergovernmental organization is relevant.

DECLARATIONArticle 90 - International Fact-Finding Commission

The Government of Canada declares that it recognizes ipso facto and without special agreement, in relation to any other High Contracting Party accepting the same obligation, the competence of the Commission to enquire, as authorized by Article 90 of Protocol I, into allegations by such other Party that it has been the victim of violations amounting to a grave breach or other serious violation of the Geneva Conventions of 1949 or of Protocol I.

Article 62 - Protection générale

(Protection du personnel de la défense civile)

Selon l'interprétation du Gouvernement du Canada, rien dans l'Article 62 n'empêchera le Canada d'avoir recours à du personnel affecté à la protection civile ou à des travailleurs bénévoles de la protection civile au Canada, conformément aux priorités établies au plan national et indépendamment de la situation militaire.

Article 96 - Rapports conventionnels dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, paragraphe 3

(Déclaration par un mouvement de libération nationale)

Selon l'interprétation du Gouvernement du Canada, une déclaration unilatérale, en elle-même, ne valide pas le pouvoir de la personne ou des personnes qui l'a font, et les Etats ont le droit de déterminer si, en fait, les auteurs de cette déclaration constituent une autorité au sens de l'Article 96. A cet égard, il faut prendre en considération le fait que cette autorité a ou n'a pas été reconnue comme telle par un organisme intergouvernemental régional compétent.

DÉCLARATIONArticle 90 - Commission internationale d'établissement des faits

Le Gouvernement du Canada déclare qu'il reconnaît de plein droit et sans accord spécial, à l'égard de toute Haute Partie contractante qui accepte la même obligation, la compétence de la Commission pour enquêter, comme l'y autorise l'Article 90 du Protocole I, sur les allégations d'une telle autre Partie, selon lesquelles celle-ci a été victime de violations équivalentes à une infraction grave ou autre violation grave des Conventions de Genève de 1949 ou du Protocole I.

PROTOCOL II

PROTOCOL ADDITIONAL TO THE GENEVA CONVENTIONS OF
12 AUGUST 1949, AND RELATING TO THE PROTECTION OF VICTIMS OF
NON-INTERNATIONAL ARMED CONFLICTS (PROTOCOL II)

PREAMBLE

The High Contracting Parties,

Recalling that the humanitarian principles enshrined in Article 3 common to the Geneva Conventions of 12 August 1949, constitute the foundation of respect for the human person in cases of armed conflict not of an international character,

Recalling furthermore that international instruments relating to human rights offer a basic protection to the human person,

Emphasizing the need to ensure a better protection for the victims of those armed conflicts,

Recalling that, in cases not covered by the law in force, the human person remains under the protection of the principles of humanity and the dictates of the public conscience,

Have agreed on the following:

PROTOCOLE II

PROTOCOLE ADDITIONNEL AUX CONVENTIONS DE GENÈVE DU
12 AOÛT 1949 RELATIF A LA PROTECTION DES VICTIMES DES CONFLITS
ARMÉS NON INTERNATIONAUX (Protocole II)

PRÉAMBULE

Les Hautes Parties contractantes,

Rappelant que les principes humanitaires consacrés par l'article 3 commun aux Conventions de Genève du 12 août 1949 constituent le fondement du respect de la personne humaine en cas de conflit armé ne présentant pas un caractère international,

Rappelant également que les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme offrent à la personne humaine une protection fondamentale,

Soulignant la nécessité d'assurer une meilleure protection aux victimes de ces conflits armés,

Rappelant que, pour les cas non prévus par le droit en vigueur, la personne humaine reste sous la sauvegarde des principes de l'humanité et des exigences de la conscience publique,

Sont convenues de ce qui suit:

PART I

SCOPE OF THIS PROTOCOL

Article 1 — Material field of application

1. This Protocol, which develops and supplements Article 3 common to the Geneva Conventions of 12 August 1949 without modifying its existing conditions of application, shall apply to all armed conflicts which are not covered by Article 1 of the Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Protection of Victims of International Armed Conflicts (Protocol I) and which take place in the territory of a High Contracting Party between its armed forces and dissident armed forces or other organized armed groups which, under responsible command, exercise such control over a part of its territory as to enable them to carry out sustained and concerted military operations and to implement this Protocol.
2. This Protocol shall not apply to situations of internal disturbances and tensions, such as riots, isolated and sporadic acts of violence and other acts of a similar nature, as not being armed conflicts.

Article 2 — Personal field of application

1. This Protocol shall be applied without any adverse distinction founded on race, colour, sex, language, religion or belief, political or other opinion, national or social origin, wealth, birth or other status, or on any other similar criteria (hereinafter referred to as “adverse distinction”) to all persons affected by an armed conflict as defined in Article 1.
2. At the end of the armed conflict, all the persons who have been deprived of their liberty or whose liberty has been restricted for reasons related to such conflict, as well as those deprived of their liberty or whose liberty is restricted after the conflict for the same reasons, shall enjoy the protection of Articles 5 and 6 until the end of such deprivation or restriction of liberty.

TITRE I

PORTÉE DU PRÉSENT PROTOCOLE

Article premier — Champ d'application matériel

1. Le présent Protocole, qui développe et complète l'article 3 commun aux Conventions de Genève du 12 août 1949 sans modifier ses conditions d'application actuelles, s'applique à tous les conflits armés qui ne sont pas couverts par l'article premier du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I), et qui se déroulent sur le territoire d'une Haute Partie contractante entre ses forces armées et des forces armées dissidentes ou des groupes armés organisés qui, sous la conduite d'un commandement responsable, exercent sur une partie de son territoire un contrôle tel qu'il leur permette de mener des opérations militaires continues et concertées et d'appliquer le présent Protocole.
2. Le présent Protocole ne s'applique pas aux situations de tensions internes, de troubles intérieurs, comme les émeutes, les actes isolés et sporadiques de violence et autres actes analogues, qui ne sont pas considérés comme des conflits armés.

Article 2 — Champ d'application personnel

1. Le présent Protocole s'applique sans aucune distinction de caractère défavorable fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion ou la croyance, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou une autre situation, ou tous autres critères analogues (ci-après appelés « distinction de caractère défavorable ») à toutes les personnes affectées par un conflit armé au sens de l'article premier.
2. A la fin du conflit armé, toutes les personnes qui auront été l'objet d'une privation ou d'une restriction de liberté pour des motifs en relation avec ce conflit, ainsi que celles qui seraient l'objet de telles mesures après le conflit pour les mêmes motifs, bénéficieront des dispositions des articles 5 et 6 jusqu'au terme de cette privation ou de cette restriction de liberté.

Article 3 — Non-intervention

1. Nothing in this Protocol shall be invoked for the purpose of affecting the sovereignty of a State or the responsibility of the government, by all legitimate means, to maintain or re-establish law and order in the State or to defend the national unity and territorial integrity of the State.
2. Nothing in this Protocol shall be invoked as a justification for intervening, directly or indirectly, for any reason whatever, in the armed conflict or in the internal or external affairs of the High Contracting Party in the territory of which that conflict occurs.

PART II

HUMANE TREATMENT

Article 4 — Fundamental guarantees

1. All persons who do not take a direct part or who have ceased to take part in hostilities, whether or not their liberty has been restricted, are entitled to respect for their person, honour and convictions and religious practices. They shall in all circumstances be treated humanely, without any adverse distinction. It is prohibited to order that there shall be no survivors.
2. Without prejudice to the generality of the foregoing, the following acts against the persons referred to in paragraph 1 are and shall remain prohibited at any time and in any place whatsoever:
 - (a) violence to the life, health and physical or mental well-being of persons, in particular murder as well as cruel treatment such as torture, mutilation or any form of corporal punishment;
 - (b) collective punishments;
 - (c) taking of hostages;
 - (d) acts of terrorism;

Article 3 — Non-intervention

1. Aucune disposition du présent Protocole ne sera invoquée en vue de porter atteinte à la souveraineté d'un Etat ou à la responsabilité du gouvernement de maintenir ou de rétablir l'ordre public dans l'Etat ou de défendre l'unité nationale et l'intégrité territoriale de l'Etat par tous les moyens légitimes.
2. Aucune disposition du présent Protocole ne sera invoquée comme une justification d'une intervention directe ou indirecte, pour quelque raison que ce soit, dans le conflit armé ou dans les affaires intérieures ou extérieures de la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle ce conflit se produit.

TITRE II**TRAITEMENT HUMAIN***Article 4 — Garanties fondamentales*

1. Toutes les personnes qui ne participent pas directement ou ne participent plus aux hostilités, qu'elles soient ou non privées de liberté, ont droit au respect de leur personne, de leur honneur, de leurs convictions et de leurs pratiques religieuses. Elles seront en toutes circonstances traitées avec humanité, sans aucune distinction de caractère défavorable. Il est interdit d'ordonner qu'il n'y ait pas de survivants.
2. Sans préjudice du caractère général des dispositions qui précèdent, sont et demeurent prohibés en tout temps et en tout lieu à l'égard des personnes visées au paragraphe 1 :
 - a) les atteintes portées à la vie, à la santé et au bien-être physique ou mental des personnes, en particulier le meurtre, de même que les traitements cruels tels que la torture, les mutilations ou toutes formes de peines corporelles;
 - b) les punitions collectives;
 - c) la prise d'otages;
 - d) les actes de terrorisme;

- (e) outrages upon personal dignity, in particular humiliating and degrading treatment, rape, enforced prostitution and any form of indecent assault;
 - (f) slavery and the slave trade in all their forms;
 - (g) pillage;
 - (h) threats to commit any of the foregoing acts.
3. Children shall be provided with the care and aid they require, and in particular:
- (a) they shall receive an education, including religious and moral education, in keeping with the wishes of their parents, or in the absence of parents, of those responsible for their care;
 - (b) all appropriate steps shall be taken to facilitate the reunion of families temporarily separated;
 - (c) children who have not attained the age of fifteen years shall neither be recruited in the armed forces or groups nor allowed to take part in hostilities;
 - (d) the special protection provided by this Article to children who have not attained the age of fifteen years shall remain applicable to them if they take a direct part in hostilities despite the provisions of sub-paragraph (c) and are captured;
 - (e) measures shall be taken, if necessary, and whenever possible with the consent of their parents or persons who by law or custom are primarily responsible for their care, to remove children temporarily from the area in which hostilities are taking place to a safer area within the country and ensure that they are accompanied by persons responsible for their safety and well-being.

Article 5 — Persons whose liberty has been restricted

1. In addition to the provisions of Article 4, the following provisions shall be respected as a minimum with regard to persons deprived of their liberty for reasons related to the armed conflict, whether they are interned or detained:
- (a) the wounded and the sick shall be treated in accordance with Article 7;

- e)* les atteintes à la dignité de la personne, notamment les traitements humiliants et dégradants, le viol, la contrainte à la prostitution et tout attentat à la pudeur;
 - f)* l'esclavage et la traite des esclaves sous toutes leurs formes;
 - g)* le pillage;
 - h)* la menace de commettre les actes précités.
- 3. Les enfants recevront les soins et l'aide dont ils ont besoin et, notamment:
 - a)* ils devront recevoir une éducation, y compris une éducation religieuse et morale, telle que la désirent leurs parents ou, en l'absence de parents, les personnes qui en ont la garde;
 - b)* toutes les mesures appropriées seront prises pour faciliter le regroupement des familles momentanément séparées;
 - c)* les enfants de moins de quinze ans ne devront pas être recrutés dans les forces ou groupes armés, ni autorisés à prendre part aux hostilités;
 - d)* la protection spéciale prévue par le présent article pour les enfants de moins de quinze ans leur restera applicable s'ils prennent directement part aux hostilités en dépit des dispositions de l'alinéa *c* et sont capturés;
 - e)* des mesures seront prises, si nécessaire et, chaque fois que ce sera possible, avec le consentement des parents ou des personnes qui en ont la garde à titre principal en vertu de la loi ou de la coutume, pour évacuer temporairement les enfants du secteur où des hostilités ont lieu vers un secteur plus sûr du pays, et pour les faire accompagner par des personnes responsables de leur sécurité et de leur bien-être.

Article 5 — Personnes privées de liberté

1. Outre les dispositions de l'article 4, les dispositions suivantes seront au minimum respectées à l'égard des personnes privées de liberté pour des motifs en relation avec le conflit armé, qu'elles soient internées ou détenues:
 - a)* les blessés et les malades seront traités conformément à l'article 7;

- (b) the persons referred to in this paragraph shall, to the same extent as the local civilian population, be provided with food and drinking water and be afforded safeguards as regards health and hygiene and protection against the rigours of the climate and the dangers of the armed conflict;
 - (c) they shall be allowed to receive individual or collective relief;
 - (d) they shall be allowed to practise their religion and, if requested and appropriate, to receive spiritual assistance from persons, such as chaplains, performing religious functions;
 - (e) they shall, if made to work, have the benefit of working conditions and safeguards similar to those enjoyed by the local civilian population.
2. Those who are responsible for the internment or detention of the persons referred to in paragraph 1 shall also, within the limits of their capabilities, respect the following provisions relating to such persons:
- (a) except when men and women of a family are accommodated together, women shall be held in quarters separated from those of men and shall be under the immediate supervision of women;
 - (b) they shall be allowed to send and receive letters and cards, the number of which may be limited by competent authority if it deems necessary;
 - (c) places of internment and detention shall not be located close to the combat zone. The persons referred to in paragraph 1 shall be evacuated when the places where they are interned or detained become particularly exposed to danger arising out of the armed conflict, if their evacuation can be carried out under adequate conditions of safety;
 - (d) they shall have the benefit of medical examinations;
 - (e) their physical or mental health and integrity shall not be endangered by any unjustified act or omission. Accordingly, it is prohibited to subject the persons described in this Article to any medical procedure which is not indicated by the state of health of the person concerned, and which is not consistent with the generally accepted medical standards applied to free persons under similar medical circumstances.

- b)* les personnes visées au présent paragraphe recevront dans la même mesure que la population civile locale des vivres et de l'eau potable et bénéficieront de garanties de salubrité et d'hygiène et d'une protection contre les rigueurs du climat et les dangers du conflit armé;
 - c)* elles seront autorisées à recevoir des secours individuels ou collectifs;
 - d)* elles pourront pratiquer leur religion et recevoir à leur demande, si cela est approprié, une assistance spirituelle de personnes exerçant des fonctions religieuses, telles que les aumôniers;
 - e)* elles devront bénéficier, si elles doivent travailler, de conditions de travail et de garanties semblables à celles dont jouit la population civile locale.
- 2. Ceux qui sont responsables de l'internement ou de la détention des personnes visées au paragraphe 1 respecteront dans toute la mesure de leurs moyens les dispositions suivantes à l'égard de ces personnes:
 - a)* sauf lorsque les hommes et les femmes d'une même famille sont logés ensemble, les femmes seront gardées dans des locaux séparés de ceux des hommes et seront placées sous la surveillance immédiate de femmes;
 - b)* les personnes visées au paragraphe 1 seront autorisées à expédier et à recevoir des lettres et des cartes dont le nombre pourra être limité par l'autorité compétente si elle l'estime nécessaire;
 - c)* les lieux d'internement et de détention ne seront pas situés à proximité de la zone de combat. Les personnes visées au paragraphe 1 seront évacuées lorsque les lieux où elles sont internées ou détenues deviennent particulièrement exposés aux dangers résultant du conflit armé, si leur évacuation peut s'effectuer dans des conditions suffisantes de sécurité;
 - d)* elles devront bénéficier d'examens médicaux;
 - e)* leur santé et leur intégrité physiques ou mentales ne seront compromises par aucun acte ni par aucune omission injustifiés. En conséquence, il est interdit de soumettre les personnes visées au présent article à un acte médical qui ne serait

3. Persons who are not covered by paragraph 1 but whose liberty has been restricted in any way whatsoever for reasons related to the armed conflict shall be treated humanely in accordance with Article 4 and with paragraphs 1 (a), (c) and (d), and 2 (b) of this Article.
4. If it is decided to release persons deprived of their liberty, necessary measures to ensure their safety shall be taken by those so deciding.

Article 6 — Penal prosecutions

1. This Article applies to the prosecution and punishment of criminal offences related to the armed conflict.
2. No sentence shall be passed and no penalty shall be executed on a person found guilty of an offence except pursuant to a conviction pronounced by a court offering the essential guarantees of independence and impartiality. In particular:
 - (a) the procedure shall provide for an accused to be informed without delay of the particulars of the offence alleged against him and shall afford the accused before and during his trial all necessary rights and means of defence;
 - (b) no one shall be convicted of an offence except on the basis of individual penal responsibility;
 - (c) no one shall be held guilty of any criminal offence on account of any act or omission which did not constitute a criminal offence, under the law, at the time when it was committed; nor shall a heavier penalty be imposed than that which was applicable at the time when the criminal offence was committed; if, after the commission of the offence, provision is made by law for the imposition of a lighter penalty, the offender shall benefit thereby;
 - (d) anyone charged with an offence is presumed innocent until proved guilty according to law;
 - (e) anyone charged with an offence shall have the right to be tried in his presence;
 - (f) no one shall be compelled to testify against himself or to confess guilt.

pas motivé par leur état de santé et ne serait pas conforme aux normes médicales généralement reconnues et appliquées dans des circonstances médicales analogues aux personnes jouissant de leur liberté.

3. Les personnes qui ne sont pas couvertes par le paragraphe 1 mais dont la liberté est limitée de quelque façon que ce soit, pour des motifs en relation avec le conflit armé, seront traitées avec humanité conformément à l'article 4 et aux paragraphes 1 *a*, *c*, *d* et 2 *b* du présent article.
4. S'il est décidé de libérer des personnes privées de liberté, les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de ces personnes seront prises par ceux qui décideront de les libérer.

Article 6 — Poursuites pénales

1. Le présent article s'applique à la poursuite et à la répression d'infractions pénales en relation avec le conflit armé.
2. Aucune condamnation ne sera prononcée ni aucune peine exécutée à l'encontre d'une personne reconnue coupable d'une infraction sans un jugement préalable rendu par un tribunal offrant les garanties essentielles d'indépendance et d'impartialité. En particulier:
 - a*) la procédure disposera que le prévenu doit être informé sans délai des détails de l'infraction qui lui est imputée et assurera au prévenu avant et pendant son procès tous les droits et moyens nécessaires à sa défense;
 - b*) nul ne peut être condamné pour une infraction si ce n'est sur la base d'une responsabilité pénale individuelle;
 - c*) nul ne peut être condamné pour des actions ou omissions qui ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international au moment où elles ont été commises. De même, il ne peut être infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise. Si postérieurement à cette infraction la loi prévoit l'application d'une peine plus légère, le délinquant doit en bénéficier;
 - d*) toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie;

3. A convicted person shall be advised on conviction of his judicial and other remedies and of the time-limits within which they may be exercised.
4. The death penalty shall not be pronounced on persons who were under the age of eighteen years at the time of the offence and shall not be carried out on pregnant women or mothers of young children.
5. At the end of hostilities, the authorities in power shall endeavour to grant the broadest possible amnesty to persons who have participated in the armed conflict, or those deprived of their liberty for reasons related to the armed conflict, whether they are interned or detained.

PART III

WOUNDED, SICK AND SHIPWRECKED

Article 7 — Protection and care

1. All the wounded, sick and shipwrecked, whether or not they have taken part in the armed conflict, shall be respected and protected.
2. In all circumstances they shall be treated humanely and shall receive, to the fullest extent practicable and with the least possible delay, the medical care and attention required by their condition. There shall be no distinction among them founded on any grounds other than medical ones.

Article 8 — Search

Whenever circumstances permit, and particularly after an engagement, all possible measure shall be taken, without delay, to search for and collect the wounded, sick and shipwrecked, to protect them against pillage and ill-treatment, to ensure their adequate care, and to search for the dead, prevent their being despoiled, and decently dispose of them.

- e) toute personne accusée d'une infraction a le droit d'être jugée en sa présence;
 - f) nul ne peut être forcé de témoigner contre lui-même ou de s'avouer coupable.
3. Toute personne condamnée sera informée, au moment de sa condamnation, de ses droits de recours judiciaires et autres, ainsi que des délais dans lesquels ils doivent être exercés.
 4. La peine de mort ne sera pas prononcée contre les personnes âgées de moins de dix-huit ans au moment de l'infraction et elle ne sera pas exécutée contre les femmes enceintes et les mères d'enfants en bas âge.
 5. A la cessation des hostilités, les autorités au pouvoir s'efforceront d'accorder la plus large amnistie possible aux personnes qui auront pris part au conflit armé ou qui auront été privées de liberté pour des motifs en relation avec le conflit armé, qu'elles soient internées ou détenues.

TITRE III

BLESSÉS, MALADES ET NAUFRAGÉS

Article 7 — Protection et soins

1. Tous les blessés, les malades et les naufragés, qu'ils aient ou non pris part au conflit armé, seront respectés et protégés.
2. Ils seront, en toutes circonstances, traités avec humanité et recevront, dans toute la mesure du possible et dans les délais les plus brefs, les soins médicaux qu'exige leur état. Aucune distinction fondée sur des critères autres que médicaux ne sera faite entre eux.

Article 8 — Recherches

Chaque fois que les circonstances le permettront, et notamment après un engagement, toutes les mesures possibles seront prises sans retard pour rechercher et recueillir les blessés, les malades et

Article 9 — Protection of medical and religious personnel

1. Medical and religious personnel shall be respected and protected and shall be granted all available help for the performance of their duties. They shall not be compelled to carry out tasks which are not compatible with their humanitarian mission.
2. In the performance of their duties medical personnel may not be required to give priority to any person except on medical grounds.

Article 10 — General protection of medical duties

1. Under no circumstances shall any person be punished for having carried out medical activities compatible with medical ethics, regardless of the person benefiting therefrom.
2. Persons engaged in medical activities shall neither be compelled to perform acts or to carry out work contrary to, nor be compelled to refrain from acts required by, the rules of medical ethics or other rules designed for the benefit of the wounded and sick, or this Protocol.
3. The professional obligations of persons engaged in medical activities regarding information which they may acquire concerning the wounded and sick under their care shall, subject to national law, be respected.
4. Subject to national law, no person engaged in medical activities may be penalized in anyway for refusing or failing to give information concerning the wounded and sick who are, or who have been, under his care.

Article 11 — Protection of medical units and transports

1. Medical units and transports shall be respected and protected at all times and shall not be the object of attack.
2. The protection to which medical units and transports are entitled shall not cease unless they are used to commit hostile acts, outside their humanitarian function. Protection may, however, cease only after a warning has been given setting, whenever appropriate, a reasonable time-limit, and after such warning has remained unheeded.

les naufragés, les protéger contre le pillage et les mauvais traitements et leur assurer les soins appropriés, ainsi que pour rechercher les morts, empêcher qu'ils soient dépouillés et leur rendre les derniers devoirs.

Article 9 — Protection du personnel sanitaire et religieux

1. Le personnel sanitaire et religieux sera respecté et protégé. Il recevra toute l'aide disponible dans l'exercice de ses fonctions et ne sera pas astreint à des tâches incompatibles avec sa mission humanitaire.
2. Il ne sera pas exigé du personnel sanitaire que sa mission s'accomplisse en priorité au profit de qui que ce soit, sauf pour des raisons médicales.

Article 10 — Protection générale de la mission médicale

1. Nul ne sera puni pour avoir exercé une activité de caractère médical conforme à la déontologie, quels qu'aient été les circonstances ou les bénéficiaires de cette activité.
2. Les personnes exerçant une activité de caractère médical ne pourront être contraintes ni d'accomplir des actes ou d'effectuer des travaux contraires à la déontologie ou à d'autres règles médicales qui protègent les blessés et les malades, ou aux dispositions du présent Protocole, ni de s'abstenir d'accomplir des actes exigés par ces règles ou dispositions.
3. Les obligations professionnelles des personnes exerçant des activités de caractère médical quant aux renseignements qu'elles pourraient obtenir sur les blessés et les malades soignés par elles devront être respectées sous réserve de la législation nationale.
4. Sous réserve de la législation nationale, aucune personne exerçant des activités de caractère médical ne pourra être sanctionnée de quelque manière que ce soit pour avoir refusé ou s'être abstenue de donner des renseignements concernant les blessés et les malades qu'elle soigne ou qu'elle a soignés.

Article 11 — Protection des unités et moyens de transport sanitaires

1. Les unités et moyens de transport sanitaires seront en tout temps respectés et protégés et ne seront pas l'objet d'attaques.

Article 12 — The distinctive emblem

Under the direction of the competent authority concerned, the distinctive emblem of the red cross, red crescent or red lion and sun on a white ground shall be displayed by medical and religious personnel and medical units, and on medical transports. It shall be respected in all circumstances. It shall not be used improperly.

PART IV

CIVILIAN POPULATION

Article 13 — Protection of the civilian population

1. The civilian population and individual civilians shall enjoy general protection against the dangers arising from military operations. To give effect to this protection, the following rules shall be observed in all circumstances.
2. The civilian population as such, as well as individual civilians, shall not be the object of attack. Acts or threats of violence the primary purpose of which is to spread terror among the civilian population are prohibited.
3. Civilians shall enjoy the protection afforded by this Part, unless and for such time as they take a direct part in hostilities.

Article 14 — Protection of objects indispensable to the survival of the civilian population

Starvation of civilians as a method of combat is prohibited. It is therefore prohibited to attack, destroy, remove or render useless, for that purpose, objects indispensable to the survival of the civilian population, such as foodstuffs, agricultural areas for the production of foodstuffs, crops, livestock, drinking water installations and supplies and irrigation works.

Article 15 — Protection of works and installations containing dangerous forces

Works or installations containing dangerous forces, namely dams, dykes and nuclear electrical generating stations, shall not

2. La protection due aux unités et moyens de transport sanitaires ne pourra cesser que s'ils sont utilisés pour commettre, en dehors de leur fonction humanitaire, des actes hostiles. Toutefois, la protection cessera seulement après qu'une sommation fixant, chaque fois qu'il y aura lieu, un délai raisonnable, sera demeurée sans effet.

Article 12 — Signe distinctif

Sous le contrôle de l'autorité compétente concernée, le signe distinctif de la croix rouge, du croissant rouge ou du lion-et-soleil rouge, sur fond blanc, sera arboré par le personnel sanitaire et religieux, les unités et moyens de transport sanitaires. Il doit être respecté en toutes circonstances. Il ne doit pas être employé abusivement.

TITRE IV

POPULATION CIVILE

Article 13 — Protection de la population civile

1. La population civile et les personnes civiles jouissent d'une protection générale contre les dangers résultant d'opérations militaires. En vue de rendre cette protection effective, les règles suivantes seront observées en toutes circonstances.
2. Ni la population civile en tant que telle ni les personnes civiles ne devront être l'objet d'attaques. Sont interdits les actes ou menaces de violence dont le but principal est de répandre la terreur parmi la population civile.
3. Les personnes civiles jouissent de la protection accordée par le présent Titre, sauf si elles participent directement aux hostilités et pendant la durée de cette participation.

Article 14 — Protection des biens indispensables à la survie de la population civile

Il est interdit d'utiliser contre les personnes civiles la famine comme méthode de combat. Il est par conséquent interdit d'atta-

be made the object of attack, even where these objects are military objectives, if such attack may cause the release of dangerous forces and consequent severe losses among the civilian population.

Article 16 — Protection of cultural objects and of places of worship

Without prejudice to the provisions of the Hague Convention for the Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict of 14 May 1954, it is prohibited to commit any acts of hostility directed against historic monuments, works of art or places of worship which constitute the cultural or spiritual heritage of peoples, and to use them in support of the military effort.

Article 17 — Prohibition of forced movement of civilians

1. The displacement of the civilian population shall not be ordered for reasons related to the conflict unless the security of the civilians involved or imperative military reasons so demand. Should such displacements have to be carried out, all possible measures shall be taken in order that the civilian population may be received under satisfactory conditions of shelter, hygiene, health, safety and nutrition.
2. Civilians shall not be compelled to leave their own territory for reasons connected with the conflict.

Article 18 — Relief societies and relief actions

1. Relief societies located in the territory of the High Contracting Party, such as Red Cross (Red Crescent, Red Lion and Sun) organizations, may offer their services for the performance of their traditional functions in relation to the victims of the armed conflict. The civilian population may, even on its own initiative, offer to collect and care for the wounded, sick and shipwrecked.
2. If the civilian population is suffering undue hardship owing to a lack of the supplies essential for its survival, such as food-stuffs and medical supplies, relief actions for the civilian population which are of an exclusively humanitarian and impartial nature and which are conducted without any adverse distinction shall be undertaken subject to the consent of the High Contracting Party concerned.

quer, de détruire, d'enlever ou de mettre hors d'usage à cette fin des biens indispensables à la survie de la population civile, tels que les denrées alimentaires et les zones agricoles qui les produisent, les récoltes, le bétail, les installations et réserves d'eau potable et les ouvrages d'irrigation.

Article 15 — Protection des ouvrages et installations contenant des forces dangereuses

Les ouvrages d'art ou les installations contenant des forces dangereuses, à savoir les barrages, les digues et les centrales nucléaires de production d'énergie électrique, ne seront pas l'objet d'attaques, même s'ils constituent des objectifs militaires, lorsque ces attaques peuvent entraîner la libération de ces forces et causer, en conséquence, des pertes sévères dans la population civile.

Article 16 — Protection des biens culturels et des lieux de culte

Sous réserve des dispositions de la Convention de La Haye du 14 mai 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, il est interdit de commettre tout acte d'hostilité dirigé contre les monuments historiques, les œuvres d'art ou les lieux de culte qui constituent le patrimoine culturel ou spirituel des peuples et de les utiliser à l'appui de l'effort militaire.

Article 17 — Interdiction des déplacements forcés

1. Le déplacement de la population civile ne pourra pas être ordonné pour des raisons ayant trait au conflit sauf dans les cas où la sécurité des personnes civiles ou des raisons militaires impératives l'exigent. Si un tel déplacement doit être effectué, toutes les mesures possibles seront prises pour que la population civile soit accueillie dans des conditions satisfaisantes de logement, de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'alimentation.
2. Les personnes civiles ne pourront pas être forcées de quitter leur propre territoire pour des raisons ayant trait au conflit.

Article 18 — Sociétés de secours et actions de secours

1. Les sociétés de secours situées dans le territoire de la Haute Partie contractante, telles que les organisations de la Croix-Rouge (Croissant-Rouge, Lion-et-Soleil-Rouge) pourront offrir

PART V

FINAL PROVISIONS

Article 19 — Dissemination

This Protocol shall be disseminated as widely as possible.

Article 20 — Signature

This Protocol shall be open for signature by the Parties to the Conventions six months after the signing of the Final Act and will remain open for a period of twelve months.

Article 21 — Ratification

This Protocol shall be ratified as soon as possible. The instruments of ratification shall be deposited with the Swiss Federal Council, depositary of the Conventions.

Article 22 — Accession

This Protocol shall be open for accession by any Party to the Conventions which has not signed it. The instruments of accession shall be deposited with the depositary.

Article 23 — Entry into force

1. This Protocol shall enter into force six months after two instruments of ratification or accession have been deposited.
2. For each Party to the Conventions thereafter ratifying or acceding to this Protocol, it shall enter into force six months after the deposit by such Party of its instrument of ratification or accession.

Article 24 — Amendment

1. Any High Contracting Party may propose amendments to this Protocol. The text of any proposed amendment shall be communicated to the depositary which shall decide, after consultation with all the High Contracting Parties and the International

leurs services en vue de s'acquitter de leurs tâches traditionnelles à l'égard des victimes du conflit armé. La population civile peut, même de son propre chef, offrir de recueillir et soigner les blessés, les malades et les naufragés.

2. Lorsque la population civile souffre de privations excessives par manque des approvisionnements essentiels à sa survie, tels que vivres et ravitaillements sanitaires, des actions de secours en faveur de la population civile, de caractère exclusivement humanitaire et impartial et conduites sans aucune distinction de caractère défavorable, seront entreprises avec le consentement de la Haute Partie contractante concernée.

TITRE V

DISPOSITIONS FINALES

Article 19 — Diffusion

Le présent Protocole sera diffusé aussi largement que possible.

Article 20 — Signature

Le présent Protocole sera ouvert à la signature des Parties aux Conventions six mois après la signature de l'Acte final et restera ouvert durant une période de douze mois.

Article 21 — Ratification

Le présent Protocole sera ratifié dès que possible. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Conseil fédéral suisse, dépositaire des Conventions.

Article 22 — Adhésion

Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de toute Partie aux Conventions non signataire du présent Protocole. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du dépositaire.

Committee of the Red Cross, whether a conference should be convened to consider the proposed amendment.

2. The depositary shall invite to that conference all the High Contracting Parties as well as the Parties to the Conventions, whether or not they are signatories of this Protocol.

Article 25 — Denunciation

1. In case a High Contracting Party should denounce this Protocol, the denunciation shall only take effect six months after receipt of the instrument of denunciation. If, however, on the expiry of six months, the denouncing Party is engaged in the situation referred to in Article 1, the denunciation shall not take effect before the end of the armed conflict. Persons who have been deprived of liberty, or whose liberty has been restricted, for reasons related to the conflict shall nevertheless continue to benefit from the provisions of this Protocol until their final release.
2. The denunciation shall be notified in writing to the depositary, which shall transmit it to all the High Contracting Parties.

Article 26 — Notifications

The depositary shall inform the High Contracting Parties as well as the Parties to the Conventions, whether or not they are signatories of this Protocol, of:

- (a) signatures affixed to this Protocol and the deposit of instruments of ratification and accession under Articles 21 and 22;
- (b) the date of entry into force of this Protocol under Article 23; and
- (c) communications and declarations received under Article 24.

Article 27 — Registration

1. After its entry into force, this Protocol shall be transmitted by the depositary to the Secretariat of the United Nations for registration and publication, in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations.

Article 23 — Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole entrera en vigueur six mois après le dépôt de deux instruments de ratification ou d'adhésion.
2. Pour chacune des Parties aux Conventions qui le ratifiera ou y adhérera ultérieurement, le présent Protocole entrera en vigueur six mois après le dépôt par cette Partie de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 24 — Amendement

1. Toute Haute Partie contractante pourra proposer des amendements au présent Protocole. Le texte de tout projet d'amendement sera communiqué au dépositaire qui, après consultation de l'ensemble des Hautes Parties contractantes et du Comité international de la Croix-Rouge, décidera s'il convient de convoquer une conférence pour examiner le ou les amendements proposés.
2. Le dépositaire invitera à cette conférence les Hautes Parties contractantes ainsi que les Parties aux Conventions, signataires ou non du présent Protocole.

Article 25 — Dénonciation

1. Au cas où une Haute Partie contractante dénoncerait le présent Protocole, la dénonciation ne produira ses effets que six mois après réception de l'instrument de dénonciation. Si toutefois, à l'expiration des six mois, la Partie dénonçante se trouve dans la situation visée à l'article premier, la dénonciation ne prendra effet qu'à la fin du conflit armé. Les personnes qui auront été l'objet d'une privation ou d'une restriction de liberté pour des motifs en relation avec ce conflit continueront néanmoins à bénéficier des dispositions du présent Protocole jusqu'à leur libération définitive.
2. La dénonciation sera notifiée par écrit au dépositaire qui informera toutes les Hautes Parties contractantes de cette notification.

Article 26 — Notifications

Le dépositaire informera les Hautes Parties contractantes ainsi que les Parties aux Conventions, qu'elles soient signataires ou non du présent Protocole:

2. The depositary shall also inform the Secretariat of the United Nations of all ratifications and accessions received by it with respect to this Protocol.

Article 28 — Authentic texts

The original of this Protocol, of which the Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish texts are equally authentic shall be deposited with the depositary, which shall transmit certified true copies thereof to all the Parties to the Conventions.

- a) des signatures apposées au présent Protocole et des instruments de ratification et d'adhésion déposés conformément aux articles 21 et 22;
- b) de la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur conformément à l'article 23; et
- c) des communications et déclarations reçues conformément à l'article 24.

Article 27 — Enregistrement

1. Après son entrée en vigueur, le présent Protocole sera transmis par le dépositaire au Secrétariat des Nations Unies aux fins d'enregistrement et de publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.
2. Le dépositaire informera également le Secrétariat des Nations Unies de toutes les ratifications et adhésions qu'il pourra recevoir au sujet du présent Protocole.

Article 28 — Textes authentiques

L'original du présent Protocole, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe sont également authentiques, sera déposé auprès du dépositaire qui fera parvenir des copies certifiées conformes à toutes les Parties aux Conventions.

CANADIAN STATEMENT OF UNDERSTANDING TO BE DEPOSITED AT THE TIME
OF RATIFICATION OF THE 1977 ADDITIONAL PROTOCOL II TO THE GENEVA
CONVENTIONS OF AUGUST 12, 1949

PROTOCOL II

Protocol relating to the Protection of Victims of non-
International Armed Conflicts

STATEMENT OF UNDERSTANDING

The Government of Canada understands that the undefined terms used in Additional Protocol II which are defined in Additional Protocol I shall, so far as relevant, be construed in the same sense as those definitions.

The understandings expressed by the Government of Canada with respect to Additional Protocol I shall, as far as relevant, be applicable to the comparable terms and provisions contained in Additional Protocol II.

DÉCLARATION D'INTERPRÉTATION DEVANT ÊTRE DÉPOSÉE PAR LE CANADA AU
MOMENT DE LA RATIFICATION DU PROTOCOLE ADDITIONNEL II DE 1977 AUX
CONVENTIONS DE GENÈVE DU 12 AOÛT 1949

PROTOCOLE - II

Protocole relatif à la protection des victimes des conflits armés
non internationaux

DÉCLARATION D'INTERPRÉTATION

Selon l'interprétation du Gouvernement du Canada, les
termes non définis qui sont employés dans le Protocole
additionnel II, mais qui sont définis dans le Protocole
additionnel I s'entendent dans le sens qui leur est donné dans le
Protocole additionnel I.

Les interprétations énoncées par le Gouvernement du
Canada à l'endroit du Protocole additionnel I s'appliqueront, le
cas échéant, aux termes et dispositions comparables figurant dans
le Protocole additionnel II.

© Minister of Supply and Services Canada 1991

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1991/2
ISBN 0-660-56476-9

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1991

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1991/2
ISBN 0-660-56476-9



CANADA

CA1
EA10
- 767

TREATY SERIES 1991/3 RECUEIL DES TRAITÉS

ENVIRONMENT

Agreement between the Government of CANADA and the
Government of the UNITED STATES OF AMERICA on Air
Quality (with Annexes)

Ottawa, March 13, 1991

In force March 13, 1991



ENVIRONNEMENT

Accord entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement des
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE sur la qualité de l'air (avec Annexes)

Ottawa, le 13 mars 1991

En vigueur le 13 mars 1991



CANADA

TREATY SERIES 1991/3 RECUEIL DES TRAITÉS

ENVIRONMENT

Agreement between the Government of CANADA and the
Government of the UNITED STATES OF AMERICA on Air
Quality (with Annexes)

Ottawa, March 13, 1991

In force March 13, 1991

ENVIRONNEMENT

Accord entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement des
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE sur la qualité de l'air (avec Annexes)

Ottawa, le 13 mars 1991

En vigueur le 13 mars 1991

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA
AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA
ON AIR QUALITY

The Government of Canada and the Government of the United States of America, hereinafter referred to as "the Parties",

Convinced that transboundary air pollution can cause significant harm to natural resources of vital environmental, cultural and economic importance, and to human health in both countries;

Desiring that emissions of air pollutants from sources within their countries not result in significant transboundary air pollution;

Convinced that transboundary air pollution can effectively be reduced through cooperative or coordinated action providing for controlling emissions of air pollutants in both countries;

Recalling the efforts they have made to control air pollution and the improved air quality that has resulted from such efforts in both countries;

Intending to address air-related issues of a global nature, such as climate change and stratospheric ozone depletion, in other fora;

Reaffirming Principle 21 of the Stockholm Declaration, which provides that "States have, in accordance with the Charter of the United Nations and the principles of international law, the sovereign right to exploit their own resources pursuant to their own environmental policies, and the responsibility to ensure that activities within their jurisdiction or control do not cause damage to the environment of other States or of areas beyond the limits of national jurisdiction";

Noting their tradition of environmental cooperation as reflected in the Boundary Waters Treaty of 1909, the Trail Smelter Arbitration of 1941, the Great Lakes Water Quality Agreement of 1978, as amended, the Memorandum of Intent Concerning Transboundary Air Pollution of 1980, the 1986 Joint Report of the Special Envoys on Acid Rain, as well as the ECE Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution of 1979;

Convinced that a healthy environment is essential to assure the well-being of present and future generations in Canada and the United States, as well as of the global community;

Have agreed as follows:

**ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET
LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE SUR
LA QUALITÉ DE L'AIR**

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, ci-après dénommés «les Parties»,

Convaincus que la pollution atmosphérique transfrontière peut causer des dommages importants à des ressources naturelles vitales pour l'environnement, la culture et l'économie, ainsi qu'à la santé humaine dans les deux pays;

Désirant que les émissions de polluants atmosphériques provenant de sources situées dans leurs pays ne causent pas de pollution transfrontière importante;

Convaincus que la pollution atmosphérique transfrontière peut être réduite efficacement par des efforts de coopération ou de coordination pour contrôler les émissions de polluants atmosphériques dans les deux pays;

Rappelant les efforts qu'ils ont faits pour contrôler la pollution atmosphérique, et l'amélioration de la qualité de l'air qui en a résulté dans les deux pays;

Ayant l'intention d'examiner au sein d'autres instances les problèmes atmosphériques d'ordre planétaire, tel le changement climatique et l'appauvrissement de la couche d'ozone de la stratosphère;

Réaffirmant leur appui au principe 21 de la Déclaration de Stockholm selon lequel, «conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, les États ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement et ils ont le devoir de faire en sorte que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent pas de dommage à l'environnement dans d'autres États ou dans des régions ne relevant d'aucune juridiction nationale»;

Prenant note de leur tradition de coopération dans le domaine de l'environnement, comme en témoignent le Traité des eaux limitrophes de 1909, l'arbitrage de la fonderie de Trail de 1941, l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands lacs de 1978, tel que modifié, le Mémoire d'intention concernant la pollution atmosphérique transfrontière de 1980, le Rapport conjoint des envoyés spéciaux sur les pluies acides de 1986, de même que la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance de 1979 de la Commission économique pour l'Europe;

Convaincus qu'un environnement sain est essentiel au bien-être des générations actuelles et futures tant au Canada et aux États-Unis qu'à l'échelle de la planète;

Sont convenus de ce qui suit :

Article I

Definitions

For the purposes of this Agreement:

1. "Air pollution" means the introduction by man, directly or indirectly, of substances into the air resulting in deleterious effects of such a nature as to endanger human health, harm living resources and ecosystems and material property and impair or interfere with amenities and other legitimate uses of the environment, and "air pollutants" shall be construed accordingly;
2. "Transboundary air pollution" means air pollution whose physical origin is situated wholly or in part within the area under the jurisdiction of one Party and which has adverse effects, other than effects of a global nature, in the area under the jurisdiction of the other Party;
3. "Boundary Waters Treaty" means the Treaty Relating to Boundary Waters and Questions Arising along the Boundary between Canada and the United States, signed at Washington on January 11, 1909;
4. "International Joint Commission" means the International Joint Commission established by the Boundary Waters Treaty.

Article II

Purpose

The purpose of the Parties is to establish, by this Agreement, a practical and effective instrument to address shared concerns regarding transboundary air pollution.

Article premier

Définitions

Aux fins du présent Accord:

1. L'expression «pollution atmosphérique» désigne l'introduction dans l'atmosphère par l'homme, directement ou indirectement, de substances ayant une action nocive de nature à mettre en danger la santé de l'homme, à endommager les ressources biologiques et les écosystèmes, à détériorer les biens matériels, et à porter atteinte ou nuire aux valeurs d'agrément et aux autres utilisations légitimes de l'environnement, l'expression «polluants atmosphériques» étant entendue dans le même sens;
2. L'expression «pollution atmosphérique transfrontière» désigne la pollution atmosphérique dont la source physique est comprise totalement ou en partie dans une zone relevant de la juridiction nationale d'une des Parties et qui exerce des effets dommageables autres que des effets d'ordre planétaire, dans une zone relevant de la juridiction de l'autre Partie;
3. L'expression «Traité des eaux limitrophes» désigne le Traité relatif aux eaux limitrophes et aux questions qui se présentent le long de la frontière entre le Canada et les États-Unis, signé à Washington le 11 janvier 1909;
4. L'expression «Commission mixte internationale» désigne la Commission mixte internationale établie par le Traité des eaux limitrophes.

Article II

But

Les Parties ont pour but d'établir par le présent Accord un instrument pratique et efficace pour chercher à résoudre les sujets de préoccupation communs en ce qui a trait à la pollution atmosphérique transfrontière.

Article III

General Air Quality Objective

1. The general objective of the Parties is to control transboundary air pollution between the two countries.
2. To this end, the Parties shall:
 - (a) in accordance with Article IV, establish specific objectives for emissions limitations or reductions of air pollutants and adopt the necessary programs and other measures to implement such specific objectives;
 - (b) in accordance with Article V, undertake environmental impact assessment, prior notification, and, as appropriate, mitigation measures;
 - (c) carry out coordinated or cooperative scientific and technical activities, and economic research, in accordance with Article VI, and exchange information, in accordance with Article VII;
 - (d) establish institutional arrangements, in accordance with Articles VIII and IX; and
 - (e) review and assess progress, consult, address issues of concern, and settle disputes, in accordance with Articles X, XI, XII and XIII.

Article IV

Specific Air Quality Objectives

1. Each Party shall establish specific objectives, which it undertakes to achieve, for emissions limitations or reductions of such air pollutants as the Parties agree to address. Such specific objectives will be set forth in annexes to this Agreement.
2. Each Party's specific objectives for emissions limitations or reductions of sulphur dioxide and nitrogen oxides, which will reduce transboundary flows of these acidic deposition precursors, are set forth in Annex 1. Specific objectives for such other air pollutants as the Parties agree to address should take into account, as appropriate, the activities undertaken pursuant to Article VI.
3. Each Party shall adopt the programs and other measures necessary to implement its specific objectives set forth in any annexes.
4. If either Party has concerns about the programs or other measures of the other Party referred to in paragraph 3, it may request consultations in accordance with Article XI.

Article III

Objectif général de qualité de l'air

1. L'objectif général des Parties est de contrôler la pollution atmosphérique transfrontière entre les deux pays.
2. À cette fin, les Parties :
 - a) conformément à l'article IV, établissent des objectifs spécifiques afin de limiter ou de réduire les émissions de polluants atmosphériques et adoptent les programmes et autres mesures nécessaires à la réalisation de ces objectifs;
 - b) conformément à l'article V, effectuent des évaluations environnementales, notifient l'autre Partie au préalable et, s'il y a lieu, adoptent des mesures d'atténuation;
 - c) réalisent en coopération ou de façon coordonnée des activités scientifiques et techniques, ainsi que des études économiques, conformément à l'article VI, et échangent des renseignements, conformément à l'article VII;
 - d) établissent un cadre institutionnel, conformément aux articles VIII et IX; et
 - e) examinent et évaluent les progrès accomplis, se consultent, cherchent à résoudre les sujets qui les préoccupent et règlent les différends, conformément aux articles X, XI, XII et XIII.

Article IV

Objectifs spécifiques de qualité de l'air

1. Chacune des Parties établit des objectifs spécifiques, qu'elle s'engage à atteindre, pour limiter ou réduire les émissions des polluants atmosphériques auxquels les Parties conviennent de s'attaquer. Ces objectifs spécifiques sont énoncés dans des annexes au présent Accord.
2. Les objectifs spécifiques de chaque Partie pour la limitation ou la réduction des émissions d'anhydride sulfureux et d'oxydes d'azote, propres à réduire les flux transfrontières de ces précurseurs de dépôts acides, sont énoncés à l'Annexe 1. Les objectifs spécifiques concernant les autres polluants atmosphériques auxquels les Parties conviennent de s'attaquer devraient tenir compte, s'il y a lieu, des activités réalisées en vertu de l'article VI.
3. Chacune des Parties adopte les programmes et autres mesures nécessaires à la réalisation de ses objectifs spécifiques énoncés dans les annexes.
4. Lorsqu'une Partie a des préoccupations quant aux programmes ou autres mesures de l'autre Partie visés au paragraphe 3, elle peut demander des consultations conformément à l'article XI.

Article V

Assessment, Notification, and Mitigation

1. Each Party shall, as appropriate and as required by its laws, regulations and policies, assess those proposed actions, activities and projects within the area under its jurisdiction that, if carried out, would be likely to cause significant transboundary air pollution, including consideration of appropriate mitigation measures.
2. Each Party shall notify the other Party concerning a proposed action, activity or project subject to assessment under paragraph 1 as early as practicable in advance of a decision concerning such action, activity or project and shall consult with the other Party at its request in accordance with Article XI.
3. In addition, each Party shall, at the request of the other Party, consult in accordance with Article XI concerning any continuing actions, activities or projects that may be causing significant transboundary air pollution, as well as concerning changes to its laws, regulations or policies that, if carried out, would be likely to affect significantly transboundary air pollution.
4. Consultations pursuant to paragraphs 2 and 3 concerning actions, activities or projects that would be likely to cause or may be causing significant transboundary air pollution shall include consideration of appropriate mitigation measures.
5. Each Party shall, as appropriate, take measures to avoid or mitigate the potential risk posed by actions, activities or projects that would be likely to cause or may be causing significant transboundary air pollution.
6. If either Party becomes aware of an air pollution problem that is of joint concern and requires an immediate response, it shall notify and consult the other Party forthwith.

Article V

Évaluation, notification et mesures d'atténuation

1. Chaque Partie évalue, s'il y a lieu et selon que l'exigent ses lois, règlements et politiques, les actes, activités et projets proposés dans la zone relevant de sa juridiction, et qui, s'ils étaient réalisés, causeraient probablement une pollution atmosphérique transfrontière importante; cette évaluation comprend notamment l'examen de mesures d'atténuation appropriées.
2. Chaque Partie notifie à l'autre Partie les actes, activités et projets proposés devant faire l'objet d'une évaluation en vertu du paragraphe 1, le plus tôt possible avant qu'une décision à leur sujet ne soit prise, et engage des consultations avec l'autre Partie, si celle-ci en fait la demande, conformément à l'article XI.
3. En outre, chaque Partie engage des consultations avec l'autre Partie, conformément à l'article XI, si celle-ci en fait la demande, au sujet d'actes, d'activités ou de projets en cours qui peuvent causer une pollution atmosphérique transfrontière importante, de même qu'au sujet de modifications à ses lois, règlements ou politiques qui, si elles étaient apportées, auraient probablement des répercussions importantes sur la pollution atmosphérique transfrontière.
4. Les consultations engagées conformément aux paragraphes 2 et 3 au sujet d'actes, d'activités ou de projets qui peuvent causer ou qui causeraient probablement une pollution atmosphérique transfrontière importante comprennent l'examen des mesures d'atténuation qu'il conviendrait d'appliquer.
5. Chaque Partie prend, s'il y a lieu, des mesures pour éviter ou atténuer les risques que comportent les actes, activités ou projets en cours ou proposés qui peuvent causer ou qui causeraient probablement une pollution atmosphérique transfrontière importante.
6. Lorsqu'une des Parties prend conscience d'un problème de pollution de l'air affectant les deux Parties et exigeant une intervention immédiate, elle le notifie à l'autre Partie et engage des consultations avec cette dernière sans délai.

Article VI

Scientific and Technical Activities and Economic Research

1. The Parties shall carry out scientific and technical activities, and economic research, as set forth in Annex 2, in order to improve their understanding of transboundary air pollution concerns and to increase their capability to control such pollution.
2. In implementing this Article, the Parties may seek the advice of the International Joint Commission regarding the conduct of monitoring activities.

Article VII

Exchange of Information

1. The Parties agree to exchange, on a regular basis and through the Air Quality Committee established under Article VIII, information on:
 - (a) monitoring;
 - (b) emissions;
 - (c) technologies, measures and mechanisms for controlling emissions;
 - (d) atmospheric processes; and
 - (e) effects of air pollutants,as provided in Annex 2.
2. Notwithstanding any other provisions of this Agreement, the Air Quality Committee and the International Joint Commission shall not release, without the consent of the owner, any information identified to them as proprietary information under the laws of the place where such information has been acquired.

Article VI

Activités scientifiques et techniques et études économiques

1. Les Parties réalisent des activités scientifiques et techniques ainsi que des études économiques, conformément à l'Annexe 2, en vue d'accroître leurs connaissances sur les problèmes de pollution atmosphérique transfrontière et d'améliorer leur capacité de contrôler cette pollution.
2. Pour la mise en oeuvre du présent article, les Parties peuvent demander conseil à la Commission mixte internationale au sujet de la réalisation d'activités de surveillance.

Article VII

Échange de renseignements

1. Les Parties conviennent d'échanger régulièrement, par l'intermédiaire du Comité de la qualité de l'air établi en vertu de l'article VIII, des renseignements sur:
 - a) les activités de surveillance;
 - b) les émissions;
 - c) les techniques, mesures et mécanismes de contrôle des émissions;
 - d) les phénomènes atmosphériques; et
 - e) les effets des polluants atmosphériques,comme prévu à l'Annexe 2.
2. Nonobstant toute autre disposition du présent Accord, le Comité de la qualité de l'air et la Commission mixte internationale ne doivent pas communiquer, sans le consentement de leur propriétaire, les renseignements qui leur ont été désignés comme étant couverts par des droits exclusifs en vertu de la législation du territoire où ces renseignements ont été obtenus.

Article VIII

The Air Quality Committee

1. The Parties agree to establish and maintain a bilateral Air Quality Committee to assist in the implementation of this Agreement. The Committee shall be composed of an equal number of members representing each Party. It may be supported by subcommittees, as appropriate.
2. The Committee's responsibilities shall include:
 - (a) reviewing progress made in the implementation of this Agreement, including its general and specific objectives;
 - (b) preparing and submitting to the Parties a progress report within a year after entry into force of this Agreement and at least every two years thereafter;
 - (c) referring each progress report to the International Joint Commission for action in accordance with Article IX of this Agreement; and
 - (d) releasing each progress report to the public after its submission to the Parties.
3. The Committee shall meet at least once a year and additionally at the request of either Party.

Article IX

Responsibilities of the International Joint Commission

1. The International Joint Commission is hereby given, by a Reference pursuant to Article IX of the Boundary Waters Treaty, the following responsibilities for the sole purpose of assisting the Parties in the implementation of this Agreement:
 - (a) to invite comments, including through public hearings as appropriate, on each progress report prepared by the Air Quality Committee pursuant to Article VIII;
 - (b) to submit to the Parties a synthesis of the views presented pursuant to sub-paragraph (a), as well as the record of such views if either Party so requests; and
 - (c) to release the synthesis of views to the public after its submission to the Parties.
2. In addition, the Parties shall consider such other joint references to the International Joint Commission as may be appropriate for the effective implementation of this Agreement.

Article VIII

Le Comité de la qualité de l'air

1. Les Parties conviennent d'établir et de maintenir un comité bilatéral de la qualité de l'air chargé d'aider à la mise en oeuvre du présent Accord. Ce comité doit être constitué d'un nombre égal de représentants de chaque Partie. Il peut former des sous-comités au besoin.
2. Le Comité est chargé notamment des fonctions suivantes :
 - a) examiner les progrès accomplis dans la mise en oeuvre du présent Accord, y compris dans la réalisation de son objectif général et de ses objectifs spécifiques;
 - b) rédiger et présenter aux Parties un rapport d'étape au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent Accord et au moins tous les deux ans par la suite;
 - c) communiquer tous les rapports d'étape à la Commission mixte internationale pour qu'elle y donne suite conformément à l'article IX du présent Accord; et
 - d) rendre publics tous les rapports d'étape après leur présentation aux Parties.
3. Le Comité se réunit au moins une fois par année et tient des réunions supplémentaires à la demande de l'une ou l'autre des Parties.

Article IX

Responsabilités de la Commission mixte internationale

1. A seule fin d'aider les Parties dans la mise en oeuvre du présent Accord, la Commission mixte internationale est chargée, conformément à l'article IX du Traité des eaux limitrophes, des responsabilités suivantes:
 - a) solliciter des commentaires, y compris dans le cadre d'audiences publiques s'il y a lieu, sur chacun des rapports d'étape rédigés par le Comité de la qualité de l'air en vertu de l'article VIII;
 - b) soumettre aux Parties une synthèse des opinions présentées en vertu de l'alinéa a), ainsi qu'un compte rendu de ces opinions si l'une des Parties le demande; et
 - c) rendre publique la synthèse de ces opinions après sa présentation aux Parties.
2. En outre, les Parties envisagent de consulter conjointement la Commission mixte internationale, s'il y a lieu, pour la mise en oeuvre efficace du présent Accord.

Article X

Review and Assessment

1. Following the receipt of each progress report submitted to them by the Air Quality Committee in accordance with Article VIII and the views presented to the International Joint Commission on that report in accordance with Article IX, the Parties shall consult on the contents of the progress report, including any recommendations therein.
2. The Parties shall conduct a comprehensive review and assessment of this Agreement, and its implementation, during the fifth year after its entry into force and every five years thereafter, unless otherwise agreed.
3. Following the consultations referred to in paragraph 1, as well as the review and assessment referred to in paragraph 2, the Parties shall consider such action as may be appropriate, including:
 - (a) the modification of this Agreement;
 - (b) the modification of existing policies, programs or measures.

Article XI

Consultations

The Parties shall consult, at the request of either Party, on any matter within the scope of this Agreement. Such consultations shall commence as soon as practicable, but in any event not later than thirty days from the date of receipt of the request for consultations, unless otherwise agreed by the Parties.

Article XII

Referrals

With respect to cases other than those subject to Article XIII, if, after consultations in accordance with Article XI, an issue remains concerning a proposed or continuing action, activity, or project that is causing or would be likely to cause significant transboundary air pollution, the Parties shall refer the matter to an appropriate third party in accordance with agreed terms of reference.

Article X

Examen et évaluation

1. Après réception de chaque rapport d'étape du Comité de la qualité de l'air, conformément à l'article VIII, ainsi que des opinions présentées à la Commission mixte internationale, conformément à l'article IX, les Parties se consultent au sujet du contenu du rapport et des recommandations pouvant l'accompagner.
2. Les Parties procèdent à un examen détaillé et à une évaluation du présent Accord, et de sa mise en oeuvre, au cours de la cinquième année suivant son entrée en vigueur et tous les cinq ans par la suite, à moins que les Parties n'en conviennent autrement.
3. Après les consultations mentionnées au paragraphe 1 ainsi que l'examen et l'évaluation mentionnés au paragraphe 2, les Parties envisagent toute mesure appropriée, y compris :
 - a) la modification du présent Accord;
 - b) la modification de politiques, de programmes ou de mesures en vigueur.

Article XI

Consultations

Les Parties se consultent, à la demande de l'une ou l'autre, sur toute question entrant dans le cadre du présent Accord. Les consultations commencent le plus tôt possible, mais en aucun cas plus de trente jours après la réception de la demande de consultation, à moins que les Parties n'en conviennent autrement.

Article XII

Renvois

Exception faite des cas visés à l'article XIII, lorsque les consultations effectuées conformément à l'article XI ne permettent pas de régler un problème concernant un acte, une activité ou un projet proposé ou en cours qui causerait probablement ou qui cause une pollution atmosphérique transfrontière importante, les Parties soumettent cette question à une tierce partie appropriée conformément au mandat dont elles ont convenu.

Article XIII

Settlement of Disputes

1. If, after consultations in accordance with Article XI, a dispute remains between the Parties over the interpretation or the implementation of this Agreement, they shall seek to resolve such dispute by negotiations between them. Such negotiations shall commence as soon as practicable, but in any event not later than ninety days from the date of receipt of the request for negotiation, unless otherwise agreed by the Parties.
2. If a dispute is not resolved through negotiation, the Parties shall consider whether to submit that dispute to the International Joint Commission in accordance with either Article IX or Article X of the Boundary Waters Treaty. If, after such consideration, the Parties do not elect either of those options, they shall, at the request of either Party, submit the dispute to another agreed form of dispute resolution.

Article XIV

Implementation

1. The obligations undertaken under this Agreement shall be subject to the availability of appropriated funds in accordance with the respective constitutional procedures of the Parties.
2. The Parties shall seek:
 - (a) the appropriation of funds required to implement this Agreement;
 - (b) the enactment of any additional legislation that may be necessary to implement this Agreement;
 - (c) the cooperation of Provincial and State Governments as necessary to implement this Agreement.
3. In implementing this Agreement, the Parties shall, as appropriate, consult with Provincial or State Governments, interested organizations, and the public.

Article XIII

Règlement des différends

1. Lorsque les consultations effectuées conformément à l'article XI ne permettent pas de régler un différend au sujet de l'interprétation ou de la mise en oeuvre du présent Accord, les Parties recherchent une solution par voie de négociations. Celles-ci commencent le plus tôt possible, mais en aucun cas plus de quatre-vingt-dix jours après la réception de la demande de négociation, à moins que les Parties n'en conviennent autrement.
2. Si les Parties ne peuvent parvenir à une solution négociée, elles envisagent de soumettre le différend à la Commission mixte internationale conformément à l'article IX ou à l'article X du Traité des eaux limitrophes. Si les Parties décident de ne retenir aucune de ces options, le différend est soumis, à la demande de l'une ou l'autre des Parties, à un autre mode convenu de règlement.

Article XIV

Mise en oeuvre

1. Les obligations qui incombent aux Parties en vertu du présent Accord sont assujetties à l'affectation des fonds nécessaires, conformément aux procédures constitutionnelles respectives des Parties.
2. Les Parties s'efforcent :
 - a) d'obtenir les fonds nécessaires à la mise en oeuvre du présent Accord;
 - b) de faire adopter toutes les mesures législatives supplémentaires que peut nécessiter la mise en oeuvre du présent Accord;
 - c) de s'assurer la coopération des gouvernements des Provinces et des États qui peut être nécessaire pour la mise en oeuvre du présent Accord.
3. Pour la mise en oeuvre du présent Accord, les Parties consultent, lorsqu'il y a lieu, les gouvernements des Provinces ou des États, les organisations intéressées et le public.

Article XV

Existing Rights and Obligations

Nothing in this Agreement shall be deemed to diminish the rights and obligations of the Parties in other international agreements between them, including those contained in the Boundary Waters Treaty and the Great Lakes Water Quality Agreement of 1978, as amended.

Article XVI

Entry into Force, Amendment, Termination

1. This Agreement, including Annexes 1 and 2, shall enter into force upon signature by the Parties.
2. This Agreement may be amended at any time by agreement of the Parties in writing.
3. Either Party may terminate this Agreement upon one year's written notice to the other Party, in which case any annexes will also terminate.
4. Annexes constitute an integral part of this Agreement, except that, if an annex so provides, either Party may terminate such annex in accordance with the terms of that annex.

Article XV

Obligations et droits existants

Aucune disposition du présent Accord ne doit être interprétée comme pouvant restreindre les droits et obligations des Parties en vertu d'autres accords internationaux entre elles, y compris le Traité des eaux limitrophes et l'Accord de 1978 relatif à la qualité de l'eau dans les Grands lacs, tel que modifié.

Article XVI

Entrée en vigueur, modification et dénonciation

1. Le présent Accord, y compris ses Annexes 1 et 2, entre en vigueur au moment de sa signature par les Parties.
2. Le présent Accord peut être modifié en tout temps par accord écrit entre les Parties.
3. L'une ou l'autre des Parties peut dénoncer le présent Accord sur préavis écrit d'un an à l'autre Partie, ce qui entraîne la dénonciation de ses annexes.
4. Les annexes font partie intégrante du présent Accord, sauf que, lorsqu'une annexe comprend des dispositions à cet effet, l'une ou l'autre des Parties peut dénoncer cette annexe conformément aux dispositions de celle-ci.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned have signed this Agreement.

DONE in duplicate, at *Ottawa*, this
13th day of *March*, 1991, in the English and French
languages, each version being equally authentic.

EN FOI DE QUOI, les soussignés ont signé le présent Accord.

FAIT en deux exemplaires à *Ottawa*, ce
13^e jour de *Mars* 1991, en langues anglaise et
française, les deux versions faisant également foi.

FOR THE GOVERNMENT
OF CANADA

POUR LE GOUVERNEMENT
DU CANADA

Brian Mulroney



FOR THE GOVERNMENT OF THE
UNITED STATES OF AMERICA

POUR LE GOUVERNEMENT
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

G. Bush



ANNEX 1SPECIFIC OBJECTIVES CONCERNING
SULPHUR DIOXIDE AND NITROGEN OXIDES1. Sulphur DioxideA. For the United States:¹

1. Reduction of annual sulphur dioxide emissions by approximately 10 million tons² from 1980 levels in accordance with Title IV of the Clean Air Act³ i.e., reduction of annual sulphur dioxide emissions to approximately 10 million tons below 1980 levels by 2000 (with the exception of sources repowering with qualifying clean coal technology in accordance with section 409 of the Clean Air Act, and sources receiving bonus allowances in accordance with section 405(a)(2) and (3) of the Clean Air Act).
2. Achievement of a permanent national emission cap of 8.95 million tons of sulphur dioxide per year for electric utilities by 2010, to the extent required by Title IV of the Clean Air Act.
3. Promulgation of new or revised standards or such other action under the Clean Air Act as the Administrator of the U.S. Environmental Protection Agency (EPA) deems appropriate, to the extent required by section 406 of the Clean Air Act Amendments of 1990 (P. L. 101-549), aimed at limiting sulphur dioxide emissions from industrial sources in the event that the Administrator of EPA determines that annual sulphur dioxide emissions from industrial sources may reasonably be expected to exceed 5.6 million tons.

B. For Canada:

1. Reduction of sulphur dioxide emissions in the seven easternmost Provinces to 2.3 million tonnes per year by 1994 and the achievement of a cap on sulphur dioxide emissions in the seven easternmost Provinces at 2.3 million tonnes per year from 1995 through December 31, 1999.
2. Achievement of a permanent national emissions cap of 3.2 million tonnes per year by 2000.

¹. Applies only to reductions in emissions in the forty-eight contiguous States and the District of Columbia.

². 1 ton = 0.91 tonnes (metric tons).

³. All references to the Clean Air Act refer to the Act as amended November 15, 1990.

ANNEXE 1OBJECTIFS SPÉCIFIQUES POUR L'ANHYDRIDE SULFUREUX
ET LES OXYDES D'AZOTE1. Anhydride sulfureux :A. Pour les États-Unis¹ :

1. Réduction des émissions annuelles d'anhydride sulfureux d'environ 10 millions de tonnes² par rapport aux niveaux de 1980 conformément au titre IV de la «Clean Air Act»³, c'est-à-dire une réduction des émissions annuelles d'anhydride sulfureux de sorte qu'elles soient inférieures d'environ 10 millions de tonnes aux niveaux de 1980 d'ici l'an 2000 (exception faite des sources remises en service qui utilisent des techniques acceptées, non polluantes, d'utilisation du charbon, conformément à l'article 409 de la «Clean Air Act» et des sources recevant des allocations en prime conformément aux alinéas 405(a)(2) et (3) de la «Clean Air Act»).

2. Atteinte d'un plafond permanent pour les émissions nationales de 8,95 millions de tonnes d'anhydride sulfureux par année pour les centrales électriques d'ici 2010, dans la mesure requise par le titre IV de la «Clean Air Act».

3. Promulgation de normes nouvelles ou révisées ou de toutes autres mesures en vertu de la «Clean Air Act» que l'administrateur de l'«Environmental Protection Agency» (EPA) des États-Unis juge appropriées, dans la mesure prescrite par l'article 406 des modifications de 1990 à la «Clean Air Act» (P.L. 101-549), ayant pour but de limiter les émissions d'anhydride sulfureux provenant de sources industrielles, si l'administrateur de l'EPA détermine qu'il est raisonnable de s'attendre à ce que ces émissions dépassent annuellement 5,6 millions de tonnes.

B. Pour le Canada :

1. Réduction des émissions d'anhydride sulfureux dans les sept Provinces les plus à l'est à 2,3 millions de tonnes métriques par année d'ici 1994 et atteinte d'un plafond pour ces émissions dans les sept Provinces les plus à l'est de 2,3 millions de tonnes métriques par année pour la période allant de 1995 au 31 décembre 1999 inclusivement.

2. Atteinte d'un plafond permanent pour les émissions nationales de 3,2 millions de tonnes métriques par année d'ici l'an 2000.

¹. Ne s'applique qu'aux réductions des émissions dans les quarante-huit États contigus et le district de Columbia.

². 1 tonne = 0,91 tonne métrique

³. Toutes les mentions de la "Clean Air Act" renvoient à la législation telle qu'amendée le 15 novembre 1990.

2. Nitrogen Oxides

A. For the United States:⁴

With a view to a reduction of total annual emissions of nitrogen oxides by approximately 2 million tons from 1980 emission levels by 2000:

1. Stationary Sources

Implementation of the following nitrogen oxides control program for electric utility boilers to the extent required by Title IV of the Clean Air Act:

(a) By January 1, 1995, tangentially fired boilers must meet an allowable emission rate of 0.45 lb/mmBtu and dry bottom wall-fired boilers must meet an allowable emission rate of 0.50 lb/mmBtu (unless the Administrator of EPA determines that these rates cannot be achieved using low NOx burner technology).

(b) By January 1, 1997, EPA must set allowable emission limitations for:

- wet bottom wall-fired boilers;
- cyclones;
- units applying cell burner technology; and
- all other types of utility boilers.

⁴. Applies only to reductions in emissions in the forty-eight contiguous States and the District of Columbia.

2. Oxydes d'azote

A. Pour les États-Unis⁴ :

Pour réduire d'ici l'an 2000 les émissions totales annuelles d'oxydes d'azote d'environ 2 millions de tonnes par rapport aux niveaux d'émissions de 1980 :

1. Sources fixes

Mise en oeuvre du programme suivant de contrôle des oxydes d'azote pour les chaudières des centrales électriques, dans la mesure requise par le titre IV de la «Clean Air Act» :

a) à compter du 1^{er} janvier 1995, le taux d'émission admissible ne doit pas dépasser 0,45 lb par million de B.T.U. pour les chaudières à chauffe tangentielle, et 0,5 lb par million de B.T.U., pour les chaudières chauffées par les parois et sans lame d'eau sous les cendriers (à moins que l'administrateur de l'EPA ne juge que ce taux ne peut être obtenu au moyen de brûleurs à faible émission d'oxydes d'azote).

b) à compter du 1^{er} janvier 1997, l'EPA doit établir des limites admissibles d'émission :

- pour les chaudières à lame d'eau sous les cendriers et chauffées par les parois;
- pour les cyclones;
- pour les unités utilisant des brûleurs cellulaires; et
- pour tous les autres types de chaudières.

⁴. Ne s'applique qu'aux réductions des émissions dans les quarante-huit États contigus et le district de Columbia.

2. Mobile Sources

Implementation of the following mobile source nitrogen oxides control program to the extent required by Title II of the Clean Air Act:

(a) Light Duty Trucks (LDT) (up to 6000 lbs gross vehicle weight rating (GVWR)) and Light Duty Vehicles (LDV) -- standards for model years after 1993:

	5 yrs/50,000 miles (useful life)	10 yrs/100,000 miles
LDTs (0 to 3750 lbs Loaded Vehicle Weight (LVW)) and LDVs	0.4 grams per mile (gpm)	0.6 gpm
Diesel LDTs (0 to 3750 lbs LVW) and LDVs (before 2004)	1.0 gpm	1.25 gpm
LDTs (3751 to 5750 lbs LVW)	0.7 gpm ⁵	0.97 gpm

In model year 1994, 40% of each manufacturer's sales volume must meet the above standards. In 1995, the percentage shall increase to 80% and, after 1995, to 100%.

(b) Light Duty Trucks more than 6000 lbs GVWR
(after model year 1995):

	Gasoline 5 yrs/50,000 miles	Gasoline and Diesel 11 yrs/120,000 miles
LDTs (3751 to 5750 lbs Test Weight (TW))	0.7 gpm	0.98 gpm
LDTs (over 5750 lbs TW)	1.1 gpm	1.53 gpm

In model year 1996, 50% of each manufacturer's sales volume must meet the above standards. Thereafter, 100% of each manufacturer's sales volume must meet the standard.

⁵. This standard does not apply to diesel-fueled LDTs (3751 to 5750 lbs LVW).

2. Sources mobiles

Mise en oeuvre du programme suivant de contrôle des oxydes d'azote pour les sources mobiles, dans la mesure requise par le titre II de la «Clean Air Act» :

a) Camionnettes (dont le poids nominal brut du véhicule (PNBV) ne dépasse pas 6000 lb) et véhicules légers -- normes pour les modèles ultérieurs à 1993 :

	5 ans ou 50 000 milles (vie utile)	10 ans ou 100 000 milles
Camionnettes (poids avec charge allant jusqu'à 3 750 lb) et véhicules légers	0,4 gramme par mille (g/mille)	0,6 g/mille
Camionnettes munies d'un moteur diesel (poids avec charge allant jusqu'à 3 750 lb) et véhicules légers (avant 2004)	1,0 g/mille	1,25 g/mille
Camionnettes (poids avec charge de 3 751 à 5750 lb)	0,7 g/mille ⁵	0,97 g/mille

Pour les modèles 1994, 40 % des véhicules vendus par chaque fabricant doivent satisfaire aux normes susmentionnées. En 1995, le pourcentage augmentera à 80 %, et, après 1995, à 100 %.

b) Camionnettes dont le PNBV est supérieur à 6 000 lb (modèles ultérieurs à 1995) :

	Essence 5 ans ou 50 000 milles	Essence et carburant diesel 11 ans ou 120 000 milles
Camionnettes (poids d'essai de 3 751 à 5750 lb)	0,7 g/mille	0,98 g/mille
Camionnettes (poids d'essai supérieur à 5 750 lb)	1,1 g/mille	1,53 g/mille

Pour les modèles 1996, 50 % des véhicules vendus par chaque fabricant doivent satisfaire aux normes susmentionnées. Par la suite, ce pourcentage doit augmenter à 100 %.

⁵. Cette norme ne s'applique pas aux camionnettes (dont le poids avec charge est de 3 751 à 5 750 lb) fonctionnant au carburant diesel.

(c) Heavy Duty Trucks (HDT) of more than 8500 lbs GVWR (after model year 1990):

Gasoline and Diesel Engines

HDT (effective model year 1991⁶) 5.0 grams per brake
horsepower-hour⁶ (gbhp-hr)

HDT (model year 1998 and later) 4.0 gbhp-hr

Useful life⁶:

gasoline engines 8 years/110,000 miles

diesel engines

light heavy-duty: 8yrs/110,000 miles

medium heavy-duty: 8yrs/185,000 miles

heavy heavy-duty: 8yrs/290,000 miles

B. For Canada:

1. Stationary Sources

(a) As an interim requirement, reduction, by 2000, of annual national emissions of nitrogen oxides from stationary sources by 100,000 tonnes below the year 2000 forecast level of 970,000 tonnes.

(b) By January 1, 1995, development of further annual national emission reduction requirements from stationary sources to be achieved by 2000 and/or 2005.

2. Mobile Sources

(a) Implementation of a more stringent mobile source nitrogen oxides control program for gasoline powered vehicles with standards no less stringent than the following:

Light Duty Vehicles (up to 6000 lbs GVWR)

(By model year 1996 for passenger cars)

(By model year 1996 for light duty trucks⁷)

5 yrs/80,000 kilometres
(useful life)

Cars and Light Duty Trucks 0.4 gpm
(0 to 3750 lbs LVW)

Light Duty Trucks 0.7 gpm
(3751 to 5750 lbs LVW)

⁶. As set forth in EPA regulations in effect as of the entry into force of this Agreement.

⁷. The Government of Canada will propose this effective date; the final effective date is subject to the procedures and outcome of the regulation development process.

c) Camions lourds dont le PNBV est supérieur à 8 500 lb (modèles ultérieurs à 1990) :

Moteurs à essence et carburant diesel

Camions lourds (à compter des modèles 1991 ⁶)	5,0 grammes par puissance hp au frein-heure ⁶ (g/php/fh)
--	--

Camions lourds (modèles 1998 et ultérieurs)	4,0 g/php/fh
--	--------------

Vie utile⁶:

moteurs à essence	8 ans ou 110 000 milles
moteurs à carburant diesel	
petits moteurs lourds	8 ans ou 110 000 milles
moteurs lourds	8 ans ou 185 000 milles
intermédiaires	
gros moteurs lourds	8 ans ou 290 000 milles

B. Pour le Canada :

1. Sources fixes

a) Fixation d'un objectif provisoire pour la réduction de 100 000 tonnes métriques, d'ici l'an 2000, des émissions annuelles nationales d'oxydes d'azote provenant de sources fixes, par rapport au niveau prévu de 970 000 tonnes métriques cette année-là.

b) D'ici janvier 1995, fixation d'objectifs pour réduire davantage les émissions annuelles nationales provenant de sources fixes, à réaliser d'ici l'an 2000 et/ou 2005.

2. Sources mobiles

a) Mise en oeuvre d'un programme plus rigoureux de contrôle des oxydes d'azote provenant de sources mobiles pour les véhicules fonctionnant à l'essence, assorti de normes au moins aussi strictes que les suivantes :

Véhicules légers (PNBV allant jusqu'à 6 000 lb)
(A compter des modèles 1996 pour les voitures de tourisme)
(A compter des modèles 1996 pour les camionnettes')

5 ans ou 80 000 kilomètres
(vie utile)

Voitures et camionnettes (poids avec charge de 0 à 3 750 lb)	0,4 g/mille
--	-------------

Camionnettes (poids avec charge de 3 751 à 5 750 lb)	0,7 g/mille
--	-------------

⁶. Ainsi qu'il est établi sous les règlements de l'EPA en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent Accord.

⁷. Le gouvernement du Canada proposera la date indiquée; la date d'entrée en vigueur définitive dépendra toutefois du mode d'exécution et de l'issue du processus d'élaboration des règlements.

Medium Duty Vehicles (6001 to 8500 lbs GVWR)
(By model year 1997⁷)

5 yrs/80,000 kilometres
(useful life)

0 to 3750 lbs LVW	0.4 gpm
3751 to 5750 lbs LVW	0.7 _h gpm
Over 5750 lbs LVW	1.1 gpm

Heavy Duty Vehicles (over 8500 lbs GVWR)
(By model year 1998⁷)

8 years/110,000 miles
(useful life)

Over 8500 lbs GVWR	4.0 gbhp-hr
--------------------	-------------

(b) Implementation of a more stringent mobile source nitrogen oxides control program for diesel powered vehicles and engines with standards, to the extent possible, no less stringent than the standards for the respective duty classes of gasoline powered vehicles and engines.

Véhicules intermédiaires (PNBV de 6 001 à 8 500 lb)
(A compter des modèles 1997⁷)

5 ans ou 80 000 kilomètres
(vie utile)

poids avec charge de 0 à 3 750 lb	0,4 g/mille
poids avec charge de 3 751 à 5 750 lb	0,7 g/mille
poids avec charge supérieur à 5 750 lb	1,1 g/mille

Véhicules lourds (PNBV supérieur à 8 500 lb)
(A compter des modèles 1998⁷)

8 ans ou 110 000 milles
(vie utile)

PNBV supérieur à 8 500 lb	4,0 g/php/fh
---------------------------	--------------

b) Mise en oeuvre d'un programme plus rigoureux de contrôle des oxydes d'azote provenant de sources mobiles pour les véhicules et les moteurs fonctionnant au carburant diesel, assorti de normes au moins aussi strictes, dans la mesure du possible, que celles s'appliquant aux catégories respectives de poids de véhicules et de moteurs fonctionnant à l'essence.

3. Compliance Monitoring

A. Utility Units

1. For the United States:

Requirement that, by January 1, 1995, each new electric utility unit and each electric utility unit greater than 25 MWe existing on the date of enactment of the Clean Air Act Amendments of 1990 (November 15, 1990) emitting sulphur dioxide or nitrogen oxides install and operate continuous emission monitoring systems or alternative systems approved by the Administrator of EPA, to the extent required by section 412 of the Clean Air Act.

2. For Canada:

Requirement that, by January 1, 1995, Canada estimate sulphur dioxide and nitrogen oxides emissions from each new electric utility unit and each existing electric utility unit greater than 25 MWe using a method of comparable effectiveness to continuous emission monitoring, as well as investigate the feasibility of using and implement, where appropriate, continuous emission monitoring systems.

3. For Both Parties:

The Parties shall consult, as appropriate, concerning the implementation of the above.

B. Other Major Stationary Sources

Requirement that the Parties work towards utilizing comparably effective methods of emission estimation for sulphur dioxide and nitrogen oxides emissions from all major industrial boilers and process sources, including smelters.

3. Surveillance de la conformité

A. Unités des centrales

1. Pour les États-Unis :

À compter du 1^{er} janvier 1995, toutes les nouvelles unités des centrales électriques et toutes les unités des centrales électriques d'une puissance supérieure à 25 MWe existant à la date d'entrée en vigueur des modifications de 1990 à la «Clean Air Act» (le 15 novembre 1990) et qui produisent des émissions d'anhydride sulfureux ou d'oxydes d'azote doivent être munies d'un système de mesure continue des émissions ou d'un autre système approuvé par l'administrateur de l'EPA, dans la mesure requise par le paragraphe 412 de la «Clean Air Act».

2. Pour le Canada :

À compter du 1^{er} janvier 1995, le Canada doit estimer les émissions d'anhydride sulfureux et d'oxydes d'azote provenant de toutes les nouvelles unités des centrales électriques et de toutes les unités des centrales électriques existantes d'une puissance supérieure à 25 MWe au moyen d'une méthode d'une efficacité comparable à celle de la mesure continue des émissions, étudier la possibilité d'avoir recours à des systèmes de mesure continue des émissions, et en installer au besoin.

3. Pour les deux Parties :

Les Parties se consultent au besoin au sujet de la mise en oeuvre des dispositions susmentionnées.

B. Autres sources fixes majeures

Les Parties doivent chercher à employer des méthodes d'une efficacité comparable en vue d'estimer les émissions d'anhydride sulfureux et d'oxydes d'azote produites par toutes les chaudières industrielles et les installations de traitement d'importance, y compris les fonderies.

4. Prevention of Air Quality Deterioration and Visibility Protection

Recognizing the importance of preventing significant air quality deterioration and protecting visibility, particularly for international parks, national, state, and provincial parks, and designated wilderness areas:

A. For the United States:

Requirement that the United States maintain means for preventing significant air quality deterioration and protecting visibility, to the extent required by Part C of Title I of the Clean Air Act, with respect to sources that could cause significant transboundary air pollution.

B. For Canada:

Requirement that Canada, by January 1, 1995, develop and implement means affording levels of prevention of significant air quality deterioration and protection of visibility comparable to those in paragraph A above, with respect to sources that could cause significant transboundary air pollution.

C. For Both Parties:

The Parties shall consult, as appropriate, concerning the implementation of the above.

4. Prévention de la dégradation de la qualité de l'air et protection de la visibilité

Reconnaissant l'importance de prévenir une dégradation importante de la qualité de l'air et de protéger la visibilité, en particulier dans les parcs internationaux, nationaux, des États et provinciaux ainsi que dans les aires sauvages désignées :

A. Pour les États-Unis :

Les États-Unis doivent continuer d'être en mesure de prévenir une dégradation importante de la qualité de l'air et de protéger la visibilité, dans la mesure requise par la partie C du titre I de la «Clean Air Act», compte tenu des sources qui pourraient causer une importante pollution atmosphérique transfrontière.

B. Pour le Canada :

D'ici le 1^{er} janvier 1995, le Canada doit trouver et mettre en oeuvre des moyens, comparables à ceux dont il est question dans le paragraphe A ci-dessus, de prévenir une dégradation importante de la qualité de l'air et de protéger la visibilité, compte tenu des sources qui pourraient causer une importante pollution atmosphérique transfrontière.

C. Pour les deux Parties :

Les deux Parties se consultent au besoin au sujet de la mise en oeuvre des dispositions susmentionnées.

ANNEX 2SCIENTIFIC AND TECHNICAL ACTIVITIES
AND ECONOMIC RESEARCH

1. For the purpose of determining and reporting on air pollutant concentrations and deposition, the Parties agree to coordinate their air pollutant monitoring activities through:
 - (a) coordination of existing networks;
 - (b) additions to monitoring tasks of existing networks of those air pollutants that the Parties agree should be monitored for the purposes of this Agreement;
 - (c) addition of stations or networks where no existing monitoring facility can perform a necessary function for purposes of this Agreement;
 - (d) the use of compatible data management procedures, formats, and methods; and
 - (e) the exchange of monitoring data.

2. For the purpose of determining and reporting air emissions levels, historical trends, and projections with respect to the achievement of the general and specific objectives set forth in this Agreement, the Parties agree to coordinate their activities through:
 - (a) identification of such air emissions information that the Parties agree should be exchanged for the purposes of this Agreement;
 - (b) the use of measurement and estimation procedures of comparable effectiveness;
 - (c) the use of compatible data management procedures, formats, and methods; and
 - (d) the exchange of air emission information.

ANNEXE 2**ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES**
ET ÉTUDES ÉCONOMIQUES

1. En vue de déterminer et de communiquer les concentrations et les retombées de polluants atmosphériques, les Parties conviennent de coordonner leurs activités de surveillance de ces polluants, et pour ce faire:
 - a) de coordonner des réseaux existants;
 - b) d'augmenter les tâches de surveillance de réseaux existants pour les polluants atmosphériques qui, de l'avis des deux Parties, devraient être surveillés aux fins du présent Accord;
 - c) d'ajouter des stations ou des réseaux lorsqu'aucune installation existante de surveillance n'est en mesure d'accomplir une fonction nécessaire aux fins du présent Accord;
 - d) d'employer des procédures, des modes de présentation et des méthodes compatibles pour la gestion des données; et
 - e) d'échanger des données de surveillance.

2. En vue de déterminer et de communiquer les niveaux des émissions atmosphériques, les tendances historiques et les prévisions concernant la réalisation de l'objectif général et des objectifs spécifiques énoncés dans le présent Accord, les Parties conviennent de coordonner leurs activités, et pour ce faire:
 - a) de déterminer les renseignements sur les émissions qui, de l'avis des deux Parties, devraient être échangés aux fins du présent Accord;
 - b) d'employer des méthodes de mesure et d'estimation d'une efficacité comparable;
 - c) d'employer des procédures, des modes de présentation et des méthodes compatibles pour la gestion des données; et
 - d) d'échanger des données sur les émissions.

3. The Parties agree to cooperate and exchange information with respect to:
 - (a) their monitoring of the effects of changes in air pollutant concentrations and deposition with respect to changes in various effects categories, e.g., aquatic ecosystems, visibility, and forests;
 - (b) their determination of any effects of atmospheric pollution on human health and ecosystems, e.g. research on health effects of acid aerosols, research on the long-term effects of low concentrations of air pollutants on ecosystems, possibly in a critical loads framework;
 - (c) their development and refinement of atmospheric models for purposes of determining source receptor relationships and transboundary transport and deposition of air pollutants;
 - (d) their development and demonstration of technologies and measures for controlling emissions of air pollutants, in particular acidic deposition precursors, subject to their respective laws, regulations and policies;
 - (e) their analysis of market-based mechanisms, including emissions trading; and
 - (f) any other scientific and technical activities or economic research that the Parties may agree upon for purposes of supporting the general and specific objectives of this Agreement.
4. The Parties further agree to consult on approaches to, and share information and results of research on, methods to mitigate the impacts of acidic deposition, including the environmental effects and economic aspects of such methods.

3. Les Parties conviennent de coopérer et d'échanger des renseignements en ce qui concerne :
 - a) la surveillance qu'elles exercent quant aux effets des changements des concentrations et des retombées de polluants atmosphériques à divers chapitres, tels les écosystèmes aquatiques, la visibilité et les forêts;
 - b) leurs études des effets de la pollution atmosphérique sur la santé humaine et les écosystèmes, par exemple les recherches sur les effets des aérosols acides sur la santé et les recherches sur les effets à long terme des faibles concentrations de polluants atmosphériques sur les écosystèmes, en appliquant peut-être une approche axée sur les charges critiques;
 - c) leurs activités de conception et de mise au point de modèles atmosphériques pour la détermination des rapports entre les sources et les récepteurs et le calcul du transport et des retombées transfrontières des polluants atmosphériques;
 - d) leurs activités de mise au point et de démonstration de techniques et de mesures de lutte contre les émissions de polluants atmosphériques, en particulier les précurseurs des retombées acides, sous réserve des lois, des règlements et des politiques de leurs pays;
 - e) leur analyse des mécanismes de marché, y compris l'échange de droits d'émission; et
 - f) toute autre activité scientifique ou technique ou étude économique dont les Parties peuvent convenir en vue d'aider à la réalisation de l'objectif général et des objectifs spécifiques du présent Accord.
4. Les Parties se consultent aussi sur les approches et échangent les résultats des recherches ainsi que d'autres renseignements en ce qui concerne l'atténuation des incidences des retombées acides, y compris les répercussions environnementales et les aspects économiques de ces méthodes.

© Minister of Supply and Services Canada 1991

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1991/3
ISBN 0-660-56516-1

Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1991

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1991/3
ISBN 0-660-56516-1

CAI
EA10

NADA

-T67

RECUEIL DES TRAITÉS 1991/4 TREATY SERIES

CULTURE

Accord entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement de
la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE concernant la coopération et les
échanges dans le domaine des musées

Paris, le 26 novembre 1990

En vigueur le 1^{er} avril 1991



CULTURE

Agreement between the Government of CANADA and the
Government of the REPUBLIC OF FRANCE regarding
Co-operation and Exchanges in the Museums Field

Paris, November 26, 1990

In force April 1, 1991



CANADA

RECUEIL DES TRAITÉS 1991/4 TREATY SERIES

CULTURE

Accord entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement de
la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE concernant la coopération et les
échanges dans le domaine des musées

Paris, le 26 novembre 1990

En vigueur le 1^{er} avril 1991

CULTURE

Agreement between the Government of CANADA and the
Government of the REPUBLIC OF FRANCE regarding
Co-operation and Exchanges in the Museums Field

Paris, November 26, 1990

In force April 1, 1991

The Government of Canada
and the Government of the French Republic,
hereinafter called "the Parties",

Considering their Cultural Agreement, signed
November 17, 1965, and their Exchange of Letters regarding
scientific co-operation of October 23, 1973,

Resolved to encourage the development of their
co-operation and exchanges in the museums field,

Have agreed as follows:

Article I

The Parties shall develop their co-operation
and exchanges in the museums field.

Article II

1. Without prejudice to actions concerning exhibitions
carried out pursuant to Article V of the Cultural Agreement
of November 17, 1965, the Parties shall develop their
co-operation and exchanges in all fields of museum
activity, including conservation, restoration, training,
research, archaeology, information, inventories and
the production of audiovisual documents.

2. The terms and conditions of this co-operation
may be set out in administrative arrangements between
the relevant administrations of the two Parties.

Le Gouvernement du Canada
et le Gouvernement de la République française,
ci-dessous dénommés "les Parties",

Considérant leur Accord culturel signé le 17 novembre
1965 et leur Echange de lettres du 23 octobre 1973 relatif à la
coopération scientifique,

Résolus à encourager le développement de leur coopéra-
tion et de leurs échanges dans le domaine des musées,

Sont convenus de ce qui suit:

Article Ier

Les Parties développent leur coopération et leurs
échanges dans le domaine des musées.

Article II

1) Sans préjudice des actions concernant les expositions
menées dans le cadre de l'article 5 de l'Accord culturel du 17
novembre 1965, les Parties développent leur coopération et leurs
échanges dans tous les champs d'activité muséologique, notamment
en matière de conservation, de restauration, de formation, de
recherche, d'archéologie, d'information, d'inventaires et de
production de documents audiovisuels.

2) Les modalités de cette coopération peuvent faire
l'objet d'arrangements administratifs entre les administrations
intéressées des deux Parties.

Article III

1. The actions referred to in Article II shall apply to the collections within the jurisdiction of the Parties, whether they be artistic, historical, archaeological, ethnographic or scientific in nature.

2. With respect to other collections, the Parties shall encourage co-operation and exchanges between the institutions and individuals concerned.

Article IV

The Parties shall encourage and facilitate the twinning of specialized institutions working in the museums field.

Article V

The Parties shall seek opportunities to develop joint actions with third States, in accordance with terms and conditions to be determined by mutual agreement.

Article VI

In accordance with the Cultural Agreement of November 17, 1965, the Parties shall proceed with the exchange of specialists, materials and information and all other kinds of exchanges in the fields covered by this Agreement.

Article VII

1. Article 9 of the Cultural Agreement of November 17, 1965, shall govern the conditions of admission and temporary sojourn of nationals of each party concerned by the application of this Agreement, and of their family, on the territory of the other Party.

2. The entry of the personal goods and effects of such nationals shall be governed by the same article.

Article III

1) Les actions visées à l'Article II portent sur les collections relevant des Parties, quelle que soit leur nature: artistique, historique, archéologique, ethnographique ou scientifique.

2) En ce qui concerne les autres collections, les Parties encouragent la coopération et les échanges entre les institutions et personnes intéressées.

Article IV

Les Parties encouragent et facilitent le jumelage d'institutions spécialisées oeuvrant dans le domaine des musées.

Article V

Les Parties recherchent, selon des modalités à déterminer d'un commun accord, les possibilités de mettre au point des actions conjointes avec des Etats tiers.

Article VI

Conformément à l'Accord culturel du 17 novembre 1965, les Parties procèdent à l'échange d'experts, de matériels et d'informations et à tout autre type d'échange dans les domaines du présent Accord.

Article VII

1) Les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants des Parties intéressés par l'application du présent Accord ainsi que de leur famille sur le territoire de l'autre sont régies par l'article 9 de l'Accord culturel du 17 novembre 1965.

2) L'importation des biens et effets personnels de ces ressortissants est régie par le même article.

Article VIII

The Parties shall permit the temporary entry, exempt from tax and duty, of materials required for the application of this Agreement, in accordance with the laws and regulations in force in each State.

Article IX

1. A Joint Committee shall be created to present to the competent authorities of each Party recommendations concerning the development of the co-operation and exchanges which are the subject of this Agreement and the means of solving difficulties which arise from its application.

2. The Joint Committee shall meet once every two years alternately in each State. In the interval, it may meet as required.

3. Each Party shall appoint its representatives to sit on the Joint Committee.

4. In accordance with the Cultural Agreement of November 17, 1965, the joint Canadian and French Commission shall study at its meetings the programmes of action presented by the Joint Committee.

Article X

Each Party shall notify the other of the completion of the formalities required by its Constitution for the entry into force of the present Agreement. The Agreement shall come into force on the first day of the second month following the date of receipt of the second of these notifications.

Article VIII

Les Parties permettent l'admission temporaire en franchise de tout droit et taxe du matériel nécessaire à l'application du présent Accord conformément aux lois et règlements en vigueur dans chaque Etat.

Article IX

1- Il est créé un Comité conjoint chargé de présenter aux autorités compétentes de chacune des Parties des recommandations portant sur le développement de la coopération et des échanges visés par le présent Accord et sur les moyens de résoudre les difficultés soulevées par sa mise en application.

2- Le Comité conjoint se réunit une fois tous les deux ans alternativement dans chaque Etat. Dans l'intervalle, il peut se réunir en tant que de besoin.

3- Chaque Partie nomme ses représentants au Comité conjoint.

4- Conformément à l'Accord culturel du 17 novembre 1965, la Commission mixte canado-française étudie lors de ses sessions les programmes d'action présentés par le Comité conjoint.

Article X

Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des formalités constitutionnelles requises, en ce qui la concerne, pour l'entrée en vigueur du présent Accord, laquelle interviendra le premier jour du second mois suivant la date de la réception de la seconde de ces notifications.

Article XI

1. This Agreement shall remain in force for five years following its entry into force and shall be renewable by tacit agreement for periods of five years.

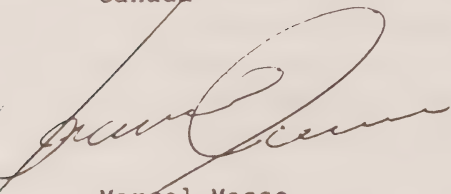
2. At the end of the first period of five years, the Agreement may be terminated at any time by giving six months notice.

3. The termination of the Cultural Agreement of November 17, 1965, shall terminate this Agreement.

4. Projects under way at the time of termination shall continue to benefit from the provisions of the present Agreement until such time as they have been completed.

Done at Paris, this 26th day of November, 1990,
in two copies in English and in French, both versions
being equally authentic.

For the Government of
Canada



Marcel Masse
Minister of
Communications

For the Government of
the French Republic



Jack Lang
Minister of Culture,
Communication and
Major Projects

Article XI

1- Le présent Accord est conclu pour une durée de cinq ans à compter de son entrée en vigueur et renouvelable par tacite reconduction pour des périodes de cinq ans.

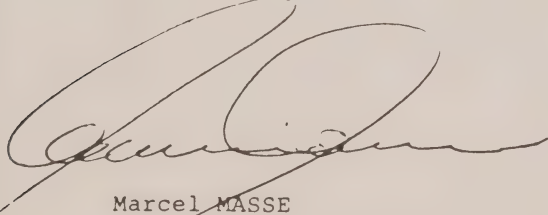
2- A l'issue de la première période de cinq ans, il peut être dénoncé à tout moment avec un préavis de six mois.

3- La dénonciation de l'Accord culturel du 17 novembre 1965 met fin au présent Accord.

4- Les projets en cours au moment de la dénonciation sont menés à terme avec le bénéfice des dispositions du présent Accord.

Fait à Paris ce 26 novembre 1990, en deux exemplaires dans les langues française et anglaise, chacune des deux versions faisant également foi.

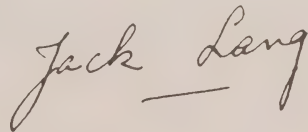
Pour le Gouvernement
du Canada



Marcel MASSE

Ministre des Communications

Pour le Gouvernement de
la République française



Jack LANG

Ministre de la Culture,
de la Communication, des
Grands Travaux et du
Bicentenaire

© Minister of Supply and Services Canada 1991

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1991/4
ISBN 0-660-56515-3

Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1991

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1991/4
ISBN 0-660-56515-3

CAI

EA 10

- 767

NADA



TREATY SERIES 1991/5 RECUEIL DES TRAITÉS

AGRICULTURE

International Convention for the Protection of New Varieties of Plants of December 2, 1961 as revised at Geneva on November 10, 1972, and on October 23, 1978

Done at Paris, December 2, 1961

Signed by Canada October 31, 1979

Ratification by Canada February 4, 1991

In force for Canada March 4, 1991



AGRICULTURE

Convention internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961, révisée à Genève le 10 novembre 1972 et le 23 octobre 1978

Faite à Paris le 2 décembre 1961

Signée par le Canada le 31 octobre 1979

Ratification du Canada le 4 février 1991

En vigueur pour le Canada le 4 mars 1991



CANADA

TREATY SERIES 1991/5 RECUEIL DES TRAITÉS

AGRICULTURE

International Convention for the Protection of New Varieties of Plants of December 2, 1961 as revised at Geneva on November 10, 1972, and on October 23, 1978

Done at Paris, December 2, 1961

Signed by Canada October 31, 1979

Ratification by Canada February 4, 1991

In force for Canada March 4, 1991

AGRICULTURE

Convention internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961, révisée à Genève le 10 novembre 1972 et le 23 octobre 1978

Faite à Paris le 2 décembre 1961

Signée par le Canada le 31 octobre 1979

Ratification du Canada le 4 février 1991

En vigueur pour le Canada le 4 mars 1991

International Convention for the Protection of New Varieties of Plants

**of December 2, 1961, as revised at Geneva
on November 10, 1972, and on October 23, 1978**

TABLE OF CONTENTS

Preamble	
Article 1:	Purpose of the Convention; Constitution of a Union; Seat of the Union
Article 2:	Forms of Protection
Article 3:	National Treatment; Reciprocity
Article 4:	Botanical Genera and Species Which Must or May be Protected
Article 5:	Rights Protected; Scope of Protection
Article 6:	Conditions Required for Protection
Article 7:	Official Examination of Varieties; Provisional Protection
Article 8:	Period of Protection
Article 9:	Restriction in the Exercise of Rights Protected
Article 10:	Nullity and Forfeiture of the Rights Protected
Article 11:	Free Choice of the Member State in Which the First Application is Filed; Application in Other Member States; Independence of Protection in Different Member States
Article 12:	Right of Priority
Article 13:	Variety Denomination
Article 14:	Protection Independent of Measures Regulating Production, Certification and Marketing
Article 15:	Organs of the Union
Article 16:	Composition of the Council; Votes
Article 17:	Observers in Meetings of the Council
Article 18:	President and Vice-Presidents of the Council
Article 19:	Sessions of the Council
Article 20:	Rules of Procedure of the Council; Administrative and Financial Regulations of the Union
Article 21:	Tasks of the Council
Article 22:	Majorities Required for Decisions of the Council
Article 23:	Tasks of the Office of the Union; Responsibilities of the Secretary-General; Appointment of Staff
Article 24:	Legal Status
Article 25:	Auditing of the Accounts
Article 26:	Finances
Article 27:	Revision of the Convention
Article 28:	Languages Used by the Office and in Meetings of the Council
Article 29:	Special Agreements for the Protection of New Varieties of Plants
Article 30:	Implementation of the Convention on the Domestic Level; Contracts on the Joint Utilisation of Examination Services
Article 31:	Signature
Article 32:	Ratification, Acceptance or Approval; Accession
Article 33:	Entry Into Force; Closing of Earlier Texts
Article 34:	Relations Between States Bound by Different Texts
Article 35:	Communications Concerning the Genera and Species Protected; Information to be Published
Article 36:	Territories
Article 37:	Exceptional Rules for Protection Under Two Forms
Article 38:	Transitional Limitation of the Requirement of Novelty
Article 39:	Preservation of Existing Rights
Article 40:	Reservations
Article 41:	Duration and Denunciation of the Convention
Article 42:	Languages; Depositary Functions

Convention internationale pour la protection des obtentions végétales

du 2 décembre 1961, révisée à Genève le 10 novembre 1972 et le 23 octobre 1978

TABLE DES MATIÈRES

Préambule

- Article premier: Objet de la Convention; constitution d'une Union; siège de l'Union
- Article 2: Formes de protection
- Article 3: Traitement national; réciprocité
- Article 4: Genres et espèces botaniques qui doivent ou peuvent être protégés
- Article 5: Droits protégés; étendue de la protection
- Article 6: Conditions requises pour bénéficier de la protection
- Article 7: Examen officiel des variétés; protection provisoire
- Article 8: Durée de la protection
- Article 9: Limitation de l'exercice des droits protégés
- Article 10: Nullité et déchéance des droits protégés
- Article 11: Libre choix de l'Etat de l'Union dans lequel la première demande est déposée; demandes dans d'autres Etats de l'Union; indépendance de la protection dans différents Etats de l'Union
- Article 12: Droit de priorité
- Article 13: Dénomination de la variété
- Article 14: Protection indépendante des mesures réglementant la production, le contrôle et la commercialisation
- Article 15: Organes de l'Union
- Article 16: Composition du Conseil; nombre de voix
- Article 17: Observateurs admis aux réunions du Conseil
- Article 18: Président et vice-présidents du Conseil
- Article 19: Sessions du Conseil
- Article 20: Règlement intérieur du Conseil; règlement administratif et financier de l'Union
- Article 21: Missions du Conseil
- Article 22: Majorités requises pour les décisions du Conseil
- Article 23: Missions du Bureau de l'Union; responsabilités du Secrétaire général; nomination des fonctionnaires
- Article 24: Statut juridique
- Article 25: Vérification des comptes
- Article 26: Finances
- Article 27: Revision de la Convention
- Article 28: Langues utilisées par le Bureau et lors des réunions du Conseil
- Article 29: Arrangements particuliers pour la protection des obtentions végétales
- Article 30: Application de la Convention sur le plan national; accords particuliers pour l'utilisation en commun de services chargés de l'examen
- Article 31: Signature
- Article 32: Ratification, acceptation ou approbation; adhésion
- Article 33: Entrée en vigueur; impossibilité d'adhérer aux textes antérieurs
- Article 34: Relations entre Etats liés par des textes différents
- Article 35: Communications concernant les genres et espèces protégés; renseignements à publier
- Article 36: Territoires
- Article 37: Dérogation pour la protection sous deux formes
- Article 38: Limitation transitoire de l'exigence de nouveauté
- Article 39: Maintien des droits acquis
- Article 40: Réserves
- Article 41: Durée et dénonciation de la Convention
- Article 42: Langues; fonctions du dépositaire

THE CONTRACTING PARTIES,

Considering that the International Convention for the Protection of New Varieties of Plants of December 2, 1961, amended by the Additional Act of November 10, 1972, has proved a valuable instrument for international cooperation in the field of the protection of the rights of the breeders,

Reaffirming the principles contained in the Preamble to the Convention to the effect that:

(a) they are convinced of the importance attaching to the protection of new varieties of plants not only for the development of agriculture in their territory but also for safeguarding the interests of breeders,

(b) they are conscious of the special problems arising from the recognition and protection of the rights of breeders and particularly of the limitations that the requirements of the public interest may impose on the free exercise of such a right,

(c) they deem it highly desirable that these problems, to which very many States rightly attach importance, should be resolved by each of them in accordance with uniform and clearly defined principles,

Considering that the idea of protecting the rights of breeders has gained general acceptance in many States which have not yet acceded to the Convention,

Considering that certain amendments in the Convention are necessary in order to facilitate the joining of the Union by these States,

Considering that some provisions concerning the administration of the Union created by the Convention require amendment in the light of experience,

Considering that these objectives may be best achieved by a new revision of the Convention,

Have agreed as follows:

Article 1

Purpose of the Convention; Constitution of a Union; Seat of the Union

(1) The purpose of this Convention is to recognise and to ensure to the breeder of a new plant variety or to his successor in title (both hereinafter referred to as "the breeder") a right under the conditions hereinafter defined.

(2) The States parties to this Convention (hereinafter referred to as "the member States of the Union") constitute a Union for the Protection of New Varieties of Plants.

(3) The seat of the Union and its permanent organs shall be at Geneva.

LES PARTIES CONTRACTANTES,

Considérant que la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961 modifiée par l'Acte additionnel du 10 novembre 1972 s'est avérée un instrument de valeur pour la coopération internationale en matière de protection du droit des obtenteurs;

Réaffirmant les principes figurant dans le préambule de la Convention, selon lesquels:

a) elles sont convaincues de l'importance que revêt la protection des obtentions végétales tant pour le développement de l'agriculture sur leur territoire que pour la sauvegarde des intérêts des obtenteurs,

b) elles sont conscientes des problèmes particuliers que soulèvent la reconnaissance et la protection du droit de l'obtenteur et notamment des limitations que peuvent imposer au libre exercice d'un tel droit les exigences de l'intérêt public,

c) elles considèrent qu'il est hautement souhaitable que ces problèmes auxquels de très nombreux Etats accordent une légitime importance soient résolus par chacun d'eux conformément à des principes uniformes et clairement définis;

Considérant que le concept de la protection des droits des obtenteurs a pris une grande importance dans beaucoup d'Etats qui n'ont pas encore adhéré à la Convention;

Considérant que certaines modifications dans la Convention sont nécessaires pour faciliter l'adhésion de ces Etats à l'Union;

Considérant que certaines dispositions concernant l'administration de l'Union créée par la Convention doivent être amendées à la lumière de l'expérience;

Considérant que la meilleure façon d'atteindre ces objectifs est de reviser à nouveau la Convention;

Sont convenues de ce qui suit:

Article premier

Objet de la Convention; constitution d'une Union; siège de l'Union

1) La présente Convention a pour objet de reconnaître et d'assurer un droit à l'obtenteur d'une variété végétale nouvelle ou à son ayant cause (désigné ci-après par l'expression « l'obtenteur ») dans des conditions définies ci-après.

2) Les Etats parties à la présente Convention (ci-après dénommés « Etats de l'Union ») constituent

Article 2

Forms of Protection

(1) Each member State of the Union may recognise the right of the breeder provided for in this Convention by the grant either of a special title of protection or of a patent. Nevertheless, a member State of the Union whose national law admits of protection under both these forms may provide only one of them for one and the same botanical genus or species.

(2) Each member State of the Union may limit the application of this Convention within a genus or species to varieties with a particular manner of reproduction or multiplication, or a certain end-use.

Article 3

National Treatment; Reciprocity

(1) Without prejudice to the rights specially provided for in this Convention, natural and legal persons resident or having their registered office in one of the member States of the Union shall, in so far as the recognition and protection of the right of the breeder are concerned, enjoy in the other member States of the Union the same treatment as is accorded or may hereafter be accorded by the respective laws of such States to their own nationals, provided that such persons comply with the conditions and formalities imposed on such nationals.

(2) Nationals of member States of the Union not resident or having their registered office in one of those States shall likewise enjoy the same rights provided that they fulfil such obligations as may be imposed on them for the purpose of enabling the varieties which they have bred to be examined and the multiplication of such varieties to be checked.

(3) Notwithstanding the provisions of paragraphs (1) and (2), any member State of the Union applying this Convention to a given genus or species shall be entitled to limit the benefit of the protection to the nationals of those member States of the Union which apply this Convention to that genus or species and to natural and legal persons resident or having their registered office in any of those States.

Article 4

Botanical Genera and Species Which Must or May be Protected

(1) This Convention may be applied to all botanical genera and species.

entre eux une Union pour la protection des obtentions végétales.

3) Le siège de l'Union et de ses organes permanents est fixé à Genève.

Article 2

Formes de protection

1) Chaque Etat de l'Union peut reconnaître le droit de l'obteneur prévu par la présente Convention par l'octroi d'un titre de protection particulier ou d'un brevet. Toutefois, un Etat de l'Union dont la législation nationale admet la protection sous ces deux formes ne doit prévoir que l'une d'elles pour un même genre ou une même espèce botanique.

2) Chaque Etat de l'Union peut limiter l'application de la présente Convention à l'intérieur d'un genre ou d'une espèce aux variétés ayant un système particulier de reproduction ou de multiplication ou une certaine utilisation finale.

Article 3

Traitement national; réciprocité

1) Les personnes physiques et morales ayant leur domicile ou siège dans un des Etats de l'Union jouissent, dans les autres Etats de l'Union, en ce qui concerne la reconnaissance et la protection du droit de l'obteneur, du traitement que les lois respectives de ces Etats accordent ou accorderont par la suite à leurs nationaux, le tout sans préjudice des droits spécialement prévus par la présente Convention et sous réserve de l'accomplissement des conditions et formalités imposées aux nationaux.

2) Les nationaux des Etats de l'Union n'ayant ni domicile ni siège dans un de ces Etats jouissent également des mêmes droits, sous réserve de satisfaire aux obligations qui peuvent leur être imposées en vue de permettre l'examen des variétés qu'ils auraient obtenues ainsi que le contrôle de leur multiplication.

3) Nonobstant les dispositions des paragraphes 1) et 2), tout Etat de l'Union appliquant la présente Convention à un genre ou une espèce déterminé a la faculté de limiter le bénéfice de la protection aux nationaux des Etats de l'Union qui appliquent la Convention à ce genre ou cette espèce et aux personnes physiques et morales ayant leur domicile ou siège dans un de ces Etats.

(2) The member States of the Union undertake to adopt all measures necessary for the progressive application of the provisions of this Convention to the largest possible number of botanical genera and species.

(3) (a) Each member State of the Union shall, on the entry into force of this Convention in its territory, apply the provisions of this Convention to at least five genera or species.

(b) Subsequently, each member State of the Union shall apply the said provisions to additional genera or species within the following periods from the date of the entry into force of this Convention in its territory:

- (i) within three years, to at least ten genera or species in all;
- (ii) within six years, to at least eighteen genera or species in all;
- (iii) within eight years, to at least twenty-four genera or species in all.

(c) If a member State of the Union has limited the application of this Convention within a genus or species in accordance with the provisions of Article 2(2), that genus or species shall nevertheless, for the purposes of subparagraphs (a) and (b), be considered as one genus or species.

(4) At the request of any State intending to ratify, accept, approve or accede to this Convention, the Council may, in order to take account of special economic or ecological conditions prevailing in that State, decide, for the purpose of that State, to reduce the minimum numbers referred to in paragraph (3), or to extend the periods referred to in that paragraph, or to do both.

(5) At the request of any member State of the Union, the Council may, in order to take account of special difficulties encountered by that State in the fulfilment of the obligations under paragraph (3)(b), decide, for the purposes of that State, to extend the periods referred to in paragraph (3)(b).

Article 5

Rights Protected; Scope of Protection

(1) The effect of the right granted to the breeder is that his prior authorisation shall be required for

- the production for purposes of commercial marketing
- the offering for sale
- the marketing

of the reproductive or vegetative propagating material, as such, of the variety.

Article 4

Genres et espèces botaniques qui doivent ou peuvent être protégés

1) La présente Convention est applicable à tous les genres et espèces botaniques.

2) Les Etats de l'Union s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour appliquer progressivement les dispositions de la présente Convention au plus grand nombre de genres et espèces botaniques.

3a) Au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention sur son territoire, chaque Etat de l'Union applique les dispositions de la Convention à au moins cinq genres ou espèces.

b) Chaque Etat de l'Union doit appliquer ensuite lesdites dispositions à d'autres genres ou espèces, dans les délais suivants à dater de l'entrée en vigueur de la présente Convention sur son territoire:

- i) dans un délai de trois ans, à au moins dix genres ou espèces au total;
- ii) dans un délai de six ans, à au moins dix-huit genres ou espèces au total;
- iii) dans un délai de huit ans, à au moins vingt-quatre genres ou espèces au total.

c) Lorsqu'un Etat de l'Union limite l'application de la présente Convention à l'intérieur d'un genre ou d'une espèce conformément aux dispositions de l'article 2.2), ce genre ou cette espèce sera néanmoins considéré comme un genre ou une espèce aux fins des alinéas a) et b).

4) A la requête d'un Etat ayant l'intention de ratifier, d'accepter ou d'approuver la présente Convention ou d'adhérer à celle-ci, le Conseil peut, afin de tenir compte des conditions économiques ou écologiques particulières de cet Etat, décider, en faveur de cet Etat, de réduire les nombres minimaux prévus au paragraphe 3), de prolonger les délais prévus dans ledit paragraphe, ou de faire les deux.

5) A la requête d'un Etat de l'Union, le Conseil peut, afin de tenir compte des difficultés particulières rencontrées par cet Etat pour remplir les obligations prévues au paragraphe 3)b), décider, en faveur de cet Etat, de prolonger les délais prévus dans le paragraphe 3)b).

Article 5

Droits protégés; étendue de la protection

1) Le droit accordé à l'obteneur a pour effet de soumettre à son autorisation préalable

Vegetative propagating material shall be deemed to include whole plants. The right of the breeder shall extend to ornamental plants or parts thereof normally marketed for purposes other than propagation when they are used commercially as propagating material in the production of ornamental plants or cut flowers.

(2) The authorisation given by the breeder may be made subject to such conditions as he may specify.

(3) Authorisation by the breeder shall not be required either for the utilisation of the variety as an initial source of variation for the purpose of creating other varieties or for the marketing of such varieties. Such authorisation shall be required, however, when the repeated use of the variety is necessary for the commercial production of another variety.

(4) Any member State of the Union may, either under its own law or by means of special agreements under Article 29, grant to breeders, in respect of certain botanical genera or species, a more extensive right than that set out in paragraph (1), extending in particular to the marketed product. A member State of the Union which grants such a right may limit the benefit of it to the nationals of member States of the Union which grant an identical right and to natural and legal persons resident or having their registered office in any of those States.

Article 6

Conditions Required for Protection

(1) The breeder shall benefit from the protection provided for in this Convention when the following conditions are satisfied:

(a) Whatever may be the origin, artificial or natural, of the initial variation from which it has resulted, the variety must be clearly distinguishable by one or more important characteristics from any other variety whose existence is a matter of common knowledge at the time when protection is applied for. Common knowledge may be established by reference to various factors such as: cultivation or marketing already in progress, entry in an official register of varieties already made or in the course of being made, inclusion in a reference collection, or precise description in a publication. The characteristics which permit a variety to be defined and distinguished must be capable of precise recognition and description.

(b) At the date on which the application for protection in a member State of the Union is filed, the variety

- la production à des fins d'écoulement commercial,
- la mise en vente,
- la commercialisation

du matériel de reproduction ou de multiplication végétative, en tant que tel, de la variété.

Le matériel de multiplication végétative comprend les plantes entières. Le droit de l'obtenteur s'étend aux plantes ornementales ou parties de ces plantes normalement commercialisées à d'autres fins que la multiplication, au cas où elles seraient utilisées commercialement comme matériel de multiplication en vue de la production de plantes d'ornement ou de fleurs coupées.

2) L'obtenteur peut subordonner son autorisation à des conditions qu'il définit.

3) L'autorisation de l'obtenteur n'est pas nécessaire pour l'emploi de la variété comme source initiale de variation en vue de la création d'autres variétés, ni pour la commercialisation de celles-ci. Par contre, cette autorisation est requise lorsque l'emploi répété de la variété est nécessaire à la production commerciale d'une autre variété.

4) Chaque Etat de l'Union peut, soit dans sa propre législation, soit dans des arrangements particuliers au sens de l'article 29, accorder aux obtenteurs, pour certains genres ou espèces botaniques, un droit plus étendu que celui défini au paragraphe 1) et pouvant notamment s'étendre jusqu'au produit commercialisé. Un Etat de l'Union qui accorde un tel droit a la faculté d'en limiter le bénéfice aux nationaux des Etats de l'Union accordant un droit identique ainsi qu'aux personnes physiques ou morales ayant leur domicile ou siège dans l'un de ces Etats.

Article 6

Conditions requises pour bénéficier de la protection

1) L'obtenteur bénéficie de la protection prévue par la présente Convention lorsque les conditions suivantes sont remplies:

a) Quelle que soit l'origine, artificielle ou naturelle, de la variation initiale qui lui a donné naissance, la variété doit pouvoir être nettement distinguée par un ou plusieurs caractères importants de toute autre variété dont l'existence, au moment où la protection est demandée, est notoirement connue. Cette notoriété peut être établie par diverses références telles que: culture ou commercialisation déjà en cours, inscription sur un registre officiel de variétés effectuée ou en cours,

- (i) must not—or, where the law of that State so provides, must not for longer than one year—have been offered for sale or marketed, with the agreement of the breeder, in the territory of that State, and
- (ii) must not have been offered for sale or marketed, with the agreement of the breeder, in the territory of any other State for longer than six years in the case of vines, forest trees, fruit trees and ornamental trees, including, in each case, their rootstocks, or for longer than four years in the case of all other plants.

Trials of the variety not involving offering for sale or marketing shall not affect the right to protection. The fact that the variety has become a matter of common knowledge in ways other than through offering for sale or marketing shall also not affect the right of the breeder to protection.

(c) The variety must be sufficiently homogeneous, having regard to the particular features of its sexual reproduction or vegetative propagation.

(d) The variety must be stable in its essential characteristics, that is to say, it must remain true to its description after repeated reproduction or propagation or, where the breeder has defined a particular cycle of reproduction or multiplication, at the end of each cycle.

(e) The variety shall be given a denomination as provided in Article 13.

(2) Provided that the breeder shall have complied with the formalities provided for by the national law of the member State of the Union in which the application for protection was filed, including the payment of fees, the grant of protection may not be made subject to conditions other than those set forth above.

Article 7

Official Examination of Varieties; Provisional Protection

(1) Protection shall be granted after examination of the variety in the light of the criteria defined in Article 6. Such examination shall be appropriate to each botanical genus or species.

(2) For the purposes of such examination, the competent authorities of each member State of the Union may require the breeder to furnish all the necessary information, documents, propagating material or seeds.

présence dans une collection de référence ou description précise dans une publication. Les caractères permettant de définir et de distinguer une variété doivent pouvoir être reconnus et décrits avec précision.

b) A la date du dépôt de la demande de protection dans un Etat de l'Union, la variété

- i) ne doit pas avoir été offerte à la vente ou commercialisée, avec l'accord de l'obteneur, sur le territoire de cet Etat — ou, si la législation de cet Etat le prévoit, pas depuis plus d'un an — et
- ii) ne doit pas avoir été offerte à la vente ou commercialisée, avec l'accord de l'obteneur, sur le territoire de tout autre Etat depuis plus de six ans dans le cas des vignes, des arbres forestiers, des arbres fruitiers et des arbres d'ornement, y compris, dans chaque cas, leurs porte-greffes, ou depuis plus de quatre ans dans le cas des autres plantes.

Tout essai de la variété ne comportant pas d'offre à la vente ou de commercialisation n'est pas opposable au droit à la protection. Le fait que la variété est devenue notoire autrement que par l'offre à la vente ou la commercialisation n'est pas non plus opposable au droit de l'obteneur à la protection.

c) La variété doit être suffisamment homogène, compte tenu des particularités que présente sa reproduction sexuée ou sa multiplication végétative.

d) La variété doit être stable dans ses caractères essentiels, c'est-à-dire rester conforme à sa définition, à la suite de ses reproductions ou multiplications successives, ou, lorsque l'obteneur a défini un cycle particulier de reproductions ou de multiplications, à la fin de chaque cycle.

e) La variété doit recevoir une dénomination conformément aux dispositions de l'article 13.

2) L'octroi de la protection ne peut dépendre d'autres conditions que celles mentionnées ci-dessus, sous réserve que l'obteneur ait satisfait aux formalités prévues par la législation nationale de l'Etat de l'Union dans lequel la demande de protection a été déposée, y compris le paiement des taxes.

Article 7

Examen officiel des variétés; protection provisoire

1) La protection est accordée après un examen de la variété en fonction des critères définis à l'article 6. Cet examen doit être approprié à chaque genre ou espèce botanique.

(3) Any member State of the Union may provide measures to protect the breeder against abusive acts of third parties committed during the period between the filing of the application for protection and the decision thereon.

Article 8

Period of Protection

The right conferred on the breeder shall be granted for a limited period. This period may not be less than fifteen years, computed from the date of issue of the title of protection. For vines, forest trees, fruit trees and ornamental trees, including, in each case, their rootstocks, the period of protection may not be less than eighteen years, computed from the said date.

Article 9

Restrictions in the Exercise of Rights Protected

(1) The free exercise of the exclusive right accorded to the breeder may not be restricted otherwise than for reasons of public interest.

(2) When any such restriction is made in order to ensure the widespread distribution of the variety, the member State of the Union concerned shall take all measures necessary to ensure that the breeder receives equitable remuneration.

Article 10

Nullity and Forfeiture of the Rights Protected

(1) The right of the breeder shall be declared null and void, in accordance with the provisions of the national law of each member State of the Union, if it is established that the conditions laid down in Article 6 (1) (a) and (b) were not effectively complied with at the time when the title of protection was issued.

(2) The right of the breeder shall become forfeit when he is no longer in a position to provide the competent authority with reproductive or propagating material capable of producing the variety with its characteristics as defined when the protection was granted.

(3) The right of the breeder may become forfeit if:

(a) after being requested to do so and within a prescribed period, he does not provide the competent

2) En vue de cet examen, les services compétents de chaque Etat de l'Union peuvent exiger de l'obtenteur tous renseignements, documents, plants ou semences nécessaires.

3) Tout Etat de l'Union peut prendre des mesures destinées à défendre l'obtenteur contre les agissements abusifs des tiers qui se produiraient pendant la période comprise entre le dépôt de la demande de protection et la décision la concernant.

Article 8

Durée de la protection

Le droit conféré à l'obtenteur est accordé pour une durée limitée. Celle-ci ne peut être inférieure à quinze années, à compter de la date de la délivrance du titre de protection. Pour les vignes, les arbres forestiers, les arbres fruitiers et les arbres d'ornement, y compris, dans chaque cas, leurs porte-greffes, la durée de protection ne peut être inférieure à dix-huit années, à compter de cette date.

Article 9

Limitation de l'exercice des droits protégés

1) Le libre exercice du droit exclusif accordé à l'obtenteur ne peut être limité que pour des raisons d'intérêt public.

2) Lorsque cette limitation intervient en vue d'assurer la diffusion de la variété, l'Etat de l'Union intéressé doit prendre toutes mesures nécessaires pour que l'obtenteur reçoive une rémunération équitable.

Article 10

Nullité et déchéance des droits protégés

1) Le droit de l'obtenteur est déclaré nul, en conformité des dispositions de la législation nationale de chaque Etat de l'Union, s'il est avéré que les conditions fixées à l'article 6.1)a) et b) n'étaient pas effectivement remplies lors de la délivrance du titre de protection.

2) Est déchu de son droit l'obtenteur qui n'est pas en mesure de présenter à l'autorité compétente le matériel de reproduction ou de multiplication permettant d'obtenir la variété avec ses caractères tels qu'ils ont été définis au moment où la protection a été accordée.

authority with the reproductive or propagating material, the documents and the information deemed necessary for checking the variety, or he does not allow inspection of the measures which have been taken for the maintenance of the variety; or

(b) he has failed to pay within the prescribed period such fees as may be payable to keep his rights in force.

(4) The right of the breeder may not be annulled or become forfeit except on the grounds set out in this Article.

Article 11

Free Choice of the Member State in Which the First Application is Filed; Application in Other Member States; Independence of Protection in Different Member States

(1) The breeder may choose the member State of the Union in which he wishes to file his first application for protection.

(2) The breeder may apply to other member States of the Union for protection of his right without waiting for the issue to him of a title of protection by the member State of the Union in which he filed his first application.

(3) The protection applied for in different member States of the Union by natural or legal persons entitled to benefit under this Convention shall be independent of the protection obtained for the same variety in other States whether or not such States are members of the Union.

Article 12

Right of Priority

(1) Any breeder who has duly filed an application for protection in one of the member States of the Union shall, for the purpose of filing in the other member States of the Union, enjoy a right of priority for a period of twelve months. This period shall be computed from the date of filing of the first application. The day of filing shall not be included in such period.

(2) To benefit from the provisions of paragraph (1), the further filing must include an application for protection, a claim in respect of the priority of the first application and, within a period of three months, a copy of the documents which constitute that application, certified to be a true copy by the authority which received it.

(3) The breeder shall be allowed a period of four years after the expiration of the period of priority in which to furnish, to the member State of the Union

3) Peut être déchu de son droit l'obtenteur:

a) qui ne présente pas à l'autorité compétente, dans un délai prescrit et après mise en demeure, le matériel de reproduction ou de multiplication, les documents et renseignements jugés nécessaires au contrôle de la variété, ou ne permet pas l'inspection des mesures prises en vue de la conservation de la variété;

b) qui n'a pas acquitté dans les délais prescrits les taxes dues, le cas échéant, pour le maintien en vigueur de ses droits.

4) Le droit de l'obtenteur ne peut être annulé et l'obtenteur ne peut être déchu de son droit pour d'autres motifs que ceux mentionnés au présent article.

Article 11

Libre choix de l'Etat de l'Union dans lequel la première demande est déposée; demandes dans d'autres Etats de l'Union; indépendance de la protection dans différents Etats de l'Union

1) L'obtenteur a la faculté de choisir l'Etat de l'Union dans lequel il désire déposer sa première demande de protection.

2) L'obtenteur peut demander à d'autres Etats de l'Union la protection de son droit sans attendre qu'un titre de protection lui ait été délivré par l'Etat de l'Union dans lequel la première demande a été déposée.

3) La protection demandée dans différents Etats de l'Union par des personnes physiques ou morales admises au bénéfice de la présente Convention est indépendante de la protection obtenue pour la même variété dans les autres Etats appartenant ou non à l'Union.

Article 12

Droit de priorité

1) L'obtenteur qui a régulièrement fait le dépôt d'une demande de protection dans l'un des Etats de l'Union jouit, pour effectuer le dépôt dans les autres Etats de l'Union, d'un droit de priorité pendant un délai de douze mois. Ce délai est compté à partir de la date du dépôt de la première demande. Le jour du dépôt n'est pas compris dans ce délai.

2) Pour bénéficier des dispositions du paragraphe 1), le nouveau dépôt doit comporter une requête

with which he has filed an application for protection in accordance with the terms of paragraph (2), the additional documents and material required by the laws and regulations of that State. Nevertheless, that State may require the additional documents and material to be furnished within an adequate period in the case where the application whose priority is claimed is rejected or withdrawn.

(4) Such matters as the filing of another application or the publication or use of the subject of the application, occurring within the period provided for in paragraph (1), shall not constitute grounds for objection to an application filed in accordance with the foregoing conditions. Such matters may not give rise to any right in favour of a third party or to any right of personal possession.

Article 13

Variety Denomination

(1) The variety shall be designated by a denomination destined to be its generic designation. Each member State of the Union shall ensure that subject to paragraph (4) no rights in the designation registered as the denomination of the variety shall hamper the free use of the denomination in connection with the variety, even after the expiration of the protection.

(2) The denomination must enable the variety to be identified. It may not consist solely of figures except where this is an established practice for designating varieties. It must not be liable to mislead or to cause confusion concerning the characteristics, value or identity of the variety or the identity of the breeder. In particular, it must be different from every denomination which designates, in any member State of the Union, an existing variety of the same botanical species or of a closely related species.

(3) The denomination of the variety shall be submitted by the breeder to the authority referred to in Article 30(1)(b). If it is found that such denomination does not satisfy the requirements of paragraph (2), that authority shall refuse to register it and shall require the breeder to propose another denomination within a prescribed period. The denomination shall be registered at the same time as the title of protection is issued in accordance with the provisions of Article 7.

(4) Prior rights of third parties shall not be affected. If, by reason of a prior right, the use of the denomination of a variety is forbidden to a person who, in accordance with the provisions of paragraph (7), is obliged to use it, the authority referred to

en protection, la revendication de la priorité de la première demande et, dans un délai de trois mois, une copie des documents qui constituent cette demande, certifiée conforme par l'administration qui l'aura reçue.

3) L'obtenteur bénéficie d'un délai de quatre ans après l'expiration du délai de priorité pour fournir à l'Etat de l'Union, auprès duquel il a déposé une requête en protection dans les conditions prévues au paragraphe 2), les documents complémentaires et le matériel requis par les lois et règlements de cet Etat. Toutefois, cet Etat peut exiger la fourniture dans un délai approprié des documents complémentaires et du matériel si la demande dont la priorité est revendiquée a été rejetée ou retirée.

4) Ne sont pas opposables au dépôt effectué dans les conditions ci-dessus les faits survenus dans le délai fixé au paragraphe 1), tels qu'un autre dépôt, la publication de l'objet de la demande ou son exploitation. Ces faits ne peuvent faire naître aucun droit au profit de tiers ni aucune possession personnelle.

Article 13

Dénomination de la variété

1) La variété sera désignée par une dénomination destinée à être sa désignation générique. Chaque Etat de l'Union s'assure que, sous réserve du paragraphe 4), aucun droit relatif à la désignation enregistrée comme la dénomination de la variété n'entrave la libre utilisation de la dénomination en relation avec la variété, même après l'expiration de la protection.

2) La dénomination doit permettre d'identifier la variété. Elle ne peut se composer uniquement de chiffres sauf lorsque c'est une pratique établie pour désigner des variétés. Elle ne doit pas être susceptible d'induire en erreur ou de prêter à confusion sur les caractéristiques, la valeur ou l'identité de la variété ou sur l'identité de l'obtenteur. Elle doit notamment être différente de toute dénomination qui désigne, dans l'un quelconque des Etats de l'Union, une variété préexistante de la même espèce botanique ou d'une espèce voisine.

3) La dénomination de la variété est déposée par l'obtenteur auprès du service prévu à l'article 30.1)b). S'il est avéré que cette dénomination ne répond pas aux exigences du paragraphe 2), ce service refuse de l'enregistrer et exige que l'obtenteur propose, dans un délai prescrit, une autre dénomination. La dénomination est enregistrée en même temps qu'est délivré

in Article 30(1)(b) shall require the breeder to submit another denomination for the variety.

(5) A variety must be submitted in member States of the Union under the same denomination. The authority referred to in Article 30(1)(b) shall register the denomination so submitted, unless it considers that denomination unsuitable in its State. In the latter case, it may require the breeder to submit another denomination.

(6) The authority referred to in Article 30(1)(b) shall ensure that all the other such authorities are informed of matters concerning variety denominations, in particular the submission, registration and cancellation of denominations. Any authority referred to in Article 30(1)(b) may address its observations, if any, on the registration of a denomination to the authority which communicated that denomination.

(7) Any person who, in a member State of the Union, offers for sale or markets reproductive or vegetative propagating material of a variety protected in that State shall be obliged to use the denomination of that variety, even after the expiration of the protection of that variety, in so far as, in accordance with the provisions of paragraph (4), prior rights do not prevent such use.

(8) When the variety is offered for sale or marketed, it shall be permitted to associate a trade mark, trade name or other similar indication with a registered variety denomination. If such an indication is so associated, the denomination must nevertheless be easily recognizable.

Article 14

Protection Independent of Measures Regulating Production, Certification and Marketing

(1) The right accorded to the breeder in pursuance of the provisions of this Convention shall be independent of the measures taken by each member State of the Union to regulate the production, certification and marketing of seeds and propagating material.

(2) However, such measures shall, as far as possible, avoid hindering the application of the provisions of this Convention.

Article 15

Organs of the Union

The permanent organs of the Union shall be:

(a) the Council;

le titre de protection conformément aux dispositions de l'article 7.

4) Il n'est pas porté atteinte aux droits antérieurs des tiers. Si, en vertu d'un droit antérieur, l'utilisation de la dénomination d'une variété est interdite à une personne qui, conformément aux dispositions du paragraphe 7), est obligée de l'utiliser, le service prévu à l'article 30.1)b) exige que l'obtenteur propose une autre dénomination pour la variété.

5) Une variété ne peut être déposée dans les Etats de l'Union que sous la même dénomination. Le service prévu à l'article 30.1)b) est tenu d'enregistrer la dénomination ainsi déposée, à moins qu'il ne constate la non-convenance de cette dénomination dans son Etat. Dans ce cas, il peut exiger que l'obtenteur propose une autre dénomination.

6) Le service prévu à l'article 30.1)b) doit assurer la communication aux autres services des informations relatives aux dénominations variétales, notamment du dépôt, de l'enregistrement et de la radiation de dénominations. Tout service prévu à l'article 30.1)b) peut transmettre ses observations éventuelles sur l'enregistrement d'une dénomination au service qui a communiqué cette dénomination.

7) Celui qui, dans un des Etats de l'Union, procède à la mise en vente ou à la commercialisation du matériel de reproduction ou de multiplication végétative d'une variété protégée dans cet Etat est tenu d'utiliser la dénomination de cette variété, même après l'expiration de la protection de cette variété, pour autant que, conformément aux dispositions du paragraphe 4), des droits antérieurs ne s'opposent pas à cette utilisation.

8) Lorsqu'une variété est offerte à la vente ou commercialisée, il est permis d'associer une marque de fabrique ou de commerce, un nom commercial ou une indication similaire, à la dénomination variétale enregistrée. Si une telle indication est ainsi associée, la dénomination doit néanmoins être facilement reconnaissable.

Article 14

Protection indépendante des mesures réglementant la production, le contrôle et la commercialisation

1) Le droit reconnu à l'obtenteur selon les dispositions de la présente Convention est indépendant des mesures adoptées dans chaque Etat de l'Union en vue d'y réglementer la production, le contrôle et la commercialisation des semences et plants.

(b) the Secretariat General, entitled the Office of the International Union for the Protection of New Varieties of Plants.

Article 16

Composition of the Council; Votes

(1) The Council shall consist of the representatives of the member States of the Union. Each member State of the Union shall appoint one representative to the Council and one alternate.

(2) Representatives or alternates may be accompanied by assistants or advisers.

(3) Each member State of the Union shall have one vote in the Council.

Article 17

Observers in Meetings of the Council

(1) States not members of the Union which have signed this Act shall be invited as observers to meetings of the Council.

(2) Other observers or experts may also be invited to such meetings.

Article 18

President and Vice-Presidents of the Council

(1) The Council shall elect a President and a first Vice-President from among its members. It may elect other Vice-Presidents. The first Vice-President shall take the place of the President if the latter is unable to officiate.

(2) The President shall hold office for three years.

Article 19

Sessions of the Council

(1) The Council shall meet upon convocation by its President.

(2) An ordinary session of the Council shall be held annually. In addition, the President may convene the Council at his discretion; he shall convene it, within a period of three months, if one-third of the member States of the Union so request.

2) Toutefois, ces dernières mesures devront éviter, autant que possible, de faire obstacle à l'application des dispositions de la présente Convention.

Article 15

Organes de l'Union

Les organes permanents de l'Union sont:

- a) le Conseil;
- b) le Secrétariat général, dénommé Bureau de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales.

Article 16

Composition du Conseil; nombre de voix

- 1) Le Conseil est composé des représentants des Etats de l'Union. Chaque Etat de l'Union nomme un représentant au Conseil et un suppléant.
- 2) Les représentants ou suppléants peuvent être accompagnés d'adjoints ou de conseillers.
- 3) Chaque Etat de l'Union dispose d'une voix au Conseil.

Article 17

Observateurs admis aux réunions du Conseil

- 1) Les Etats non membres de l'Union signataires du présent Acte sont invités à titre d'observateurs aux réunions du Conseil.
- 2) A ces réunions peuvent également être invités d'autres observateurs ou des experts.

Article 18

Président et vice-présidents du Conseil

- 1) Le Conseil élit parmi ses membres un Président et un premier Vice-président. Il peut élire d'autres vice-présidents. Le premier Vice-président remplace de droit le Président en cas d'empêchement.
- 2) La durée du mandat du Président est de trois ans.

Article 20

Rules of Procedure of the Council; Administrative and Financial Regulations of the Union

The Council shall establish its rules of procedure and the administrative and financial regulations of the Union.

Article 21

Tasks of the Council

The tasks of the Council shall be to:

(a) study appropriate measures to safeguard the interests and to encourage the development of the Union;

(b) appoint the Secretary-General and, if it finds it necessary, a Vice Secretary-General and determine the terms of appointment of each;

(c) examine the annual report on the activities of the Union and lay down the programme for its future work;

(d) give to the Secretary-General, whose functions are set out in Article 23, all necessary directions for the accomplishment of the tasks of the Union;

(e) examine and approve the budget of the Union and fix the contribution of each member State of the Union in accordance with the provisions of Article 26;

(f) examine and approve the accounts presented by the Secretary-General;

(g) fix, in accordance with the provisions of Article 27, the date and place of the conferences referred to in that Article and take the measures necessary for their preparation; and

(h) in general, take all necessary decisions to ensure the efficient functioning of the Union.

Article 22

Majorities Required for Decisions of the Council

Any decision of the Council shall require a simple majority of the votes of the members present and voting, provided that any decision of the Council under Articles 4(4), 20, 21(e), 26(5)(b), 27(1), 28(3) or 32(3) shall require three-fourths of the votes of the members present and voting. Abstentions shall not be considered as votes.

Article 19

Sessions du Conseil

1) Le Conseil se réunit sur convocation de son Président.

2) Il tient une session ordinaire une fois par an. En outre, le Président peut réunir le Conseil à son initiative; il doit le réunir dans un délai de trois mois quand un tiers au moins des Etats de l'Union en a fait la demande.

Article 20

Règlement intérieur du Conseil; règlement administratif et financier de l'Union

Le Conseil établit son règlement intérieur et le règlement administratif et financier de l'Union.

Article 21

Missions du Conseil

Les missions du Conseil sont les suivantes:

a) étudier les mesures propres à assurer la sauvegarde et à favoriser le développement de l'Union;

b) nommer le Secrétaire général et, s'il l'estime nécessaire, un Secrétaire général adjoint; fixer les conditions de leur engagement;

c) examiner le rapport annuel d'activité de l'Union et établir le programme des travaux futurs de celle-ci;

d) donner au Secrétaire général, dont les attributions sont fixées à l'article 23, toutes directives nécessaires à l'accomplissement des tâches de l'Union;

e) examiner et approuver le budget de l'Union et fixer, conformément aux dispositions de l'article 26, la contribution de chaque Etat de l'Union;

f) examiner et approuver les comptes présentés par le Secrétaire général;

g) fixer, conformément aux dispositions de l'article 27, la date et le lieu des conférences prévues par ledit article et prendre les mesures nécessaires à leur préparation;

h) d'une manière générale, prendre toutes décisions en vue du bon fonctionnement de l'Union.

Article 23

Tasks of the Office of the Union; Responsibilities of the Secretary-General; Appointment of Staff

(1) The Office of the Union shall carry out all the duties and tasks entrusted to it by the Council. It shall be under the direction of the Secretary-General.

(2) The Secretary-General shall be responsible to the Council; he shall be responsible for carrying out the decisions of the Council. He shall submit the budget for the approval of the Council and shall be responsible for its implementation. He shall make an annual report to the Council on his administration and a report on the activities and financial position of the Union.

(3) Subject to the provisions of Article 21(b), the conditions of appointment and employment of the staff necessary for the efficient performance of the tasks of the Office of the Union shall be fixed in the administrative and financial regulations referred to in Article 20.

Article 24

Legal Status

(1) The Union shall have legal personality.

(2) The Union shall enjoy on the territory of each member State of the Union, in conformity with the laws of that State, such legal capacity as may be necessary for the fulfilment of the objectives of the Union and for the exercise of its functions.

(3) The Union shall conclude a headquarters agreement with the Swiss Confederation.

Article 25

Auditing of the Accounts

The auditing of the accounts of the Union shall be effected by a member State of the Union as provided in the administrative and financial regulations referred to in Article 20. Such State shall be designated, with its agreement, by the Council.

Article 26

Finances

(1) The expenses of the Union shall be met from:
— the annual contributions of the member States of the Union;

Article 22

Majorités requises pour les décisions du Conseil

Toute décision du Conseil est prise à la majorité simple des membres présents et votants; toutefois, toute décision du Conseil en vertu des articles 4.4), 20, 21.e), 26.5)b), 27.1), 28.3) ou 32.3) est prise à la majorité des trois quarts des membres présents et votants. L'abstention n'est pas considérée comme vote.

Article 23

Missions du Bureau de l'Union; responsabilités du Secrétaire général; nomination des fonctionnaires

1) Le Bureau de l'Union exécute toutes les missions qui lui sont confiées par le Conseil. Il est dirigé par le Secrétaire général.

2) Le Secrétaire général est responsable devant le Conseil; il assure l'exécution des décisions du Conseil. Il soumet le budget à l'approbation du Conseil et en assure l'exécution. Il rend compte annuellement au Conseil de sa gestion et lui présente un rapport sur les activités et la situation financière de l'Union.

3) Sous réserve des dispositions de l'article 21.b), les conditions de nomination et d'emploi des membres du personnel nécessaire au bon fonctionnement du Bureau de l'Union sont fixées par le règlement administratif et financier prévu à l'article 20.

Article 24

Statut juridique

1) L'Union a la personnalité juridique.

2) L'Union jouit, sur le territoire de chaque Etat de l'Union, conformément aux lois de cet Etat, de la capacité juridique nécessaire pour atteindre son but et exercer ses fonctions.

3) L'Union conclut un accord de siège avec la Confédération suisse.

Article 25

Vérification des comptes

La vérification des comptes de l'Union est assurée, selon les modalités prévues dans le règlement adminis-

- payments received for services rendered;
- miscellaneous receipts.

(2)(a) The share of each member State of the Union in the total amount of the annual contributions shall be determined by reference to the total expenditure to be met from the contributions of the member States of the Union and to the number of contribution units applicable to it under paragraph (3). The said share shall be computed according to paragraph (4).

(b) The number of contribution units shall be expressed in whole numbers or fractions thereof, provided that such number shall not be less than one-fifth.

(3)(a) As far as any State is concerned which is a member State of the Union on the date on which this Act enters into force with respect to that State, the number of contribution units applicable to it shall be the same as was applicable to it, immediately before the said date, according to the Convention of 1961 as amended by the Additional Act of 1972.

(b) As far as any other State is concerned, that State shall, on joining the Union, indicate, in a declaration addressed to the Secretary-General, the number of contribution units applicable to it.

(c) Any member State of the Union may, at any time, indicate, in a declaration addressed to the Secretary-General, a number of contribution units different from the number applicable to it under subparagraph (a) or (b). Such declaration, if made during the first six months of a calendar year, shall take effect from the beginning of the subsequent calendar year; otherwise it shall take effect from the beginning of the second calendar year which follows the year in which the declaration was made.

(4)(a) For each budgetary period, the amount corresponding to one contribution unit shall be obtained by dividing the total amount of the expenditure to be met in that period from the contributions of the member States of the Union by the total number of units applicable to those States.

(b) The amount of the contribution of each member State of the Union shall be obtained by multiplying the amount corresponding to one contribution unit by the number of contribution units applicable to that State.

(5)(a) A member State of the Union which is in arrears in the payment of its contributions may not, subject to paragraph (b), exercise its right to vote in the Council if the amount of its arrears equals or exceeds the amount of the contributions due from it for the preceding two full years. The suspension of the right to vote does not relieve such State of its obligations under this Convention and does not deprive it of any other rights thereunder.

tratif et financier visé à l'article 20, par un Etat de l'Union. Cet Etat est, avec son consentement, désigné par le Conseil.

Article 26

Finances

1) Les dépenses de l'Union sont couvertes:

- par les contributions annuelles des Etats de l'Union;
- par la rémunération de prestations de services;
- par des recettes diverses.

2)a) La part de chaque Etat de l'Union dans le montant total des contributions annuelles est déterminée par référence au montant total des dépenses à couvrir à l'aide des contributions des Etats de l'Union et au nombre d'unités de contribution qui lui est applicable aux termes du paragraphe 3). Ladite part est calculée conformément au paragraphe 4).

b) Le nombre des unités de contribution est exprimé en nombres entiers ou en fractions d'unité pourvu que ce nombre ne soit pas inférieur à un cinquième.

3)a) En ce qui concerne tout Etat faisant partie de l'Union à la date à laquelle le présent Acte entre en vigueur à l'égard de cet Etat, le nombre des unités de contribution qui lui est applicable est le même que celui qui lui était applicable, immédiatement avant ladite date, aux termes de la Convention de 1961 modifiée par l'Acte additionnel de 1972.

b) En ce qui concerne tout autre Etat, il indique au moment de son accession à l'Union, dans une déclaration adressée au Secrétaire général, le nombre d'unités de contribution qui lui est applicable.

c) Tout Etat de l'Union peut, à tout moment, indiquer, dans une déclaration adressée au Secrétaire général, un nombre d'unités de contribution différent de celui qui lui est applicable en vertu des alinéas a) ou b) ci-dessus. Si elle est faite pendant les six premiers mois d'une année civile cette déclaration prend effet au début de l'année civile suivante; dans le cas contraire, elle prend effet au début de la deuxième année civile qui suit l'année au cours de laquelle elle est faite.

4)a) Pour chaque exercice budgétaire, le montant d'une unité de contribution est égal au montant total des dépenses à couvrir pendant cet exercice à l'aide des contributions des Etats de l'Union divisé par le nombre total d'unités applicable à ces Etats.

b) Le montant de la contribution de chaque Etat de l'Union est égal au montant d'une unité de

(b) The Council may allow the said State to continue to exercise its right to vote if, and as long as, the Council is satisfied that the delay in payment is due to exceptional and unavoidable circumstances.

Article 27

Revision of the Convention

(1) This Convention may be revised by a conference of the member States of the Union. The convocation of such conference shall be decided by the Council.

(2) The proceedings of a conference shall be effective only if at least half of the member States of the Union are represented at it. A majority of five-sixths of the member States of the Union represented at the conference shall be required for the adoption of a revised text of the Convention.

Article 28

Languages Used by the Office and in Meetings of the Council

(1) The English, French and German languages shall be used by the Office of the Union in carrying out its duties.

(2) Meetings of the Council and of revision conferences shall be held in the three languages.

(3) If the need arises, the Council may decide that further languages shall be used.

Article 29

Special Agreements for the Protection of New Varieties of Plants

Member States of the Union reserve the right to conclude among themselves special agreements for the protection of new varieties of plants, in so far as such agreements do not contravene the provisions of this Convention.

Article 30

Implementation of the Convention on the Domestic Level; Contracts on the Joint Utilisation of Examination Services

(1) Each member State of the Union shall adopt all measures necessary for the application of this Convention; in particular, it shall:

contribution multiplié par le nombre d'unités applicable à cet Etat.

5)a) Un Etat de l'Union en retard dans le paiement de ses contributions ne peut — sous réserve des dispositions du paragraphe b) — exercer son droit de vote au Conseil si le montant de son arriéré est égal ou supérieur à celui des contributions dont il est redevable pour les deux dernières années complètes écoulées. La suspension du droit de vote ne le prive pas de ses obligations et ne le prive pas des autres droits découlant de la présente Convention.

b) Le Conseil peut autoriser ledit Etat à conserver l'exercice de son droit de vote aussi longtemps qu'il estime que le retard résulte de circonstances exceptionnelles et inévitables.

Article 27

Revision de la Convention

1) La présente Convention peut être révisée par une conférence des Etats de l'Union. La convocation d'une telle conférence est décidée par le Conseil.

2) La conférence ne délibère valablement que si la moitié au moins des Etats de l'Union y sont représentés. Pour être adopté, le texte révisé de la Convention doit recueillir la majorité des cinq sixièmes des Etats de l'Union représentés à la conférence.

Article 28

Langues utilisées par le Bureau et lors des réunions du Conseil

1) Les langues française, allemande et anglaise sont utilisées par le Bureau de l'Union dans l'accomplissement de ses missions.

2) Les réunions du Conseil ainsi que les conférences de revision se tiennent en ces trois langues.

3) Le Conseil peut décider, en tant que de besoin, que d'autres langues seront utilisées.

Article 29

Arrangements particuliers pour la protection des obtentions végétales

Les Etats de l'Union se réservent le droit de conclure entre eux des arrangements particuliers pour la protection des obtentions végétales, pour autant

(a) provide for appropriate legal remedies for the effective defence of the rights provided for in this Convention;

(b) set up a special authority for the protection of new varieties of plants or entrust such protection to an existing authority;

(c) ensure that the public is informed of matters concerning such protection, including as a minimum the periodical publication of the list of titles of protection issued.

(2) Contracts may be concluded between the competent authorities of the member States of the Union, with a view to the joint utilisation of the services of the authorities entrusted with the examination of varieties in accordance with the provisions of Article 7 and with assembling the necessary reference collections and documents.

(3) It shall be understood that, on depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, each State must be in a position, under its own domestic law, to give effect to the provisions of this Convention.

Article 31

Signature

This Act shall be open for signature by any member State of the Union and any other State which was represented in the Diplomatic Conference adopting this Act. It shall remain open for signature until October 31, 1979.

Article 32

Ratification, Acceptance or Approval; Accession

(1) Any State shall express its consent to be bound by this Act by the deposit of:

(a) its instrument of ratification, acceptance or approval, if it has signed this Act; or

(b) its instrument of accession, if it has not signed this Act.

(2) Instruments of ratification, acceptance, approval or accession shall be deposited with the Secretary-General.

(3) Any State which is not a member of the Union and which has not signed this Act shall, before depositing its instrument of accession, ask the Council to advise it in respect of the conformity of its laws with the provisions of this Act. If the decision embodying the advice is positive, the instrument of accession may be deposited.

que ces arrangements ne contreviennent pas aux dispositions de la présente Convention.

Article 30

Application de la Convention sur le plan national; accords particuliers pour l'utilisation en commun de services chargés de l'examen

1) Chaque Etat de l'Union prend toutes mesures nécessaires pour l'application de la présente Convention et, notamment:

a) prévoit les recours légaux appropriés permettant de défendre efficacement les droits prévus par la présente Convention;

b) établit un service spécial de la protection des obtentions végétales ou charge un service déjà existant de cette protection;

c) assure la communication au public des informations relatives à cette protection et au minimum la publication périodique de la liste des titres de protection délivrés.

2) Des accords particuliers peuvent être conclus entre les services compétents des Etats de l'Union en vue de l'utilisation en commun de services chargés de procéder à l'examen des variétés, prévu à l'article 7, et au rassemblement des collections et documents de référence nécessaires.

3) Il est entendu qu'au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, chaque Etat doit être en mesure, conformément à sa législation interne, de donner effet aux dispositions de la présente Convention.

Article 31

Signature

Le présent Acte est ouvert à la signature de tout Etat de l'Union et de tout autre Etat qui a été représenté à la Conférence diplomatique qui a adopté le présent Acte. Il est ouvert à la signature jusqu'au 31 octobre 1979.

Article 32

Ratification, acceptation ou approbation; adhésion

1) Tout Etat exprime son consentement à être lié par le présent Acte par le dépôt:

Article 33

Entry Into Force; Closing of Earlier Texts

(1) This Act shall enter into force one month after the following two conditions are fulfilled:

(a) the number of instruments of ratification, acceptance, approval or accession deposited is not less than five; and

(b) at least three of the said instruments are instruments deposited by States parties to the Convention of 1961.

(2) With respect to any State which deposits its instrument of ratification, acceptance, approval or accession after the conditions referred to in paragraph (1)(a) and (b) have been fulfilled, this Act shall enter into force one month after the deposit of the instrument of the said State.

(3) Once this Act enters into force according to paragraph (1), no State may accede to the Convention of 1961 as amended by the Additional Act of 1972.

Article 34

Relations Between States Bound by Different Texts

(1) Any member State of the Union which, on the day on which this Act enters into force with respect to that State, is bound by the Convention of 1961 as amended by the Additional Act of 1972 shall, in its relations with any other member State of the Union which is not bound by this Act, continue to apply, until the present Act enters into force also with respect to that other State, the said Convention as amended by the said Additional Act.

(2) Any member State of the Union not bound by this Act ("the former State") may declare, in a notification addressed to the Secretary-General, that it will apply the Convention of 1961 as amended by the Additional Act of 1972 in its relations with any State bound by this Act which becomes a member of the Union through ratification, acceptance or approval of or accession to this Act ("the latter State"). As from the beginning of one month after the date of any such notification and until the entry into force of this Act with respect to the former State, the former State shall apply the Convention of 1961 as amended by the Additional Act of 1972 in its relations with any such latter State, whereas any such latter State shall apply this Act in its relations with the former State.

a) d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation s'il a signé le présent Acte, ou

b) d'un instrument d'adhésion s'il n'a pas signé le présent Acte.

2) Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général.

3) Tout Etat qui n'est pas membre de l'Union et qui n'a pas signé le présent Acte demande, avant de déposer son instrument d'adhésion, l'avis du Conseil sur la conformité de sa législation avec les dispositions du présent Acte. Si la décision faisant office d'avis est positive, l'instrument d'adhésion peut être déposé.

Article 33

Entrée en vigueur; impossibilité d'adhérer aux textes antérieurs

1) Le présent Acte entre en vigueur un mois après que les deux conditions suivantes auront été remplies:

a) le nombre des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposés est de cinq au moins;

b) trois au moins desdits instruments sont déposés par des Etats parties à la Convention de 1961.

2) A l'égard de tout Etat qui dépose son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion après que les conditions prévues au paragraphe 1)a) et b) ont été remplies, le présent Acte entre en vigueur un mois après le dépôt de son instrument.

3) Après l'entrée en vigueur du présent Acte conformément au paragraphe 1), aucun Etat ne peut plus adhérer à la Convention de 1961 modifiée par l'Acte additionnel de 1972.

Article 34

Relations entre Etats liés par des textes différents

1) Tout Etat de l'Union qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent Acte à son égard, est lié par la Convention de 1961 modifiée par l'Acte additionnel de 1972 continue d'appliquer, dans ses relations avec tout autre Etat de l'Union non lié par le présent Acte, ladite Convention modifiée par ledit Acte additionnel jusqu'à ce que le présent Acte entre également en vigueur à l'égard de cet autre Etat.

Article 35

Communications Concerning the Genera and Species Protected; Information to be Published

(1) When depositing its instrument of ratification, acceptance or approval of or accession to this Act, each State which is not a member of the Union shall notify the Secretary-General of the list of genera and species to which, on the entry into force of this Act with respect to that State, it will apply the provisions of this Convention.

(2) The Secretary-General shall, on the basis of communications received from each member State of the Union concerned, publish information on:

(a) the extension of the application of the provisions of this Convention to additional genera and species after the entry into force of this Act with respect to that State;

(b) any use of the faculty provided for in Article 3(3);

(c) the use of any faculty granted by the Council pursuant to Article 4(4) or (5);

(d) any use of the faculty provided for in Article 5(4), first sentence, with an indication of the nature of the more extensive rights and with a specification of the genera and species to which such rights apply;

(e) any use of the faculty provided for in Article 5(4), second sentence;

(f) the fact that the law of the said State contains a provision as permitted under Article 6(1)(b)(i), and the length of the period permitted;

(g) the length of the period referred to in Article 8 if such period is longer than the fifteen years and the eighteen years, respectively, referred to in that Article.

Article 36

Territories

(1) Any State may declare in its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, or may inform the Secretary-General by written notification any time thereafter, that this Act shall be applicable to all or part of the territories designated in the declaration or notification.

(2) Any State which has made such a declaration or given such a notification may, at any time, notify the Secretary-General that this Act shall cease to be applicable to all or part of such territories.

(3) (a) Any declaration made under paragraph (1) shall take effect on the same date as the ratification, acceptance, approval, or accession in the instrument of which it was included, and any notification given

2) Tout Etat de l'Union non lié par le présent Acte (« le premier Etat ») peut déclarer, par une notification adressée au Secrétaire général, qu'il appliquera la Convention de 1961 modifiée par l'Acte additionnel de 1972 dans ses relations avec tout Etat lié par le présent Acte qui devient membre de l'Union en ratifiant, acceptant ou approuvant le présent Acte ou en adhérant à celui-ci (« le second Etat »). Dès l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cette notification et jusqu'à l'entrée en vigueur du présent Acte à son égard, le premier Etat applique la Convention de 1961 modifiée par l'Acte additionnel de 1972 dans ses relations avec le second Etat, tandis que celui-ci applique le présent Acte dans ses relations avec le premier Etat.

Article 35

Communications concernant les genres et espèces protégés; renseignements à publier

1) Au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation du présent Acte ou d'adhésion à celui-ci, chaque Etat qui n'est pas déjà membre de l'Union notifie au Secrétaire général la liste des genres et espèces auxquels il appliquera, au moment de l'entrée en vigueur du présent Acte à son égard, les dispositions de la présente Convention.

2) Le Secrétaire général publie, sur la base de communications reçues de l'Etat de l'Union concerné, des renseignements sur:

a) toute extension de l'application des dispositions de la présente Convention à d'autres genres et espèces après l'entrée en vigueur du présent Acte à son égard;

b) toute utilisation de la faculté prévue à l'article 3.3);

c) l'utilisation de toute faculté accordée par le Conseil en vertu de l'article 4.4) ou 5);

d) toute utilisation de la faculté prévue à la première phrase de l'article 5.4), en précisant la nature des droits plus étendus et en spécifiant les genres et espèces auxquels ces droits s'appliquent;

e) toute utilisation de la faculté prévue à la deuxième phrase de l'article 5.4);

f) le fait que la loi de cet Etat contient une disposition permise en vertu de l'article 6.1)b)i) et la durée du délai accordé;

g) la durée du délai visé à l'article 8, si ce délai est supérieur aux quinze années, ou dix-huit, suivant le cas, prévues par ledit article.

under that paragraph shall take effect three months after its notification by the Secretary-General.

(b) Any notification given under paragraph (2) shall take effect twelve months after its receipt by the Secretary-General.

Article 37

Exceptional Rules for Protection Under Two Forms

(1) Notwithstanding the provisions of Article 2(1), any State which, prior to the end of the period during which this Act is open for signature, provides for protection under the different forms referred to in Article 2(1) for one and the same genus or species, may continue to do so if, at the time of signing this Act or of depositing its instrument of ratification, acceptance or approval of or accession to this Act, it notifies the Secretary-General of that fact.

(2) Where, in a member State of the Union to which paragraph (1) applies, protection is sought under patent legislation, the said State may apply the patentability criteria and the period of protection of the patent legislation to the varieties protected thereunder, notwithstanding the provisions of Articles 6(1)(a) and (b) and 8.

(3) The said State may, at any time, notify the Secretary-General of the withdrawal of the notification it has given under paragraph (1). Such withdrawal shall take effect on the date which the State shall indicate in its notification of withdrawal.

Article 38

Transitional Limitation of the Requirement of Novelty

Notwithstanding the provisions of Article 6, any member State of the Union may, without thereby creating an obligation for other member States of the Union, limit the requirement of novelty laid down in that Article, with regard to varieties of recent creation existing at the date on which such State applies the provisions of this Convention for the first time to the genus or species to which such varieties belong.

Article 36

Territoires

1) Tout Etat peut déclarer dans son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou peut informer le Secrétaire général par écrit à tout moment ultérieur, que le présent Acte est applicable à tout ou partie des territoires désignés dans la déclaration ou la notification.

2) Tout Etat qui a fait une telle déclaration ou effectué une telle notification peut, à tout moment, notifier au Secrétaire général que le présent Acte cesse d'être applicable à tout ou partie de ces territoires.

3)a) Toute déclaration faite en vertu du paragraphe 1) prend effet à la même date que la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion dans l'instrument de laquelle elle a été incluse, et toute notification effectuée en vertu de ce paragraphe prend effet trois mois après sa notification par le Secrétaire général.

b) Toute notification effectuée en vertu du paragraphe 2) prend effet douze mois après sa réception par le Secrétaire général.

Article 37

Dérogation pour la protection sous deux formes

1) Nonobstant les dispositions de l'article 2.1), tout Etat qui, avant l'expiration du délai pendant lequel le présent Acte est ouvert à la signature, prévoit la protection sous les différentes formes mentionnées à l'article 2.1) pour un même genre ou une même espèce peut continuer à la prévoir si, lors de la signature du présent Acte ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation du présent Acte, ou d'adhésion à celui-ci, il notifie ce fait au Secrétaire général.

2) Si la protection est demandée, dans un Etat de l'Union auquel le paragraphe 1) s'applique, en vertu de la législation sur les brevets, ledit Etat peut, nonobstant les dispositions de l'article 6.1)a) et b) et de l'article 8, appliquer les critères de brevetabilité et la durée de protection de la législation sur les brevets aux variétés protégées selon cette législation.

3) Ledit Etat peut, à tout moment, notifier au Secrétaire général le retrait de sa notification faite conformément au paragraphe 1). Un tel retrait prend effet à la date indiquée par cet Etat dans sa notification de retrait.

Article 39

Preservation of Existing Rights

This Convention shall not affect existing rights under the national laws of member States of the Union or under agreements concluded between such States.

Article 40

Reservations

No reservations to this Convention are permitted.

Article 41

Duration and Denunciation of the Convention

(1) This Convention is of unlimited duration.

(2) Any member State of the Union may denounce this Convention by notification addressed to the Secretary-General. The Secretary-General shall promptly notify all member States of the Union of the receipt of that notification.

(3) The denunciation shall take effect at the end of the calendar year following the year in which the notification was received by the Secretary-General.

(4) The denunciation shall not affect any rights acquired in a variety by reason of this Convention prior to the date on which the denunciation becomes effective.

Article 42

Languages; Depositary Functions

(1) This Act shall be signed in a single original in the French, English and German languages, the French text prevailing in case of any discrepancy among the various texts. The original shall be deposited with the Secretary-General.

(2) The Secretary-General shall transmit two certified copies of this Act to the Governments of all States which were represented in the Diplomatic Conference that adopted it and, on request, to the Government of any other State.

(3) The Secretary-General shall, after consultation with the Governments of the interested States which were represented in the said Conference, establish official texts in the Arabic, Dutch, Italian, Japanese

Article 38

Limitation transitoire de l'exigence de nouveauté

Nonobstant les dispositions de l'article 6, tout Etat de l'Union a la faculté, sans qu'il en résulte d'obligation pour les autres Etats de l'Union, de limiter l'exigence de nouveauté prévue à l'article susvisé, en ce qui concerne les variétés de création récente existant au moment où ledit Etat applique pour la première fois les dispositions de la présente Convention au genre ou à l'espèce auquel de telles variétés appartiennent.

Article 39

Maintien des droits acquis

La présente Convention ne saurait porter atteinte aux droits acquis soit en vertu des législations nationales des Etats de l'Union, soit par suite d'accords intervenus entre ces Etats.

Article 40

Réserves

Aucune réserve n'est admise à la présente Convention.

Article 41

Durée et dénonciation de la Convention

1) La présente Convention est conclue sans limitation de durée.

2) Tout Etat de l'Union peut dénoncer la présente Convention par une notification adressée au Secrétaire général. Le Secrétaire général notifie sans délai la réception de cette notification à tous les Etats de l'Union.

3) La dénonciation prend effet à l'expiration de l'année civile suivant l'année dans laquelle la notification a été reçue par le Secrétaire général.

4) La dénonciation ne saurait porter atteinte aux droits acquis, à l'égard d'une variété, dans le cadre de la présente Convention avant la date à laquelle la dénonciation prend effet.

and Spanish languages and such other languages as the Council may designate.

(4) The Secretary-General shall register this Act with the Secretariat of the United Nations.

(5) The Secretary-General shall notify the Governments of the member States of the Union and of the States which, without being members of the Union, were represented in the Diplomatic Conference that adopted it of the signatures of this Act, the deposit of instruments of ratification, acceptance, approval and accession, any notification received under Articles 34(2), 36(1) and (2), 37(1) and (3) or 41(2) and any declaration made under Article 36(1).

Article 42

Langues; fonctions du dépositaire

1) Le présent Acte est signé en un exemplaire original en langues française, anglaise et allemande, le texte français faisant foi en cas de différences entre les textes. Ledit exemplaire est déposé auprès du Secrétaire général.

2) Le Secrétaire général transmet deux copies certifiées conformes du présent Acte aux Gouvernements des Etats représentés à la Conférence diplomatique qui l'a adopté et au Gouvernement de tout autre Etat qui en fait la demande.

3) Le Secrétaire général établit, après consultation des Gouvernements des Etats intéressés qui étaient représentés à ladite Conférence, des textes officiels dans les langues arabe, espagnole, italienne, japonaise et néerlandaise, et dans les autres langues que le Conseil peut désigner.

4) Le Secrétaire général fait enregistrer le présent Acte auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

5) Le Secrétaire général notifie aux Gouvernements des Etats de l'Union et des Etats qui, sans être membres de l'Union, étaient représentés à la Conférence qui a adopté le présent Acte, les signatures du présent Acte, le dépôt des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, toute notification reçue en vertu des articles 34.2), 36.1) ou 2), 37.1) ou 3) ou 41.2) et toute déclaration faite en vertu de l'article 36.1).

© Minister of Supply and Services Canada 1991

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1991/5
ISBN 0-660-56512-9

Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1991

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1991/5
ISBN 0-660-56512-9



CANADA

TREATY SERIES 1991/6 RECUEIL DES TRAITÉS

BOUNDARY WATERS

Exchange of Notes between the Government of CANADA and the Government of the UNITED STATES OF AMERICA constituting an Agreement amending the Agreement concerning the Application of Tolls on the St. Lawrence Seaway (with Memorandum of Agreement)

Washington, January 17 and 25, 1991

In force January 25, 1991

EAUX LIMITOPHES

Échange de Notes entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE constituant un Accord modifiant l'Accord concernant l'application des taux de péages sur la Voie maritime du Saint-Laurent (avec Mémoire d'Accord)

Washington, les 17 et 25 janvier 1991

En vigueur le 25 janvier 1991





CANADA

TREATY SERIES 1991/6 RECUEIL DES TRAITÉS

BOUNDARY WATERS

Exchange of Notes between the Government of CANADA and the Government of the UNITED STATES OF AMERICA constituting an Agreement amending the Agreement concerning the Application of Tolls on the St. Lawrence Seaway (with Memorandum of Agreement)

Washington, January 17 and 25, 1991

In force January 25, 1991

EAUX LIMITOPHES

Échange de Notes entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE constituant un Accord modifiant l'Accord concernant l'application des taux de péages sur la Voie maritime du Saint-Laurent (avec Mémoire d'Accord)

Washington, les 17 et 25 janvier 1991

En vigueur le 25 janvier 1991

QUEEN'S PRINTER FOR CANADA
IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE CANADA
OTTAWA, 1991

Canadian Embassy



Ambassade du Canada

Note No. 001

WASHINGTON, January 17, 1991

Mr. Secretary,

I have the honour to refer to the discussions which have taken place between officials of the Saint Lawrence Seaway Development Corporation of the United States and The St. Lawrence Seaway Authority of Canada regarding the Memorandum of Agreement between the parties dated January 29, 1959, and the annexed St. Lawrence Seaway Tariff of Tolls, which were annexed to the Exchange of Notes constituting an Agreement between our two Governments of March 9, 1959, and amended in 1964, 1967, 1972, 1978, 1980, 1982, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988 and 1989.

The discussions resulted, on June 13, 1990 at Cornwall, Ontario, in the signature by the Administrator of the Saint Lawrence Seaway Development Corporation and the President of The St. Lawrence Seaway Authority of the enclosed Memorandum of Agreement. This Memorandum of Agreement sets forth amendments to the St. Lawrence Seaway Tariff of Tolls which introduces incentive tolls.

I have the honour to propose that the St. Lawrence Seaway Tariff of Tolls be amended, as mentioned in the enclosed

Canadian Embassy



Ambassade du Canada

Note No. 001

WASHINGTON, le 17 janvier 1991

Monsieur le Secrétaire d'État,

J'ai l'honneur de me reporter aux discussions qui ont eu lieu entre les représentants de l'Administration de la Voie maritime du Saint-Laurent au Canada et de la Saint Lawrence Seaway Development Corporation aux États-Unis, concernant le Mémorandum d'accord entre les parties, daté du 29 janvier 1959, et le Tarif de péages applicables à la Voie maritime du Saint-Laurent y annexé, qui étaient joints à l'Échange de Notes constituant un Accord entre nos deux gouvernements, daté du 9 mars 1959 et modifié en 1964, 1967, 1972, 1978, 1980, 1982, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988 et 1989.

Ces discussions se sont soldées, le 13 juin 1990, à Cornwall, Ontario, par la signature par l'administrateur de la Saint Lawrence Seaway Development Corporation et par le président de l'Administration de la Voie maritime du Saint-Laurent, du Mémorandum d'accord ci-annexé, lequel prévoit des modifications au Tarif de péages applicables à la Voie maritime du Saint-Laurent, en y introduisant des tarifs d'encouragement.

Memorandum of Agreement, to provide for incentive tolls for the period from July 1, 1990 to September 30, 1990.

I have the further honour to propose that this Note, which is authentic in English and French, and the attached Memorandum of Agreement, if such meets with the approval of your Government, together with your Note in reply indicating such concurrence, shall constitute an Agreement between our two Governments, further amending the Agreement of March 9, 1959, as subsequently amended, which shall enter into force on the date of your reply.

Accept, Mr. Secretary, the assurances of my highest consideration.


D.H. Burney
Ambassador

The Honourable James A. Baker, III
Secretary of State
7th Floor
Department of State
2201 C Street, N.W.
Washington, D.C. 20520

J'ai l'honneur de proposer que le Tarif de péages applicables à la Voie maritime du Saint-Laurent soit modifié, conformément au Mémoire d'accord ci-annexé, afin d'y introduire des tarifs d'encouragement pour la période du 1er juillet 1990 au 30 septembre 1990.

J'ai en outre l'honneur de proposer que la présente Note, dont les versions française et anglaise font également foi, et le Mémoire d'accord ci-annexé, s'il agréé à votre gouvernement, ainsi que votre Note en réponse marquant l'agrément de votre gouvernement, constituent entre nos deux gouvernements, un Accord modifiant davantage l'Accord du 9 mars 1959, tel que modifié postérieurement, lequel entrera en vigueur à la date de votre réponse.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Secrétaire d'État, les assurances de ma très haute considération.



L'Ambassadeur
D.H. Burney

L'honorable James A. Baker, III
Secrétaire d'État
7ième étage
Département d'État
2201 rue C , Nord Ouest
Washington, D.C. 20520

DEPARTMENT OF STATE
WASHINGTON*January 25, 1991*

Excellency:

I have the honor to refer to your Note No. 001 of January 17, 1991, with the attached Memorandum of Agreement of June 13, 1990 regarding the Agreement of March 9, 1959 between the United States of America and Canada governing tolls on the St. Lawrence Seaway as amended.

I have the further honor to inform your Excellency that the proposal to further amend the Agreement of March 9, 1959 to provide for incentive tolls for the period from July 1, 1990 to September 30, 1990 is acceptable to the Government of the United States of America and that your Excellency's Note together with this Note in reply shall constitute an Agreement between our two Governments which shall enter into force on the date of this note.

Accept Excellency, the assurances of my highest consideration.

For the Secretary of State:

Robert Pins

Robert H. Pins

His Excellency

Derek H. Burney,

Ambassador of Canada

le 25 janvier 1991

(Traduction)

Monsieur l'ambassadeur,

J'ai l'honneur de me reporter à votre note n° 001 du 17 janvier 1991, à laquelle était annexé le Mémorandum d'accord du 13 juin 1990 concernant l'Accord modifié du 9 mars 1959 entre les États-Unis d'Amérique et le Canada régissant le tarif des péages applicables à la Voie maritime du Saint-Laurent.

J'ai en outre l'honneur de vous informer que la proposition visant à modifier à nouveau l'Accord du 9 mars 1959 en vue d'y introduire des tarifs d'encouragement pour la période du 1^{er} juillet 1990 au 30 septembre 1990 agréée au gouvernement des États-Unis d'Amérique et que votre Note et la présente Note en réponse constituent entre nos deux gouvernements un Accord entrant en vigueur à la date de la présente Note.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Pour le Secrétaire d'État

Son Excellence

Monsieur Derek H. Burney

Ambassadeur du Canada

MEMORANDUM OF AGREEMENT

MEMORANDUM OF AGREEMENT between The St. Lawrence Seaway Authority, hereinafter referred to as "Authority" and the Saint Lawrence Seaway Development Corporation, hereinafter referred to as "Corporation," respecting the Memorandum of Agreement between the parties dated January 29, 1959, as amended, hereinafter referred to as the "Agreement" and the St. Lawrence Seaway Tariff of Tolls.

WHEREAS the Authority and the Corporation, recognizing the financial requirements of the two entities, have developed an incentive tolls policy;

AND WHEREAS Clause 4 of the 1959 Agreement respecting the said Tariff, between the Authority and the Corporation, provides that such changes as "will be compatible with the general terms of the Tariff" may be made by the Authority and the Corporation.

NOW THEREFORE, the Authority and the Corporation agree, subject to confirmation of their respective Governments, that a new section be added to the St. Lawrence Seaway Tariff of Tolls as follows:

"7.(1) Notwithstanding anything contained in this Tariff, the portion of the composite toll related to charges per metric ton of cargo charged on new downbound business shall be reduced by a fifty percent refund for the period beginning July 1, 1990 and ending September 30, 1990.

(2) The refund mentioned in (1) above shall be granted after payment of the full toll specified in the Schedule under the tariff if:

(a) a vessel enters a Seaway lock after leaving the port of origin in a downbound direction after 00:01 hour July 1, 1990 and leaves the Seaway prior to arriving at the port of destination by 23:59 hours September 30, 1990;

(b) a vessel described in (a) above carries, for each consignee, 1,000 metric tons or more of new downbound business; and

(c) an application for a new downbound business refund is submitted to the Authority or the Corporation for audit by the Authority or the Corporation.

(3) For the purposes of this section, "new downbound business" means

(a) downbound cargo that has not moved through a Seaway lock during the navigation seasons of 1987, 1988 and 1989, or

(b) downbound cargo that has moved through a Seaway lock in quantities representing less than five percent of the average of Seaway traffic to the particular destination during the navigation seasons of 1987, 1988 and 1989.

MÉ MORANDUM D'ACCORD

MÉ MORANDUM D'ACCORD intervenu entre l'Administration de la Voie maritime du Saint-Laurent, ci-après dénommée "l'Administration", et la St. Lawrence Seaway Development Corporation, ci-après dénommée "la Corporation", relativement au Mé morandum d'accord entre les parties en date du 29 Janvier 1959, tel qu'il a été modifié, ci-après dénommé l'Accord", et au tarif des péages de la Voie maritime du Saint-Laurent.

ATTENDU QUE l'Administration et la Corporation, conscientes de leurs contraintes financières respectives, ont élaboré une politique incitative sur les péages;

ET ATTENDU QUE la clause 4 de l'Accord de 1959 portant sur ledit tarif, conclu entre l'Administration et la Corporation, prévoit que des changements, dans la mesure où ils sont "compatibles avec les conditions générales du Tarif", peuvent être apportés par l'Administration et la Corporation.

À CES CAUSES, l'Administration et la Corporation, sous réserve d'obtenir la confirmation de leurs gouvernements respectifs, conviennent d'ajouter une nouvelle section au Tarif des péages de la Voie maritime du Saint-Laurent, ainsi qu'il suit:

7(1) Nonobstant toute disposition contenue dans le présent Tarif, la portion du taux composé applicable aux péages par tonne métrique de chargement, prélevés sur de nouvelles cargaisons commerciales en direction aval, sera réduite d'un remboursement de cinquante pour cent pour la période allant du 1^{er} juillet 1990 au 30 septembre 1990.

(2) Le remboursement mentionné au paragraphe (1) ci-dessus sera remis après paiement intégral du péage indiqué dans l'annexe au Tarif, si:

(a) un navire franchit une écluse de la Voie maritime après avoir quitté son port d'origine en direction aval après 0h01 le 1^{er} juillet 1990, et quitte la Voie maritime avant d'arriver à son port de destination avant 23h59 le 30 septembre 1990.

(b) le navire mentionné à l'alinéa a) ci-dessus transporte, pour chaque destinataire, 1000 tonnes métriques ou plus de nouvelles cargaisons commerciales; et si

(c) une demande de remboursement pour les nouvelles cargaisons commerciales est présentée à l'Administration ou à la Corporation pour vérification par l'Administration ou à la Corporation pour vérification par l'Administration ou la Corporation.

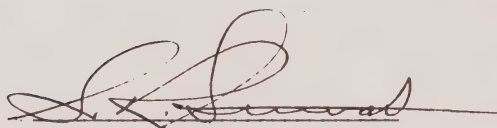
(3) Aux fins d'application de la présente section, "nouvelles cargaisons commerciales" désigne

a) une cargaison en direction aval qui n'a pas franchi une écluse de la Voie maritime au cours des saisons de navigation 1987, 1988 et 1989, ou

b) une cargaison en direction aval qui a franchi une écluse de la Voie maritime, et dont la quantité représente moins de cinq pour cent de la

(4) Information concerning the navigation seasons of 1987, 1988 and 1989 can be obtained by contacting the Chief of Tolls and Statistics, The St. Lawrence Seaway Authority, 202 Pitt Street, Cornwall, Ontario, K6J 3P7, telephone: (613) 932-5170.

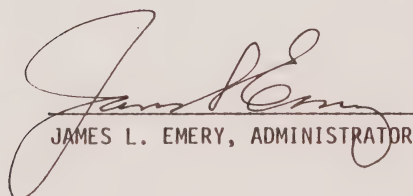
THE ST. LAWRENCE SEAWAY AUTHORITY



GLENDON R. STEWART, PRESIDENT

Executed at *Cornwall* this *13th* day of *June* 1990.

SAINT LAWRENCE SEAWAY DEVELOPMENT CORPORATION



JAMES L. EMERY, ADMINISTRATOR

Executed at *Cornwall* this *13th* day of *June* 1990.

moyenne des transports par la Voie maritime vers la destination particulière au cours des saisons de navigation 1987, 1988 et 1989.

(4) Les renseignements relatifs aux saisons 1987, 1988 et 1989 peuvent être obtenus auprès du Chef service des péages et des statistiques, Administration de la Voie maritime du Saint-Laurent, 202 rue Pitt, Cornwall (Ontario), K6J 3P7, téléphone: (613)932-5170.

POUR L'ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT

GLENDON R. STEWART, PRÉSIDENT

Signé à Cornwall, ce jour, le 13 juin 1990.

POUR LA SAINT LAWRENCE SEAWAY DEVELOPMENT CORPORATION

JAMES L. EMERY, ADMINISTRATEUR

Signé à Cornwall, ce jour, le 13 juin 1990.

© Minister of Supply and Services Canada 1992

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1991/6
ISBN 0-660-57093-9

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1992

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa (Canada) K1A 0S9

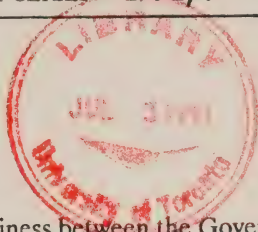
N° de catalogue E3-1991/6
ISBN 0-660-57093-9

CAI
EA 10
- T67

NADA



TREATY SERIES 1991/7 RECUEIL DES TRAITÉS



AIR

Agreement on Airworthiness between the Government of CANADA
and the Government of ITALY

Ottawa, February 18, 1991

In force February 18, 1991

AIR

Accord de navigabilité entre le gouvernement du CANADA et le
gouvernement de l'ITALIE

Ottawa, le 18 février 1991

En vigueur le 18 février 1991



CANADA

TREATY SERIES 1991/7 RECUEIL DES TRAITÉS

AIR

Agreement on Airworthiness between the Government of CANADA
and the Government of ITALY

Ottawa, February 18, 1991

In force February 18, 1991

AIR

Accord de navigabilité entre le gouvernement du CANADA et le
gouvernement de l'ITALIE

Ottawa, le 18 février 1991

En vigueur le 18 février 1991

AGREEMENT ON AIRWORTHINESS BETWEEN
THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE GOVERNMENT OF ITALY

The Government of Canada and the Government of Italy, hereinafter referred to as the "Contracting Parties",

WHEREAS:

- Each Contracting Party has determined that the standards and systems of the other Contracting Party for the airworthiness and environmental certification or acceptance of aeronautical products are sufficiently equivalent to its own to make an Agreement practicable;
- Each Contracting Party wishes to develop and employ procedures for granting airworthiness and environmental certification or acceptance of aeronautical products imported from the other Contracting Party so as to give as much recognition as is practicable to technical evaluations, test results, inspections, conformity statements, marks of conformity and certificates accepted or issued by or on behalf of the airworthiness authority of the exporting Party in granting its own domestic certification of such aeronautical products; and
- In the interest of promoting aviation safety and preservation of the environment and with a view to fostering cooperation and assistance between their airworthiness authorities in achieving common safety and environmental quality objectives, establishing and maintaining airworthiness and environmental standards and certification systems which are as similar to those of the other Contracting Party as practicable and cooperating in the reduction of the economic burden on aviation industries and operators arising from redundant technical evaluations, tests and inspections;

Therefore, having agreed on certain principles and arrangements in order to:

- facilitate the airworthiness and environmental certification, approval or acceptance by the airworthiness authority of the importing Party of aeronautical products, including maintenance services, imported and exported between the two Contracting Parties;
- provide for the development of procedures between the two airworthiness authorities for these purposes and for facilitating management of the emerging trend toward multinational design, manufacture, and interchange of aeronautical products involving the joint interests of the Contracting Parties in airworthiness and environmental certification;
- provide for cooperation in sustaining safety and environmental quality objectives;

THE CONTRACTING PARTIES AGREE AS FOLLOWS:

ACCORD DE NAVIGABILITÉ ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA
ET LE GOUVERNEMENT DE L'ITALIE

Le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Italie, ci-après dénommés «les Parties contractantes»,

CONSIDÉRANT QUE:

- Chacune des Parties contractantes estime que les normes et systèmes de l'autre Partie contractante, en matière de certification de navigabilité et de protection de l'environnement ou d'acceptation de produits aéronautiques, sont suffisamment équivalents aux siens pour permettre un Accord;
- Chacune des Parties contractantes entend élaborer et employer des procédures pour délivrer sa certification de navigabilité et de protection de l'environnement ou son acceptation des produits aéronautiques importés de l'autre Partie contractante de manière à ce que soit accordé le maximum de crédibilité aux évaluations techniques, résultats d'essais, inspections, constats de conformité, label de conformité et certificats acceptés ou délivrés par ou pour le compte de l'autorité de navigabilité de la Partie exportatrice pour prononcer sa propre certification de ces produits aéronautiques; et
- Dans l'intérêt de la promotion de la sécurité aérienne et de la protection de la qualité de l'environnement, chaque Partie désire encourager la coopération et l'entraide entre son autorité de navigabilité et celle de l'autre Partie contractante dans le but de parvenir à des objectifs communs de sécurité et de qualité de l'environnement, d'établir et de maintenir des normes de navigabilité et d'environnement et des systèmes de certification aussi proches que possible de ceux de l'autre Partie contractante, et coopérer pour réduire au minimum la charge financière imposée aux entreprises aéronautiques et aux exploitants provenant des évaluations, essais et inspections techniques redondants;

Les Parties sont convenues de certains principes et dispositions pour:

- faciliter la certification de navigabilité et d'environnement ou l'acceptation, par l'autorité de navigabilité de la Partie importatrice, des produits aéronautiques, y compris les services de maintenance échangés entre les deux Parties contractantes;
- permettre aux autorités de navigabilité des deux Parties contractantes d'élaborer des procédures à ces fins et de faciliter la gestion de la nouvelle tendance à l'internationalisation de la conception, de la fabrication, de la maintenance et de l'échange de produits aéronautiques touchant aux intérêts communs des Parties contractantes en matière de certification de navigabilité et de protection de l'environnement;
- promouvoir une coopération visant à poursuivre des objectifs de sécurité et de qualité de l'environnement.

LES PARTIES CONTRACTANTES CONVIENNENT DE CE QUI SUIIT:

ARTICLE I

Definitions

For the purpose of this Agreement:

"Additional Technical Conditions" means the terms notified by the importing Party for the acceptance of the type design of an aeronautical product or for the acceptance of an aeronautical product to account for differences between Contracting Parties in:

- (i) adopted airworthiness and environmental standards;
- (ii) special conditions relating to novel or unusual features of the aeronautical product design which are not covered by the adopted airworthiness and environmental standards;
- (iii) application of exemptions or equivalent safety findings from the adopted airworthiness and environmental standards;
- (iv) maintenance requirements;
- (v) mandatory airworthiness action taken to correct unsafe conditions.

"Airworthiness Criteria" means criteria governing the design, performance, materials, workmanship, manufacture, maintenance and alteration or modification of aeronautical products as prescribed by the airworthiness authority of the importing State to enable it to find that the design, manufacture and condition of these aeronautical products comply with its own laws, regulations, standards and requirements concerning airworthiness.

"Alteration or Modification" means making a change to the type design.

"Aeronautical Product" means any civil aircraft, or aircraft engine, propeller, appliance, material, part or component to be installed thereon, new or used.

"Airworthiness Authority" means the national government organization of a Contracting Party responsible for regulating the airworthiness and environmental certification, approval or acceptance of aeronautical products.

"Design-related Operational Requirements" means operational requirements related to design features of an aeronautical product or data on its design relating to its operation or maintenance that make it eligible for a particular kind of operation.

"Environmental Criteria" means criteria governing the design, performance, materials, workmanship, manufacture, maintenance and alteration or modification of aeronautical products prescribed by the importing authority to ensure compliance with the laws, regulations, standards and requirements of the importing Party concerning noise and emissions abatement.

"Exporting Party" means the Contracting Party exporting a type design, a modification thereof, or an aeronautical product, under the provisions of this Agreement.

"Exporting Authority" means the airworthiness authority of the exporting Party.

ARTICLE I

Définitions

Dans le cadre de cet Accord:

«Approbation de la définition de type» signifie la délivrance d'un certificat, d'une homologation ou d'une acceptation, comme approprié, par ou pour le compte d'une autorité de navigabilité en ce qui concerne la définition de type d'un produit aéronautique.

«Approbation de la navigabilité d'un produit» signifie la délivrance d'un certificat de navigabilité, d'une homologation, d'une acceptation, comme approprié, par ou pour le compte d'une autorité de navigabilité, pour un produit aéronautique donné, pour permettre l'exploitation ou l'utilisation de ce produit en vertu des lois, règlements, normes et exigences de la Partie qui la délivre.

«Autorité de navigabilité» signifie l'organisme national de la Partie contractante qui est chargé de régir la certification, l'homologation ou l'acceptation des produits aéronautiques en matière de navigabilité et de protection de l'environnement.

«Autorité exportatrice» signifie l'autorité de navigabilité de la Partie exportatrice.

«Autorité importatrice» signifie l'autorité de navigabilité de la Partie importatrice.

«Changement ou modification» signifie un changement apporté à la définition de type.

«Conditions techniques supplémentaires» signifie les conditions notifiées par la Partie importatrice pour l'acceptation de la définition de type d'un produit aéronautique ou pour l'acceptation d'un produit aéronautique, afin de prendre en compte les différences entre les Parties contractantes en ce qui concerne:

- (i) les normes de navigabilité et de protection de l'environnement promulguées;
- (ii) les conditions spéciales relatives aux caractéristiques nouvelles ou inhabituelles de conception du produit aéronautique qui ne sont pas couvertes par les normes de navigabilité et de protection de l'environnement promulguées;
- (iii) l'application des exemptions ou des conclusions de sécurité équivalentes par rapport aux normes de navigabilité et de protection de l'environnement promulguées;
- (iv) les exigences de maintenance; et
- (v) les actions impératives de navigabilité pour corriger des situations dangereuses.

«Critères de navigabilité» signifie les critères régissant la conception, la performance, les matériaux, l'exécution, la fabrication, la maintenance et le changement ou la modification des produits aéronautiques civils prescrits par l'autorité de navigabilité de l'État importateur pour lui permettre de vérifier que la conception, la fabrication et l'état de ces produits satisfont aux lois, règlements, normes et exigences de cette Partie en matière de navigabilité.

«Critères de protection de l'environnement» signifie les critères régissant la conception, la performance, les matériaux, l'exécution, la fabrication, la maintenance et le changement ou la modification des produits aéronautiques prescrits par l'autorité importatrice, pour garantir que ces produits sont conformes aux

lois, règlements, normes et exigences de la Partie importatrice en ce qui concerne la réduction du bruit et les émissions.

«Date de première demande» signifie la date à laquelle a été reçue la demande d'approbation de la définition de type du produit aéronautique:

- (i) soit par l'autorité exportatrice,
- (ii) soit par l'autorité d'un État tiers dans le cas d'un produit fabriqué sur le territoire de la Partie exportatrice dont la définition de type a été introduite chez la Partie exportatrice depuis un État tiers avec lequel chacune des deux Parties a en vigueur des accords bilatéraux ou des arrangements de portée similaire.

«Définition de type» signifie la description de toutes les caractéristiques d'un produit aéronautique y compris sa conception, sa fabrication, ses limitations et les instructions de maintien de la navigabilité qui déterminent sa navigabilité.

«État régalant la navigabilité d'un aéronef» signifie la Partie contractante responsable de la délivrance du certificat de navigabilité d'un aéronef ou la Partie contractante responsable de la certification d'un exploitant utilisant un aéronef en location ou sous affrètement pour lequel un autre État a délivré un certificat de navigabilité.

«Exigences d'exploitation liées à la conception» signifie les exigences d'exploitation liées aux caractéristiques de conception du produit ou aux données liées à l'exploitation ou à la maintenance du produit qui le rendent admissible à un type particulier d'exploitation.

«Maintenance» signifie la réalisation d'actions destinées à assurer la navigabilité d'un produit aéronautique, excluant les changements ou modifications.

«Partie exportatrice» signifie la Partie contractante qui exporte une définition de type ou une modification la concernant ou un produit aéronautique dans le champ des dispositions de cet Accord.

«Partie importatrice» signifie la Partie contractante qui importe une définition de type ou une modification la concernant ou un produit aéronautique dans le champ des dispositions de cet Accord.

«Produit aéronautique» signifie tout aéronef civil ou moteur, hélice, appareillage, matériel, pièce ou composant neuf ou déjà utilisé destiné à être installé sur ledit aéronef.

ARTICLE II

Champ d'application

Le présent Accord s'applique à:

- a) l'acceptation, par l'autorité importatrice, de l'approbation de la définition de type, y compris l'approbation environnementale, et s'y il y a lieu, des constats de conformité faits par l'autorité exportatrice avec les exigences d'exploitation de l'autorité importatrice liées à la conception des produits aéronautiques pour lesquels l'autorité exportatrice est responsable de la certification de type;
- b) l'acceptation, par l'autorité importatrice, de la certification, de l'approbation ou de l'acceptation des produits aéronautiques qui peuvent être exportés du territoire de l'autre Partie contractante, y compris les produits aéronautiques neufs ou déjà utilisés qui ont été conçus ou fabriqués en partie ou en totalité dans d'autres États;

7. If pursuant to agreement between them, the exporting authority certifies to the importing authority that the design of an aeronautical product or data on the design relating to the operations or maintenance of such aeronautical product comply with those design-related operational requirements prescribed by the importing authority, the importing authority, in establishing compliance with its own operational requirements, shall give the same validity to the technical evaluations, determinations, tests and inspections made by the exporting authority as if it had made them itself.

ARTICLE IV

Acceptance of Aeronautical Product Airworthiness Certification

If the exporting authority certifies to the importing authority that an aeronautical product in respect of which type design approval has been issued or is in the process of being issued by the importing authority, conforms in construction to a type design description notified by the importing authority and is in a condition for safe operation, the importing authority shall give the same validity to the technical evaluations, determinations, tests, and inspections made by the exporting authority as if it had made them itself on the date of the certification by the exporting authority.

ARTICLE V

Maintenance and Performance of Alterations or Modifications

1. If maintenance or an alteration or modification is performed and certified, under the authority of one airworthiness authority in accordance with its own approval system, on an aircraft which is under the airworthiness regulation of the other airworthiness authority, or on any aeronautical product designed for installation on such aircraft, the other airworthiness authority shall give the same validity to such maintenance, alteration or modification and certification as if performed or certified in its own territory provided it has, directly or by delegation, approved such maintenance or alteration or modification.
2. The Contracting Parties may jointly determine which of them will regulate the airworthiness of an aircraft registered in the territory of one Contracting Party that is operated by an operator of the other Contracting Party.

ARTICLE VI

Continuing Airworthiness

1. The airworthiness authorities of both Contracting Parties shall cooperate in analyzing airworthiness aspects of accidents and incidents related to aeronautical products to which this Agreement applies.
2. In respect of aeronautical products designed or manufactured in its territory the exporting authority shall where appropriate, specify any action it deems necessary to correct any unsafe condition of the type design that may be discovered after an aeronautical product is placed in service, including any actions in respect of components designed or manufactured by a supplier under contract to a prime contractor.

7. Si, par entente mutuelle, l'autorité exportatrice certifie à l'autorité importatrice que la conception du produit aéronautique ou les données liées à la conception relatives aux opérations ou à la maintenance du produit aéronautique satisfont aux exigences d'exploitation liées à la conception prescrites par l'autorité importatrice, l'autorité importatrice, pour constater la satisfaction à ses propres exigences, donne la même validité aux évaluations techniques, décisions, essais et inspections effectués par l'autorité exportatrice que si elle les avait réalisés elle-même.

ARTICLE IV

Acceptation de la certification de navigabilité d'un produit aéronautique

Si l'autorité exportatrice certifie à l'autorité importatrice qu'un produit aéronautique pour lequel une approbation de la définition de type a été délivrée ou est en cours de délivrance par l'autorité importatrice est conforme, par sa conception, à une description de la définition de type notifiée par l'autorité importatrice et est en état pour une exploitation sûre, l'autorité importatrice donne la même validité aux évaluations techniques, essais et inspections effectués par l'autorité exportatrice que si elle les avait réalisés elle-même à la date de certification par l'autorité exportatrice.

ARTICLE V

Maintenance et réalisation des changements ou modifications

1. Si une action de maintenance, un changement ou une modification est exécuté et certifié, sous la direction de l'autorité de navigabilité d'une des deux Parties conformément au système d'approbation de cette Partie, sur un aéronef ou un produit aéronautique destiné à être installé sur cet aéronef, l'autorité de navigabilité de l'autre Partie donne la même validité au travail effectué et aux certifications réalisées que s'ils avaient été faits sur son propre territoire à condition que l'entretien, le changement ou la modification ait été approuvé, directement ou par délégation, par son autorité de navigabilité.
2. Les Parties contractantes peuvent déterminer conjointement quelle sera la Partie régissant la navigabilité d'un aéronef immatriculé dans le territoire d'une Partie contractante et exploité par un exploitant de l'autre Partie contractante.

ARTICLE VI

Maintien de la navigabilité

1. Les autorités de navigabilité des deux Parties contractantes coopèrent en vue d'analyser les aspects de navigabilité des accidents ou incidents survenus en rapport avec des produits aéronautiques couverts par le présent Accord.
2. L'autorité exportatrice, en égard aux produits aéronautiques conçus ou fabriqués sur son territoire, accepte la responsabilité de déterminer toute mesure appropriée qui s'impose en son sens pour corriger tout état dangereux lié à la définition de type qui pourrait être découvert après la mise en service d'un produit aéronautique, y compris toute action en ce qui concerne les composants conçus ou fabriqués par un sous-traitant sous contrat d'un contractant principal.

ARTICLE IX

Implementation

1. The airworthiness authorities shall endeavour to develop a schedule of implementation procedures for this Agreement.
2. When such a schedule has been agreed between the airworthiness authorities, this Agreement shall be implemented in accordance with its provisions.
3. The airworthiness authorities will jointly review such schedule from time to time and may amend it as appropriate by written agreement.

ARTICLE X

Entry into Force

This Agreement shall enter into force upon signature by both Parties.

ARTICLE XI

Termination

Either Contracting Party may at any time give notice by diplomatic note to the other Contracting Party, of its decision to terminate this Agreement. The Agreement shall terminate twelve months following the date of receipt of the notice by the other Contracting Party, unless the said notice of termination has been withdrawn by mutual agreement before the expiry of this period.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized, have signed this Agreement.

DONE in duplicate in *Ottawa* this *18th* day of *February, 1991*, in the English and French languages, each version being equally authentic.

EN FOI DE QUOI les représentants des deux gouvernements, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord.

Fait en double exemplaire à *Ottawa*, le *18^{ème}* jour de *février 1991*, en anglais et en français, les deux versions faisant également foi.



Doug Lewis
For the Government
of Canada

Pour le gouvernement
du Canada



Sergio Ilvio Balanzino
For the Government
of Italy

Pour le gouvernement
de l'Italie

© Minister of Supply and Services Canada 1991

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1991/7
ISBN 0-660-56511-0

Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1991

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1991/7
ISBN 0-660-56511-0

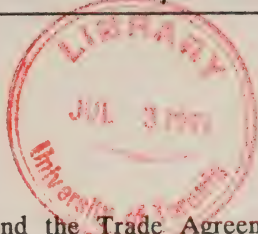
CAI

EA10 CANADA

- T67



TREATY SERIES 1991/8 RECUEIL DES TRAITÉS



COMMERCE

Protocol to further extend the Trade Agreement between the Government of CANADA and the Government of the UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS signed at Ottawa on February 29, 1956

Moscow, April 17, 1991

In force April 17, 1991

COMMERCE

Protocole prolongeant l'Accord commercial conclu entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement de l'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES signé à Ottawa le 29 février 1956

Moscou, le 17 avril 1991

En vigueur le 17 avril 1991



CANADA

TREATY SERIES 1991/8 RECUEIL DES TRAITÉS

COMMERCE

Protocol to further extend the Trade Agreement between the Government of CANADA and the Government of the UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS signed at Ottawa on February 29, 1956

Moscow, April 17, 1991

In force April 17, 1991

COMMERCE

Protocole prolongeant l'Accord commercial conclu entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement de l'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES signé à Ottawa le 29 février 1956

Moscou, le 17 avril 1991

En vigueur le 17 avril 1991

PROTOCOL TO FURTHER EXTEND THE TRADE AGREEMENT BETWEEN
CANADA
AND
THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS
SIGNED AT OTTAWA ON
FEBRUARY 29, 1956

In connection with the expiration of the Trade Agreement between Canada and the Union of Soviet Socialist Republics signed at Ottawa on February 29, 1956 for a period of three years and extended by the Protocol of April 18, 1960 to April 17, 1963, by the Protocol of September 16, 1963 to April 17, 1966, by the Protocol of June 20, 1966 to April 17, 1969, by the Protocol of March 1, 1970 to April 17, 1972, by the Protocol of April 7, 1972 to April 17, 1976, by the Protocol of July 14, 1976 to April 17, 1981, by the Protocol of January 21, 1982 to April 17, 1986, by the Protocol of October 2, 1986 to April 17, 1991, the Government of Canada and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, desiring to expand and diversify further the trade between the two countries on the basis of mutual advantage, have agreed as follows:

1. The Trade Agreement between Canada and the Union of Soviet Socialist Republics of February 29, 1956 is hereby further extended, with the exception of Article 9, for a period of two years from April 18, 1991, subject to paragraph 5 below.
2. Each of the two Governments looks forward to a further development and diversification of their mutual trade and to this end undertake to facilitate the exchange of goods between the two countries within the scope of the laws and regulations in force in their respective countries.

PROTOCOLE PROLONGEANT L'ACCORD COMMERCIAL CONCLU

ENTRE LE CANADA

ET

L'UNION DES RÉPUBLIQUES

SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

SIGNÉ À OTTAWA

LE 29 FÉVRIER 1956

Etant donné l'échéance de l'Accord commercial entre le Canada et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques conclu à Ottawa le 29 février 1956, pour une période de trois ans, et prolongé par le Protocole du 18 avril 1960 jusqu'au 17 avril 1963, par le Protocole du 16 septembre 1963 jusqu'au 17 avril 1966, par le Protocole du 20 juin 1966 jusqu'au 17 avril 1969, par le Protocole du 1er mars 1970 jusqu'au 17 avril 1972, par le Protocole du 7 avril 1972 jusqu'au 17 avril 1976 et par le Protocole du 14 juillet 1976 jusqu'au 17 avril 1981, par le Protocole du 21 janvier 1982 jusqu'au 17 avril 1986, et par le Protocole du 2 octobre 1986 jusqu'au 17 avril 1991, le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, désireux d'accroître et de diversifier davantage le commerce entre les deux pays pour leur bénéfice mutuel, sont convenus de ce qui suit:

1. L'Accord commercial entre le Canada et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, daté du 29 février 1956, est par la présente prolongé de deux ans à compter du 18 avril 1991, exception faite de l'Article 9, sous réserve du paragraphe 5, ci-bas.

2. Chacun des deux gouvernements s'attend à un accroissement et à une diversification de son commerce avec l'autre et s'engage à faciliter à cette fin l'échange de marchandises entre les deux pays dans le cadre des lois et des règlements en vigueur dans chacun d'eux.

3. Each of the two Governments hereby affirms that it will give sympathetic consideration to any recommendations which the other Government may make in respect to the implementation of this Protocol and of other matters affecting commercial relations between the two countries.

4. As a measure towards attaining the mutual trade objectives of the two countries the competent authorities of the two Governments will facilitate visits for business purposes between the two countries.

5. The two Governments undertake to negotiate a new Trade Agreement to replace the existing Trade Agreement of February 29, 1956.

6. This Protocol shall enter into force on the date of its signature. The Protocol shall remain in force concurrently with the Trade Agreement between Canada and the Union of Soviet Socialist Republics of February 29, 1956, extended as provided for in paragraph 1, above.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorized by their respective Governments, have signed this Protocol.

3. Chacun des deux gouvernements s'engage à prendre en bonne considération toutes les propositions que l'autre gouvernement pourra lui présenter concernant la mise en oeuvre du présent Protocole et d'autres affaires ayant trait aux relations commerciales entre les deux pays.

4. Pour favoriser la poursuite des objectifs commerciaux réciproques des deux pays, les autorités compétentes des deux gouvernements faciliteront les visites d'affaires entre les deux pays.

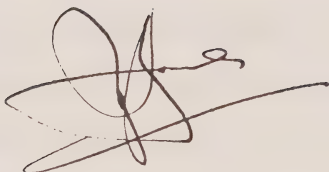
5. Les deux gouvernements s'engagent à négocier un nouvel Accord commercial afin de remplacer le présent Accord du 29 février 1956.

6. Le présent Protocole prendra effet à la date de sa signature. Il demeurera en vigueur tant que durera l'Accord commercial entre le Canada et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, daté du 29 février 1956, prolongé par les dispositions du paragraphe 1 ci-haut.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le Protocole.

DONE in duplicate at Moscow, this 17th day of April, 1991, in the English, French and Russian languages, each version being equally authentic.

FAIT en double exemplaire à Moscou, ce 17ème jour d'avril 1991, dans les langues française, anglaise et russe, chaque version faisant également foi.



For the Government of Canada

Pour le Gouvernement du Canada



For the Government of the Union
of Soviet Socialist Republics

Pour le Gouvernement de l'Union
des Républiques Socialistes
Soviétiques

© Minister of Supply and Services Canada 1991

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1991/8
ISBN 0-660-56513-7

Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1991

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1991/8
ISBN 0-660-56513-7



CANADA

TREATY SERIES 1991/9 RECUEIL DES TRAITÉS

DEFENCE

Memorandum of Agreement between the Government of CANADA
and the Government of the STATE OF BAHRAIN concerning the
Deployment of Canadian Forces

Manama, January 16, 1991

In force January 16, 1991



DÉFENSE

Protocole d'Entente entre le gouvernement du CANADA et le
gouvernement de l'ÉTAT DE BAHREÏN concernant le déploiement
de forces canadiennes

Manama, le 16 janvier 1991

En vigueur le 16 janvier 1991



CANADA

TREATY SERIES 1991/9 RECUEIL DES TRAITÉS

DEFENCE

Memorandum of Agreement between the Government of CANADA
and the Government of the STATE OF BAHRAIN concerning the
Deployment of Canadian Forces

Manama, January 16, 1991

In force January 16, 1991

DÉFENSE

Protocole d'Entente entre le gouvernement du CANADA et le
gouvernement de l'ÉTAT DE BAHREÏN concernant le déploiement
de forces canadiennes

Manama, le 16 janvier 1991

En vigueur le 16 janvier 1991

MEMORANDUM OF AGREEMENT

BETWEEN

THE GOVERNMENT OF CANADA

AND

THE GOVERNMENT OF THE STATE OF BAHRAIN

CONCERNING THE DEPLOYMENT OF CANADIAN FORCES

The Government of Canada and the Government of the State of Bahrain,

Out of the ties of friendship and co-operation, and as a result of the present unsettled conditions in the Gulf area, which threaten the security and safety of Bahrain, and other countries in the region, and in recognition of the grave breach of the peace of the region and of United Nations Security Council Resolutions 660, 661, 662, 664, and 665 have agreed as follows:

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DU CANADA

ET

LE GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT DE BAHREÏN

CONCERNANT LE DÉPLOIEMENT DE FORCES CANADIENNES

Le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'État de Bahreïn,

Compte tenu de leurs liens d'amitié et de coopération, et des conditions instables qui menacent actuellement la sécurité de Bahreïn et d'autres pays de la région du Golfe, de la grave violation de la paix survenue dans cette région et des résolutions 660, 661, 662, 664 et 665 du Conseil de sécurité des Nations Unies, sont convenus de ce qui suit:

1. Le gouvernement du Canada déploie des forces sur le territoire souverain de Bahreïn en exercice du droit inhérent à la légitime défense individuelle ou collective reconnu dans l'article 51 de la Charte des Nations Unies.
2. Le gouvernement de Bahreïn mettra des installations à la disposition de ces forces canadiennes à Bahreïn. L'effectif et la composition des forces canadiennes ainsi que le nombre et la nature des installations qui seront mises à leur disposition sont déterminés de temps en temps par un Comité consultatif mixte établi en vertu du paragraphe 13 ci-dessous.

1. The Government of Canada is deploying forces to the sovereign territory of Bahrain in exercise of the inherent right of individual or collective self-defence recognised in Article 51 of the United Nations Charter.
2. The Government of Bahrain will make facilities available for such Canadian forces in Bahrain. The number and nature of the Canadian forces and the facilities to be made available shall from time to time be agreed by a Joint Consultative Committee to be established under paragraph 13 below.
3. The deployment of Canadian forces in Bahrain under this Memorandum of Agreement is to assist in deterring the aggression which threatens Bahrain and other Gulf Co-operation Council countries and to support the outstanding United Nations Security Council Resolutions as part of the multi-national military force in and around the Arabian peninsula and to meet any other objectives agreed by the parties to this Memorandum of Agreement.
4. The Canadian forces in Bahrain will observe and respect the laws, regulations, customs and traditions of Bahrain, and have a duty not to interfere in the internal affairs of Bahrain. The Government of Canada shall ensure respect and compliance thereof.

3. Le déploiement de forces canadiennes à Bahreïn en vertu du présent protocole d'entente vise à décourager l'agression menaçant Bahreïn et d'autres pays membres du Conseil de coopération du Golfe, à appuyer les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies par la participation à une force militaire multi-nationale déployée sur la péninsule arabique et dans ses environs, et à assurer la réalisation de tous autres objectifs fixés d'un commun accord par les parties au présent protocole d'entente.
4. Les forces canadiennes à Bahreïn observeront et respecteront les lois, règlements, coutumes et traditions de Bahreïn et devront éviter de s'ingérer dans ses affaires intérieures. Le gouvernement du Canada assure le respect de la présente disposition et sa mise en oeuvre.
5.
 - a) Le gouvernement du Canada exerce la juridiction en matière criminelle à l'égard des membres des forces canadiennes sauf si les gouvernements des deux pays en décident autrement. Le gouvernement de Bahreïn exerce la juridiction en matière civile à l'égard des membres des forces canadiennes, sauf pour les cas liés à l'exercice de leurs fonctions officielles.
 - b) En ce qui concerne la juridiction en matière criminelle, le gouvernement du Canada mène des négociations avec le gouvernement de Bahreïn, à la demande de celui-ci, afin de prévoir des exceptions à la règle générale concernant les cas de juridiction en matière criminelle qui peuvent continuer à ressortir au gouvernement de Bahreïn.
 - c) Les autorités des deux gouvernements s'aident mutuellement à faire toutes les enquêtes nécessaires sur des délits

5.

(a) The Government of Canada shall exercise criminal jurisdiction over members of the Canadian forces except as may be otherwise agreed by the governments of both countries. The Government of Bahrain shall exercise civil jurisdiction over members of the Canadian forces, except for those matters arising in the course of the performance of their official duties.

(b) In relation to criminal jurisdiction the Government of Canada shall, when requested, hold negotiations with the Government of Bahrain for the purpose of implementing exceptions to the general rule regarding cases of criminal jurisdiction which may be retained by the Government of Bahrain.

(c) The authorities of both governments shall assist each other in carrying out all necessary investigations into alleged offences and in the collection and production of evidence relating to an alleged offence.

6. Each government waives any claim it has or may have against the other government or any service personnel or civilian employees of the other government for injury (including injury resulting in death) suffered by its service personnel or civilian employees or for damage to or loss of property owned by it if such injury, death, damage or loss was caused by acts or omissions of the other government or any such service personnel or civilian employees of the other government in the performance of official duties in connection with this Memorandum of Agreement.

présumés et à rassembler et produire les preuves du délit en question.

6. Chaque gouvernement renonce à toute réclamation qu'il a ou pourrait avoir envers l'autre gouvernement ou tout employé militaire ou civil de celui-ci concernant des blessures (y compris des blessures mortelles) subies par ses employés civils ou militaires ou des dommages ou pertes matérielles si ces blessures, décès, dommages ou pertes sont causés par des actes ou des omissions commis par l'autre gouvernement ou des employés militaires ou civils de celui-ci dans l'exercice des fonctions officielles liées au présent protocole d'entente.
7. Le gouvernement du Canada paie des indemnités justes et raisonnables en règlement des réclamations civiles présentées par un tiers, quel qu'il soit, à la suite de tout acte ou de toute omission commis par le gouvernement canadien ou des employés militaires ou civils de celui-ci dans l'exercice des fonctions officielles liées au présent protocole d'entente. Les autorités canadiennes traitent et règlent rapidement toutes ces réclamations.
8. En ce qui concerne les réclamations civiles qui relèvent du gouvernement de Bahreïn, le gouvernement du Canada tentera de faciliter la présentation des réclamations de tiers déposées à la suite de tout acte ou de toute omission du gouvernement canadien ou des employés militaires ou civils de celui-ci causant des blessures, décès, dommages ou pertes, sauf s'il s'agit d'un acte ou d'une omission commis dans l'exercice des fonctions officielles liées au présent protocole d'entente, et d'obtenir règlement de tout jugement rendu à l'égard de ces réclamations.
9. Les Canadiens, militaires ou civils, envoyés à Bahreïn en vertu du présent protocole d'entente peuvent y entrer munis

7. The Government of Canada shall pay just and reasonable compensation in settlement of civil claims on the part of any third party arising out of any act or omission of the Canadian Government or any service personnel or civilian employees of the Canadian Government done in the performance of official duties in connection with this Memorandum of Agreement. All such claims shall be expeditiously processed and settled by the authorities of Canada.
8. In relation to civil claims over which the Government of Bahrain has jurisdiction the Government of Canada will endeavour to assist third party claims resulting from any act or omission of any service personnel or civilian employee of the Government of Canada causing injury, death, loss or damage other than in performance of official duties in connection with this Memorandum of Agreement and to obtain satisfaction of any judgment rendered in respect of any such claims.
9. The Canadian forces sent to Bahrain under this Memorandum of Agreement, whether military or civilian, may enter Bahrain with military or Canadian Government identification cards, and their orders. Passports and visas will not be required. Military or Canadian Government identification cards shall be produced, when required, to the appropriate authorities of the Government of Bahrain.
10. Military and civilian personnel of the Canadian forces may operate vehicles owned or leased by the Canadian Government with a valid Canadian driving licence and military identification.

de cartes d'identité militaires ou de cartes d'identité du gouvernement canadien et de leurs instructions. Ils n'ont à présenter ni passeports ni visas. Les cartes d'identité militaire ou les cartes d'identité du gouvernement canadien sont présentées sur demande aux autorités appropriées du gouvernement de Bahreïn.

10. Les employés militaires et civils des forces canadiennes peuvent conduire des véhicules appartenant au gouvernement canadien ou loués par celui-ci s'ils disposent d'un permis de conduire canadien valide et d'une carte d'identité militaire.
11. Les forces canadiennes et leurs membres peuvent importer à Bahreïn sans permis ni autre restriction ou enregistrement ainsi qu'en franchise de droits de douane et de taxes, le matériel et les autres articles dont les forces ont besoin pour mener leurs activités à Bahreïn, ainsi que les effets personnels des membres des forces. Tout article importé en vertu du présent paragraphe peut être exporté librement en franchise de droits de douane et de taxes. Les achats personnels effectués de sources bahreïniennes par les membres des forces canadiennes ne sont pas exempts des droits de douane et taxes imposés par ce pays. Tout produit importé en franchise en vertu du présent paragraphe qui est vendu à Bahreïn à des personnes autres que celles habilitées à importer des articles en franchise de droits de douane est assujéti aux droits de douane et autres droits selon sa valeur au moment de la vente. Les membres des forces canadiennes ne paient pas d'impôt sur les salaires et les émoluments reçus de sources canadiennes.
12. L'expression «membre des forces canadiennes» désigne les membres des forces armées du Canada et les employés civils du gouvernement du Canada.

11. The Canadian forces and its members may import into Bahrain without licence or other restriction or registration and free of customs, duties and taxes, equipment, and other supplies required by the forces for the purpose of its operations in Bahrain together with the personal effects of and items for the personal consumption or use of the members of the forces. Any item imported under this paragraph may be exported freely without customs duties and taxes. Personal purchases by members of the Canadian forces from Bahraini sources shall not be exempt from Bahrain customs duties and taxes. Any property of any kind imported entry-free under this paragraph which is sold in Bahrain to persons other than those entitled to duty free import privileges shall be subject to customs and other duties on its value at the time of the sale. Members of the Canadian forces shall not be subject to taxation on their salary and emoluments received from Canadian sources.
12. The term "member of the Canadian forces" means members of the armed forces of Canada and the civilian employees of the Government of Canada.
13. The two parties shall establish a Joint Consultative Committee (JCC) to ensure the implementation of this Memorandum of Agreement.

13. Les deux parties établissent un Comité consultatif mixte (CCM) chargé de l'application du présent protocole d'entente.

14. Le présent protocole d'entente entrera en vigueur à la date de sa signature. L'une ou l'autre partie peut y mettre fin sur préavis de trois mois. En cas de retrait des forces canadiennes, le présent protocole d'entente prendra fin, sauf les paragraphes 7 et 8, au moment du départ de Bahreïn des derniers éléments des forces canadiennes.

14. This Memorandum of Agreement shall enter into force upon the date of signature. It may be terminated by either party on three month's notice. In the event of the withdrawal of the Canadian forces, this Memorandum of Agreement shall terminate with the exception of paragraphs 7 and 8, on the departure of the last element of the Canadian forces from Bahrain.

SIGNED in Manama, Bahrain by the duly authorised representatives of the respective governments, in duplicate in the English and French languages, each language version being equally authentic, on the 16th day of January, 1991.



FOR THE GOVERNMENT OF CANADA

L.T. Dickenson

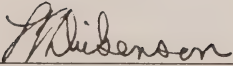


FOR THE GOVERNMENT OF THE

STATE OF BAHRAIN

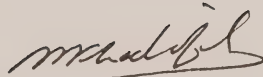
Sheik Muhammad

SIGNÉ à Manama (Bahreïn) par les représentants dûment autorisés ^{mk}
des gouvernements respectifs ce 16 jour de janvier 1991, ^{FD}
en deux exemplaires en anglais et en français, chaque version
faisant également foi.



POUR LE GOUVERNEMENT DU
CANADA

L.T. Dickenson



POUR LE GOUVERNEMENT DE
L'ÉTAT DE BAHREÏN
Sheik Muhammad

© Minister of Supply and Services Canada 1991

Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1991

Available in Canada through

En vente au Canada par l'entremise des

Associated Bookstores
and other booksellers

Librairies associées
et autres libraires

or by mail from

ou par la poste auprès du

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa (Canada) K1A 0S9

Catalogue No. E3-1991/9
ISBN 0-660-56519-6

N° de catalogue E3-1991/9
ISBN 0-660-56519-6



CANADA

TREATY SERIES 1991/10 RECUEIL DES TRAITÉS

RADIO

Exchange of Notes between the Government of CANADA and the Government of the UNITED STATES OF AMERICA constituting an Agreement concerning the Use of the 88 to 108 Megahertz Band for Frequency Modulation Broadcasting (FM)

Washington, November 26, 1990 and February 25, 1991

In force February 25, 1991

RADIO

Échange de Notes entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE constituant un Accord concernant l'utilisation de la bande de fréquences de 88 à 108 mégahertz pour la radiodiffusion en modulation de fréquence (FM)

Washington, le 26 novembre 1990 et le 25 février 1991

En vigueur le 25 février 1991





CANADA

TREATY SERIES 1991/10 RECUEIL DES TRAITÉS

RADIO

Exchange of Notes between the Government of CANADA and the Government of the UNITED STATES OF AMERICA constituting an Agreement concerning the Use of the 88 to 108 Megahertz Band for Frequency Modulation Broadcasting (FM)

Washington, November 26, 1990 and February 25, 1991

In force February 25, 1991

RADIO

Échange de Notes entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE constituant un Accord concernant l'utilisation de la bande de fréquences de 88 à 108 mégahertz pour la radiodiffusion en modulation de fréquence (FM)

Washington, le 26 novembre 1990 et le 25 février 1991

En vigueur le 25 février 1991

Canadian Embassy



Ambassade du Canada

Note No. 149

WASHINGTON, November 26, 1990

Sir,

I have the honour to refer to the Exchange of Notes (January 8 and October 15, 1947) between Canada and the United States of America constituting an Agreement on the allocation of channels for radio broadcasting effective October 15, 1947 (the 1947 Agreement) and to the recent discussions between representatives of both Governments concerning the use of the 88 to 108 megahertz frequency band for frequency modulation broadcasting (FM). Furthermore, I have the honour to propose that the above-mentioned Agreement be replaced by the following.

In order to prevent undue interference between stations in the respective countries, the allotment and assignment of channels in areas adjacent to the border of Canada and the United States shall be in accordance with the conditions set forth herein and in the attached Working Arrangement.

For the purpose of this Note, the expression "Administrations" refers to the Department of Communications for Canada and the Federal Communications Commission for the United

Canadian Embassy



Ambassade du Canada

Note No. 149

WASHINGTON, le 26 novembre 1990

Monsieur,

J'ai l'honneur de me référer à l'Échange de Notes (8 janvier et 15 octobre 1947) entre le Canada et les États-Unis d'Amérique portant Accord sur l'attribution de voies de radiodiffusion, entré en vigueur le 15 octobre 1947 (l'Accord de 1947), ainsi qu'aux entretiens qui ont eu lieu récemment entre les représentants des deux Gouvernements concernant l'utilisation de la bande de fréquences de 88 à 108 mégahertz pour la radiodiffusion en modulation de fréquence (FM). J'ai en outre l'honneur de proposer que l'Accord susmentionné soit remplacé par ce qui suit.

Afin d'éviter toute interférence indue entre les stations des deux pays, l'allotissement et l'assignation des voies dans les secteurs adjacents à la frontière entre le Canada et les États-Unis d'Amérique s'effectuent conformément aux conditions énoncées dans les présentes et dans l'Arrangement de travail qui y est joint.

Aux fins de la présente Note, le terme "Administrations" désigne le Ministère des Communications du Canada et la Federal Communications Commission des États-Unis d'Amérique. Les

States of America. The Administrations shall exchange information and cooperate with each other for the purpose of minimizing interference and obtaining maximum efficiency in the use of FM broadcasting radio channels. To this end, the Administrations have accepted the attached Working Arrangement, including its Annexes. Tables A and B of Annex IV of the Working Arrangement may be revised by direct correspondence between the Administrations. The Administrations shall, as necessary, review the Working Arrangement and its implementation in light of domestic and international developments. Amendments to the Working Arrangement, other than revisions to Tables A and B of Annex IV, shall be accomplished by exchange of notes between the two Governments.

Notification of proposed revisions to Tables A and B of Annex IV shall be made to the other Administration in accordance with the provisions of the Working Arrangement. Assignments made within 320 kilometres of the border shall be in accordance with these Tables, as revised from time to time and shall be notified in accordance with the provisions of the Working Arrangement.

Assignments made at points which are more than 320 kilometres from the nearest point on the border of Canada and the United States will normally have no international significance and

Administrations échangent des renseignements et coopèrent en vue de réduire les brouillages au minimum et d'assurer le maximum d'efficacité dans l'utilisation des voies de radiodiffusion FM. Pour ce faire, les Administrations ont accepté l'Arrangement de travail ci-joint ainsi que ses Annexes. Les Tableaux A et B figurant à l'Annexe IV de l'Arrangement de travail pourront être modifiés par voie de correspondance directe entre les Administrations. Les Administrations pourront réexaminer, au besoin, l'Arrangement de travail et ses modalités d'application en fonction des nouveaux développements sur le plan intérieur ou international. Les modifications à cet Arrangement de travail, autres que les modifications aux Tableaux A et B de l'Annexe IV, s'effectuent par échange de notes entre les deux Gouvernements.

Les modifications proposées aux Tableaux A et B de l'Annexe IV sont notifiées à l'autre Administration conformément aux dispositions de l'Arrangement de travail. Les assignations de voies à des points situés en deçà de 320 kilomètres de la frontière s'effectuent conformément à ces Tableaux, tels qu'ils pourront avoir été modifiés, et sont notifiées conformément aux dispositions de l'Arrangement de travail.

need not be notified except in cases of unusual operating parameters where the possibility exists that interference could be caused to stations of the other Administration.

If the foregoing proposals are acceptable to the Government of the United States of America, I have the honour to propose that this Note, including the attached Working Arrangement, which are authentic in English and French, and your Note in reply shall constitute an Agreement between the Governments of Canada and the United States of America which shall enter into force on the date of your reply. Upon entry into force, this Agreement shall supersede the 1947 Agreement.

This Agreement may be amended through exchange of notes between the two Governments.

Either Government may terminate this Agreement at any time by giving written notice to this effect at least one year prior to the date contemplated for such termination.

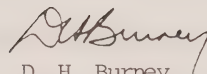
Les assignations de voies à des points éloignés de plus de 320 kilomètres du point le plus proche situé à la frontière entre le Canada et les États-Unis d'Amérique seront normalement sans portée internationale et n'ont pas à être notifiées, sauf en cas de paramètres de fonctionnement inusités éventuellement susceptibles de causer des interférences aux stations de l'autre Administration.

Si les dispositions qui précèdent agréent au Gouvernement des États-Unis d'Amérique, j'ai l'honneur de proposer que la présente Note et l'Arrangement de travail qui y est joint, dont les versions française et anglaise font également foi, et votre Note en réponse constituent un Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique qui entrera en vigueur à la date de votre réponse. Dès son entrée en vigueur, cet Accord se substituera à l'Accord de 1947.

L'Accord pourra être modifié par voie d'échange de notes entre les deux Gouvernements.


L'un ou l'autre Gouvernement pourra mettre fin audit Accord à tout moment par voie de notification écrite à cet effet adressée au moins un an avant la date d'expiration anticipée.

Accept, Sir, the renewed assurance of my highest consideration.


D. H. Burney
Ambassador

The Honourable James A. Baker, III
Secretary of State
7th Floor
Department of State
2201 C Street, N.W.
Washington, D.C. 20520

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance renouvelée
de ma considération la plus haute.


D.H. Burney
L'Ambassadeur

L'honorable James A. Baker, III
Secrétaire d'Etat
7ième étage
Département d'Etat
2201 rue C , Nord Ouest
Washington, D.C. 20520

DEPARTMENT OF STATE
WASHINGTON

FEB 25 1991

Excellency:

I have the honor to refer to your note No. 149 dated November 26, 1990, with an attached Working Arrangement, proposing an agreement between the Governments of the United States of America and Canada concerning the use of the 88 to 108 megahertz frequency band for frequency modulation broadcasting (FM). The new agreement would replace the agreement between the two Governments effected by the exchange of notes of January 8 and October 15, 1947 (the 1947 Agreement).

I have the further honor to inform you that the Government of the United States of America accepts the proposals contained in your note including its attached Working Arrangement and that this exchange of notes constitutes an agreement between the two Governments, which shall enter into force on the date of this note and shall supersede the 1947 Agreement.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

For the Secretary of State:

Bradley P. Holmes



Enclosure:

Working Arrangement

His Excellency

Derek H. Burney,

Ambassador of Canada.

Département d'État
Washington

le 25 février 1991

(Traduction)

Excellence,

J'ai l'honneur de me référer à votre note n° 149 du 26 novembre 1990, ainsi qu'à l'Arrangement de travail qui y est annexé et qui propose un Accord entre le gouvernement des États-Unis et celui du Canada concernant l'utilisation de la bande de fréquences de 88 à 108 mégahertz pour la radiodiffusion en modulation de fréquence (FM). Le nouvel Accord remplacerait celui conclu entre les deux gouvernements au moment de l'échange de notes du 8 janvier et du 15 octobre 1947 (Accord de 1947).

J'ai en outre l'honneur de vous informer que le gouvernement des États-Unis d'Amérique accepte les propositions contenues dans votre note, y compris l'Arrangement de travail qui y est annexé. Cet échange de notes constitue un Accord entre les deux gouvernements, qui entrera en vigueur à la date de la présente note et qui remplacera l'Accord de 1947.

Je vous prie d'agréer, Excellence, l'assurance renouvelée de ma considération la plus haute.

Pour le Secrétaire d'État
Bradley P. Holmes

Pièce jointe : Arrangement de travail

Son Excellence

Derek H. Burney

Ambassadeur du Canada

© Minister of Supply and Services Canada 1991

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1991/10
ISBN 0-660-56540-4

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1991

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1991/10
ISBN 0-660-56540-4



CANADA

Government
Publications

TREATY SERIES 1991/11 RECUEIL DES TRAITÉS

BOUNDARY WATERS

Exchange of Notes between the Government of CANADA and the Government of the UNITED STATES OF AMERICA constituting an Agreement amending the Agreement concerning the Application of Tolls on the St. Lawrence Seaway (with Memorandum of Agreement)

Washington, April 26 and May 1, 1991

In force May 1, 1991

EAUX LIMITOPHES

Échange de Notes entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE constituant un Accord modifiant l'Accord concernant l'application des taux de péage sur la Voie maritime du Saint-Laurent (avec Mémoire d'Accord)

Washington, le 26 avril et le 1^{er} mai 1991

En vigueur le 1^{er} mai 1991





CANADA

TREATY SERIES 1991/11 RECUEIL DES TRAITÉS

BOUNDARY WATERS

Exchange of Notes between the Government of CANADA and the Government of the UNITED STATES OF AMERICA constituting an Agreement amending the Agreement concerning the Application of Tolls on the St. Lawrence Seaway (with Memorandum of Agreement)

Washington, April 26 and May 1, 1991

In force May 1, 1991

EAUX LIMITROPHES

Échange de Notes entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE constituant un Accord modifiant l'Accord concernant l'application des taux de péage sur la Voie maritime du Saint-Laurent (avec Mémoire d'Accord)

Washington, le 26 avril et le 1^{er} mai 1991

En vigueur le 1^{er} mai 1991

Canadian Embassy



Ambassade du Canada

Note No. 047

WASHINGTON, April 26, 1991

Mr. Secretary,

I have the honour to refer to the discussions which have taken place between officials of the Saint Lawrence Seaway Development Corporation of the United States and The St. Lawrence Seaway Authority of Canada regarding the Memorandum of Agreement between the parties dated January 29, 1959, and the annexed St. Lawrence Seaway Tariff of Tolls, which was annexed to the Exchange of Notes between our two Governments of March 9, 1959, and amended in 1964, 1967, 1972, 1978, 1980, 1982, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989 and 1991.

The discussions resulted, on January 14, 1991 at Washington, D.C., in the signature by the acting Administrator of the Saint Lawrence Seaway Development Corporation of the enclosed Memorandum of Agreement and on January 7, 1991, at Ottawa, in the signature by the President of The St. Lawrence Seaway Authority of the said enclosed Memorandum of Agreement. This Memorandum of Agreement sets forth amendments which deal with the schedule of tolls, the division of tolls between the Seaway entities, definitions found in the Tariff of Tolls, the expansion of incentive tolls and the introduction of volume discounts.

Canadian Embassy



Ambassade du Canada

Note No. 047

WASHINGTON, le 26 avril 1991

Monsieur le Secrétaire d'État,

J'ai l'honneur de me reporter aux discussions qui ont eu lieu entre les représentants de la Saint Lawrence Seaway Development Corporation, aux États-Unis, et de l'Administration de la Voie maritime du Saint-Laurent, au Canada, concernant le Mémorandum d'accord entre les parties, en date du 29 janvier 1959, et du Tarif des péages de la Voie maritime du Saint-Laurent y annexé, lequel était joint à l'Échange de Notes du 9 mars 1959 entre nos deux gouvernements et a été modifié en 1964, 1967, 1972, 1978, 1980, 1982, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989 et 1991.

Les discussions ont abouti à la signature du Mémorandum d'accord ci-joint par l'Administrateur par intérim de la Saint Lawrence Seaway Development Corporation, le 14 janvier 1991 à Washington, D.C., et par le Président de l'Administration de la Voie maritime du Saint-Laurent, le 7 janvier 1991 à Ottawa. Ce Mémorandum d'accord prévoit des modifications relatives à l'annexe des péages, à la répartition des péages entre les deux organismes chargés de la Voie maritime, à des définitions qui se trouvent dans le Tarif des péages, à l'élargissement des mesures incitatives sur les péages et à l'introduction de rabais basés sur le volume.

I have the honour to propose that, for calendar years 1991, 1992 and 1993, the rates for the tolls collected pursuant to the St. Lawrence Seaway Tariff of Tolls be as indicated in the enclosed Memorandum of Agreement, that the tolls collected for the section between Montreal and Lake Ontario be paid 75 percent in Canadian dollars and 25 percent in United States dollars, that the definitions found in the Tariff of Tolls be revised as mentioned in the enclosed Memorandum of Agreement, that incentive tolls be continued during 1991, 1992 and 1993 and that volume discounts be offered during 1991, 1992 and 1993.

I have the further honour to propose that this Note, which is authentic in English and French, and the enclosed Memorandum of Agreement, if such meets with the approval of your Government, together with your Note in reply indicating such concurrence, shall constitute an Agreement between our two Governments, which shall enter into force on the date of your reply.

Upon entry into force, this Agreement shall amend the St. Lawrence Seaway Tariff of Tolls effected by the exchange of Notes of March 9, 1959, as previously amended.

J'ai l'honneur de proposer que les taux de péages perçus conformément au Tarif des péages de la Voie maritime du Saint-Laurent pour les années civiles 1991, 1992 et 1993 soient tel qu'indiqués dans le Mémoire d'accord ci-joint, que pour la partie située entre Montréal et le lac Ontario, les péages perçus soient versés à 75 p. 100 en devises canadiennes et à 25 p. 100 en devises américaines, que les définitions qui se trouvent dans le Tarif des péages soient modifiées selon ce qui est prévu au Mémoire d'accord ci-joint, que les mesures incitatives sur les péages continuent à être appliquées en 1991, 1992 et 1993 et que les rabais basés sur le volume soient offerts en 1991, 1992 et 1993.

J'ai en outre l'honneur de proposer que la présente Note, dont les versions française et anglaise font également foi, et le Mémoire d'accord ci-joint, s'il recueille l'agrément de votre gouvernement, ainsi que votre Note en réponse marquant tel agrément constituent entre nos deux gouvernements un Accord qui entrera en vigueur à la date de votre réponse.

Dès son entrée en vigueur, cet Accord modifiera le Tarif des péages de la Voie maritime du Saint-Laurent établi par l'Échange de Notes du 9 mars 1959, tel qu'antérieurement modifié.

Accept, Mr. Secretary, the renewed assurances of my distinguished consideration.

Original signed by
Original signé par
D. H. Burney

Ambassador

The Honourable James A. Baker, III
Secretary of State
7th Floor
Department of State
2201 C Street, N.W.
Washington, D.C. 20520

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire, les assurances renouvelées de ma considération distinguée.

Original signed by
Original signed by
D. H. Burney

L'Ambassadeur

L'honorable James A. Baker, III
Secrétaire d'État
7ième étage
Département d'État
2201 rue C , Nord Ouest
Washington, D.C. 20520

DEPARTMENT OF STATE
WASHINGTON

May 1, 1991

Excellency:

I have the honor to refer to your Note of April 26 1991, which refers to the conclusion of discussions between officials of our two Governments concerning the rate of tolls, the division of toll revenue between the St. Lawrence Seaway Authority in Canada and the Saint Lawrence Seaway Development Corporation in the United States, revised Tariff definitions, incentive tolls and volume discounts and further to the signature by the two Seaway entities of the Memorandum of Agreement enclosed with your Note.

I have the further honor to inform you that this proposal is acceptable to the Government of the United States of America and to confirm that your Note, together with the enclosed Memorandum of Agreement, and this reply shall constitute an Agreement between our two Governments which shall enter into force on the date of this Note.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

For the Secretary of State
Robert H. Pines

His Excellency

Derek H. Burney,

Ambassador of Canada.

Département d'État
Washington

le 1^{er} mai 1991

(Traduction)

Excellence,

J'ai l'honneur de me reporter à votre Note du 26 avril 1991, concernant la conclusion des discussions entre les représentants de nos deux gouvernements au sujet du Tarif des péages, de la répartition des péages entre la Saint Lawrence Seaway Development Corporation, aux États-Unis et la Voie maritime du Saint-Laurent, au Canada, de modifications à des définitions du Tarif des péages, de mesures incitatives sur les péages et de l'introduction de rabais basés sur le volume et, suite à la signature des deux organismes responsables de la Voie maritime, au Mémorandum d'accord joint à votre Note.

J'ai en outre l'honneur de vous aviser que cette proposition est acceptable pour le gouvernement des États-Unis d'Amérique, et de confirmer que votre Note, ainsi que le Mémorandum d'accord en annexe et la présente, constituent un Accord entre nos deux gouvernements, qui entre en vigueur en date de la présente Note.

Je vous prie d'agréer, Excellence, les assurances renouvelées de ma considération distinguée.

Pour la Secrétaire d'État
Robert H. Pines

Son Excellence

Derek H. Burney

Ambassadeur du Canada

MEMORANDUM OF AGREEMENT

MEMORANDUM OF AGREEMENT between The St. Lawrence Seaway Authority, hereinafter referred to as "Authority" and the Saint Lawrence Seaway Development Corporation, hereinafter referred to as "Corporation", respecting the Memorandum of Agreement between the parties dated January 29, 1959, as amended, hereinafter referred to as the "Agreement" and the St. Lawrence Seaway Tariff of Tolls.

The Authority and the Corporation, recognizing the financial requirements of the two entities, have agreed to recommend to their respective Governments the following amendments to the Agreement:

1.. THAT paragraph 2 of the Agreement, including the subsequent modifications of the division of tolls derived from the operation of that portion of the St. Lawrence Seaway situated between Montreal and Lake Ontario be deleted and the following be substituted therefor:

2. THAT the division of tolls derived from the operation of that portion of the St. Lawrence Seaway situated between Montreal and Lake Ontario shall, for calendar years 1991, 1992 and 1993, be 75 percent in Canadian dollars, to the Authority and 25 percent in United States dollars, to the Corporation. Provided, however, that these percentages may be adjusted from time to time.

2. THAT subsection 2(b) of the St. Lawrence Seaway Tariff of Tolls be revoked and the following substituted therefor:

(b) "Bulk Cargo" means such goods as are loose or in mass and generally must be shovelled, pumped, blown, scooped or forked in the handling and shall be deemed to include:

3. THAT paragraph 2(b)(iii) of the St. Lawrence Seaway Tariff of Tolls be revoked and the following substituted therefor:

(iii) domestic cargo

Mémoire D'ACCORD

Mémoire D'ACCORD intervenu entre l'Administration de la Voie maritime du Saint-Laurent, ci-après dénommée «l'Administration», et la Saint Lawrence Seaway Development Corporation, ci-après dénommée «la Corporation», relativement au Mémoire d'accord intervenu entre les parties en date du 29 janvier 1959, tel que modifié, ci-après dénommé «l'Accord», et au Tarif des péages de la Voie maritime du Saint-Laurent.

L'Administration et la Corporation, conscientes de leurs contraintes financières respectives, sont convenues de recommander à leurs gouvernements respectifs les modifications suivantes à l'Accord :

1. QUE l'alinéa 2 de l'Accord, y compris les modifications ultérieures de la répartition des péages tirés de l'exploitation de la partie de la Voie maritime du Saint-Laurent située entre Montréal et le lac Ontario, soit supprimé et remplacé par ce qui suit :

2. QUE la répartition des péages tirés de l'exploitation de la partie de la Voie maritime du Saint-Laurent située entre Montréal et le lac Ontario soit, pour les années civiles 1991, 1992 et 1993, de 75 p. 100 en devises canadiennes pour l'Administration et de 25 p. 100 en devises américaines pour la Corporation, sous réserve, toutefois, que ces pourcentages puissent être rajustés de temps à autre.

4. THAT subsection 2(f) of the St. Lawrence Seaway Tariff of Tolls be revoked and the following substituted therefor:

- (f) "Domestic cargo" means cargo, the shipment of which originates at one Canadian point and terminates at another Canadian point, or which originates at one United States point and terminates at another United States point, but shall not include any import or export cargo designated at the point of origin for transshipment by water at a point in Canada or in the United States;

5. THAT section 7 of the St. Lawrence Seaway Tariff of Tolls be revoked and the following substituted therefor:

7. (1) Notwithstanding anything contained in this Tariff, the portion of the composite toll related to charges per metric ton of cargo charged on new upbound business and new downbound business shall be reduced by

- (i) twenty-five percent for a transit beginning within the Seaway after the opening of navigation and prior to July 1 or beginning on or after October 1 in the years 1991, 1992 and 1993 and ending at the closing of navigation in the years 1991, 1992 and 1993; or

- (ii) fifty percent for a transit beginning on or after July 1 and prior to October 1 in the years 1991, 1992 and 1993.

(2) The reduction mentioned in (1) above shall be granted at the end of the applicable navigation season after payment of the full toll specified in the Schedule under the tariff if:

- (a) a vessel carries, for each consignee,

2. QUE le paragraphe 2 b) du Tarif des péages de la Voie maritime du Saint-Laurent soit abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) «Cargaison en vrac» désigne toutes les marchandises sans cohésion propre ou en masse qui doivent d'ordinaire être pelletées, pompées, soufflées, manipulées au godet ou à la fourche et est censée comprendre :

3. QUE l'alinéa 2 b)(iii) du Tarif des péages de la Voie maritime du Saint-Laurent soit abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (iii) cargaison domestique

4. QUE le paragraphe 2 f) du Tarif des péages de la Voie maritime du Saint-Laurent soit abrogé et remplacé par ce qui suit :

- f) «Cargaison domestique» désigne une cargaison dont l'expédition a pour origine un point du Canada et pour destination finale un autre point du Canada ou a pour origine un point des États-Unis et pour destination finale un autre point des États-Unis, mais ne comprend pas les marchandises d'importation ou d'exportation désignées au point d'origine pour transbordement par eau à un point du Canada ou des États-Unis;

5. QUE l'article 7 du Tarif des péages de la Voie maritime du Saint-Laurent soit abrogé et remplacé par ce qui suit :

- 7. (1) Nonobstant toute disposition du présent Tarif, la portion des péages mixtes correspondant au taux imposé par tonne métrique sur les nouvelles cargaisons, remontantes et descendantes, est réduite de

1,000 metric tons or more of new downbound or upbound business; and

- (b) an application for a new downbound or new upbound business refund is submitted to the Authority or the Corporation for audit by the Authority or the Corporation.

(3) For the purposes of this section, "new downbound business" means

- (a) downbound cargo that has not moved through a Seaway lock during the three navigation seasons of 1987 through 1989 or the three navigation seasons immediately preceding the season in which a new downbound business refund is submitted, or

- (b) downbound cargo that has moved through a Seaway lock in quantities representing less than five percent of the average of Seaway traffic to the particular destination during the three navigation seasons of 1987 through 1989 or the three navigation seasons immediately preceding the season in which a new downbound business refund is submitted: for the purposes of this subsection 3(b), "destination" means the country in which the cargo is unloaded but if the cargo is unloaded in North America, "destination" means the port at which the cargo is unloaded;

(4) For the purposes of this section, "new upbound business" means

- (a) upbound cargo that has not moved through a Seaway lock during the three navigation seasons immediately preceding the season in which a new upbound

- (i) vingt-cinq pour cent pour un transit ayant débuté dans la Voie maritime après l'ouverture de la navigation et avant le 1^{er} juillet, ou ayant débuté le 1^{er} octobre au plus tard, au cours des années 1991, 1992 et 1993 et s'étant terminé à la fermeture de la navigation au cours des années 1991, 1992 et 1993; ou de
 - (ii) cinquante pour cent pour un transit ayant débuté entre le 1^{er} juillet et le 1^{er} octobre exclusivement au cours des années 1991, 1992 et 1993.
- (2) Les réductions mentionnées en 7 (1) sont consenties à la fin de la saison de navigation appropriée après paiement intégral des péages prévus à l'annexe du Tarif, si :
- (a) pour chaque consignataire, un navire transporte une nouvelle cargaison descendante ou remontante de 1 000 tonnes métriques ou plus; et si
 - (b) une formule de demande de remboursement sur les nouvelles cargaisons, descendantes ou remontantes, a été soumise à l'Administration ou à la Corporation pour vérification par l'Administration ou la Corporation.
- (3) Aux fins de l'application du présent article, «nouvelle cargaison descendante» désigne
- (a) une cargaison descendante n'ayant franchi aucune des écluses de la Voie maritime au cours des trois saisons de navigation de 1987, 1988 et 1989, ou au cours des trois dernières saisons précédant celle au cours de laquelle une demande de remboursement au titre de nouvelle cargaison descendante est soumise, ou

- business refund is submitted, or
- (b) upbound cargo that has moved through a Seaway lock in quantities representing less than five percent of the average of Seaway traffic from a particular origin during the three navigation seasons immediately preceding the season in which a new upbound business refund is submitted: for the purposes of this subsection 4(b), "origin" means the country in which the cargo is loaded but if the cargo is loaded in North America, "origin" means the port at which the cargo is loaded;
- (5) When a particular cargo becomes new downbound business or new upbound business at any time during 1991, 1992 or 1993, it shall be considered as new downbound business or new upbound business until the end of the 1993 navigation season.

6. THAT a new section be added to the St. Lawrence Seaway Tariff of Tolls as follows:

8. (1) A volume discount shall be granted to carriers at the end of the 1991, 1992 and 1993 navigation seasons after payment of the full toll specified in the Schedule under the tariff if shipments of a commodity exceed the average amount of shipments for that commodity in the Seaway during the five navigation seasons immediately preceding the season in which a volume discount is applied. The volume discount shall be equal to a 20% reduction of the portion of the composite toll related to charges per metric ton of cargo paid for the shipments that surpass the average for the preceding five seasons. The volume discount shall be applied on a pro rata basis to all carriers of the particular commodity within one navigation season.
- (2) If the above conditions are met, a volume discount shall be granted with respect to the following commodities:

- (b) une cargaison descendante ayant franchi l'une des écluses de la Voie maritime, et dont la quantité représente moins de cinq pour cent de la moyenne des expéditions par la Voie maritime, vers une destination donnée, pour les trois saisons de navigation de 1987, 1988 et 1989, ou pour les trois dernières saisons précédant celle au cours de laquelle une demande de remboursement au titre de nouvelle cargaison descendante est soumise : aux fins du présent paragraphe, «destination» désigne le pays où la cargaison est déchargée mais, si elle est déchargée en Amérique du Nord, le port de déchargement;
- (4) Aux fins de l'application du présent article, «nouvelle cargaison remontante» désigne
 - (a) une cargaison remontante n'ayant franchi aucune des écluses de la Voie maritime au cours des trois saisons de navigation précédant celle au cours de laquelle une demande de remboursement au titre de nouvelle cargaison remontante est soumise, ou
 - (b) une cargaison remontante ayant franchi l'une des écluses de la Voie maritime, et dont la quantité représente moins de cinq pour cent de la moyenne des expéditions par la Voie maritime provenant d'un point d'origine donné, pour les trois saisons de navigation précédant celle au cours de laquelle une demande de remboursement au titre de nouvelle cargaison remontante est soumise : aux fins du présent paragraphe 4 b), «point d'origine» désigne le pays où la cargaison est chargée mais, si elle est chargée en Amérique du Nord, le port de chargement;

- (a) grain
- (b) other agricultural products
- (c) iron ore
- (d) other mine products
- (e) coal
- (f) coke
- (g) petroleum products
- (h) chemicals
- (i) stone
- (j) salt
- (k) other bulk cargo
- (l) iron and steel
- (m) other general cargo
- (n) containers.

(3) Notwithstanding anything above, a carrier shall not obtain, at the end of a navigation season, both a volume discount and a new downbound or new upbound business refund with respect to the same shipment but a carrier shall obtain the greater of the said discount or refund.

7. THAT a new section be added to the St. Lawrence Seaway Tariff of tolls as follows:

9. Notwithstanding anything contained in this Tariff, the toll for general or containerized cargo for any vessel documented under the laws of the United States or registered in Canada in accordance with the laws of Canada that has been engaged primarily in the bulk trade exclusively within the St. Lawrence Seaway/Great Lakes system during the three navigation seasons immediately preceding the applicable season, shall be the toll charged for food grains specified in the Schedule under the tariff.

8. THAT the Schedule to the St. Lawrence Seaway Tariff of Tolls be revoked and the following substituted therefor:

(5) Toute denrée reconnue comme cargaison descendante ou remontante à n'importe quel moment au cours des années 1991, 1992 ou 1993 continue d'être considérée comme telle jusqu'à la fin de la saison de navigation de 1993.

6. QUE le nouvel article qui suit soit ajouté au Tarif des péages de la Voie maritime du Saint-Laurent :

8. (1) Un rabais basé sur le volume est accordé aux transporteurs à la fin des saisons de navigation de 1991, 1992 et 1993, après le paiement intégral des péages prévus à l'annexe du Tarif, si les expéditions d'une denrée excèdent la moyenne des expéditions de cette denrée par la Voie maritime du Saint-Laurent pour les cinq saisons précédant celle au cours de laquelle ce rabais s'applique. Le rabais consiste en une remise de 20 % de la portion des péages mixtes correspondant aux frais payés par tonne métrique de cargaison excédant la moyenne des cinq saisons précédentes. Le rabais sur le volume est accordé proportionnellement à tous les transporteurs qui ont expédié la denrée visée au cours d'une saison de navigation.

(2) Compte tenu des modalités d'application précitées, le rabais sur le volume s'applique aux denrées suivantes :

- (a) les céréales
- (b) autres produits agricoles
- (c) le minerai de fer
- (d) autres produits miniers
- (e) le charbon
- (f) le coke
- (g) les dérivés du pétrole
- (h) les produits chimiques
- (i) la pierre
- (j) le sel

SCHEDULE

	Montreal to or from Lake Ontario			Lake Ontario to or from Lake Erie (Welland Canal)		
	Effective			Effective		
	1991	1992	1993	1991	1992	1993
1. For transit of the Seaway, a composite toll, comprising:						
(1) a charge in dollars per gross registered ton, according to national registry of the vessel, applicable whether the vessel is wholly or partially laden, or is in ballast. (All vessels shall have an option to calculate gross registered tonnage according to prescribed rules for measurement in either Canada or the United States.):	0.10	0.10	0.11	0.12	0.12	0.13
(2) a charge in dollars per metric ton of cargo as certified on ship's manifest or other document, as follows:						
- bulk cargo.....	0.98	1.04	1.10	0.49	0.52	0.55
- general cargo.....	2.38	2.52	2.66	0.78	0.83	0.88
- containerized cargo.....	0.98	1.04	1.10	0.49	0.52	0.55
- government aid cargo	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
- food grains.....	0.60	0.64	0.68	0.49	0.52	0.55
- feed grains.....	0.60	0.64	0.68	0.49	0.52	0.55
(3) a charge in dollars per passenger per lock:	1.06	1.12	1.18	1.06	1.12	1.18
(4) a charge in dollars per lock for complete or partial transit of the Welland Canal in either direction by cargo vessels, which may be shared by cargo vessels in tandem						
(i) loaded: per lock	N/A	N/A	N/A	390.00	415.00	440.00
(ii) in ballast: per lock	N/A	N/A	N/A	290.00	310.00	325.00
2. For partial transit of the Seaway:						
(1) between Montreal and Lake Ontario, in either direction, 15 percent per lock of the applicable toll.						
(2) between Lake Ontario and Lake Erie, in either direction, (Welland Canal), 13 percent per lock of the applicable toll.						
(3) minimum charge in dollars per vessel per lock transited for full or partial transit of the Seaway:						
- pleasure craft*.....	10.00	10.00	10.00	10.00	10.00	10.00
- other vessels.....	14.00	15.00	15.00	14.00	15.00	15.00

*Includes Federal Taxes where applicable

- (k) autres cargaisons en vrac
- (l) fer et acier
- (m) autres cargaisons générales
- (n) conteneurs.

(3) Nonobstant tout ce qui précède, un transporteur ne peut obtenir, à la fin d'une saison de navigation, et le rabais sur le volume, et le remboursement applicable aux nouvelles cargaisons descendantes ou remontantes, pour la même expédition : il reçoit la remise la plus élevée des deux.

7. QUE le nouvel article qui suit soit ajouté au Tarif des péages de la Voie maritime du Saint-Laurent :

9. Nonobstant toute disposition du présent Tarif, le péage qu'il prévoit pour les céréales alimentaires s'applique aux cargaisons générales et aux cargaisons conteneurisées transportées par tout navire immatriculé sous les lois des États-Unis, ou battant pavillon canadien, s'étant livré principalement au transport de cargaisons en vrac exclusivement sur le réseau de la Voie maritime du Saint-Laurent et des Grands Lacs durant les trois saisons de navigation précédant la saison visée.

8. QUE l'Annexe du Tarif des péages de la Voie maritime du Saint-Laurent soit abrogée et remplacée par ce qui suit :

9. THAT the terms and conditions of the Agreement as previously amended, except as herein modified, shall continue to remain in full force and effect.

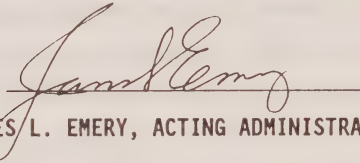
THE ST. LAWRENCE SEAWAY AUTHORITY

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "G. R. Stewart", written over a horizontal line.

GLENDON R. STEWART, PRESIDENT

Executed at Ottawa this 7th day of January 1991.

SAINT LAWRENCE SEAWAY DEVELOPMENT CORPORATION

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "James L. Emery", written over a horizontal line.

JAMES L. EMERY, ACTING ADMINISTRATOR

Executed at Washington, DC this 14th day of January 1991.

ANNEXE

	Montréal au lac Ontario ou vice-versa			Lac Ontario au lac Érié ou vice-versa (Canal de Welland)		
	en vigueur en 1991	1992	1993	en vigueur en 1991	1992	1993
1. Pour le transit de la Voie maritime, un péage mixte comprenant :						
(1) un péage en dollars par tonneau de jauge brute enregistrée, d'après l'immatriculation nationale du navire, applicable à tout navire pleinement ou partiellement chargé ou sur le lest. (Tous les navires ont le choix de calculer le tonnage de jauge brute enregistrée selon les règles de jaugeage prescrites par le Canada ou les États-Unis) :	0,10	0,10	0,11	0,12	0,12	0,13
(2) un péage en dollars par tonne métrique de cargaison selon le manifeste du navire ou autre document, à savoir :						
- cargaison en vrac	0,98	1,04	1,10	0,49	0,52	0,55
- cargaison générale	2,38	2,52	2,66	0,78	0,83	0,88
- cargaison conteneurisée	0,98	1,04	1,10	0,49	0,52	0,55
- cargaison d'aide gouvernementale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- céréales alimentaires	0,60	0,64	0,68	0,49	0,52	0,55
- céréales fourragères	0,60	0,64	0,68	0,49	0,52	0,55
(3) un péage en dollars par passager, par écluse :	1,06	1,12	1,18	1,06	1,12	1,18
(4) un droit d'éclusage en dollars pour chacune des écluses du canal de Welland pour tout cargo ou paquebot qui transite, dans un sens ou dans l'autre, le canal en entier ou en partie, lequel droit peut être partagé par les cargos éclusés en tandem :						
(i) navire chargé : par écluse	s.o.	s.o.	s.o.	390,00	415,00	440,00
(ii) navire sur lest : par écluse	s.o.	s.o.	s.o.	290,00	310,00	325,00
2. Pour un transit partiel de la Voie maritime :						
(1) entre Montréal et le lac Ontario, dans un sens ou dans l'autre, 15 pour cent par écluse du péage applicable.						
(2) entre le lac Ontario et le lac Érié, dans un sens ou dans l'autre (canal de Welland), 13 pour cent par écluse du péage applicable.						
(3) minimum de péage en dollars par navire, par écluse franchie durant un transit complet ou partiel de la Voie maritime :						
- embarcations de plaisance* . . .	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00
- autres navires	14,00	15,00	15,00	14,00	15,00	15,00

*Comprend les taxes fédérales s'il y a lieu

9. QUE les modalités de l'Accord, telles que précédemment modifiées, et sous réserve des modifications apportées par les présentes, continuent d'être pleinement en vigueur.

POUR L'ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT

GLENDON R. STEWART, PRÉSIDENT

Fait à Ottawa, le 7^e jour de janvier 1991.

POUR LA SAINT LAWRENCE SEAWAY DEVELOPMENT CORPORATION

JAMES L. EMERY, ADMINISTRATEUR PAR INTÉRIM

Fait à Washington, D.C., le 14^e jour de janvier 1991.

© Minister of Supply and Services Canada 1991

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1991/11
ISBN 0-660-56544-7

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1991

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1991/11
ISBN 0-660-56544-7



CAI
EA10
-T67
CANADA

Government
Publication

TREATY SERIES 1991/12 RECUEIL DES TRAITÉS

NAVIGATION

Exchange of Notes between the Government of CANADA and the Government of the UNITED STATES OF AMERICA constituting an Agreement amending the Agreement of June 3, 1976 relating to the Construction, Operation and Maintenance of a Loran-C Station in the Vicinity of Williams Lake, B.C. (with Annex)

Washington, May 3 and 8, 1991

In force May 8, 1991

NAVIGATION

Échange de Notes entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE constituant un Accord modifiant l'Accord du 3 juin 1976 concernant la construction, l'exploitation et l'entretien de la station Loran-C située près de Williams Lake, C.-B. (avec Annexe)

Washington, les 3 et 8 mai 1991

En vigueur le 8 mai 1991





CANADA

TREATY SERIES 1991/12 RECUEIL DES TRAITÉS

NAVIGATION

Exchange of Notes between the Government of CANADA and the Government of the UNITED STATES OF AMERICA constituting an Agreement amending the Agreement of June 3, 1976 relating to the Construction, Operation and Maintenance of a Loran-C Station in the Vicinity of Williams Lake, B.C. (with Annex)

Washington, May 3 and 8, 1991

In force May 8, 1991

NAVIGATION

Échange de Notes entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE constituant un Accord modifiant l'Accord du 3 juin 1976 concernant la construction, l'exploitation et l'entretien de la station Loran-C située près de Williams Lake, C.-B. (avec Annexe)

Washington, les 3 et 8 mai 1991

En vigueur le 8 mai 1991

DEPARTMENT OF STATE
WASHINGTON

May 3, 1991

Excellency:

I have the honor to refer to the agreement between the Government of the United States of America and the Government of Canada relating to the construction, operation and maintenance of a Loran-C station in the vicinity of Williams Lake, British Columbia, with an annex, which was effected by exchange of notes at Ottawa May 28 and June 3, 1976 (the 1976 agreement) and further refers to discussions held June 28 & 29, 1989 by representatives of the United States Coast Guard and the Canadian Coast Guard.

I have the honor to propose that the 1976 agreement be amended to include an additional annex, along the lines of that which is enclosed with this note, concerning cost-sharing arrangements for the dual rating of the Loran-C station. All other terms and conditions of the 1976 agreement shall remain the same.

His Excellency

Derek H. Burney,

Ambassador of Canada.

Département d'État
Washington

Le 3 mai 1991

(Traduction)

Excellence,

J'ai l'honneur de me reporter à l'accord conclu par échange de Notes à Ottawa les 28 mai et 3 juin 1976 (entente de 1976) entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique concernant la construction, l'exploitation et l'entretien de la station Loran-C située près de Williams Lake en Colombie-Britannique, ainsi qu'à l'annexe accompagnant ledit accord; je me reporte aussi aux entretiens qui ont eu lieu les 28 et 29 juin 1989 entre les représentants de la Garde côtière des États-Unis et ceux de la Garde côtière canadienne.

J'ai l'honneur de proposer que l'accord de 1976 soit modifié par l'ajout d'une autre annexe, modelée sur le document joint à la présente Note, concernant les modalités de partage des frais à double intervalle de la station Loran-C. Toutes les autres conditions de l'entente de 1976 restent en vigueur.

Son Excellence

Derek H. Burney

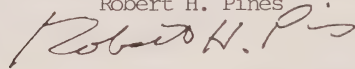
Ambassadeur du Canada

I have the further honor to propose that, if this is acceptable to the Government of Canada, this note, with its enclosure, and the Embassy's note in reply shall constitute an agreement between the two Governments which shall enter into force on the date of the Embassy's note in reply.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

For the Secretary of State:

Robert H. Pines

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "Robert H. Pines", written in a cursive style.

Enclosure:

Annex No. 2 to the 1976 Agreement and Annex.

J'ai également l'honneur de proposer que, si le gouvernement du Canada accepte cette proposition, la présente Note, l'annexe qui l'accompagne, ainsi que la réponse de l'ambassade constituent entre nos deux gouvernements une entente qui entrera en vigueur le jour correspondant à la date de la réponse de l'ambassade.

Je vous prie d'agréer, Excellence, les assurances renouvelées de ma considération distinguée.

Pour le Secrétaire d'État
Robert H. Pines

p.j. :

Annexe 2 pour ajout à l'accord de 1976 et à l'annexe qui l'accompagne.

Canadian Embassy



Ambassade du Canada

Note No. 052

WASHINGTON, May 8, 1991

Mr. Secretary,

I have the honour to refer to the agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America relating to the construction, the operation and maintenance of a Loran-C Station in the vicinity of Williams Lake, British Columbia, with an annex, which was effected by exchange of notes at Ottawa on May 28th and June 3rd, 1976 (the 1976 agreement) and further refer to your Note dated May 3, 1991, which reads as follows:

(See American Note of May 3, 1991

I have the honour to confirm that the Government of Canada accepts your proposal. Accordingly your Note and the annex thereto together with this reply, which is authentic in English and French, shall constitute an agreement between our two governments to amend the 1976 agreement, with effect from this date.

Canadian Embassy



Ambassade du Canada

Note No. 052

WASHINGTON, le 8 mai 1991

Monsieur le Secrétaire d'État,

J'ai l'honneur de me reporter à l'accord conclu par échange de Notes à Ottawa les 28 mai et 3 juin 1976 (entente de 1976) entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique concernant la construction, l'exploitation et l'entretien de la station Loran-C située près de Williams Lake en Colombie-Britannique, ainsi qu'à l'annexe accompagnant ledit accord; je me reporte aussi à votre Note, en date du 3 mai 1991, qui se lit comme suit:


(Voir la Note américaine du 3 mai 1991)

J'ai l'honneur de confirmer que le gouvernement du Canada accepte votre proposition. En conséquence, votre Note et l'annexe qui l'accompagne, ainsi que la présente réponse, dont les versions française et anglaise font également foi, constituent entre nos deux gouvernements une entente modifiant celle de 1976 et entrent en vigueur ce jour même.

1991/12

8

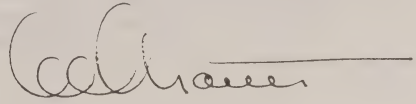
Accept, Mr. Secretary, the renewed assurances of my distinguished consideration.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Marc A. Brault', with a long horizontal flourish extending to the right.

Marc A. Brault
Chargé d'affaires a.i.

The Honourable James A. Baker, III
Secretary of State
7th Floor
Department of State
2201 C Street, N.W.
Washington, D.C. 20520

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire, les assurances renouvelées de ma considération distinguée.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'M. Brault', followed by a long horizontal line.

Marc A. Brault
Chargé d'affaires a.i.

L'honorable James A. Baker, III
Secrétaire d'État
7ième étage
Département d'État
2201 rue C , Nord Ouest
Washington, D.C. 20520

Annex No. 2 To the Agreement of May 28 and June 3, 1976
Between the Government of the United States of America
and the Government of Canada Relating to the
Establishment, Operation and Maintenance of a Loran-C
Station at Williams Lake, British Columbia, Concerning
Cost-Sharing Arrangements for the Dual Rating of
that Facility

1. Property Matters and Financial Commitments

Title to all equipment and materials provided as a capital item by the United States Government shall remain with the United States Coast Guard (USCG). Those financial commitments undertaken by the United States in this agreement, not already having been appropriated funds by the U.S. Congress, remain subject to the availability of appropriations. All items referred to herein refer to the items set out in Table 1, attached. All costs in this document, as well as Table 1, are expressed in Canadian dollars.

2. Computer Floor - \$97,000.00 for Installation and Materials

(a) The USCG shall supply to the Canadian Coast Guard (CCG), at no cost to the CCG:

(i) all necessary materials for the computer floor or in the event such materials cannot be supplied by the USCG in time to meet agreed installation target dates, USCG shall reimburse the CCG the cost of purchasing or providing such materials itself; and

(ii) all specifications required to install a new computer floor in the operations room at Williams Lake.

(b) The CCG, at its expense, will plan and perform all necessary installation work.

3. Item 2 - Prime Power - Upgrade Transformer/Power Lines (\$80,000); Building Wiring (\$20,000) and Item 8 - Air Conditioning Upgrade (\$75,000)

The USCG shall pay all costs associated with the upgrading of the prime electrical power facilities and air conditioning facilities up to a maximum of \$175,000, subject to the following specific conditions:

(a) The CCG shall award an engineering study contract to assess the technical design and cost aspects of items 2 and 8. When completed, a copy of the study report shall be given to the USCG for review.

(b) The USCG shall pay only those costs that result directly from the dual-rating requirement. The USCG shall review the engineering study to that end.

Annexe 2 d'un accord conclu les 28 mai et 3 juin 1976
par le gouvernement des États-Unis d'Amérique et
le gouvernement du Canada au sujet de la construction,
de l'exploitation et de l'entretien d'une station Loran-C
à Williams Lake, en Colombie Britannique, des installations
modalités du partage des frais
à double intervalle.

1. Propriété et engagements financiers

La Garde côtière des États-Unis (USCG) est propriétaire de la totalité de l'équipement et du matériel fournis à titre de biens d'équipement par le gouvernement des États-Unis. Les engagements financiers pris par les États-Unis dans le cadre de cet accord, auquel le Congrès américain n'a pas encore affecté les fonds, sont sous réserve de l'attribution des fonds. Tous les points mentionnés dans cette annexe renvoient aux points du tableau 1, ci-joint. Tous les coûts indiqués dans ce document, ainsi qu'au tableau 1, sont exprimés en dollars canadiens.

2. Plancher des ordinateurs - 97 000 \$ pour l'installation et le matériel

(a) La USCG fournira gratuitement à la Garde côtière canadienne (GCC):

(i) tout le matériel nécessaire à installer sur le plancher des ordinateurs - à défaut de ne pouvoir fournir ce matériel dans les délais, la USCG remboursera à la GCC le montant que celle-ci aura consacré elle-même à l'achat ou à la fourniture de ce matériel; et

(ii) toutes les spécifications voulues pour l'installation d'un nouveau plancher d'ordinateurs à la salle des opérations, dans la station de Williams Lake.

(b) La GCC planifiera et exécutera à ses frais tous les travaux d'installation nécessaires.

3. Point 2 - Source d'alimentation primaire - amélioration du transformateur et des lignes électriques (80 000 \$) du câblage électrique du bâtiment (20 000 \$) et point 8 - amélioration de la climatisation (75 000 \$)

La USCG paiera tous les coûts liés à l'amélioration de la source primaire d'électricité et des installations de climatisation jusqu'à concurrence de 175 000 \$, aux conditions spécifiques suivantes:

4. Item 9 - Public Works Canada and Consultant Fees (\$16,000)

The CCG shall pay the cost of this item.

5. Item 10

The USCG shall pay for any consultant it engages to conduct an analysis on power and air conditioning.

6. Incremental Annual Operations and Maintenance Costs (\$179,000)

- (a) The USCG and CCG shall jointly establish a cost base for the incremental Operations and Maintenance costs respecting 3, 4, 6, and 7 set out in Table 1.
- (b) Subject to paragraph (c), the cost base for the period April 1, 1990 to March 31, 1992 is \$179,000.
- (c) For the period April 1, 1991 to March 31, 1992, the cost base shall be increased in accordance with prevailing inflation factors, as determined by Statistics Canada for the period.
- (d) On or before January 31, 1992, the USCG and the CCG shall set a cost base applicable for a further period of two years commencing April 1, 1992 and thereafter for such further periods of two years as may be agreed between the two cooperating agencies provided that such cost bases shall, during the second year of any such period, be increased in accordance with the relevant inflation factors for the period as determined by Statistics Canada.
- (e) Incremental Operations and Maintenance costs shall be shared equally between the USCG and the CCG.
- (f) The USCG shall pay its share of the incremental Operations and Maintenance costs to the CCG annually as soon as practicable following receipt of funds by the U.S. Coast Guard from the Federal Aviation Administration for operating Loran-C stations to meet civil aviation requirements.
- (g) The USCG shall provide and install a communications multiplexer that will eliminate the need for one existing circuit within Canada.
- (h) CCG shall assume the functions of Coordinator of Chain Operations (COCO) for the Canadian West Coast Chain. USCG shall provide all training and equipment to the CCG in order to enable it to perform the COCO function under the current USCG/CCG agreement.

- (a) La GCC fera exécuter à contrat une étude technique qui portera sur l'aspect technique et les coûts des points 2 et 8. Une fois l'étude terminée, la GCC remettra une copie du rapport d'étude à la USCG pour examen.
- (b) La USCG ne réglera que les coûts propres à l'établissement du fonctionnement à double GRI. C'est pour s'en assurer qu'elle examinera le rapport d'étude technique.

4. Point 9 - Honoraires des Travaux publics Canada et de l'expert-conseil (16 000 \$)

La GCC réglera ce coût.

5. Point 10

La USCG réglera le coût des services de tout expert-conseil chargé d'analyser les aspects de l'alimentation électrique et de la climatisation.

6. Coûts d'exploitation et d'entretien annuels supplémentaires (179 000 \$)

- (a) La USCG et la GCC établiront ensemble un coût de base à partir duquel ils détermineront les coûts d'exploitation et d'entretien supplémentaires liés aux points 3,4,6 et 7 exposés du tableau 1.
- (b) Sous réserve de la disposition (c), le coût de base établi pour la période du 1^{er} avril 1990 au 31 mars 1992 est 179 000 \$.
- (c) Le coût de base établi pour la période du 1^{er} avril 1990 au 31 mars 1992 sera redressé selon les facteurs d'inflation courants, tels que déterminés par Statistique Canada pour cette période.
- (d) La USCG et la GCC établiront, au plus tard le 31 janvier 1992, un coût de base pour une nouvelle période de deux ans débutant le 1^{er} avril 1992, et les deux organismes collaborateurs feront ainsi de suite autant de fois qu'ils en conviendront, pourvu qu'au court de la seconde année de la dite période, le coût de base soit augmenté selon les facteurs d'inflation pertinents déterminés pour la période par Statistique Canada.
- (e) La USCG et la GCC se partageront à parts égales les coûts d'exploitation et d'entretien supplémentaires.

TABLE 1

APPROXIMATE INCREMENTAL COSTS, IN CANADIAN DOLLARS, TO
DUAL-RATE LORAN-C STATION WILLIAMS LAKE.

	ITEM	CAPITAL	ANNUAL O&M
1.	Computer Floor	97K	
2.	Prime Power		
	Upgrade Transformer/Power Line	80K #	
	Building Wiring	20K	
3.	Electricity		47K
4.	Spares		17K
5.	Contingency	12K	
6.	COCO		72K
7.	ADGA Contract Increase		43K
8.	Air Conditioning Upgrade	75K #	
9.	PWC and Consultant Fees	16K *	
10.	Standby Diesel Upgrade	Not Required	
	TOTAL	300K	179K

Items 2 and 8 are worst case estimates and will be refined following completion of consultant study (9) and review of the study by the USCG.

* It was noted that the above table does not include USCG costs already expended or to be expended for the power and air conditioning upgrade review.

- (f) La USCG paiera sa part des coûts d'exploitation et d'entretien supplémentaires chaque année à la GCC dès qu'il lui sera possible de le faire une fois qu'elle aura reçu de la Federal Aviation Administration (américain) les fonds nécessaires pour exploiter les stations Loran-C dans le but de répondre aux besoins de l'aviation civile.
- (g) La USCG fournira et installera un multiplexeur de communications qui rendra superflu un circuit actuel au Canada.
- (h) La GCC sera coordonnateur des opérations de chaîne (COCO) de la côte ouest du Canada. La USCG lui fournira toute la formation et tout l'équipement voulus pour que la GCC puisse jouer son rôle de COCO dans le cadre de l'accord USCG-GCC actuel.

TABLEAU 1

COÛTS SUPPLÉMENTAIRES APPROXIMATIFS (EN DOLLARS CANADIENS) DES INSTALLATIONS À DOUBLE INTERVALLE À LA STATION LORAN-C DE WILLIAMS LAKE

	POINT	CAPITAL (milliers \$)	E&E ANNUELS (milliers \$)
1.	Plancher des ordinateurs	97	
2.	Source d'électricité primaire		
	Amélioration du transformateur et de la ligne électrique	80 [#]	
	Câblage du bâtiment	20	
3.	Électricité		47
4.	Pièces de rechange		17
5.	Éventualités	12	
6.	COCO		72
7.	Hausse du coût du contrat ADGA		43
8.	Amélioration de la climatisation	75 [#]	
9.	Honoraires de TPC et de l'expert- conseil	16 [*]	
10.	Amélioration du groupe électrogène diesel de secours	Non-requis	
	TOTAL	300	179

[#] Les montants des points 2 et 8 sont des estimations faites à partir d'un scénario des coûts les plus élevés. Ils seront corrigés une fois que l'étude de l'expert-conseil aura été terminée et examinée par la USCG.

^{*} Le tableau ne comprend pas les dépenses que la USCG a déjà effectuées ou qu'elle effectuera en rapport avec l'examen de l'amélioration de l'alimentation électrique et de la climatisation.

© Minister of Supply and Services Canada 1991

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1991/12
ISBN 0-660-56545-5

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1991

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1991/12
ISBN 0-660-56545-5



CANADA

TREATY SERIES 1991/13 RECUEIL DES TRAITÉS

COMMERCE, TRADE

Exchange of Letters constituting an Agreement between the Government of CANADA and the Government of the UNITED STATES OF AMERICA amending Schedule I of Annex 705.4 of the Free Trade Agreement

Washington, May 1, 1991

In force May 1, 1991

COMMERCE

Échange de Lettres constituant un Accord entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE modifiant l'appendice 1 de l'annexe 705.4 de l'Accord de libre-échange

Washington, le 1^{er} mai 1991

En vigueur le 1^{er} mai 1991





CANADA

TREATY SERIES 1991/13 RECUEIL DES TRAITÉS

COMMERCE, TRADE

Exchange of Letters constituting an Agreement between the Government of CANADA and the Government of the UNITED STATES OF AMERICA amending Schedule I of Annex 705.4 of the Free Trade Agreement

Washington, May 1, 1991

In force May 1, 1991

COMMERCE

Échange de Lettres constituant un Accord entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE modifiant l'appendice 1 de l'annexe 705.4 de l'Accord de libre-échange

Washington, le 1^{er} mai 1991

En vigueur le 1^{er} mai 1991

THE UNITED STATES TRADE REPRESENTATIVE
Executive Office of the President
Washington, D.C. 20506

May 1, 1991

The Honorable M.A. Brault
Charge d'Affaires
Embassy of Canada
Washington, DC 20001

Dear Mr. Brault:

I have the honor to refer to recent discussions between officials of our two Governments in the Working Group established pursuant to Annex 705.4 of the United States-Canada Free Trade Agreement on the Levels of Government Support for Wheat, Oats, and Barley.

I have the further honor to propose pursuant to paragraphs 5 and 6 of the Annex that our Governments agree to include under Schedule 1 "United States Government Support Programs", Part A "Direct Payments", of the Annex the following program and agreed-to-methodology:

5.2 Payments pursuant to the Disaster Assistance Act
of 1989

The support provided by the federal government to producers of wheat and barley through the Disaster Assistance Act of 1989 is the total amount paid to producers of such grain for the 1989/90 crop year.

I have the honor to confirm on behalf of the Government of the United States that the above proposals are acceptable to my Government and to agree that this letter and your reply shall constitute an agreement between our two Governments.

Sincerely,



Carla A. Hills

THE UNITED STATES TRADE REPRESENTATIVE
Executive Office of the President
Washington, D.C. 20506

May 1, 1991

(Traduction)

L'honorable M.A. Brault
Chargé d'affaires
Ambassade du Canada
Washington, D.C. 20001

Monsieur,

J'ai l'honneur de me référer aux discussions récemment tenues entre les représentants de nos deux gouvernements qui participent au Groupe de travail établi conformément à l'Annexe 705.4 de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis sur les niveaux de soutien gouvernemental pour le blé, l'avoine et l'orge.

J'ai en outre l'honneur de proposer, aux termes des paragraphes 5 et 6 de l'Annexe, que nos deux gouvernements s'entendent pour inclure, à la partie A («Paielements directs») de l'Appendice 1 («Programmes de soutien du gouvernement américain»), le programme et la méthodologie convenue sous mentionnés:

5.2 Paiements effectués en vertu du *Disaster Assistance Act* de 1989.

Le soutien que le gouvernement fédéral accorde aux producteurs de blé et d'orge en vertu du *Disaster Assistance Act* de 1989 est le montant globalement payé aux producteurs de ces céréales pendant la campagne agricole 1989-1990.

J'ai l'honneur de confirmer, au nom du gouvernement des États-Unis, que le projet susmentionné convient à mon gouvernement et de convenir que la présente lettre et votre réponse constitueront un accord entre nos deux gouvernements.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Chargé d'affaires, l'assurance de ma très haute considération.

Le Chargé d'affaires a.i.

M.A. Brault

Canadian Embassy



Ambassade du Canada

501 Pennsylvania Ave. N.W.
Washington, D.C. 20001

May 1, 1991

The Honourable Carla Hills
United States Trade Representative
600 - 17th Street, N.W.
Washington, D.C. 20506

Dear Ambassador Hills,

I am pleased to receive your letter of today's date, which reads as follows:

(See American Note of May 1, 1990)

I have the honor to confirm that the understanding referred to in your letter is shared by my Government, and that your letter and this reply shall constitute an agreement between our respective Governments, to enter into force on this day.

Yours sincerely,

Original signed by
Original signé par

Marc A. Brault

M.A. Brault
Chargé d'affaires a.i.

Canadian Embassy



Ambassade du Canada

501 Pennsylvania Ave. N.W.
Washington, D.C. 20001

le 1er mai 1991

Madame Carla Hills
Représentante spéciale du Président
pour les questions commerciales
600, 17e rue nord-ouest
Washington, D.C. 20506

Madame la Représentante,

J'ai le plaisir d'accuser réception de votre lettre en date
de ce jour, qui se lit comme suit:

(Voir la américaine du 1er mai 1990)

J'ai l'honneur de confirmer que mon gouvernement souscrit à
l'entente exposée dans votre lettre, et que votre lettre et la
présente réponse constitueront entre nos deux gouvernements un
accord qui entrera en vigueur ce jour même.

Je vous prie d'agréer, madame la Représentante, l'assurance
de ma très haute considération.

Le Chargé d'affaires a.i.

Original signed by
Original signé par

Marc A. Brault

M. A. Brault

© Minister of Supply and Services Canada 1991

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1991/13
ISBN 0-660-56547-1

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1991

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1991/13
ISBN 0-660-56547-1

CA 1
EA 10
-767

Government
Publication



CANADA

TREATY SERIES 1991/14 RECUEIL DES TRAITÉS

AIR

Exchange of Notes between the Government of CANADA and the Government of the UNITED STATES OF AMERICA to further amend the Air Transport Agreement signed January 17, 1966 as amended by an Exchange of Notes signed May 8, 1974

Ottawa, December 13, 1990 and May 28, 1991

In force May 28, 1991

AIR

Échange de Notes entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE constituant un Accord modifiant de nouveau l'Accord relatif aux transports aériens signé le 17 janvier 1966 tel que modifié par un Échange de Notes signé le 8 mai 1974

Ottawa, le 13 décembre 1990 et le 28 mai 1991

En vigueur le 28 mai 1991





CANADA

TREATY SERIES 1991/14 RECUEIL DES TRAITÉS

AIR

Exchange of Notes between the Government of CANADA and the Government of the UNITED STATES OF AMERICA to further amend the Air Transport Agreement signed January 17, 1966 as amended by an Exchange of Notes signed May 8, 1974

Ottawa, December 13, 1990 and May 28, 1991

In force May 28, 1991

AIR

Échange de Notes entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE constituant un Accord modifiant de nouveau l'Accord relatif aux transports aériens signé le 17 janvier 1966 tel que modifié par un Échange de Notes signé le 8 mai 1974

Ottawa, le 13 décembre 1990 et le 28 mai 1991

En vigueur le 28 mai 1991

EMBASSY OF THE
UNITED STATES OF AMERICA

Ottawa, December 13, 1990

No. 466

Sir:

I have the honor to refer to the discussions between representatives of the Government of the United States of America and the Government of Canada which took place in Washington on December 3-4, 1990. On the basis of these discussions, I have the further honor to propose that the Air Transport Services Agreement between the Government of the United States of America and the Government of Canada of January 17, 1966, as amended, be further amended as follows:

1. Add to Schedule I, Section E, a route numbered 3., to read as follows:

"3. One point (which may be changed) in the United States - Montreal (Mirabel Airport) (4) (13) (14)"
2. Add after Footnote (12) of Schedule I, a new footnote as follows:

(13) Inclusion of this route under the transcontinental route category does not imply that the actual route selected must be a transcontinental route.

The Right Honorable

Joe Clark, P.C., M.P.,

Secretary of State for External Affairs,
Ottawa.

Ambassade des
États-Unis d'Amérique

Ottawa, le 13 décembre 1990

(Traduction)

No 466

Monsieur le Secrétaire d'État,

J'ai l'honneur de me référer aux discussions qui ont eu lieu à Washington les 3 et 4 décembre 1990 entre les représentants du gouvernement des États-Unis d'Amérique et du gouvernement du Canada. Compte tenu de ces discussions, j'ai aussi l'honneur de proposer que l'Accord relatif aux transports aériens entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique, en date du 17 janvier 1966, tel qu'il a été modifié, soit modifié encore une fois de la façon suivante:

1. Ajouter au Tableau de routes I, section E, la route suivante numérotée 3:

«3. Un point (qui peut être changé) aux États-Unis - Montréal (Aéroport de Mirabel) (4) (13) (14)»
2. Ajouter après la note (12) du Tableau de routes I, la nouvelle note suivante:

(13) L'inclusion de cette route dans la catégorie des routes transcontinentales ne signifie pas que la route retenue doit être une route transcontinentale.

Le très honorable

Joe Clark, CP, député,

Secrétaire d'État aux Affaires extérieures

3. Add to Schedule I, Section F, a new route numbered 13., to read as follows:

"13. San Jose - Vancouver (4)"
4. Amend, in Footnote (4) of Schedule I, the list of numbers in both places where it appears, to read "...Routes A.10, A.11, B.8, B.9, E.1, E.2, E.3, F.12, and F.13, ..."
5. Add, after Footnote (13) of Schedule I, a new footnote as follows:

(14) New York (John F. Kennedy Airport) and Miami (Miami International Airport) may not be served on this route; however, this shall not preclude a carrier designated by the United States Government from serving these points behind the specified U.S. point with a change of flight number at such point.
6. Add to Schedule II, Section B, a route numbered 8., to read as follows:

"8. Montreal (Mirabel Airport) - one point in the United States (which may be changed) (5) (12)"
7. Amend, in Footnote (5) of Schedule II, the list of numbers in both places where it appears, to read "...Routes B.4, B.6, B.7, B.8, C.3, E.1, and E.2; ..."
8. Add after Footnote (11) of Schedule II, two new footnotes as follows:

(12) New York (John F. Kennedy Airport) and Miami (Miami International Airport) may not be served on this route.

(13) If, with regard to each of the pair of routes named in the first column below, the same airline of Canada is designated to operate both named pair of routes, each such pair of routes may be operated as though it were a combined route as described in the second column below, and such airline shall be entitled on this combined route to all the privileges accorded in the agreement:

3. Ajouter au Tableau de routes I, Section F, la nouvelle route suivante numérotée 13:

«13. San José - Vancouver (4)»

4. Modifier, dans la note (4) du Tableau de routes I, la liste suivante de numéros de routes, aux deux endroits où elle paraît: «...Routes A.10, A.11, B.8, B.9, E.1, E.2, E.3, F.12, et F.13,...»

5. Ajouter, après la note (13) du Tableau de routes I, la nouvelle note suivante:

(14) Il se peut que New York (Aéroport John F. Kennedy) et Miami (Aéroport international de Miami) ne soient pas desservis sur cette route; cependant, cela ne doit pas empêcher un transporteur désigné par le gouvernement des États-Unis de desservir ces points au-delà du point précisé aux États-Unis avec un changement de numéro de vol à ce point.

6. Ajouter au Tableau de routes II, Section B, la route suivante numérotée 8:

«8. Montréal (Aéroport de Mirabel) - un point aux États-Unis (qui peut être changé) (5) (12)»

7. Modifier, à la note (5) du Tableau de routes II, la liste suivante de numéros de routes aux deux places où elle paraît: «...routes B.4, B.6, B.7, B.8, C.3, E.1 et E.2; ...»

8. Ajouter, après la note (11) du Tableau de routes II, les deux nouvelles notes suivantes:

(12) New York (Aéroport John F. Kennedy) et Miami (Aéroport international de Miami) peuvent ne pas être desservis par cette route.

(13) Si, à l'égard de chacune des routes jumelées mentionnées dans la première colonne ci-dessous, la même entreprise de transport aérien des États-Unis est désignée pour exploiter les routes jumelées mentionnées, chacune desdites routes jumelées pourra être exploitée comme si elle était une route combinée,

Routes E.1 and E.2 Montreal/Toronto -
 San Francisco/Los Angeles

Routes D.4 and D.5 Edmonton/Calgary -
 San Francisco/Los Angeles

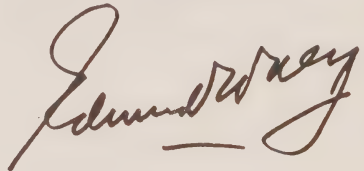
9. Add, in Schedule II, after Routes D.4, D.5, E.1, and E.2 a reference to Footnote (13).
10. Pursuant to Footnote (1) of Schedule II, the Government of Canada may designate two airlines to serve the Halifax - New York segment of Route A.2.

I also have the further honor to propose that, with respect to the Agreement concerning Regional, Local and Commuter Services as effected by an Exchange of Notes at Montreal, August 21, 1984, the two Governments agree as follows:

Paragraph 5.a. of the section on automatic approval shall not apply to the Canadian carrier endorsed to provide service between Ottawa and Boston.

If these proposals are acceptable to your Government, I have the further honor to propose that this Note, together with your Government's positive reply thereto, shall constitute an agreement between our two Governments in the matter, which shall enter into force on the date of your Note in reply.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "Edmund Byrne". The signature is fluid and cursive, with a long horizontal stroke at the end.

tel qu'il est indiqué dans la deuxième colonne ci-dessous, et ladite entreprise de transport aérien aura droit, dans l'exploitation de cette route combinée, à tous les privilèges conférés par l'accord:

Routes E.1 et E.2 Montréal/Toronto
San Francisco/Los Angeles

Routes D.4 et D.5 Edmonton/Calgary -
San Francisco/Los Angeles

9. Ajouter, dans le Tableau de routes II, après les routes D.4, D.5, E.1 et E.2, un renvoi à la note (13).
10. Conformément à la note (1) du Tableau de routes II, le gouvernement du Canada peut désigner deux entreprises de transport aérien pour desservir le tronçon Halifax - New York de la route A.2.

En ce qui concerne l'Accord sur les services aériens régionaux, locaux et de navette tel qu'établi par un Échange de Notes à Montréal, le 21 août 1984, j'ai aussi l'honneur de proposer que les deux gouvernements conviennent de ce qui suit:

L'alinéa 5.a) de l'article sur l'autorisation automatique ne doit pas s'appliquer au transporteur canadien autorisé à fournir un service entre Ottawa et Boston.

Si ces dispositions agréent à votre gouvernement, j'ai l'honneur de proposer que la présente Note, de même que votre réponse positive en ce sens, constituent entre nos deux gouvernements un Accord qui entrera en vigueur à la date de votre réponse.

Acceptez, Monsieur le Secrétaire d'État, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

Edward Ney

The Secretary of State for External Affairs



Secrétaire d'État aux Affaires extérieures

Canada

Ottawa, May 28th, 1991

No. JLAB-0196

Excellency:

I have the honour to refer to your Note No. 466, dated December 13, 1990, which reads as follows:

(See American Note of December 13, 1990)

I have the further honor to confirm that the Government of Canada agrees to your Government's proposal to amend the Annex to the Agreement on Air Transport as outlined in your Note.

Accordingly, this Note which is authentic in the English and French languages, and your Note shall constitute an Agreement to further amend the Air Transport Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America of January 17, 1966, as amended, which shall enter into force on the date of this Note.

Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.

Barbara McDougall

Barbara McDougall
Secretary of State
for External Affairs

His Excellency Edward Ney
Ambassador of the United States of America
Ottawa

The Secretary of State for External Affairs



Canada

Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

Ottawa, le 28 mai 1991

N° JLAB-0196

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de faire référence à votre Note N° 466,
du 13 décembre 1990, qui, en français, se lirait comme suit:
(Voir la Note américaine du 13 décembre 1990)

J'ai l'honneur derechef, de confirmer que le
gouvernement du Canada accepte la proposition de votre
gouvernement d'apporter à l'Annexe de l'Accord relatif aux
transports aériens les modifications décrites dans votre Note.

En conséquence, cette Note, dont les versions française
et anglaise font également foi, ainsi que votre Note constituent
un Accord modifiant de nouveau l'Accord relatif aux transports
aériens entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des
États-Unis d'Amérique, en date du 17 janvier 1966, tel qu'il a
été modifié, qui entre en vigueur à la date d'aujourd'hui.

Je vous prie d'accepter, Monsieur l'Ambassadeur,
l'assurance de ma plus haute considération.

Le Secrétaire d'État
aux Affaires extérieures,
Barbara J. McDougall

A handwritten signature in dark ink, reading "Barbara J. McDougall".

Son Excellence Monsieur Edward Ney
Ambassadeur des États-Unis d'Amérique
Ottawa

© Minister of Supply and Services Canada 1991

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1991/14
ISBN 0-660-56539-0

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1991

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1991/14
ISBN 0-660-56539-0



CANADA

TREATY SERIES 1991/15 RECUEIL DES TRAITÉS

NAVIGATION

Exchange of Notes between the Government of CANADA and the Government of the UNITED STATES OF AMERICA Constituting an Agreement to Amend the Memorandum of Arrangements Concerning the Operation of Pilotage Services on the Great Lakes

Washington, February 12, 1991

In force February 12, 1991



NAVIGATION

Échange de Notes entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE constituant un Accord modifiant le Mémoire d'Accord sur les services de pilotage dans les Grands Lacs

Washington, le 12 février 1991

En vigueur le 12 février 1991



CANADA

TREATY SERIES 1991/15 RECUEIL DES TRAITÉS

NAVIGATION

Exchange of Notes between the Government of CANADA and the Government of the UNITED STATES OF AMERICA Constituting an Agreement to Amend the Memorandum of Arrangements Concerning the Operation of Pilotage Services on the Great Lakes

Washington, February 12, 1991

In force February 12, 1991

NAVIGATION

Échange de Notes entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE constituant un Accord modifiant le Mémoire d'Accord sur les services de pilotage dans les Grands Lacs

Washington, le 12 février 1991

En vigueur le 12 février 1991

DEPARTMENT OF STATE
WASHINGTON

February 12, 1991

Excellency:

I have the honor to refer to the Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America which constitutes an agreement concerning the operation of pilotage services on the Great Lakes (with a Memorandum of Arrangements).

I further have the honor of proposing that a consultation provision be inserted in the Memorandum of Arrangements after paragraph 7, as paragraph 7,bis. The text of this proposed provision is appended.

If this provision is agreeable, I propose that this note, together with the consultation provision and your reply, shall constitute an agreement between our two Governments on this matter that shall enter into force from the date of your reply.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Charles Angevine
For the Secretary of State



His Excellency

Derek H. Burney,

Ambassador of Canada.

Département d'État
Washington

le 12 février 1991

Excellence,

J'ai l'honneur de me référer à l'échange de notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique qui constitue un accord concernant les services de pilotage sur les Grand lacs (avec un Mémoire d'accord).

J'ai de plus l'honneur de proposer qu'une clause concernant la consultation soit insérée au sein du Mémoire d'accord après le paragraphe 7, en tant que paragraphe 7.bis. Vous trouverez ci-joint le texte de cette clause proposée.

Si cette clause vous convient, je propose que cette note, ainsi que la clause concernant la consultation, et votre réponse constituent entre nos deux Gouvernements un accord sur cette question qui entrera en vigueur à la date de votre réponse.

Je vous prie d'agréer, Excellence, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

Pour le Secrétaire d'État
Charles Angevine

Son Excellence Monsieur Derek H. Burney,
Ambassadeur du Canada.

7.bis

Consultations

Either Party may, at any time, request consultations relating to this Agreement. Such consultations shall begin at the earliest possible date, but not later than 90 days from the date the other Party receives the request unless otherwise agreed. Each Party shall prepare and present during such consultations relevant evidence in support of its position in order to facilitate informed and rational discussions.

7.bis

Consultations

L'une ou l'autre Partie peut, en tout temps, demander des consultations concernant le présent Accord. Ces consultations commenceront dès que possible, mais au plus tard dans les 90 jours suivant la date à laquelle l'autre Partie aura reçu la demande, sauf indication contraire. Chaque partie devra établir et présenter pendant ces consultations des documents pertinents à l'appui de sa position pour assurer des discussions rationnelles et fondées sur la connaissance des faits.

Canadian Embassy



Ambassade du Canada

WASHINGTON, February 12, 1991

No. 013

Excellency,

I have the honour to refer to your Note of February 12, 1991 and the appended consultation provision which read as follows:

(See American Note of February 12, 1991)

The Government of Canada accepts your proposal that the consultation provision be inserted in the Memorandum of Arrangements after paragraph 7, as paragraph 7.bis.

Accordingly, I have the honour to state that the Government of Canada agrees that your Note, together with the consultation provision, and this reply, which is authentic in English and French, shall constitute an agreement between our two Governments on this matter and shall enter into force on the date of this reply.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "D.H. Burney".

D.H. Burney
Ambassador

The Honourable James A. Baker, III
Secretary of State
7th Floor
Department of State
2201 C Street, N.W.
Washington, D.C. 20520

Canadian Embassy



Ambassade du Canada

WASHINGTON, le 12 février 1991

No. 013

Excellence,

J'ai l'honneur de me référer à votre Note du 12 février et à la clause concernant la consultation qui y est jointe, lesquelles se lisent comme suit:

(Voir la Note américaine du 12 février 1991)

Le Gouvernement du Canada accepte votre proposition à l'effet que la clause concernant la consultation soit insérée au sein du Mémoire d'accord après le paragraphe 7, en tant que paragraphe 7.bis.

Par conséquent, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement du Canada accepte que votre Note, ainsi que la clause concernant la consultation, et la présente réponse, dont les versions anglaise et française font également foi, constituent entre nos deux Gouvernements un accord qui entrera en vigueur à la date de la présente réponse.

Veillez agréer, Excellence, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

l'Ambassadeur



D.H. Burney

L'honorable James A. Baker, III
Secrétaire d'État
Département d'État
2201 rue C, Nord Ouest
Washington, D.C. 20520

© Minister of Supply and Services Canada 1991

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1991/15
ISBN 0-660-56570-6

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1991

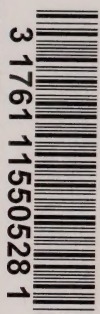
En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1991/15
ISBN 0-660-56570-6



3 1761 1150528 1